

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Janvier 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité du ministère, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

Balkans, Sahel

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 17\)](#)



[À VENIR \(p. 18\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

En janvier 2020, l'IRSEM accueille deux nouveaux arrivants, Nicolas Regaud, délégué au développement international, et Dorian Léger, chargé de communication.



Nicolas Regaud a rejoint l'IRSEM en tant que Délégué au développement international. Au sein de l'équipe de direction, rattachée directement au directeur, cette nouvelle fonction consiste à développer les activités internationales de l'IRSEM, notamment au travers de partenariats avec des centres de recherche stratégique homologues. Parallèlement à cette responsabilité, Nicolas Regaud conduira des travaux de recherche sur les questions stratégiques en Indo-Pacifique, la sécurité climatique, la prospective stratégique et la sécurité maritime.

Auparavant conseiller spécial de la DGRIS pour l'Indo-Pacifique, il a occupé depuis le début des années 1990 différentes fonctions au sein de la Délégation aux affaires stratégiques (chef du bureau Asie-Pacifique, adjoint au sous-directeur des

questions régionales, adjoint au directeur), du SGDSN (sous-directeur chargé du contrôle des exportations d'armement, puis sous-directeur chargé des crises & conflits), de la DGA (attaché d'armement au Japon), du ministère des Affaires étrangères (consultant permanent sur l'Asie-Pacifique) et de l'université (chercheur au Centre de recherches internationales et stratégiques de Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a publié deux ouvrages sur la péninsule indochinoise sous l'angle stratégique et un grand nombre d'articles dans des revues nationales et internationales concernant, pour la plupart, les questions de défense et de sécurité en Asie.



Nouveau chargé de communication du pôle valorisation de la pensée stratégique de l'équipe de soutien à la recherche, Dorian Léger est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Avant de rejoindre l'IRSEM, il a effectué plusieurs stages au ministère des Armées, notamment à la Direction

générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) ainsi qu'à la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) en tant que communicant.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Research Paper No. 78 – 14 janvier.

« [The security apparatus and the political transition in Sudan](#) » by Anne-Laure MAHÉ, 21 p. (traduction de la note parue le 5 septembre 2019).

Since the 11th of April 2019 and the overthrow of Omar al-Bashir, Sudan has been engaged in an uncertain and complex political process. Among the many questions that arise, one dominates, that is the nature and extent of current developments. Is there real regime change or simply a transformation of the system to survive the crisis? In order to answer this question, it is necessary to examine the security apparatus since it has taken over the reins of power. The army has emerged as the central actor in this transition along with civilian opposition. This paper analyzes the structure, history and evolution of this apparatus since 1989. During thirty years of authoritarian Islamist power, a policy of counterbalancing was implemented, resulting in the fragmentation and multiplication of security agencies. This policy partly explains the course of the coup and subsequent events, while also presenting specific challenges for the transition in the short and long term, in particular the management of multiple armed actors that may hinder it.



Research Paper No. 76 – 16 janvier.

« [China's 2019 Defense White Paper: A flawed communication effort](#) » by Paul CHARON and Carine MONTEIRO DA SILVA, 9 p. (traduction de la note parue le 26 juillet 2019).

On July 24th, 2019, China published its tenth Defense White Paper. Far from announcing an evolution of the Chinese military strategy, "China's National Defense in the New Era" (新时代的中國國防) has two core functions: taking steps toward increased transparency by explaining how China perceives its regional and global environment; and halting the spread of the Chinese threat theory that fuels an increasingly virulent opposition towards China. However, China is struggling to convince on these two points: questionable interpretation of international tensions and partial analysis of the implications, lack of recognition of substantive problems, half-hearted transparency incapable of respon-

ding to the concerns of Beijing's interlocutors. A critical reading of this document makes it possible to identify the main perceptions of the ruling elite.



Note de recherche n° 87 – 28 janvier.

« [La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement](#) » par COL Olivier PASSOT, 21 p.

Le Hezbollah n'a cessé de progresser depuis la dernière guerre à l'été 2006, au cours de laquelle il était déjà assez fort pour tenir en échec l'armée israélienne. La milice armée a accumulé de l'expérience tactique en Syrie, amélioré ses capacités balistiques (précision, portée et nombre de vecteurs), tout en sanctuarisant ses positions au Sud-Liban. Malgré ce niveau de menace élevé, les responsables israéliens semblent éviter tout risque de confrontation. Ce refus de l'escalade repose sur une combinaison subtile de dissuasion et d'endiguement, ce qui exige une connaissance la plus intime possible du Hezbollah. Les Israéliens ont l'impérieuse nécessité de comprendre un adversaire avec lequel ils n'ont pas, paradoxalement, d'interaction, afin d'anticiper. Autrement dit, l'appareil de renseignement est devenu l'élément central de la stratégie israélienne contre le Hezbollah. Cette priorité accordée au renseignement s'est traduite, au cours de la dernière décennie, par des investissements humains et matériels considérables. Elle s'est accompagnée d'ajustements doctrinaux (autonomie des échelons subordonnés) et d'innovations technologiques. L'efficacité du renseignement repose également sur une posture offensive, rendue possible par le niveau de tension élevé entre Israël et ses voisins.



Research Paper No. 88 – 30 janvier.

« [Is Europe ready for a bipolar world?](#) » by Pierre HAROCHE, 18 p.

The emergence of a bipolar world dominated by US-China competition will be one of the most crucial factors shaping global security in the years to come. This evolution will be particularly challenging for Europe and transatlantic relations. In the event of a US-China confrontation, Europeans would face increasing responsibility because the US would need to focus on the East Asian theatre; in the case of a bipolar détente, the US might want to cooperate increa-

singly with China, possibly at the expense of the transatlantic partnership. With a view to being better prepared for those risks, Europeans should develop their strategic autonomy, reinforce their economic sovereignty and restore their naval power.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 43 – 7 janvier.

« [ONU, maintien de la paix et renseignement](#) », avec Alexandre JUBELIN et Sarah-Myriam MARTIN-BRÛLÉ, 51 mn.

Pour le premier épisode de l'année 2020, « Le Collimateur » a le plaisir d'accueillir Sarah-Myriam Martin-Brûlé, professeure associée au département de politique et d'études internationales à l'Université Bishop's, directrice adjointe du Réseau de recherche sur les opérations de paix et autrice d'un rapport sur le renseignement onusien.

Avec Alexandre Jubelin, elle fait d'abord un tour d'horizon des opérations de maintien de la paix actuelles, de leurs missions, des principaux pays contributeurs et des questions soulevées par l'évolution de cette répartition. Puis ils discutent de la machinerie interne de l'ONU, qui permet aux pays du Conseil de sécurité de conserver le pouvoir, et des interactions avec les pays destinataires des missions. Ils abordent ensuite la question du renseignement dans le cadre onusien, la manière dont cette préoccupation est apparue et les difficultés à pérenniser cette activité du fait des contradictions de fond entre le renseignement et la coopération, et des difficultés à y déployer des professionnels adaptés.



Dans le viseur #1 – 10 janvier.

« [Alerte dans le désert malien](#) », avec Alexandre JUBELIN, 18 mn.

En ce début d'année, « Le Collimateur » inaugure un nouveau format. « Dans le viseur » propose un témoignage inédit, celui d'hommes et de femmes servant dans les forces armées, des militaires qui racontent des moments de leur vie sous l'uniforme. Raids aériens en Syrie, abordage d'un navire transportant de la drogue ou gestion d'une crise dans le désert malien, des officiers se confient sur le rôle d'un chef à des

moments décisifs de leur carrière. Ce nouveau format est en partenariat avec l'École de guerre dont sont issus la plupart des officiers interrogés.

Dans le premier épisode, le chef de bataillon H. raconte un épisode d'alerte en pleine nuit, au cœur de l'opération Serval.



Épisode 44 – 14 janvier.

« [Penser la guerre avec Star Wars](#) », avec Alexandre JUBELIN, Olivier SCHMITT, WAËL et Tony MORIN, 1 h 40.

À l'occasion de la sortie de l'épisode IX de *Star Wars*, « Le Collimateur » se saisit de la saga et de son univers, pour développer une analyse tactique et stratégique de la guerre dans la série.

Alexandre Jubelin est rejoint par trois analystes du fait militaire et spécialistes de la série : Olivier Schmitt, professeur de sciences politiques et directeur du Center for War Studies de l'Université du Sud-Danemark ; Waël, animateur du podcast « Damoclès » ; et Tony Morin, doctorant à l'Université de Versailles et chef de la section études et veille du Centre études, rayonnement et partenariats de l'armée de l'air. Ils commencent par mettre chacun en avant quelques points particulièrement stimulants de la série pour penser la guerre et le fait militaire, avant de parler du tableau stratégique et de la vision des conflits qui y est développée. Enfin, ils abordent le sujet brûlant et toujours non résolu de la valeur guerrière et de l'intelligence stratégique des ewoks.



Dans le viseur #2 – 17 janvier.

« [Raid vers la Syrie](#) », avec Alexandre JUBELIN, 16 mn.

Dans le deuxième épisode de « Dans le viseur », le lieutenant-colonel C. raconte un raid aérien et un bombardement vers la Syrie, en 2018.



Épisode 45 – 21 janvier.

« [L'escalade militaire entre les États-Unis et l'Iran](#) », avec Alexandre JUBELIN et Pierre RAZOUX, 59 mn.

[Pierre Razoux](#), chercheur à l'IRSEM et directeur du domaine « Euratlantique, Russie, Moyen-Orient », revient dans « Le Collimateur » pour décrypter la montée récente des tensions entre les États-Unis et l'Iran, et ses conséquences stratégiques pour la région.

Avec Alexandre Jubelin, il commence par retracer l'histoire tumultueuse de la relation entre les deux pays depuis 1979 puis la montée des tensions depuis 2018, et le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. Puis ils évoquent la crise actuelle, ses conséquences, les stratégies sous-jacentes et les perspectives d'avenir à l'échelle régionale et mondiale.



Dans le viseur #3 – 24 janvier.

« [À l'abordage d'un brouillard chargé d'héroïne](#) », avec Alexandre JUBELIN, 22 mn.

Dans l'épisode 3, le commandant M. raconte une opération d'arrondissement au milieu de l'océan Indien.



Épisode 46 – 28 janvier.

« [Sous le signe de Clausewitz : la stratégie en livres](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jean-Vincent HOLEINDRE, Martin MOTTE, Béatrice HAINAUT, Joseph HENROTIN, Élie TENENBAUM et GCA

Benoît DURIEUX, 1 h 34.

L'émission a été enregistrée en public à l'occasion des 10 ans du Centre de documentation de l'École militaire (CEM), le 9 janvier 2019. Dans ce contexte, « Le Collimateur » a reçu plusieurs invités de marque, qui présentent chacun un grand classique de la réflexion stratégique, avant de dialoguer autour des ouvrages suivants :

[Jean-Vincent Holeindre](#) (directeur scientifique de l'IRSEM et professeur de science politique à Paris II) : Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, Gallimard, 1976.

Martin Motte (directeur d'études à l'École pratique des hautes études) : Amiral Castex, *Théories stratégiques (1929-1935)*, rééd. Economica, 1997.

Béatrice Hainaut (armée de l'air, docteur en science politique) : Giulio Douhet, *La Maîtrise de l'air (1921)*, rééd. Economica, 2007.

Joseph Henrotin (rédacteur en chef de *DSI magazine*) : Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Economica, 1999.

Élie Tenenbaum (chercheur au centre des études de sécurité de l'IFRI) : David Galula, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice (1964)*, Hailer Publishing, 2005.

Général de corps d'armée Benoît Durieux (directeur du cabinet militaire du Premier ministre) : Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, Éd. du Seuil, 1995.



Têtes chercheuses #1 – 31 janvier.

« [Les voies de l'innovation militaire](#) », avec Alexandre JUBELIN et Olivier SCHMITT, 27 mn.

Inauguration d'un nouveau format mensuel, dans lequel des chercheurs viennent présenter des articles scientifiques.

Pour ce premier épisode, Olivier Schmitt, directeur du Center for War Studies de l'Université du Sud-Danemark, vient présenter deux articles du *Journal of Strategic Studies* analysant les processus d'innovation militaire : Adam Grissom, « The Future of Military Innovation Studies », 2006, et Stuart Griffin, « Military Innovation Studies: multidisciplinary or lacking discipline? », 2017.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

14 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le 14 janvier a eu lieu la première rencontre de l'année 2020 des Jeunes Chercheurs (IRSEM/SHD), animée par [Jean-Vincent Holeindre](#), professeur de science politique et directeur scientifique de l'IRSEM, et Hervé Drévilion, professeur d'histoire moderne et directeur de la recherche au Service historique de la Défense.

Cette séance était consacrée au thème de la bataille. Alors que la notion fait partie intégrante de la réflexion sur la guerre et de la théorie militaire, il est en réalité difficile, voire impossible, d'en apporter une définition univoque.

Pour poser le problème, deux intervenants ont successivement présenté leurs travaux de recherche et apporté quelques conseils aux doctorants.

Hervé Dréwillon a dans un premier temps exposé sa conception de la bataille en tant qu'objet non seulement opérationnel et historiographique mais également narratif. En effet, la bataille ne s'impose pas en elle-même mais correspond plutôt selon lui à une reconstruction rétrospective qui justifie a posteriori l'utilisation de cette qualification. Il a ainsi mis en avant, grâce à divers exemples, les sources permettant de donner une épaisseur narrative au phénomène de la bataille. Du point de vue opérationnel, la bataille est un moment de la guerre et correspond à une séquence événementielle isolée. Se pose alors la question de la possibilité de théoriser la bataille lorsqu'elle est considérée comme un simple moment tactique. Quoi qu'il en soit, il est primordial de saisir la diversité des fondements de ce concept pour l'analyser précisément.

Dans un second temps, [Édouard Jolly](#), chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM, a introduit son propos en apportant une définition des « nouvelles guerres ». Aussi appelées guerres asymétriques ou insurrectionnelles, ces événements récents difficilement qualifiables sont caractérisés par l'opposition entre deux groupes aux avantages stratégiques disproportionnés, où le plus faible cherche à fuir la bataille et la confrontation du plus fort. Malgré cela, les guerres sont toujours menées à travers des combats. En ce qui concerne la bataille comme confrontation entre deux armées, il est selon lui important d'en retenir la structure qui correspond à une mise en rapport ordonnée entre deux forces antagonistes.

Après avoir mentionné une liste d'ouvrages en lien avec cette thématique, Édouard Jolly a ensuite présenté une grille de lecture et d'analyse du livre *De la guerre* de Clausewitz où l'affrontement est l'activité centrale de la guerre. À travers l'étude du cas de la bataille d'Alasay de mars 2009, il a illustré son développement par une analyse cartographique. Finalement, ce séminaire s'est conclu par une réflexion d'ouverture sur le rapport entre victoire tactique et défaite stratégique.

Veronica RODRIGO
Assistante de recherche

16 janvier : Séminaire des doctorants en études de renseignement.



Le 16 janvier, l'IRSEM a accueilli le premier séminaire doctoral consacré aux études de renseignement. Organisé par l'IRSEM en collaboration avec l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES) et Intelligence Campus, le pôle innovation de la Direction du renseignement militaire (DRM), ce séminaire est dirigé par [Paul Charon](#) (IRSEM), Damien Van Puyvelde (Université de Glasgow/IRSEM) et Olivier Chopin (EHESS/ Sciences Po). Véritable atelier du thésard, il a vocation à devenir un lieu d'échanges, parmi d'autres, sur les enjeux épistémologiques et difficultés pratiques auxquels sont confrontés les spécialistes des études de renseignement. Ce séminaire se réunira quatre à six fois par an, chaque séance proposera de faire le tour d'une approche méthodologique, illustrée par un ou des exemples concrets de recherches. Il s'appuiera sur l'expérience de chercheurs confirmés, français ou étrangers, qui partageront leur savoir mais aussi leurs bonnes pratiques.

Paul CHARON
Directeur adjoint du domaine « Pensée stratégique »
Responsable du programme Renseignement et anticipation

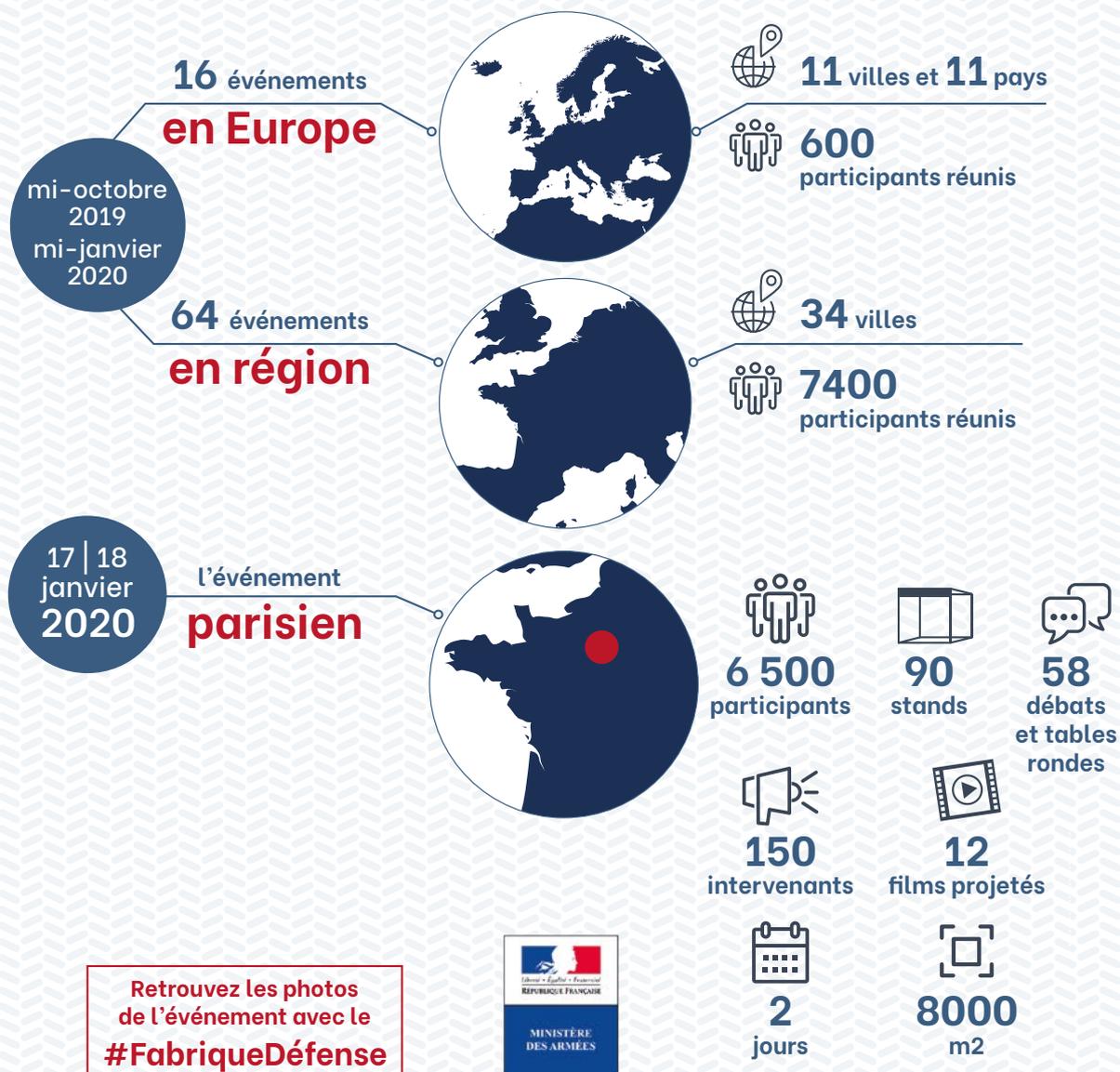
LA
FABRIQUE DÉFENSE

1^{ère}
édition

FABRIQUONS LA DÉFENSE EUROPÉENNE DE DEMAIN !

Au total : **14 500** participants
en France & en Europe

154 partenaires
tous secteurs confondus



17-18 janvier : 1^{re} édition de La Fabrique Défense, Paris Event Center.



Les 17-18 janvier 2020 avait lieu à Paris le dernier événement de la première édition de La Fabrique Défense (LFD), une initiative du ministère des Armées, pilotée par la DGRIS et l'IRSEM, qui en tout a réuni plus de 14 500 participants français et européens lors de 80 événements organisés entre octobre 2019 et janvier 2020 en France et en Europe.

Partant d'une idée originale de Nicolas Bronard (DGRIS), Céline Jurgensen (CEA) et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (IRSEM) pour sensibiliser les jeunes aux enjeux de défense et contribuer au développement d'une culture stratégique européenne commune, LFD a finalement fédéré 154 partenaires dans tous les secteurs (public et privé, industries, start-up, universités, think tanks, etc.).



L'événement parisien, qui avait lieu au Paris Event Center, dans le XIX^e arrondissement, a réuni 6 500 participants sur 8 000 m². Durant deux jours, les visiteurs ont pu notamment :

- écouter 150 intervenants dans 58 conférences et tables rondes sur des sujets divers (« Le soldat face à la mort », « à quoi servent les armes nucléaires ? », « qu'est-ce que le renseignement ? », « les enjeux éthiques de l'augmentation des performances du combattant », etc.) ;
- participer à des ateliers de *wargaming*, de cartographie, de simulation du Conseil de sécurité de l'ONU, des reconstitutions historiques, etc.



- regarder 12 films dans une salle de cinéma (*Le Chant du loup*, *Une histoire de l'armée de l'air*, *Les Femmes contre Daech*, etc.) ;

- rencontrer des femmes et des hommes incarnant un « parcours » type (officier, ingénieur, chercheur, président d'association, etc.) et des doctorants pour discuter de leur recherche ;

- se rendre sur 90 stands pour découvrir des métiers et des matériels ;

- tester de façon ludique et interactive de nombreux métiers de l'écosystème défense (*speed testing*) ;

- feuilleter de nombreux ouvrages dans le salon du livre et rencontrer des auteurs en dédicace.

► Programme complet des conférences et activités sur <https://lafabriquedefense.fr/paris>

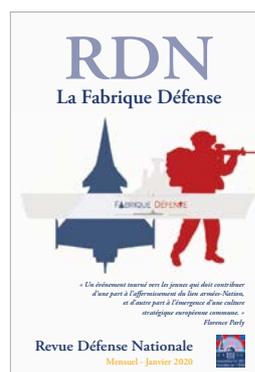
La ministre des armées, Florence Parly, y a passé de nombreuses heures, accompagnée notamment de sa secrétaire d'État, Geneviève Darrieussecq, et de ses homologues britannique, portugais et suisse, avec lesquels elle a participé à une table ronde sur l'Europe de la défense avant de remettre des prix « jeunes » à trois associations et une entreprise.





L'IRSEM a pu accueillir sur son stand de nombreux jeunes intéressés par les questions de défense et curieux d'en connaître un peu plus sur l'institution. Les chercheurs et membres de l'équipe de soutien étaient présents pour répondre à leurs nombreuses questions et les aider dans leurs futures orientations. Les chercheurs de l'IRSEM se sont également illustrés dans des tables rondes ou d'autres activités, comme le *wargaming*.

D'avantage qu'un événement ou même une série d'événements en France et en Europe, LFD est appelée à devenir le cadre dans lequel nos actions à l'égard des jeunes – en ce qui nous concerne les jeunes chercheurs – s'inscriront à l'avenir.



► Sur la manière dont LFD s'articule avec la mission de l'IRSEM de soutien aux jeunes chercheurs, voir J.-B. Jeangène Vilmer, « [La relève stratégique : les jeunes chercheurs de l'IRSEM](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 826, janvier 2020, p. 13-20.

Cet événement parisien était le point culminant d'une séquence qui, entre la mi-octobre 2019 et la mi-janvier 2020, a vu s'organiser 64 événements dans 34 villes ailleurs en France, et 16 événements dans 11 villes et 11 pays ailleurs en Europe.

21 janvier : Conférence « Quel rôle pour l'Union européenne dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ? ».



L'IRSEM organisait une conférence sur l'Union européenne (UE) et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM), le 21 janvier 2020, à l'École militaire autour de trois invités. Mme Marie Pavageau, chargée de mission sur les crises de prolifération nucléaire à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées, a d'abord brièvement décrit le panorama des actions de l'UE en la matière en revenant sur les documents fondateurs de 2003 (Stratégie de lutte contre la prolifération des ADM) et de 2008 (Nouvelles lignes d'action), sur les instances impliquées, ainsi que les moyens mis en œuvre (budget, sanctions, clause de non-prolifération, centres d'excellence NRBC, etc.). Elle a notamment évoqué l'implication de l'UE dans le règlement des crises de non-prolifération nucléaire, en particulier celle de l'Iran. Dans un second temps, le Dr Clara Portela, *senior analyst* à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), a présenté son analyse du rôle de l'UE dans le processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), en revenant sur les échéances passées lors desquelles les États membres avaient réussi à converger vers une position commune malgré des sensibilités contrastées sur les questions nucléaires, notamment sur le désarmement. Le Dr Portela a détaillé le *modus operandi* de l'UE en montrant comme l'appartenance de certains États à plusieurs groupes de « puissances moyennes » telles que l'initiative pour la non-prolifération et le désarmement (NPTDI) ou la coalition pour un nouvel agenda (NAC) pouvait être utile. Benjamin Hautecouverture, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), qui présidait le panel, a mis en exergue le fait que les actions concrètes de l'UE

étaient mal connues, alors que sa plus-value résidait précisément dans sa capacité de « terrain ». Finalement, dans un contexte international dégradé, on pouvait se demander si la lutte contre la prolifération restait une priorité pour tous les États membres comme cela semblait le cas au début des années 2000. Il fallait maintenir l'importance de cette politique, sans laquelle nous risquerions de devoir faire face à de nouveaux cas proliférants à l'avenir.

Tiphaine de CHAMPCHESNEL
Chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires

27 janvier : 2^e Serious Games Forum, École militaire.



L'IRSEM est partenaire du second Forum français du wargaming et des serious games organisé par l'association Serious Games Network France, qui s'est tenu le 27 janvier 2020 à l'amphithéâtre Foch de l'École militaire. Les professionnels de ce secteur qui intéressent de plus en plus le ministère des Armées ont pu échanger sur leurs pratiques et leurs expériences. Un public nombreux, à la fois institutionnel et académique, a pu s'essayer à la pratique des wargames et autres « jeux sérieux » parmi la quinzaine de simulations mises à la disposition des participants. [Pierre Razoux](#), responsable de l'atelier wargaming de l'IRSEM, est intervenu et a animé une session de son wargame Fitna sur un scénario fondé sur la bataille d'Idlib qui se déroule actuellement en Syrie.

Pierre RAZOUX
Directeur du domaine
« Espace euratlantique – Russie – Moyen-Orient »

ACTUALITÉ DU MINISTÈRE

10 janvier : Lancement du Comité d'éthique de la Défense

Le 10 janvier 2020, la ministre des Armées, Florence Parly, a officiellement « installé » le comité d'éthique de la Défense. Le 5 avril 2019, alors qu'elle présentait la stratégie du ministère en matière d'intelligence artificielle, la ministre avait annoncé sa volonté de créer un tel comité, « pour traiter des questions posées par les technologies émergentes et leur emploi par l'homme dans le domaine de la défense ». Elle a désigné ses 18 membres – dont [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM – en décembre 2019, et a donc lancé ses activités en janvier 2020. Le comité peut être saisi par les hautes autorités du ministère comme s'autosaisir. La ministre lui a donné ses deux premiers sujets, à traiter dans les prochains mois : d'une part, le « "soldat augmenté" et l'impact des évolutions qui concernent l'amélioration des capacités physiques ou psychiques de nos combattants » ; d'autre part, « les règles éthiques applicables aux systèmes d'armes autonomes qui connaîtront un fort développement dans toutes les armées du monde avec le développement de l'intelligence artificielle et du numérique ».

► Consulter la [liste des membres du Comité d'éthique de la Défense](#).

► Lire le [discours de la ministre](#).

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



COL Christian BARTHLEN

- Participation en qualité d'expert au championnat clôturant le module d'enseignement « Apprendre à convaincre » de l'École de guerre, 15 janvier 2020.



Flavien BOURRAT

- Conférence : « Les facteurs humains au centre des enjeux stratégiques au Proche et au Moyen-Orient », dans le cadre du module « Faire la guerre au milieu des peuples », École de Guerre-Terre, 27 janvier 2020.



Camille BOUTRON

- Organisation et animation de la table ronde « Les femmes, avenir de la défense ? », avec la lieutenant Camille Trotx, enseignante chercheuse au CREA, le colonel Pal Eirik Berglund, attaché défense à l'ambassade de Norvège en France, et Mme Valérie

Plier, membre de l'association [combattantes@numériques](#), La Fabrique Défense, Paris Event Center, 17 janvier 2020.

- Animation d'une série de débats à l'occasion de la journée d'étude « Dialogues autour des mobilisations sociales en Amérique latine » organisée par l'Institut des hautes études sur l'Amérique latine et l'UMR 8586 PRODIG, 23 janvier 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESEL

- Article : « Les États du Moyen-Orient et le traité sur l'interdiction des armes nucléaires », *Moyen-Orient*, n° 45, janvier-mars 2020.

- Organisation du panel « À quoi servent les armes nucléaires ? », La Fabrique

Défense, Paris Event Center, 17 janvier 2020.

- Conférence : « Quel rôle pour l'Union européenne dans la lutte contre la prolifération », École militaire, 21 janvier 2020.

- Conférence : « Vers une nouvelle menace nucléaire ? » Institut catholique de Paris, 30 janvier 2020.



Paul CHARON

- Organisation et animation, avec Olivier Chopin (EHESS/Sciences Po) et Damien Van Puyvelde (Université de Glasgow), de la première séance du séminaire doctoral sur les études de renseignement, École militaire, 16 janvier 2020.

- Modération de la table ronde intitulée « Un autre 11-Septembre est-il possible ? Les services de renseignement et l'anticipation des surprises stratégiques », avec la participation de Fabien Laurençon (doctorant associé à l'IRSEM) et Pauline Blistène (doctorante à l'Université Paris 1), La Fabrique Défense, 17 janvier 2020.

- Article : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Russia as a hurricane, China as climate change: different ways of information warfare », *War on the Rocks*, 21 janvier 2020.

- Intervention : « Méthodes et épistémologie de l'analyse du renseignement », dans le cadre du diplôme sur le Renseignement et les menaces globales (DiReM), Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, 22 janvier 2020.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Participation à la conférence « Identity and Ideology in Peace-Building in the Middle East and the Gulf », organisée par l'IEMed (European Institute of the mediterranean), Barcelone, 30 janvier 2020.

- Participation à la conférence « Rethinking a new order for Gulf Security », organisée par le Gulf Studies Center de Qatar University en collaboration avec AlJazeera Centre for Studies, 19 et 20 janvier 2020.



François DELERUE

- Publication : « [International law in cyberspace: Are we asking the right questions?](#) », publication en ligne du texte de l'[intervention](#) lors de la réunion informelle du Groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur la cybersécurité, ONU, New York, 2-4 décembre 2019.

- Publication : « Le droit international applicable aux opérations dans le cyberspace : panorama de la recherche en France », in Michel Séjean et Célia Zolynski (dir.), *L'Europe de la cybersécurité, pour une liberté sécurisée*, Trans Europe Experts, janvier 2020, p. 40-41.

- Modération du panel « Cyber(in)sécurité », La Fabrique Défense, Paris Event Center, 18 janvier 2020.

- Co-organisation de la conférence « European Cyber diplomacy Dialogue », organisée par le projet EU Cyber Direct et la EUI School of Transnational Governance, Florence, Italie, 20-21 janvier 2020.

- Publication : avec Elaine Korzak, « [From Multilateral to Multistakeholder? New Developments in UN Processes on Cybersecurity](#) », Net Politics, Council on Foreign Relations, 27 janvier 2020.

- Membre du jury, [Cyber 9/12 Strategy Challenge](#), organisé par Géode (Paris 8) et l'Atlantic Council, Forum international de la cybersécurité, Lille, 29 janvier 2020.



Juliette GENEVAZ

- Conférence : « The question of military professionalism in China », Université hébraïque de Jérusalem, Israël, 6 janvier 2020.



Pierre HAROCHE

- Intervention dans le cadre de la 72^e session nationale « Politique de défense » de l'IHEDN sur les coopérations européennes en matière de défense, 18 janvier 2020.

- Intervention dans le cadre de la Winter Academy on Defense de Carnegie Europe, sur le thème de la supranationalisation de la défense européenne, Bruxelles, 22 janvier 2020.

- Participation à la table ronde « EU foreign policy in 2020: Can Franco-German relations get back on track? » organisée par l'European Council on Foreign Relations, 27 janvier 2020.

- Publication : « [Is Europe ready for a bipolar World?](#) », Note de l'IRSEM n° 88, 30 janvier 2020, 18 p.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM/SHD, 14 janvier 2020.

- Animation du débat « Les nouvelles compétitions de puissance », La Fabrique Défense, Paris Event Center, 17 janvier 2020.

- Intervention dans l'émission « Décryptage », Radio Notre-Dame, 23 janvier 2020.

- Organisation avec Marie Robin de la conférence du réseau européen d'études sur la guerre, Université Panthéon-Assas, 27-28 janvier 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Nommé par la ministre des Armées membre du [comité d'éthique de la défense](#).

- Animation de la table ronde « Le vrai du faux : quelle stratégie face aux manipulations de l'information ? », La

Fabrique Défense, Paris, 17 janvier 2020.

- Article : avec Paul Charon, « Russia as a hurricane, China as climate change: Different ways of information warfare », *War on the Rocks*, 21 janvier 2020.

- Article : « La relève stratégique : les jeunes chercheurs de l'IRSEM », *Revue Défense Nationale*, n° 826, janvier 2020, p. 13-20.



Édouard JOLLY

- Conférence : « Imposer la bataille, concept et histoire », séminaire des Jeunes Chercheurs, IRSEM, École militaire, 14 janvier 2020.

- Conférence : « Étranger au monde, l'être et l'avoir de la liberté d'après Günther Anders », journées d'études « Penser l'étranger au siècle des Lumières et au début du XIX^e siècle, résonances contemporaines », Université Paris Nanterre et École normale supérieure, Paris, 24 et 25 janvier 2020.



Raphaëlle KHAN

- Participation au Raisina Dialogue, New Delhi, 14-16 janvier 2020.

- Conférence : « Institutional Legacies of in India's internationalist thought and practice, 2019-2019 », Ashoka University, Sonipat (Inde), 30 janvier-2 février 2020.



Christophe LAFAYE

- Article : « Les archives "construites" pour collecter, archiver et valoriser l'expérience combattante du XXI^e siècle », *Cahiers d'Histoire*, Dossier « Revisiter l'approche des sources historiques au XXI^e siècle », vol. 37, Université de Montréal, automne 2019, p. 169-195.



Céline MARANGÉ

- Article : « La posture internationale de la Russie depuis l'annexion de la Crimée », *Questions internationales*, numéro spécial « [Russie, la puissance solitaire](#) », n° 101, janvier-février 2020, p. 68-75.



Anne MUXEL

- Animation d'une table ronde « Pourquoi s'engager dans les armées ? » avec le général Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse, et le caporal-chef du 6^e régiment du génie de l'armée de terre

Teddy Leumièrre, La Fabrique Défense, Paris Event Center, 18 janvier 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Intervention dans le cadre du Expert workshop sur la sécurité maritime et les capacités de défense dans le contexte de l'accord de partenariat stratégique EU/Japon « Thinking about EU-Japan cooperation in Maritime Security », Délégation de l'Union européenne au

Japon, Tokyo, 14 janvier 2020.

- Article : « [Corée du Nord/États-Unis : un seul lit pour deux rêves](#) », *The Conversation*, 15 janvier 2020.

- Intervention dans le cadre du colloque « New threats to the liberal order: common perceptions and answers », Fondation pour la recherche stratégique, Paris, 30 janvier 2020.



Maud QUESSARD

- Table ronde : « Chine, États-Unis, Russie : nouvelles compétitions de puissance », La Fabrique Défense, Paris Event Center, 17 janvier 2020.

- Table ronde : « Le vrai du faux : quelle stratégie face aux manipulations de l'information ? », La Fabrique Défense, Paris Event Center, 17 janvier 2020.

- Communication : « La présidence Obama : la fin de la grande stratégie ? », Journée d'étude « La Présidence Obama », Université de Lille, 24 janvier 2020.

- Publication : « Entertainment Diplomacy », Chapter 20, in Thierry Balzaq, Frédéric Charillon, Frédéric Ramel, *Global Diplomacy*, Switzerland, Springer, Palgrave Macmillan, 2020, p. 279-295.



Benoît RADEMACHER

- Animation de la table ronde « Les jeunes dans l'industrie de défense », La Fabrique Défense, Paris Event Center, 18 janvier 2020.

- Présentation : « Le maintien en condition opérationnelle : enjeux et perspectives économiques », avec Josselin Droff, dans le cadre des Journées Sciences navales, École navale, 30 janvier 2020.



Pierre RAZOUX

- Entretien sur l'évolution des tensions dans le golfe Persique, *Orient stratégique*, n° 10, L'Harmattan, décembre 2019/janvier 2020, p. 13-21.

- Interviewé par Christophe Lafaye pour la revue *Opérations spéciales* sur *Le Siècle des As – Une autre histoire de l'aviation*, janvier 2020, p. 74-75.

- Interviewé sur les conséquences de la crise entre les États-Unis et l'Iran après l'assassinat du général Soleimani, *Le Parisien*, 3 janvier 2020.

- Interviewé par Olivier Berger sur le regain de tension entre les États-Unis et l'Iran, « [Personne n'a intérêt à ce que tout flambe au Moyen-Orient](#) », *La Voix du Nord*, 4 janvier 2020.

- Interviewé sur la crise entre les États-Unis et l'Iran après l'assassinat du général Soleimani, « Les Iraniens vont tout faire pour que les Américains quittent l'Irak », *Journal du dimanche*, 5 janvier 2020.

- Invité du journal de 13 heures de Radio France internationale pour décrypter la crise entre l'Iran et les États-Unis, 5 janvier 2020.

- Interviewé par Virginie Robert, « [Téhéran veut faire percevoir les troupes américaines comme une force d'occupation en Irak](#) », *Les Échos*, 6 janvier 2020 (repris dans l'édition papier du 7 janvier).

- Invité du Débat d'actualité « [Iran – Quelle stratégie pour Wahsington ?](#) », France 24, 6 janvier 2020.

- Interviewé par Marc Teddé pour « La Matinale » de Radio Classique sur les perspectives d'évolution de la crise entre l'Iran et les États-Unis, 7 janvier 2020.

- Conférence sur « La crise irano-américaine et l'après-Soleimani » à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, dans le cadre du séminaire Grand Continent, 7 janvier 2020.

- Interviewé par Julien Chabroux sur les capacités militaires de l'Iran, « [Crise Iran-États-Unis : quelles sont les capacités militaires iraniennes ?](#) », *L'Express*, 8 janvier 2020.

- Interviewé par Nicolas Barotte sur les conséquences régionales de la crise entre Washington et Téhéran, « Entre Israël et l'Iran, le dangereux engrenage », *Le Figaro*, 8 janvier 2020.

- Interviewé pour décrypter les conséquences de la riposte iranienne en Irak, et les moyens militaires iraniens, par Franck Alexandre, « [De quoi se compose la puissance militaire iranienne ?](#) », Radio France internationale, 8 janvier 2020.

- Interviewé par Armin Arefi pour *Le Point* sur la riposte iranienne en Irak, 8 janvier 2020.

- Interviewé pour une séquence documentaire consacrée au Corps des Gardiens de la révolution en Iran pour l'émission *C dans l'air*, France 5, 8 janvier 2020.

- Interviewé par Armin Arefi sur la stratégie iranienne vis-à-vis de la campagne électorale américaine, « [L'Iran va gâcher la campagne électorale de Trump](#) », *Le Point*, 9 janvier 2020.

- Conférence : « Les enjeux sécuritaires et stratégiques au Levant au regard des recompositions géopolitiques en cours au Moyen-Orient » au profit du 1^{er} Régiment de Spahis de Valence, 13-14 janvier 2020.

- Tenue du stand wargaming et participation à la table ronde sur l'intérêt du wargaming professionnel pour le ministère des Armées ; présentation du stand wargaming à la ministre des Armées, à la secrétaire d'État, au CEMAA et aux membres de la Commission Défense de l'Assemblée nationale, La Fabrique Défense, Paris Event Center, 17 et 18 janvier 2020.

- Auditionné par la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat dans le cadre du rapport des sénateurs Cigolotti et Roger sur le successeur du porte-avions *Charles de Gaulle*, 21 janvier 2020.
- Podcast : « [Comprendre l'escalade militaire entre les États-Unis et l'Iran](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 21 janvier 2020.
- Auditionné formellement par la [Commission Défense de l'Assemblée nationale](#) en session plénière, dans le cadre du rapport sur la situation au Moyen-Orient et son impact sur la France, 22 janvier 2020.
- Intervention : « L'expérience du wargaming au ministère des Armées » et animation d'un atelier FITNA lors du 2^e Forum de wargaming professionnel organisé à l'amphithéâtre Foch par l'association Serious Games Network France, en partenariat avec l'IRSEM, École militaire, 27 janvier 2020.
- Conférence : « Comprendre les relations Iran-Israël » au profit de l'Académie du renseignement, 29 janvier 2020.



Océane ZUBELDIA

- Président et discutant de la première table ronde : « How to create novelty? The challenges of military innovation », Graduate Conference of the European War Studies Network « New just war or just new wars? Assessing the strategic, legal and ethical consequences of the changing character of war », Université Paris II et Centre Thucydide, Centre Assas, 27 janvier 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS



Éric FRÉCON

- Intervention : RSIS Conference, Regional maritime security outlook 2020, Singapour, 14-15 janvier 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « De l'indépendance à nos jours, le Viêt Nam est-il encore un pays communiste ? », Carrefour des Humanités Paul Ricœur, Lycée Dupuy-de-Lôme, Lorient, 16 janvier 2020.



Yvan LLEDO-FERRER

- Modération de la table ronde « L'Europe du renseignement existe-t-elle ? », La Fabrique Défense, Paris, 18 janvier 2020.



Denis TULL

- Participation à une table ronde avec le secrétaire d'État pour les affaires africaines des États-Unis, Tibor Nagy, à Paris (avec Anne-Laure Mahé), 17 janvier 2020.



COL Olivier PASSOT

- Publication : « [La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement](#) », Note de recherche de l'IRSEM n° 87, 28 janvier 2020.



Magali VULLIERME

- Participation (financée par une bourse de l'Institut français de Norvège) au programme [Emerging Leaders \(Arctic Frontiers\)](#), Bodo/Îles Lofoten/Tromsø, Norvège, 21-28 janvier 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : « [Profiles in Intelligence: an interview with Sir David Omand](#) », *Intelligence and National Security* (pré-publication en ligne), 4 janvier 2020.

- Co-organisation et participation au premier « Séminaire de recherche en études de renseignement », École militaire, 16 janvier 2020.
- Participation à la table ronde « L'Europe du renseignement existe-t-elle ? », La Fabrique Défense, Paris Event Center, 18 janvier 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

BALKANS

Solveig Richter & Natasha Wunsch, « [Money, power, glory: the linkages between EU conditionality and state capture in the Western Balkans](#) », *Journal of European Public Policy*, 27:1, 2020, p. 41-62.

Comment expliquer le découplage observé entre l'amélioration progressive du respect formel des critères d'adhésion et la stagnation des performances démocratiques dans les Balkans occidentaux ? Allant à l'encontre des arguments traditionnels expliquant les effets limités de la conditionnalité à partir des calculs coûts-bénéfices, l'identité nationale ou des objectifs contradictoires, cet article propose une explication alternative particulièrement intéressante. En combinant l'étude de la gouvernance extérieure de l'UE et les approches de la politique comparée, les auteures identifient la capture d'État comme un facteur explicatif clé : la conditionnalité de l'UE serait non seulement incapable de contrer efficacement la capture d'État, mais elle aurait surtout involontairement ancré les réseaux informels dans la région et aurait permis aux élites dirigeantes de renforcer leur emprise sur le pouvoir. D'abord, la pression pour la libéralisation aurait permis à une petite élite économique de construire et renforcer ces réseaux informels. Ensuite, la conditionnalité affaiblirait la délibération intérieure et les mécanismes de responsabilité. Enfin, les interactions avec les hauts fonctionnaires de l'UE et des États membres serviraient à légitimer les élites dirigeantes. Ces résultats ont d'importantes implications théoriques et pratiques. Mais, faute d'une analyse plus poussée et en particulier d'une comparaison systématique avec d'autres régions ayant expérimenté – avec succès – la conditionnalité européenne, ce modèle est difficilement généralisable : il demeure à ce stade partiel et peine à convaincre pleinement.

Ardijan SAINOVIC
Postdoctorant

SAHEL

Aurélien Tobie et Boukary Sangaré, [Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali](#), Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2019, 32 p. et William Assanvo et al., [Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma](#), Institut d'études de sécurité (ISS), 2019, 28 p.

Deux nouveaux rapports publiés par des organismes de recherche confirmés adoptent une perspective locale pour comprendre les processus et mutations qui se jouent au Mali et dans la région du Liptako-Gourma, à cheval entre le Burkina, le Mali et le Niger, et qui est l'épicentre de la crise sécuritaire qui secoue la bande sahélo-saharienne.



Devant le constat d'une crise de plus en plus grave, l'étude *Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali* d'Aurélien Tobie et Boukary Sangaré, cherche une compréhension fine des dimensions politiques et sociales de la présence des groupes armés. Celle-ci vise surtout la question de la capacité d'ancrage local des groupes armés, de décrire leurs interactions avec les communautés locales et d'expliquer le positionnement des dernières en présence de ces groupes. La coexistence de communautés et de groupes armés sur un même territoire engendre des renégociations des rapports sécuritaires, économiques, ou sociaux entre les acteurs en présence.



Un intérêt similaire et une démarche comparable qui met la focale sur le niveau local à travers des entretiens sur le terrain guident le rapport de l'Institut d'études de sécurité (ISS), *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*. William Assanvo et ses co-auteurs visent les liens entre extrémisme violent, activités illicites et conflictualités locales dans la région du Liptako-Gourma. Entre autres choses, le rapport démontre que les groupes qualifiés d'« extrémistes violents » (dits terroristes ou « djihadistes »), groupes armés maliens signataires de l'Accord de paix et groupes d'autodéfense se côtoient et sont tous impliqués, directement ou indirectement, dans des activités illicites et dans des conflits locaux. Comme le montre aussi le rapport du SIPRI, les « extrémistes violents » ont d'importantes capacités d'adaptation et de

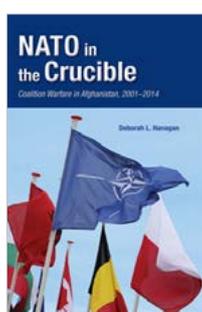
résilience, notamment grâce à la structure et aux vulnérabilités des économies locales, aux rivalités entre différents groupes socioprofessionnels et aux faiblesses de la gouvernance locale.

En mettant l'accent sur les dynamiques locales, les deux études montrent que des recherches empiriques sont cruciales afin d'apporter des réponses pour prévenir et lutter contre l'expansion de l'insécurité dans la région.

Denis TULL

Chercheur Afrique de l'Ouest

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Deborah L. Hanagan, *NATO in the Crucible, Coalition Warfare in Afghanistan, 2001-2014*, Hoover Institution Press, 2019, p. 422.

La guerre conduite par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en Afghanistan a fait l'objet de nombreux articles et publications mais ce livre se distingue par sa vision d'ensemble et une précision d'analyse alliée à une connaissance en profondeur des défis internes auxquels l'OTAN a dû faire face dans la gestion évolutive des priorités sur les théâtres d'opérations. Deborah L. Hanagan, colonel de l'US Armed Forces, officier de renseignement, auteur de nombreux articles, professeur de stratégie à l'US Army War College et bénéficiaire du programme de bourses pour les affaires de sécurité nationale de l'Institut Hoover, présente un point de vue informé qui s'appuie sur une expérience personnelle opérationnelle et de nombreux entretiens avec des personnalités en situation de responsabilité et de prise de décisions. Son parcours offre l'avantage de pouvoir conjuguer une connaissance fine des différentes étapes de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan (FIAS) dans la durée et des contraintes fluctuantes de disponibilités des moyens, compte tenu notamment des engagements américains sur plusieurs théâtres.

L'auteur examine avec méthode et rigueur les implications de la prise en compte des questions de politique intérieure des nations et des contraintes d'emploi des forces au regard de la nécessité absolue de maintenir la cohésion de l'Organisation. Elle souligne les mécanismes d'adaptation et d'ajustements de la culture stratégique dont l'objectif est l'efficacité de la coalition. Elle rappelle que les objectifs se sont transformés au fil du temps pour s'adap-

ter aux modifications successives de la mission, aussi bien en termes de nature de cette mission et de conflictualité que de déploiement géographique. La volonté politique conjointe des Alliés et des partenaires réunis dans une coalition qui a compté jusqu'à 50 nations, a permis ainsi d'afficher la détermination d'une communauté de valeurs de lutter contre le terrorisme. Elle est l'expression de l'exigence politique des Alliés et de leur confiance dans la planification militaire. Cette volonté illustre aussi la convergence politique des nations de la coalition à agir dans un cadre multilatéral.

Le livre s'articule autour de chapitres qui replacent l'OTAN dans ses dimensions chronologique, sécuritaire et stratégique. Il récapitule les différentes phases de l'engagement opérationnel entre 2001 et 2014, avec l'opération *Enduring Freedom*, la mise en place des Provincial Reconstruction Teams, la formation des forces de sécurité afghanes, puis de l'armée nationale afghane, l'établissement de la FIAS et la reprise de l'opération par l'OTAN. Les raisons profondes de l'engagement des différents pays pouvaient grandement varier mais elles contribuèrent fondamentalement à créer un certain niveau de cohésion au sein de la FIAS. Les déficiences capacitaires récurrentes qui ont favorisé la remontée en puissance des talibans, la dispersion des forces et des équipes qui avaient pour vocation de créer un état de droit et les points de rupture qui auraient pu mettre en péril la crédibilité de l'Alliance ne sont pas passés sous silence. On voit de l'intérieur du dispositif l'adaptation des moyens aux missions avec l'arrivée de renforts (*surge*), suivie d'un processus de transition vers un retrait phasé dans un contexte où l'Afghanistan a encore de nombreux défis à relever.

Eveline MATHEY

Chercheuse Organisations multilatérales de sécurité

À VENIR

3 février : L'IRSEM a le plaisir de vous convier au séminaire « [French-Japanese views on hybrid threats](#) », le lundi 3 février 2020 à l'École militaire, de 14 h à 16 h. Le séminaire se déroulera en anglais. [Inscription obligatoire.](#)



The question of hybrid warfare is usually studied in the context of NATO's geographic scope. Much less of our attention about this phenomenon is drawn towards the rest of the world. Yet, Asia is a land of intense practice of multiple types of hybrid warfare such as irregular warfare, information warfare, gray zone warfare and cyber warfare. It therefore provides numerous interesting case studies that could improve our understanding of this multifaceted concept.

The Japanese National Institute for Defense Studies (NIDS) and IRSEM join hands to explore the question of hybrid threats in Asia from both French and Japanese points of view. Divided into two panels, this seminar will first discuss the theoretical debates around this concept in Asia, mainly looking at the Japanese, Chinese, North Korean and Russian perspectives, and then present some particular case studies.

5 février : L'IRSEM a le plaisir de vous convier à la conférence « [Les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire](#) » à l'École militaire, le 5 février, de 10 à 16 h. [Inscription obligatoire.](#)



Bien que le contexte international ne permette pas d'envisager pour le moment un processus de désarmement nucléaire, la question de la vérification des mesures et des accords qui en relèveraient, a déjà retenu l'attention de plusieurs États, dotés et non dotés de l'arme nucléaire. Cette tendance s'est renforcée avec les engagements pris au cours du processus d'examen du TNP, notamment la mesure n° 19 du plan d'action de 2010 qui engage les États à développer « des moyens de vérification efficaces en matière de désarmement nucléaire ».

Cette conférence a pour objectif de faire le point sur les enjeux stratégiques, diplomatiques et politiques de la vérification du désarmement nucléaire. Elle s'appuiera sur une présentation générale de ceux-ci et une illustration concrète de travaux engagés par certains États à travers un retour sur expérience de l'exercice franco-allemand NuDiVe (*Nuclear Disarmament Verification*).

La conférence sera articulée autour de deux experts : Emmanuelle Maitre, chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et Alexandre Quinet, chargé de mission non-prolifération et désarmement à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées.

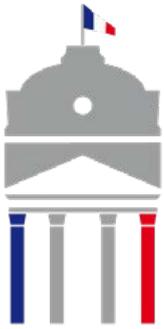
Le panel sera modéré par [Tiphaine de Champchesnel](#), chercheuse sur les questions de dissuasion et de désarmement nucléaires à l'IRSEM.

25 février : Le CERI et l'IRSEM vous convient à une discussion autour des travaux du Dr Anit Mukherjee (RSIS, Singapour) et du Pr Steven Wilkinson (Université de Yale). [Inscription obligatoire.](#)

26 février : L'IRSEM a le plaisir de vous inviter à l'« Annual Seminar South Asia Observatory – Reconfigurations of Civil-military relations in India and Pakistan », le 26 février à l'INALCO.

This day-long seminar, organized by Noria's South Asia Programme (SAProg) and the Institute for Strategic Research (IRSEM), proposes to analyse the changing patterns of civil-military interactions in India and Pakistan. It will attempt to demonstrate that, in both countries, contemporary civil-military relations represent a rich laboratory to apprehend major state-dynamics. Four invited scholars and experts of South Asia will discuss how recent

political and socio-economic trends in each country have expanded the notion of national security, thus challenging the traditional understanding of civil-military interactions. Their papers critically assess how these transformations foster new patterns of administrative competition among state institutions and eventually provide both civil and military actors with additional space to engage in national policy-making.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Cybersécurité

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



[À VENIR \(p. 14\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Cécile Fauconnet qui rejoint le domaine « Armement et économie de défense ».



Cécile Fauconnet est docteur en économie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Sa thèse a été financée par la DGA et encadrée à l'ENSTA Paris. Elle a travaillé sur les questions d'innovation des entreprises de défense, et plus précisément sur le contenu et l'organisation des bases de connaissances de ces entreprises en vue de produire des innovations. Ses travaux ont notamment été publiés dans la revue *Defence and Peace Economics* ou *Technology & Innovation*.

Depuis février 2020, elle est chercheur à l'IRSEM au sein du domaine « Armement et économie de défense » et traite en particulier des questions de dynamiques et de processus d'innovation, de lien entre la science et la technologie ainsi que d'innovation environnementale au sein de la Défense.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

Research Paper No. 89 – 11 février.

« [The European Union Training Mission and the Struggle for a New Model Army in Mali](#) » by Denis TULL, 15 p.



The constant deterioration of the security environment in Mali since 2016 has drawn renewed attention to the state of Mali's armed and security forces, as well as outside assistance to rebuilding them. With over 500 staff and an annual budget of €16 million, the European Union Training Mission (EUTM Mali) is Mali's largest security force assistance provider in terms of training and advise. This paper outlines seven contextual, political and operational challenges that continue to hamper the impact of security force assistance. Taken together, they underscore the shared responsibilities of both recipients and providers with respect to the modest results of security force assistance.



Note de recherche n° 90 – 17 février.

« [Repenser la dissuasion nucléaire : Analyse de l'intervention présidentielle du 7 février 2020](#) » par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 13 p.

Le 7 février 2020, le président Emmanuel Macron a prononcé un discours sur la dissuasion. Les éléments fondamentaux de la doctrine n'ont pas changé. Cependant, deux points qui constituent des éléments habituels de la politique nucléaire font l'objet d'une inflexion, tout au moins au niveau de la communication de nature politique. D'une part, la dimension européenne est marquée par une invitation concrète d'association des partenaires qui le souhaitent aux exercices dans le domaine de la dissuasion. D'autre part, l'articulation conventionnel/nucléaire est explicitée. Un lien est fait au niveau politique, sans qu'un continuum soit créé. La rupture sur l'emploi reste absolue. De manière générale, ce discours revêt bien évidemment la dimension politique attendue, mais il semble prétendre à davantage. Le président de la République propose un agenda de désarmement qui s'inscrit dans une perspective réaliste prenant en compte les données du contexte international. Il développe aussi une réflexion éthique sur l'arme nucléaire dessinant une voie équilibrée entre « un absolu moral sans lien avec les réalités stratégiques » et « un retour cynique au seul rapport de forces sans le droit ».



Note de recherche n° 91 – 28 février.

« [Le réinvestissement de la Russie au Maghreb : Enjeux et perceptions croisées](#) » par Flavien BOURRAT et Nawel DJAFFAR, 14 p.

Comme dans le reste du monde arabe, la Russie s'est réinvestie dans les pays du Maghreb, avec des objectifs en partie nouveaux par rapport au passé. Si l'Algérie et la Libye – partenaires privilégiés à l'époque de la guerre froide – restent les principaux points d'ancrage de la politique russe dans cette sous-région, Moscou veille désormais à étendre ses relations vers le Maroc et la Tunisie. Pour autant, le Maghreb ne constitue pas un intérêt fondamental pour la Russie, mais plutôt une source d'opportunités économiques et politiques. Le domaine sécuritaire reste un volet important de la coopération, notamment avec l'Algérie, où prédominent les livraisons d'armement et la formation de cadres militaires. Ce redéploiement est aussi

facilité par une proximité de vues entre les pouvoirs en place et la Russie de Vladimir Poutine au sujet des grands dossiers politico-sécuritaires régionaux, ce qui n'exclut pas une certaine prudence de la part des partenaires maghrébins quant à la coopération dans le domaine de la défense. Au-delà de ces objectifs, ce réinvestissement de la Russie pourrait avoir des prolongements vers l'Afrique subsaharienne dont le Maghreb constitue, aux yeux de Moscou, la porte d'accès.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 47 – 4 février.

« [L'Arctique : fonte des glaces, montée des convoitises](#) », avec Alexandre JUBELIN et Mikaa MERED, 1 h 18.

« Le Collimateur » reçoit Mikaa Mered, professeur de géopolitique à l'Institut libre d'études des relations internationales (ILERI) et auteur des *Mondes polaires* (PUF, 2019), afin de discuter de l'évolution de la géopolitique de l'Arctique à la lumière du changement climatique.

Avec Alexandre Jubelin, il brosse d'abord le tableau des principaux enjeux émergents dans un contexte de fonte des glaces arctiques, avant de revenir sur la longue histoire de l'Arctique en tant qu'objet de convoitise et enjeu stratégique militaire. Ils envisagent les différentes ressources qui deviennent accessibles dans la zone arctique : hydrocarbures, uranium ou terres rares, et le développement de la navigation qui pourrait suivre, ce qui excite notamment les convoitises chinoises dans la région. Puis M. Mered analyse les récentes démarches des États-Unis pour juguler la montée de cette influence, notamment le projet d'achat du Groenland, avant de conclure en évoquant les difficultés de la Russie.



Dans le viseur #4 – 7 février.

« [Des chasseurs alpins dans les montagnes afghanes](#) », avec Alexandre JUBELIN, 16 mn.

Retour vers l'armée de terre pour l'épisode 4 de « Dans le viseur », où le commandant K. raconte une opération commando dans les montagnes d'Afghanistan, par un bataillon de chasseurs alpins.



Épisode 48 – 11 février.

« [Dans l'ère des drones aériens](#) », avec Alexandre JUBELIN et Christophe FONTAINE, 1 h 13.

« Le Collimateur » reçoit le colonel Christophe Fontaine, ancien commandant de l'escadron de drones aériens 1/33 Belfort et directeur du développement stratégique en Europe pour General Atomics, pour évoquer l'histoire de ces appareils depuis leurs balbutiements jusqu'à leur développement actuel, et les implications opérationnelles et éthiques de leur utilisation.

Avec Alexandre Jubelin, il rappelle d'abord le début de sa carrière au sein des services de renseignement de l'armée de l'air, l'apparition des premiers drones aériens, le retard français dans ce domaine, puis leur rapide développement après l'embuscade d'Uzbin en 2008. Ils font ensuite un tour d'horizon des différentes puissances armées de drones avant d'en détailler les conséquences opérationnelles, notamment la permanence dans les airs, et exposent le fonctionnement concret d'un équipage de drone. Ils abordent ensuite les limites et les vulnérabilités des appareils, avant de discuter des conséquences éthiques de leur emploi et des différences de mise en œuvre entre la France et les États-Unis. Enfin, ils décrivent la formation des opérateurs de drones et les perspectives de coexistence entre drones et appareils pilotés à bord.



Dans le viseur #5 – 14 février.

« [Évacuation hélicoptérée au Tchad](#) », avec Alexandre JUBELIN, 16 mn.

Pour ce cinquième épisode, le LCL Florian nous fait plonger dans les détails concrets et tactiques d'une évacuation médicale par hélicoptère au Tchad.



Épisode 49 – 18 février.

« [Du jeu vidéo à l'Agence de l'innovation de défense](#) », avec Alexandre JUBELIN et Emmanuel CHIVA, 1 h 06.

« Le Collimateur » reçoit Emmanuel Chiva, directeur de l'Agence de l'innovation de défense (AID), afin de discuter du processus général d'innovation dans les armées.

Avec Alexandre Jubelin, il évoque les raisons de la création de l'AID puis sa place dans le monde de la défense, avant de revenir sur son propre parcours, de sa formation de biologiste jusqu'au monde du jeu vidéo, à travers notamment la conception du jeu *Conflict Zone*, expliquant dans quelle mesure cela est transposable aux simulations dans les armées. Il décrit ensuite son activité de veille des technologies de défense via le blog *VMF 214*, puis son expérience dans le milieu des technologies de défense avant de détailler le fonctionnement de l'AID et la place de la France dans le paysage des innovations de défense. Enfin, il s'attarde sur plusieurs projets phares de l'Agence, dont « Red Team » qui rassemble des auteurs de science-fiction.



Dans le viseur #6 – 21 février.

« [Sauvetage en haute mer](#) », avec Alexandre JUBELIN, 12 mn.

Pour l'épisode « marine » du mois, le capitaine de corvette J. raconte un souvenir de patrouille dans l'Atlantique, débouchant sur un sauvetage en mer.



French Connection #1 – 25 février.

« [La politique internationale américaine vue par les Français de Washington](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et 8 invités, 1 h 30.

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), le directeur de l'IRSEM, est aux manettes du « Collimateur » pour le premier épisode de « French Connection » en direct de Washington, où chercheurs et intellectuels français décryptent la politique internationale des États-Unis.

Au programme : une discussion sur l'écosystème intellectuel de Washington avec Benjamin Haddad (Atlantic Council) ; un panel sur les relations transatlantiques avec B. Haddad, Alice Pannier (Johns Hopkins University), Olivier-Rémy Bel (MinArm-Atlantic Council), Quentin Lopinot (MEAE-CSIS) ; un panel sur l'engagement américain au Sahel avec O.-R. Bel et Q. Lopinot ; un entretien sur le Moyen-Orient avec Charles Thépaut (MEAE-Washington Institute) ; un panel sur la Russie avec Marlène Laruelle (George Washington University) et Emmanuel Dreyfus (Univ. Paris 2 – George Washington University) ; une discussion sur l'Arctique avec Stéphanie Pézard (RAND Corporation).



Têtes chercheuses #2 – 28 février.

« [Enquête dans le cœur de Washington](#) », avec Alexandre JUBELIN et Jonathan PAQUIN, 18 mn.

Pour ce deuxième épisode des « Têtes chercheuses », Jonathan Paquin, professeur de science politique à l'Université Laval à Québec, raconte la genèse et le processus d'élaboration de l'un de ses articles scientifiques, paru en 2018 dans *l'International Journal* : « [US partisan perceptions of Stephen Harper's shift in foreign policy](#) ». Au programme : naissance d'une idée, série d'entretiens avec le milieu washingtonien, problèmes de méthodologie et portée potentielle des conclusions.

- Provides a comprehensive and systematic analysis of the international law applicable to cyber operations and question of remedies.

- Highlights the limits of international law and demonstrates that international law does not constitute a panacea that solves all issues related to cyber operations.

- Provides a detailed analysis of cyber interventions and discusses new possibilities cyberspace offers states to intervene in both the internal and external affairs of another state.

ÉVÉNEMENTS

3 février : IRSEM-NIDS Seminar « French-Japanese Views on Hybrid Threats ».



IRSEM - NIDS Seminar
French-Japanese views on hybrid threats
Lundi 3 février 2020
École militaire - Paris
Photo © N. Segall / IRSEM

L'IRSEM et le NIDS (National Institute for Defense Studies) ont exploré la question des menaces hybrides en Asie à l'occasion d'un séminaire ouvert le 3 février à l'École militaire. Cet échange s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'IRSEM et le NIDS entamé en 2017. Piloté par [Paul Charon](#), ce séminaire était découpé en deux panels. Le premier, modéré par [Élie Baranets](#) (IRSEM), avait pour but de discuter des différentes manières dont le concept de menaces hybrides est compris par les acteurs asiatiques ; le second, modéré par Paul Charon, de présenter des études de cas. Yamazoe Hiroshi (NIDS) a d'abord établi une comparaison entre les opérations russes et les opérations chinoises, en soulignant que contrairement aux Russes qui ne craignent pas de déplaire, les Chinois tiennent encore à défendre une image positive de la Chine. Kevin Limonier (Université Paris 8) a ensuite dressé un historique des perceptions russes des menaces hybrides, en montrant que du point de vue de Moscou ce sont les autres pays et non pas la Russie qui en



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



François DELERUE, [Cyber Operations and International Law](#), Cambridge University Press, février 2020, 550 p.

This book offers a comprehensive analysis of the international law applicable to cyber operations, including a systematic examination of attribution, lawfulness and remedies. It demonstrates the importance of countermeasures as

a form of remedies and also shows the limits of international law, highlighting its limits in resolving issues related to cyber operations. There are several situations in which international law leaves the victim State of cyber operations helpless. Two main streams of limits are identified. First, in the case of cyber operations conducted by non-state actors on the behalf of a State, new technologies offer various ways to coordinate cyber operations without a high level of organization. Second, the law of State responsibility offers a range of solutions to respond to cyber operations and seek reparation, but it does not provide an answer in every case and it cannot solve the problem related to technical capabilities of the victim.

font. Théo Clément (EHES) en a fait de même avec la Corée du Nord, dont le cas est marqué par un complexe obsidional. Masuda Masayuki (NIDS) a proposé une étude de cas sur le management de crise des Chinois, en évoquant l'émergence des « zones grises ». [Marianne Péron-Doise](#) (IRSEM) a approfondi et illustré ce concept en prenant le cas du Vietnam. Enfin, [Maud Quessard](#) (IRSEM), en prenant l'exemple des Philippines, a montré que si les États-Unis pensent d'abord les menaces hybrides comme une menace, ils y voient aussi un moyen que les acteurs régionaux en relation asymétrique avec la Chine peuvent utiliser contre celle-ci.

Carine MONTEIRO DA SILVA
Assistante de recherche

3 février : Séminaire « Réalités opérationnelles de l'environnement arctique ».



Lundi 3 février 2020, une journée de séminaire portant sur les réalités opérationnelles de l'environnement arctique face aux changements climatiques a été organisée par l'IRSEM et le CEARC. Elle avait pour objectif principal de dresser une vision réaliste des sous-régions arctiques en donnant la parole à des chercheurs, des militaires et des industriels.

Le premier panel de la journée portait sur les défis logistiques et d'exploitation des environnements polaires. Patrice Bretel, directeur de la stratégie et de l'innovation de l'Institut polaire français – IPEV, a présenté les missions de l'IPF-IPEV, agence de moyen au service de la science. Il a ensuite partagé les défis logistiques rencontrés par la base de Ny-Aalesund (Svalbard, Norvège) face à la réduction des périodes de glace de mer dans Kongsfjorden et au Svalbard et face au dégel du pergélisol. Florian Vidal, chercheur à l'IFRI et au LIED, a, lui, abordé les défis logistiques des opérations extractives en présentant deux

études de cas : Equinor (exploitation offshore en mer de Barents, Norvège) et Norilsk (exploitation minière à Norilsk, Russie).

Le deuxième panel réunissait des experts de la santé. Arja Rautio, professeure à la faculté de médecine de l'Université d'Oulu et vice-présidente de l'Université de l'Arctique, a présenté les enjeux de santé physique et mentale des populations arctiques. Ulla Timlin, chercheuse à la faculté de médecine de l'Université d'Oulu, a partagé les axes de recherche de son travail sur l'impact du dégel du pergélisol sur la santé mentale, conduit au sein du projet Nunataryuk. Cyprien Bourrilhon, médecin en chef à l'Institut de recherche biomédicale des armées, a ensuite partagé son expérience subantarctique.

Le troisième panel était axé sur les réalités opérationnelles de l'environnement arctique. Le lieutenant-colonel Benoît Mainville, commandant du 2^e Groupe de patrouilles de Rangers canadiens, a présenté ses patrouilles, leurs compositions et leurs missions. Le commandant Jacques-Olivier Chevallier, adjoint au Groupe militaire de haute montagne, a présenté les retex des raids polaires effectués au Groenland par le GMHM. Puis, Chantal Claud, directrice de recherche au CNRS (LMD, École polytechnique) et directrice de l'OVSQ (Université Paris-Saclay-UVSQ), a parlé des Polars Lows, tempêtes violentes et imprévisibles qui se forment sur les mers froides libres de glace. La disparition de la banquise augmente la probabilité de telles tempêtes et les perspectives d'une rencontre entre un Polar Low et une centrale nucléaire flottante sont inquiétantes. Enfin Hervé Baudu, professeur en chef de l'enseignement maritime à l'École nationale supérieure de la marine, a présenté le Code polaire et la navigabilité des voies maritimes arctiques, et notamment la navigation dans la Route maritime nord (RMN) qui longe la Fédération de Russie.

Le quatrième et dernier panel de la journée a donné la parole à des universitaires de terrains. Jean-Paul Vanderlinden, professeur et directeur du CEARC (Université Paris-Saclay-UVSQ), a présenté son expérience en tant que directeur de laboratoire universitaire afin d'assurer la sécurité des chercheurs sur le terrain et le respect, par ces mêmes chercheurs, des autorisations délivrées par les autorités locales, et la sécurité des sujets de recherche sur le terrain. De son côté, Michael Delaunay, doctorant au CEARC (Université Paris-Saclay-UVSQ) et chercheur associé à l'Observatoire de la politique et de la sécurité arctique (OPSA, Québec), a parlé de son expérience d'accès à un terrain canadien en territoire autochtone. Il a présenté les différentes étapes pour obtenir l'autorisation du

Comité éthique des universités canadiennes mais également de l'autorisation de recherche délivrée par les autorités autochtones du Nunavut.

La journée s'est terminée par la remise d'artefacts entre le 2 GPRC et l'IRSEM.

Magali VULLIERME
Postdoctorante

4 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le séminaire Jeunes Chercheurs (IRSEM/SHD) s'est réuni le 4 février dans le cadre exceptionnel du pavillon de la Reine du château de Vincennes. Animée par Hervé Dréville, professeur d'histoire moderne à Paris I et directeur de la recherche du Service historique de la défense (SHD), cette séance dédiée aux usages des sources et des archives dans les études stratégiques s'est déroulée en deux interventions.

En introduction, Hervé Dréville a abordé le rapport entre sources et construction des sujets. Dans la lignée d'Henry Lloyd, on distingue deux approches à l'étude de l'art de la guerre : didactique et historique. Celles-ci n'étant pas mutuellement exclusives, on en trouve chez la plupart des grands penseurs stratégiques un mélange, par exemple dans la distinction clausewitzienne entre « guerre réelle » et « guerre absolue ». Si théoriser sur la guerre implique une étude de l'histoire, celle-ci est souvent envisagée comme une « expérience pratique » selon la formule de Basil Liddell Hart, traduisant un certain manque de réflexivité dans les études stratégiques. Face à cette faiblesse épistémologique répandue, toute analyse opérationnelle se doit donc d'inclure une réflexion critique sur les sources qui l'informent, dans le sillage des travaux du général Hubert Camon.

Enfin, dans un deuxième temps, Dominique Guillemain, doctorant et chargé de recherche au SHD, a présenté l'avancement de sa thèse intitulée « Les opérations extérieures de la Marine nationale, 1962-2002 ». La notion d'OPEX étant large, il faut commencer par un travail définitionnel. Si son apparition s'inscrit bien dans le contexte des années 1990 de fin de la guerre froide, le terme d'OPEX serait en réalité un « nouvel habillage sémantique » d'objectifs historiques de la marine, à savoir les projections de force et de puissance hors du territoire national. Pour structurer cette histoire qui débute dans les années 1960 avec la chute du colonialisme français en Afrique, une périodisation en cinq temps est proposée, correspondant aux différentes utilisations des OPEX faites par chaque président de la République (par exemple la diplomatie navale de Mitterrand), et marquée par les ruptures des guerres du Golfe et du Kosovo. Ainsi, les OPEX sont considérées comme un « incubateur », révélateur de l'évolution de la Marine nationale et de son rôle au sein de la défense française et des forces interalliées. Réalisé dans le cadre du projet « Marine OPEX », ce travail doctoral fondé sur des archives classifiées correspond à une demande de l'état-major de la Marine nationale, et a donc vocation à un usage interne.

Après une brève séance de questions, une visite des locaux du SHD dans le pavillon du Roi a conclu le séminaire.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

5 février : Conférence « Les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire ».



L'IRSEM organisait une conférence sur les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire le 5 février 2020 à l'École militaire autour de deux invités spécialistes des questions nucléaires : Mme Emmanuelle Maitre, chargée

de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et M. Alexandre Quinet, chargé de mission à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Le panel était modéré par [Tiphaine de Champchesnel](#), chercheuse sur les questions de dissuasion et de désarmement à l'IRSEM.

Emmanuelle Maitre a commencé son propos en soulignant que la question de la vérification était apparue très tôt au cœur de la maîtrise des armements nucléaires américano-soviétique, par exemple en 1963 dans des traités portant sur les essais mais centrée alors sur les capacités de renseignement mutuelles. À partir du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) et dans les accords START, des mesures de vérification plus poussées sont négociées, comme par exemple des inspections sur sites. Elle a ensuite mis en exergue les aspects politique et diplomatique de cette thématique en prenant l'exemple de l'initiative conduite par le Royaume-Uni, dès les années 2000, avec un État non doté, la Norvège, et une ONG, VERTIC. Elle a également décrit l'International Partnership for Nuclear Disarmament Verification (IPNDV), initiative lancée par l'administration Obama et regroupant une trentaine d'États dotés ou non de l'arme nucléaire afin de promouvoir une meilleure compréhension des défis liés à la vérification. Si l'IPNDV défriche le sujet dans la perspective de futurs accords de désarmement, elle n'est pas engageante pour les États participants et ne constitue pas une prénégociation. Certaines ONG la critiquent donc au motif qu'elle serait incompatible avec leur objectif abolitionniste.

Dans une seconde partie, Alexandre Quinet a présenté le cadre général de l'engagement de la France en matière de désarmement. La participation à des travaux sur la vérification figure parmi les quatre priorités de la France dans ce domaine avec la négociation pour un Traité interdisant la production des matières fissiles pour les armes nucléaires (TIPMF), l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et la réduction des arsenaux nucléaires les plus importants. (Le discours sur la stratégie de défense et de dissuasion prononcé par le président de la République le 7 février 2020 fait état de ces priorités et souligne que « tout accord de désarmement n'est rien s'il ne peut pas être vérifié de façon robuste ».) La France participe à l'IPNDV depuis son lancement en 2015. La phase I (2016-2017) a permis d'identifier des technologies et des procédures rendant la vérification multilatérale possible. La phase II (2018-2019) a conduit à expérimenter ces outils. Dans cette logique, l'exercice franco-allemand NuDiVe (NUclear Disarmament VERification) a rassemblé une vingtaine de participants d'une dizaine de nationalités du 23 au 27 septembre 2019 sur le site

de recherche nucléaire de Juliers/Jülich (Allemagne). A. Quinet, qui a participé à sa conception, en a détaillé les principaux objectifs. NuDiVe avait pour but de tester une partie des conclusions de l'IPNDV. Il s'agissait de mettre en œuvre, de manière réaliste, des modes d'inspection destinés à garantir que des matières nucléaires n'avaient pas pu être détournées lors du démantèlement de l'arme, tout en respectant les contraintes liés à la non-prolifération et à la sécurité nationale. Au-delà de la validation des procédures, cet exercice a démontré l'intérêt des activités pratiques pour développer les connaissances en matière de vérification et pour permettre à des représentants d'États non dotés de s'approprier un sujet dont l'accès pourrait par ailleurs leur être fermé, en raison de l'obligation pour les États dotés de s'abstenir de transmettre des informations à caractère proliférant.

Les deux intervenants se sont accordés sur l'idée que cette thématique serait nécessairement discutée lors de la prochaine conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui se tiendra du 27 avril au 22 mai prochain.

Tiphaine de CHAMPCHESNEL
Chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires

Victor ARNAUD
Assistant de recherche

7 février : Séminaire Hybrid CoE.



À la suite de la première réunion du groupe d'experts « Chine » constitué par le think tank européen Hybrid CoE à l'université d'Harvard en 2019, l'IRSEM s'est associé à Hybrid CoE pour accueillir la deuxième réunion du groupe en 2020. Le 7 février 2020, [Juliette Genevaz](#), qui fait partie de ce groupe d'experts européens, a organisé une journée d'étude sur les menaces hybrides venues de Chine.

Réunissant des experts de la Chine contemporaine issus d'une douzaine de pays européens différents ainsi que des décideurs de ces États, la journée d'étude avait pour but de proposer des mesures d'action publique pour faire face aux divers types de menaces hybrides venues de Chine. Autour des thèmes du mercantilisme chinois, du nouveau rôle de puissance internationale de la Chine et de la volonté de contrôle de son gouvernement, les participants à la journée d'étude ont réfléchi à des modes d'action publique permettant aux pays européens de répondre aux nouvelles ambitions internationales de la Chine.

Juliette GENEVAZ
Chercheuse Chine

26 février : Annual Seminar of the South Asia Observatory, « Reconfigurations of Civil-Military Relations in India and Pakistan ».



L'Observatoire de l'Asie du Sud, piloté par NORIA depuis 2018 avec le soutien de l'IRSEM et de la DGRIS, a tenu son séminaire annuel le 26 février à l'INALCO. Ce séminaire en anglais a rassemblé deux interventions sur le thème : « Reconfigurations of Civil-Military Relations in India and Pakistan », dont l'actualité des récentes émeutes meurtrières à New Dehli, suscitant des appels à l'intervention de l'armée, a été soulignée par les brefs propos introductifs de Xavier Houdoy, analyste Inde et Asie du Sud au *South Asia Program* de NORIA ; [Raphaëlle Khan](#), chercheuse Inde-Asie du Sud à l'IRSEM ; et Anne Viguier, maître de conférences en histoire moderne et contemporaine de l'Inde à l'INALCO.

La première communication était celle de Steven Wilkinson, professeur de science politique et d'études indiennes et sud-asiatiques à l'Université de Yale, intitulée « Army and Nation in India Today », et adaptée de sa

présentation faite dans le cadre du séminaire de discussion « The army and the nation in India today: New perspectives », co-organisé la veille par l'IRSEM et le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Dans celle-ci, il est revenu sur les conclusions de son ouvrage *Army and Nation: The Military and Indian Democracy Since Independence* (Harvard University Press) pour mieux se pencher sur les évolutions de l'armée indienne depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Modi. En effet, si son ouvrage publié en 2015 soulignait le strict contrôle du pouvoir politique civil sur l'armée et le caractère apolitique de cette dernière en Inde, de récentes réformes, notamment la création du poste de *Chief of Defense Staff*, soulèvent de nouvelles problématiques dans les rapports civils-militaires en Inde.

Les propos du professeur Wilkinson ont ensuite été discutés par Grégory Daho, maître de conférences en science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, qui a constaté de multiples parallèles entre les tendances observées en Inde et l'évolution de l'armée française.

Dans un deuxième temps, le séminaire s'est tourné vers le Pakistan, avec la communication d'Ayesha Siddiq, *Research Associate* à la School of Oriental and Asian Studies, en direct sur Skype depuis Londres. Dans son intervention « China-Pakistan – Divided between Civil & Military », Siddiq a retracé la tradition militaire pakistanaise d'intervention, voire de captation de la vie politique nationale par une armée qui se perçoit comme garante de l'État pakistanais menacé par l'instabilité et la corruption du pouvoir politique. Aujourd'hui, l'effacement relatif de l'armée derrière le gouvernement civil du Premier ministre Imran Khan serait non pas un signe de désengagement, mais plutôt l'émergence d'un « *hybrid civil-military rule* ».

Dans son retour sur cette intervention, Cyril Magnon-Pujo, maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon-2, est revenu sur la transformation du rôle de l'armée pakistanaise, d'une logique de gouvernement vers celle d'une gouvernance ou de *soft intervention*, sans pour autant discréditer la question des rapports de force subsistant entre politique et militaire, trop souvent effacés par le prisme à connotation coopérative de la gouvernance.

Olivier Blarel (DGRIS) a clôturé le séminaire en remerciant les organisateurs pour leur implication dans ces discussions stimulantes sur le sous-continent indien, encore trop peu fréquemment étudié en France.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

28 février : Visite de Nguyễn Hung Son, directeur de l'Institut sur la Mer de l'Est, Académie diplomatique du Viêt Nam (ministère des Affaires étrangères de la RS du Viêt Nam).



Le 28 février 2020, l'IRSEM a reçu Nguyễn Hung Son (directeur de l'Institut sur la Mer de l'Est, Académie diplomatique du Viêt Nam [ministère des Affaires étrangères de la RS du Viêt Nam]). La discussion a tourné autour de la recrudescence des tensions régionales en mer de Chine méridionale (MCM) depuis l'été 2019, sur fond de rivalité croissante entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Nguyễn Hung Son a proposé un nouveau bilan des enjeux politiques, militaires, juridiques, économiques, environnementaux, scientifiques et culturels de cet espace maritime âprement disputé, ainsi qu'une réévaluation de sa situation stratégique vue depuis Hanoï.

Benoît de TRÉGLODÉ
Directeur du domaine « Afrique – Asie »

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Modération d'un panel pour le séminaire « French-Japanese Views on Hybrid Threat », École militaire, 3 février 2020.



Flavien BOURRAT

- Publication : « [Le réinvestissement de la Russie au Maghreb : enjeux et perceptions croisés](#) », Note de recherche de l'IRSEM n° 91, 28 février 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation : « Dissuasion et prolifération nucléaires » dans le cadre du master NRBC du Val-de-Grâce, 4 février 2020.

- Organisation et modération de la conférence « Les enjeux de la vérification du désarmement nucléaire », École militaire, 5 février 2020.

- Publication : « [Repenser la dissuasion nucléaire : Analyse de l'intervention présidentielle du 7 février 2020](#) », Note de recherche de l'IRSEM n° 90, 17 février 2020.



Paul CHARON

- Modération de la table ronde « Case studies in Hybrid threats », dans le cadre du colloque « French-Japanese Views on Hybrid Threats », organisé conjointement par le National Institute for Defense Studies (NIDS) japonais et l'IRSEM, École militaire, amphithéâtre

Suffren, 3 février 2020.

- Conférence : « Méthodes et moyens de l'anticipation stratégique », avec comme discutant Alain Graf, directeur de cabinet du directeur de l'IHEDN, dans le cadre des Lundis de l'IHEDN, École militaire, amphithéâtre Foch, 24 février 2020.



François DELERUE

- Chercheur invité, The Hague Program on Cyber Norms, Université de Leyde, Pays-Bas, 13-21 février 2020.

- Présentation avec Aude Géry et Kevin Limonier, « La politique de cybersécurité aux États-Unis », petit-déjeuner

IVLP, organisé par le Cercle Jefferson et l'ambassade des États-Unis en France, 27 février 2020.

- Animation d'un nouveau format du « Collimateur », le podcast de l'IRSEM, « [French Connection](#) », enregistré à Washington DC avec 8 intervenants français en poste dans des universités et des think tanks locaux, 24 février 2020 (diffusé le 25 février).

- Intervention sur les limites des mesures prises contre les manipulations de l'information à un atelier France-Canada sur la désinformation, Ambassade du Canada en France, Paris, 25 février 2020.



Juliette GENEVAZ

- Organisation de la journée d'étude annuelle du groupe d'experts « Chine » de l'institut de recherche européen Hybrid CoE, École militaire, 7 février 2020.



Raphaëlle KHAN

- Discussion de l'intervention du Pr Steven Wilkinson pour le séminaire « The Army and The Nation in India Today: New Perspective », Sciences Po CERI, 25 février 2020.

- Colloque annuel de l'Observatoire sur l'Asie du Sud, « Reconfigurations of civil-military relations in India and Pakistan », INALCO, 26 février 2020.



Pierre HAROCHE

- Intervention sur la matinale de France Culture pour commenter la visite du président Macron en Pologne, 4 février 2020.



Céline MARANGÉ

- Discussion de la conférence d'Andrey Kortunov, directeur général du Russian International Affairs Council, intitulée « Trump : quels enseignements tirés par la Russie ? », dans le cadre de la chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 3 février 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : avec Jean-Vincent Holeindre, « ["Maître Yoda" : l'apport de Pierre Hassner à l'étude des relations internationales](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 827, février 2020, p. 10-14.

- Conférence : « Le contre-terrorisme dans les séries télévisées américaines » dans le séminaire de Céline Jurgensen, « Art, culture et guerre », École normale supérieure Ulm, Paris, 11 février 2020.

- Participation à la Munich Security Conference 2020 (en tant que Munich Young Leader 2018), Munich, Allemagne, 13-15 février 2020.

- High-Level Transatlantic Working Group on Disinformation and Emerging Technology, Stanford University, Palo Alto, États-Unis, 19-21 février 2020.

- Animation du séminaire Phoenix (visant à faire connaître les travaux des doctorants soutenus par la DGRIS auprès des industries de la défense), qui portait sur les stratégies d'influence et réunissait Dimitri Minic, spécialiste des stratégies indirectes russes, et Christelle Camels, spécialiste des stratégies des États au sein de l'OTAN, site Balard, 7 février 2020.

- Intervention : « Les lieux et les acteurs de l'expertise internationale en Russie », discussion de Sabine Jansen, professeur au CNAM, dans le cadre du séminaire de sociologie politique du CERCEC à l'EHESS intitulé « L'autoritarisme en question. Gouverner et s'engager dans les sociétés post-soviétiques », 28 février 2020.



Anne-Laure MAHÉ

- Conférence : « Soudan : bilan et perspectives », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 11 février 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Intervention : « Facing China gray zone operations in the South China sea: Vietnam's case study », dans le cadre du séminaire IRSEM/NIDS consacré aux menaces hybrides « French-Japanese Views on Hybrid Threats », École militaire, 3 février 2020.

- Participation au workshop « New year, new approach: what's next for DPROK affairs in 2020? » organisé par l'Institut d'études européennes/VUB et le média *NKnews*, Bruxelles, 19 février 2020.

- Intervention dans le cadre du colloque « Mer de Chine méridionale et Indo-Pacifique : comment garantir une sécurité commune ? », organisé par la Fondation Gabriel Péri, Paris, 25 février 2020.

- Entretien avec Thomas Delage, « La sécurité maritime : un enjeu stratégique croissant pour les États », *Diplomatie*, Grands Dossiers n° 5, « Géopolitique des mers et océans », mars-avril 2020, p. 66-70.



Maud QUESSARD

- Communication : « Hybrid Threats and US challenges in the SCS. The example of the Philippines », dans le cadre du séminaire NIDS/IRSEM « French-Japanese Views on Hybrid Threats », École militaire, 3 février 2020.

- Publication : « [Rebranding Soft power](#) », *Études anglaises*, vol. 72, 2019/4, p. 469-485.

- Invitée à l'émission de Jean Lebrun, « [La stratégie d'influence : les États-Unis et leurs contradictions épisode 2](#) », *La Marche de l'Histoire*, France Inter, 4 février 2020.

- Interview par Guillaume Erner, « [GAFA et fausses informations : comment sécuriser les élections américaines ?](#) », *La Question du Jour*, France Culture, 6 février 2020.

- Entretien avec Alix Dorveaux, « Fake news: la contre-attaque limitée des GAFAM pour la présidentielle américaine », *Challenges*, 8 février 2020.



Benoît RADEMACHER

- Modérateur du panel sur les réalités opérationnelles de l'environnement arctique dans le cadre du séminaire conjoint IRSEM/CEARC « Réalités opérationnelles de l'environnement arctique », École militaire, 3 février 2020.

- Intervention dans l'atelier de réflexion « Conventions » sur le thème des offsets dans le secteur de l'armement, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 7 février 2020.



Pierre RAZOUX

- Conférence : « Recompositions géopolitiques en Méditerranée et au Moyen-Orient » au profit des étudiants de Master 2 et doctorats à l'université Paul Valéry de Montpellier, 3 février 2020.

- Article : « [Le Brexit aura des conséquences en Méditerranée](#) », *FMES*, 5 février 2020.

- Conférence : « Renseignement et reconfigurations géopolitiques au Moyen-Orient » au profit des étudiants de Master 2 et doctorats à l'université Paris Sorbonne, 11 février 2020.

- Interviewé par Renaud Malik pour décrypter la crise entre la Syrie, la Russie et la Turquie à propos de la bataille d'Idlib, et pour présenter l'utilité du wargaming à des fins d'analyse prospective, *Forum*, Radio Télévision Suisse, 12 février 2020.

- Conférence : « Perspectives géopolitiques pour le nouveau leadership omanais » dans le cadre du séminaire « Orient 2020 » de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 18 février 2020.

- Conférence : « Le programme balistique iranien : dissuasion ou volonté de puissance ? » dans le cadre du colloque « Iran, quelle influence régionale ? » organisé par l'IREMMO, 21 février 2020.

- Embarquement sur le porte-avions *Charles de Gaulle* en Méditerranée orientale (cycle de conférences, échanges d'expertise, briefings), 23-29 février 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Intervention : « Le Viêt Nam, l'ASEAN et la mer de Chine méridionale », lors de la conférence internationale organisée par l'université Paul Valéry-Montpellier 3, « Mer de Chine méridionale. Défis et opportunités pour la France et le Viêt Nam, les États riverains et les puissances de l'Indo-Pacifique », Assemblée nationale - Sénat, 27 janvier 2020.
- Publication : avec N. Fau (dir.), *Hérodote*, « L'Asie du Sud-Est », n° 176, 1^{er} trimestre 2020.
- Article : « Géostratégie du Viêt Nam dans les Spratleys et les États riverains de l'ASEAN », *Hérodote*, « L'Asie du Sud-Est », n° 176, 1^{er} trimestre 2020, p. 43-58.
- Interviewé par Michel de Grandi, « L'économie du Vietnam en pleine forme », *Les Échos*, 13 février 2020.



Denis TULL

- Intervention sur « la reconstruction de l'armée malienne » à l'École de guerre allemande (Führungsakademie der Bundeswehr), Hambourg, 3 février 2020.
- Publication : « The European Union Training Mission and the Struggle for A New Model Army In Mali », Research Paper No. 89, IRSEM, 11 février 2020.



Magali VULLIERME

- Organisation du séminaire conjoint IRSEM/CEARC « [Réalités opérationnelles de l'environnement arctique](#) », École militaire, 3 février 2020.



Océane ZUBELDIA

- Intervention sur la thématique des drones dans le cadre d'une conférence du module « Spécifique Air » de l'École de guerre, École militaire, 27 février 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CYBERSÉCURITÉ

Nancy Ayer Fairbank, « [The state of Microsoft?: the role of corporations in international norm creation](#) », *Journal of Cyber Policy*, 4:3, 2019, p. 380-403.

Microsoft est-il un « entrepreneur de normes », selon l'expression issue des travaux pionniers de Martha Finnemore et Kathryn Sikkink ? Dans cet article fondé sur une enquête empirique mêlant communications de l'entreprise et entretiens avec des acteurs, Nancy Ayer Fairbank se penche sur les efforts déployés par Microsoft depuis 2017 pour promouvoir le développement et l'adoption de normes internationales en matière de cybersécurité. Son engagement répondrait à quatre objectifs : renforcer la confiance vacillante des utilisateurs ; protéger les produits Microsoft qui sont *de facto* les cibles de ce nouveau champ de bataille non régulé ; clarifier le partage des responsabilités entre acteurs privés et publics ; et enfin accroître l'influence socio-politique de l'entreprise dans ce domaine de gouvernance. Sa stratégie se décline en trois initiatives interconnectées et visant des publics différents : le *Cybersecurity Tech Accord* pour ses pairs de l'industrie, la *Digital Geneva Convention* à destination des États, et enfin la campagne *Digital Peace Now* visant à mobiliser les citoyens-utilisateurs. Cet enrôlement du public est encore peu étudié. Selon Fairbank, en convainquant les *digital citizens* qu'ils partagent les mêmes intérêts que la multinationale, c'est-à-dire la protection des « innocents » (entreprises et individus) contre la cyberguerre étatique, Microsoft pourrait exercer une pression indirecte sur les États démocratiques, tout en légitimant sa place dans la gouvernance de la cybersécurité, et ce notamment comme porte-parole du secteur privé.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Inflexions, « Espaces », n° 43, 2020/1.

Le dernier numéro de la revue de l'armée de terre *Inflexions* (n° 43, 2020/1), propose une réflexion sur le thème « espaces », à travers un dossier de 19 courts articles, rédigés par des contributeurs militaires (toutes les armées y sont représentées) et universitaires, aux approches très diverses

– de l'histoire à la prospective, en passant par la médecine, la géographie, le droit, et bien sûr la stratégie et la tactique. Informée par le postulat de départ selon lequel « l'histoire traditionnelle du lien de l'homme envers un espace à découvrir est celle de l'identification et de la perception, de la conquête, de l'occupation, de la normalisation et finalement du conflit » (p. 10), la démarche présidant à ce dossier est celle d'une réflexion sur la manière dont ce postulat se vérifie dans de nouveaux espaces, physiques (espace exo-atmosphérique, fonds marins, villes) comme immatériels (juridique, cyberspace, réseaux sociaux). C'est donc un panorama pluridisciplinaire de la notion d'espace qui transparaît, laquelle s'avère être un cadre pertinent à l'analyse des transformations contemporaines de la conflictualité et de la guerre, mais aussi plus généralement du fait militaire. Comme le lieutenant-colonel de l'armée de terre et auteur Brice Erbland dans son éditorial, on retiendra la définition selon laquelle « un espace est une étendue, abstraite ou non, ou la perception de cette étendue [...] envisagé[e] comme une structure englobante rassemblant choses et lieux », proposée par le médecin général des armées (2S) Patrick Godart (p. 15).

Les « nouveaux » espaces exo-atmosphérique et cyber reviennent régulièrement, parfois d'ailleurs pour être mis en parallèle, notamment par rapport à leur nature *a priori* « lisse » – pour reprendre les catégories d'analyses avancées par l'officier d'active Hervé Pierre, dans sa synthèse originale entre les travaux de Carl Schmitt sur l'expansion du *nomos* de la Terre, et ceux de Gilles Deleuze et Félix Guattari sur la dichotomie entre espaces « lisse » et « strié » (p. 29). Ces deux états constituant les extrémités d'un continuum, on observe dans de multiples articles l'interconnexion croissante des divers espaces et milieux du militaire (air-espace, réel-virtuel, mer-terre, etc.), sinon une hybridation participant au « striage » de nouveaux espaces « territorialisés ».

Enfin, malgré une tendance globale lourde soulignée à maintes reprises à la déterritorialisation portée par les nouvelles technologies de 4^e Révolution industrielle, au profit d'espaces immatériels et de logiques de réseaux, notons la persistance des notions géopolitiques de frontière et de territoire. L'espace serait ainsi inextricablement lié à la frontière, qui lui donne corps en définissant son extérieur, selon le lieutenant-colonel Jean Michelin ; ainsi qu'au territoire, redéfini largement par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS spécialisé en cyberstratégie et influence, comme « la coïncidence d'une zone où peut se déployer l'activité d'une espèce et du sens qu'elle donne à cet espace » (p. 97).

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche



Quentin Müller, Brice Andlauer et Pierre Thyss, *Traducteurs Afghans. Une trahison française*, La Boîte à bulles, 120 p.

Pendant son intervention en Afghanistan, l'armée française a employé 800 traducteurs (*Tarjuman*) pour l'assister durant ses diverses missions à Kaboul et ses environs (2002-2006), en Surobi et Kapisa (2007-2012) et partout où ses soldats avaient besoin d'entrer en contact avec les Afghans. À la suite du retrait des troupes combattantes, à la fin de l'année 2012, et des dernières forces, en décembre 2014, la France a refusé d'en rapatrier la majorité, pourtant menacés par le retour en puissance des talibans et des milices extrémistes dans le pays. Brice Andlauer et Quentin Müller, deux journalistes auteurs d'un livre sur le sujet – *Tarjuman, enquête sur une trahison française* (Bayard Culture, 2019, 332 p.) –, épaulés par Pierre Thyss pour la mise en images, nous convient à découvrir les trajectoires de vie de trois interprètes : Abdul Razeq Adeel, Shekib Daqiq et Zainullah Oryakhail, dit Orya. Un récit puissant, qui met en scène leur chemin de vie pour mieux dénoncer le refus de leur demande de protection. Cette bande dessinée présente un style de dessin de type cartoon, suivant le désir des auteurs de porter cette histoire vers le grand public. Il n'est pas question de reconstitution historique. Le réalisme des uniformes ou le choix des armes n'est pas le plus important ici. La chronologie, à l'image de l'effort de mémoire des protagonistes qui se plongent dans leurs souvenirs, hésite et balbutie parfois. Mais l'important n'est pas là. Les choix esthétiques laissent parler l'émotion et nous font parta-

ger la vie de ces Afghans, leurs difficultés et leurs drames. Au fil des pages, ce récit, léger et parfois drôle au départ, prend un tour sombre et de plus en plus angoissant. Les traducteurs subissent la haine des talibans, l'humiliation publique, certains sont tués ou blessés et leurs femmes agressées. Pourtant, dans leurs mots n'affleurent ni critique ni ressentiment, seule la fatalité d'un peuple qui a déjà tellement souffert de la guerre. Cette bande dessinée témoigne du combat de Français qui ne veulent pas abandonner ces traducteurs devenus pour certains des compagnons d'armes.

Christophe LAFAYE
Chercheur Défense et société

À VENIR

10 mars : [Conférence « Launch of the Military Balance 2020 »](#). L'IRSEM et l'International Institute for Strategic Studies (IISS) ont le plaisir de vous inviter au lancement parisien du volume *Military Balance 2020*, le 10 mars à l'École militaire (amphithéâtre Lacoste), de 16h à 18h. L'événement se déroulera en anglais et en français. [Inscription obligatoire.](#)



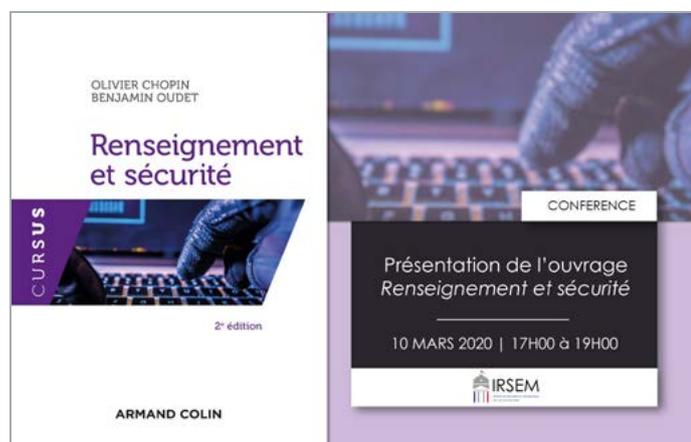
The Military Balance is the Institute's annual assessment of the military capabilities and defence economics of 171 countries worldwide. It is an essential resource for those involved in security policymaking, analysis and research.

Published each year since 1959, The Military Balance is the IISS's annual assessment of global military capabilities and defence economics. It is available in print and digital formats, and is also available as a database – Military Balance+ – which allows users to customise, view, compare and download data instantly, anywhere, anytime.

The Military Balance is an essential resource for those involved in security policymaking, and an indispensable handbook for anyone conducting analysis of military affairs, whether in the armed forces, government, defence industry, academia, consultancy or the media.

A team from the IISS will visit IRSEM on 10 March 2020, to discuss key findings from this year's edition and global trends in defence policy, capability and defence economics.

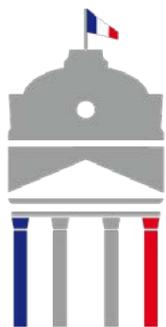
10 mars : L'IRSEM a le plaisir de vous inviter à la présentation de l'ouvrage *Renseignement et sécurité*, de Olivier Chopin et Benjamin Oudet, à l'École militaire, de 17h à 19h. [Inscription obligatoire.](#)



23 mars : L'IRSEM a le plaisir de vous convier au colloque international « Intégration européenne et rivalités de puissance dans les Balkans occidentaux » qui se tiendra le 23 mars 2020, à l'École militaire (amphithéâtre Suffren), de 14h à 18h. [Inscription obligatoire.](#)



Le rôle de l'UE s'est révélé crucial pour remodeler l'infrastructure institutionnelle dans les Balkans occidentaux, contribuer à résoudre les disputes bilatérales et renforcer la coopération régionale. En même temps les défis internes et externes à l'UE et aux pays des Balkans occidentaux rendent la situation particulièrement complexe. Les instruments de la conditionnalité ont été mis à mal par le ralentissement du processus d'élargissement, les crises économiques et financières, la montée des populismes, le Brexit, les demandes internes de réforme de l'UE, les crises migratoires, etc. Plusieurs initiatives ont été lancées pour réaffirmer le rôle de l'UE dans la région et favoriser l'élargissement mais les États membres leur attribuent un soutien inégal et ne s'accordent pas tout à fait sur la marche à suivre. Ces difficultés sont autant d'opportunités offertes aux puissances non occidentales souhaitant accroître leur influence dans la région. La Russie est de plus en plus présente, la Turquie réinvestit la région et la Chine y fait son entrée. Dès lors, on pourrait se demander si l'implication des puissances régionales menace l'ordre européen et quels défis ils représentent pour la politique européenne dans la région.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mars 2020

www.irsem.fr

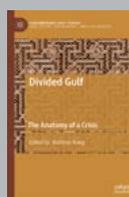
[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Chercheur invité, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 11\)](#)

Gouvernance d'internet, cybersécurité

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 12\)](#)



**Pour lutter contre la propagation
du coronavirus (Covid-19),
l'IRSEM a suspendu ses activités publiques
le 13 mars et jusqu'à nouvel ordre.
Le personnel est en télétravail.
Les publications se poursuivent
et, pour accompagner ses auditeurs
durant le confinement,
le podcast est devenu quotidien.**

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM

CHERCHEUR INVITÉ

**Shigeki AKIMOTO (NIDS).**

Le Pr Shigeki Akimoto, *senior fellow* appartenant à la division « Économie et sécurité » du département des Études de sécurité du National Institute of Defense Studies (NIDS) du ministère de la Défense japonais, a été accueilli à l'IRSEM du lundi 3 au mardi 17 mars dans le cadre du programme d'échange annuel entre les deux instituts, initié en 2017. Son séjour de recherche, qui devait couvrir tout le mois de mars, a dû être écourté en raison de la pandémie de Covid-19. Il s'agit du deuxième chercheur du NIDS accueilli à l'IRSEM après le Dr Masami Nishino, en mars 2019.

De son côté, après un premier échange avec le NIDS en novembre 2017, l'IRSEM prévoyait l'envoi d'un deuxième chercheur en avril 2020. Ce séjour sera reprogrammé en fonction de l'évolution de la situation sanitaire en France et au Japon.

Le Pr Akimoto est un expert reconnu dans les domaines de la sécurité énergétique et de l'économie de la Russie. Il a notamment contribué au dernier *China Security report 2020* du NIDS (« Architecture in Eurasia for Chinese Energy Security », *NIDS China Security Report 2020: China Goes to Eurasia*, NIDS, 2019, p. 47-74), ainsi qu'à l'édition 2019 de la *East Asian Strategic Review* (« Russia: The Start of the Fourth Putin Administration », *East Asian Strategic Review 2019*, NIDS, 2019, p. 133-171).

Durant ces deux semaines passées à l'IRSEM, le Pr Akimoto a pu conduire de multiples entretiens avec des chercheurs de l'IRSEM, de la DGRIS et de l'IFRI sur le sujet du développement des technologies innovantes au sein des économies développées et de l'évolution politique et économique de la Russie organisés à l'initiative du domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM et du Dr [Céline Marangé](#), chercheuse Russie à l'IRSEM.

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes

**Note de recherche n° 89 – 20 mars.**

« [La mission de formation de l'Union européenne et la difficile reconstruction de l'armée au Mali](#) » par Denis TULL, 16 p. (traduction de la note parue le 11 février 2020).

La détérioration constante de l'environnement sécuritaire au Mali depuis 2016 a suscité un regain d'attention sur l'état des forces armées et de sécurité maliennes, ainsi que sur les appuis extérieurs à leur reconstruction. Avec plus de 500 personnes et un budget annuel de 16 millions d'euros, la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM Mali) est le plus grand fournisseur d'assistance aux Forces armées maliennes (FAMA) en termes de formation et de conseil. Cette note décrit sept défis contextuels, politiques et opérationnels qui continuent d'entraver l'assistance portée aux FAMA. Ils démontrent que les bénéficiaires et les fournisseurs de l'assistance à la reconstruction de l'armée malienne partagent la responsabilité de la médiocrité des résultats obtenus.

**Étude l'IRSEM n° 73 – 26 mars.**

« [La diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est](#) » par Benoît de TRÉGLODÉ et Éric FRÉCON (dir.), 96 p.

En phase avec, d'une part, le contexte de « paix-guerre » à l'échelle internationale, d'autre part, le principe d'« ambiguïté stratégique » au niveau régional, les garde-côtes s'affirment comme un outil précieux dans l'arsenal diplomatique des gouvernements sud-est asiatiques. Ces forces non militaires opèrent non seulement au carrefour des sécurités traditionnelle (interétatique) et non traditionnelle (ou « humaine », centrée sur l'individu), mais aussi au cœur de l'Indo-Pacifique, dans l'écluse géopolitique entre océans Indien et Pacifique.

Afin de répondre aux premières questions que posent autant le recours à ces forces (cadre juridique, intérêt stratégique) que leur organisation, cette étude, réalisée avec le soutien du Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), propose une introduction à ces nouvelles problématiques (définition des garde-côtes et opérations en « zones grises », retour sur le facteur chinois dans ce développement) suivie de cas pratiques. Ceux-ci sont

centrés sur les deux États archipélagiques – Indonésie et Philippines – par lesquels transite le trafic maritime, avec l'exemple français comme point de comparaison.

Les contributeurs de ce volume, habitués des forums régionaux – en particulier Track 2 (semi-officiels) – et auteurs de nombreux articles sur le sujet, s'appuient entre autres sur une connaissance et une expérience très ancrées sur le terrain.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 51 – 3 mars.

« [Un réserviste à l'Assemblée nationale](#) », avec Alexandre JUBELIN et Thomas GASSILLOUD, 50 mn.

« Le Collimateur » accueille Thomas Gassilloud, député du Rhône et rapporteur du budget de l'armée de terre à l'Assemblée nationale.

Avec Alexandre Jubelin, il évoque d'abord les raisons qui l'ont fait s'engager en tant que réserviste dans les chasseurs alpins, ses expériences de réserviste et d'opérations extérieures en Côte d'Ivoire. Il décrit son arrivée au Parlement et sa spécialisation sur les questions de défense, et les prérogatives parlementaires sur les questions militaires. Il parcourt ensuite son récent rapport sur le budget de l'armée de terre, notamment sur les questions du recrutement et de l'évolution du matériel.



Dans le viseur #7 – 6 mars.

« [La nuit de la Tortue](#) », avec Alexandre JUBELIN et Jean MICHELIN, 22 mn.

Dans cet épisode, le lieutenant-colonel Michelin raconte une nuit d'inquiétude au cœur de la forêt guyanaise.



Épisode 52 – 10 mars.

« [Le Moyen-Orient après Daesh](#) », avec Alexandre JUBELIN et Charles THÉPAUT, 1 h 11.

« Le Collimateur » accueille Charles Thépaut, diplomate au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (détaché au Washington Institute) et

auteur de *Monde arabe en morceaux* (Armand Colin), pour retracer la montée et la chute de Daesh, et les perspectives actuelles dans la région.

Avec Alexandre Jubelin, il revient sur les conditions de l'émergence de l'État islamique en Irak dans la foulée de l'intervention américaine de 2003. Ils évoquent ensuite l'expérience de gouvernement et de gestion qu'a représentée le califat de Daesh en Irak et en Syrie, les liens entre l'organisation et Al-Qaeda, la structure de la coopération internationale pour lutter contre Daesh ainsi que la capacité à remettre en place des structures de vie élémentaires en Irak. Ils abordent enfin le retrait récent des troupes américaines du nord de la Syrie pour laisser le champ libre à l'intervention turque en octobre 2019, et les réflexions stratégiques sous-jacentes.



Dans le viseur #8 – 13 mars.

« [En rase-mottes dans le désert du Mali](#) », avec Alexandre JUBELIN, 27 mn.

Cette semaine, le commandant L. raconte une opération d'escorte de convoi au Mali, depuis un Mirage 2000, en devant faire face à un incident imprévu.



Dans le bunker #1 – 15 mars.

« [Croix de fer](#) » de Sam PECKINPAH (1977) par Simon RIAUX, 12 mn.

Alexandre Jubelin adapte « Le Collimateur » au contexte de confinement et propose un nouveau format, « Dans le bunker ». Tous les jours vers 18 heures, écoutez un entretien d'une dizaine de minutes par téléphone, avec un invité qui présentera un film ou série.

Pour ce premier épisode, Simon Riaux, journaliste et critique cinéma sur le site « Écran large » et au « Cercle » sur Canal plus, nous parle d'un film de Sam Peckinpah, *Croix de fer*, sorti en 1977.



Dans le bunker #2 – 16 mars.

« [Un pont trop loin](#) » de Richard ATTENBOROUGH (1977) par Yves TROTIGNON, 12 mn.

Pour ce deuxième épisode de « Dans le bunker », Yves Trotignon vient présenter un nouveau classique de la Seconde Guerre

mondiale, *Un pont trop loin* (1977) de Richard Attenborough, sur un scénario de William Goldman, avec notamment Sean Connery, Laurence Olivier, Robert Redford, Michael Caine, Gene Hackman, etc.



Épisode 53 – 17 mars.

« [L'état des forces militaires dans le monde : entretien autour du Military Balance 2020](#) », avec Alexandre JUBELIN, François HEISBOURG et Yohann MICHEL, 1 h 25.

En ces temps de confinement, « Le Collimateur » garde son rythme habituel des épisodes du mardi, en recevant aujourd'hui deux des artisans du *Military Balance* de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), François Heisbourg, ancien directeur de l'IISS et conseiller de la FRS, et Yohann Michel, chercheur au sein de l'équipe du *Military Balance*.

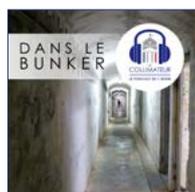
Avec Alexandre Jubelin, ils évoquent d'abord l'histoire et les raisons d'être du *Military Balance*, et son évolution depuis un demi-siècle, avant d'analyser l'objectif et les méthodes de l'ouvrage et de l'équipe pour parvenir à recueillir cette masse d'informations. Ils détaillent enfin les principales conclusions de cette édition, entre émergence de la Russie et de la Chine, armes hypersoniques et *electronic warfare*.



Dans le bunker #3 – 18 mars.

« [Generation Kill](#) » de David SIMON (2008) par Olivier SCHMITT, 6 mn.

Pour cette troisième journée « Dans le bunker », Olivier Schmitt, directeur du Center for War Studies de l'Université du Sud-Danemark, vient expliquer l'intérêt de la magnifique série de David Simon sur la seconde guerre d'Irak, *Generation Kill*.



Dans le bunker #4 – 19 mars.

« [Threads](#) » de Mick JACKSON (1984) par Joseph HENROTIN, 13 mn.

Pour ce quatrième épisode de « Dans le bunker », c'est Joseph Henrotin qui nous rejoint pour présenter un téléfilm de la BBC de 1984, *Threads* de Mick Jackson. (NB : contrairement à ce qui est dit dans le podcast, le film est en fait facilement visionnable à l'adresse suivante : https://archive.org/details/threads_201712



Dans le viseur #9 – 20 mars.

« [Chasser des fantômes \(et gérer l'attente\) au Mali](#) », avec Alexandre JUBELIN, 19 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur », un officier de la Légion étrangère raconte la gestion d'une troupe face à l'attente d'un ennemi insaisissable, dans le cadre de l'opération Serval 2.



Dans le bunker #5 – 21 mars.

« [Edge of Tomorrow](#) » de Doug LIMAN (2014), par Nicolas MARTIN, 14 mn.

Nicolas Martin, producteur sur France Culture mais aussi réalisateur et critique cinéma au « Cercle », sur Canal plus, met en avant *Edge of Tomorrow* de Doug Liman, un film trop souvent oublié mais qui pourtant renouvelle le genre du film de guerre, par sa structure narrative inspirée du jeu vidéo.



Dans le bunker #6 – 23 mars.

« [À la poursuite d'Octobre rouge](#) » de John McTiernan (1990), par André LOEZ, 12 mn.

Pour cette journée « Dans le bunker », c'est un podcast croisé avec « Paroles d'histoire » que propose « Le Collimateur », où André Loez vient parler d'un très grand film de sous-marins, *À la poursuite d'Octobre rouge* de John McTiernan, avec Sean Connery et Alec Baldwin.



Épisode 54 – 24 mars.

« [Les multiples visages de la guerre dans les jeux vidéo](#) », avec Alexandre JUBELIN, Pierre-William FRÉGONÈSE et Lloyd CHÉRY, 52 mn.

Ce podcast a été enregistré en direct à l'occasion d'une table ronde à La Fabrique Défense, le 18 janvier 2020.

Alexandre Jubelin et Alexandra Herman, des Jeunes IHEDN, recevaient Pierre-William Frégonèse, chercheur associé au centre Thucydide de l'université Paris II-Assas, spécialiste du jeu vidéo et auteur notamment de *Raconteurs d'histoires* ; et Lloyd Chéry, journaliste au *Point* et producteur du podcast « Plus que de la SF ».

Ensemble, ils reviennent sur l'histoire des premiers jeux vidéo, pour l'essentiel des jeux de guerre, et leur évolution ainsi que ce qui accroche dans le jeu vidéo de guerre et le problème du réalisme dans l'acte de tuer et des normes applicables aux jeux vidéo. Ils parlent ensuite du lien que les jeux vidéo ont avec l'actualité, des pratiques des militaires eux-mêmes, et des rapports des jeux vidéo avec la simulation et l'anticipation.

Puis la parole est donnée au public.



Dans le bunker #7 – 25 mars.

« [Band of brothers](#) » de Steven SPIELBERG (2001) par LCL Jean MICHELIN, 13 mn.

Pour ce nouvel épisode de « Dans le bunker », le LCL Michelin vient remettre en lumière une mini-série HBO de 2001 produite par Steven Spielberg, *Band of brothers*, sur une compagnie américaine en France depuis le débarquement de Normandie jusqu'à la victoire des Alliés.



Dans le bunker #8 – 26 mars.

« [Rubicon](#) » de Jason HORWITCH (2010), par Olivier CHOPIN, 15 mn.

Olivier Chopin, enseignant à Sciences Po et spécialiste du renseignement, nous rejoint « Dans le bunker », afin de parler d'une série méconnue, *Rubicon*, qui peint le renseignement sous des couleurs et sous un angle rarement vu à l'écran.



Têtes chercheuses #3– 27 mars.

« [Qui est aux manettes des grandes industries de défense ?](#) », avec Alexandre JUBELIN, Samuel FAURE et Thibaut JOLTREAU, 28 mn.

Pour ce troisième épisode, c'est Samuel Faure, professeur associé à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye qui vient présenter dans les « Têtes chercheuses » un article écrit avec Andy Smith (Sciences Po Bordeaux) et Thibaut Joltreau (Université de Bordeaux), intitulé « Qui gouverne les grandes entreprises de la Défense ? Contribution sociologique à l'étude des capitalismes en France et au Royaume-Uni », paru en 2019 dans la *Revue internationale de politique comparée*.



Dans le bunker #9 – 28 mars.

« [La Chute du Faucon noir](#) » de Ridley SCOTT (2001), par Michel GOYA, 22 mn.

« Dans le bunker » le colonel Goya recommande aujourd'hui le film-culte, paroxysme du film d'action militaire par Ridley Scott, *La Chute du Faucon noir* ; il entre aussi dans les détails opérationnels et compare notamment l'action américaine avec une opération française similaire quelques mois plus tôt.



Dans le bunker #10 – 30 mars.

« [La 317^e section](#) » de Pierre SCHOENDOERFFER (1965), par Bénédicte Chéron, 12 mn.

C'est l'historienne Bénédicte Chéron qui vient aujourd'hui « Dans le bunker » pour suggérer d'occuper cette période de confinement par l'un des rares grands films de guerre français, *La 317^e section* de Pierre Schoendoerffer.



Épisode 55 – 31 mars.

« [La présence de l'armée française dans le monde](#) », avec Alexandre JUBELIN et Élie TENENBAUM, 1 h 20.

Élie Tenenbaum, chercheur au Centre des études de sécurité de l'IFRI, se trouve dans « Le Collimateur » de l'IRSEM à l'occasion de la publication d'un Focus stratégique intitulé « Confettis d'empire ou point d'appui ? L'avenir de la stratégie française de présence et de souveraineté », paru en février, qui détaille la situation et les perspectives des bases militaires françaises dans le monde.

Avec Alexandre Jubelin, il expose d'abord le dispositif français de forces prépositionnées et l'histoire de leur mise en place ainsi que leurs grandes missions stratégiques, puis décrit les autres grands réseaux mondiaux de forces prépositionnées. Ils abordent ensuite les différentes évolutions des forces françaises prépositionnées, qui sont tendancieusement à la baisse depuis 2007 malgré l'utilité du dispositif démontrée en 2013-2014. Puis ils examinent les difficultés et tensions en termes d'hommes et de matériel de ce dispositif, avant de conclure par ses faiblesses et ses possibilités de diffusion.



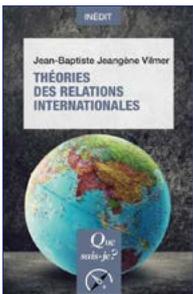
Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

national relations, but also on the American response to the return of great power competition in the face of an assertive China and resurgent Russia. The contributions gather the inputs of a transatlantic community of scholars combining academics, think-tank fellows, former policy-makers and administration officials from both sides of the Atlantic.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS

ÉVÉNEMENTS



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, *Théories des relations internationales*, PUF, « Que sais-je ? », mars 2020, 128 p.

Ce livre est une brève introduction aux théories des relations internationales dont l'ambition n'est pas d'être exhaustive mais claire et accessible.

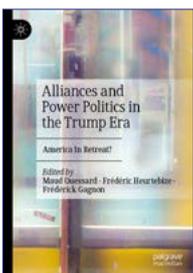
Après un premier chapitre consacré à la théorie elle-même, il présente tour à tour les grandes familles. Réalisme, libéralisme, transnationalisme, constructivisme, marxisme, féminisme, postpositivisme, postcolonialisme, approches bureaucratiques, psychologiques et mixtes... Autant d'outils permettant de donner du sens à l'actualité.

La théorie n'est pas une fin en soi. Comme toute science sociale, son défi est d'être à la fois scientifiquement rigoureuse et socialement utile – avec le risque d'être l'un mais pas l'autre, voire ni l'un ni l'autre. Pour être utile, elle doit éclairer l'action.

23-29 février : Embarquement de Pierre Razoux sur le porte-avions Charles de Gaulle.



[Pierre Razoux](#), directeur (HDR) du domaine « Espace euratlantique, Russie, Moyen-Orient », a embarqué sur le porte-avions *Charles de Gaulle* en Méditerranée orientale du 23 au 29 février 2020. Il a donné un cycle de conférences sur la géopolitique mondiale et les rapports de forces au Moyen-Orient et en Méditerranée au profit de l'ensemble de l'équipage et du groupe aéronaval, contribuant au rayonnement de l'IRSEM au sein des forces armées. Il a également fait bénéficier l'état-major du bord de son expertise régionale, s'insérant pleinement dans la vie opérationnelle du bâtiment.



Maud QUESSARD, Frédéric HEURTEBIZE, Frédéric GAGNON (eds.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era. America In Retreat?*, Palgrave Macmillan, mars 2020, 274 p.

This volume examines the evolution of US foreign policy since Donald Trump's accession to the presidency and the

strategic challenges confronting the United States in a changing geopolitical environment. Trump has delivered on his promises to break with past policies and this has, for the most part, revealed a policy of retrenchment that has jeopardized US alliances. The book focuses on the current state and future of transatlantic relations, on Washington's policy in the Middle East and Africa, on the administration's use of the economic weapon in inter-

Pierre RAZOUX
Directeur du domaine
« Espace euratlantique, Russie, Moyen-Orient »

10 mars : Présentation de l'ouvrage *Renseignement et sécurité* (2^e éd.) de Olivier CHOPIN et Benjamin OUDET.



Le mardi 10 mars 2020, la seconde édition de l'ouvrage *Renseignement et sécurité* d'Olivier Chopin (Science Po/EHESS) et de Benjamin Oudet (Université de Poitiers), paru le 18 septembre 2019, a eu lieu à l'IRSEM.

La conférence, organisée par le département « Renseignement et anticipation » de l'IRSEM dirigé par [Paul Charon](#), a été l'occasion pour les deux auteurs de présenter les nouveautés de cette deuxième édition. Jean-François Gayraud, conseiller à la CNRLT était présent en qualité de discutant.

Renseignement et sécurité a pour objectif d'analyser le rôle et la nature du renseignement, ses différences avec l'espionnage ainsi que ses acteurs. Aussi, ce livre conduit à s'interroger sur les modalités de son contrôle et de son influence sur les politiques étrangères des États. Il répond à la demande croissante de la part de la population civile d'études sur l'influence du renseignement dans les relations internationales. Surtout, cette recherche participe à la diversification et à l'internationalisation des études sur le renseignement, largement dominées aujourd'hui par le monde anglo-saxon. En définitive, le but de cet ouvrage est de s'intégrer dans le sous-champ des relations internationales que sont les études de sécurité.

Benjamin Oudet a d'abord rappelé que cette nouvelle édition, enrichie d'un chapitre dédié aux transformations de l'information et au cyber, ainsi que d'études de cas portant sur les problématiques contemporaines du renseignement, aborde notamment l'implication des entités non étatiques dans les missions de renseignement, les activités des services secrets américains sous la présidence Trump, le droit du renseignement en France, ou encore le lien entre droit, éthique et renseignement.

Quatre idées majeures ont été développées durant la présentation : le renseignement comme politique publique, la place du secret dans le renseignement, la typologie du renseignement, et enfin, la vocation du renseignement. Tout d'abord, il ne doit pas être vu comme un domaine indépendant de l'action et des politiques gouvernementales. Au contraire, il doit être appréhendé comme une politique publique constitutive et subordonnée à l'action étatique, qui tient pour confidentielle la mise en œuvre effective de ses informations.

Le développement des nouvelles technologies et l'accès croissant aux informations amène inévitablement à s'interroger sur le rôle du secret dans le renseignement et sur l'adaptation des services de l'État à ce nouvel environnement. Pour Paul Charon, l'analyse des informations en sources ouvertes est un domaine extrêmement technique et nécessaire, qui prend aujourd'hui une place importante dans les activités de l'État.

Concernant la typologie du renseignement, on peut dire que deux éléments majeurs le caractérisent : d'une part l'analyse du renseignement « en action », qui fait référence aux moyens dont l'État a le monopole (comme les actions clandestines) – cet aspect du renseignement reste cependant marginal ; d'autre part, du fait de la nature même du renseignement, un système d'information constitutif de la réformation des stratégies étatiques. La vocation première du renseignement est de répondre aux besoins de l'État relatifs à la gestion des menaces, de l'incertitude. Dès lors, le renseignement n'invente pas de nouvelles politiques à l'État, mais a pour mission à nourrir ses politiques et ses orientations. Cette nouvelle édition constitue donc un outil méthodologique central pour étudier les grands foyers de production du renseignement contemporain et pour analyser son évolution.

Olivier Chopin a orienté le débat sur d'autres problématiques actuelles : les particularités des missions des services de renseignement ne doivent pas avoir pour conséquence de faire sortir leurs activités du cadre légal et de l'État de droit – l'État, dans le cadre de ses missions de renseignement ne peut pas s'émanciper des règles qu'il impose à ses citoyens ; l'apparition d'un « effet sociétal » sur le renseignement – la population a en effet des attentes nouvelles à son égard, et le voit désormais comme un moyen de s'informer ; la question du surplus de renseignement lié à l'accroissement des masses d'informations en source ouverte, qui appelle à une adaptation des moyens mis en place pour traiter ce phénomène ; et enfin la nécessité de repenser les relations actuelles entre le monde universitaire et le renseignement.

Jean-François Gayraud a souligné la nécessité des études sur le renseignement français, qui permettraient à la recherche de s'émanciper de certains concepts étrangers qui ne sont pas adaptés à la situation française contemporaine (à l'image du concept de *radicalisme* importé des États-Unis).

Renseignement et sécurité arrive à un moment historique dans les études du renseignement qui voit l'émergence d'un regard nouveau sur ces questions, et à la publication croissante d'ouvrages francophones qui permettent de faire connaître le renseignement au grand public. Si le renseignement est subordonné aux besoins de l'État, c'est parce qu'il doit être considéré comme un mode d'accès à la connaissance, à l'information, et non comme une fin en soi. De même, concernant le lien entre le monde universitaire et le renseignement, les sciences sociales et le renseignement ne sont pas opposés ontologiquement, il leur serait donc mutuellement bénéfique de coopérer plus étroitement sur ces thématiques.

Alexis CARROUGET
Assistant de recherche

12-26 mars : Embarquement de Pierre Razoux sur le porte-hélicoptères *Mistral*.



Pierre Razoux, directeur (HDR) du domaine « Espace euratlantique, Russie, Moyen-Orient », s'est rendu du 12 au 26 mars 2020 à bord du porte-hélicoptères d'assaut *Mistral* navigant en océan Indien dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc 2020. Il a prononcé un cycle de conférences portant sur la géopolitique et l'évolution des relations internationales au Moyen-Orient et en océan Indien au profit du bord et des élèves officiers de marine.

Pierre RAZOUX
Directeur du domaine
« Espace euratlantique, Russie, Moyen-Orient »

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Camille BOUTRON

- Communication : « Le (re)positionnement des femmes des groupes armés sur l'échiquier politique colombien » au colloque « Négociations internationales » organisé par l'École de droit de l'Université Clermont Auvergne (UCA), 12-13 mars 2020.



Paul CHARON

- Modération de la table ronde autour du livre d'Olivier Chopin et de Benjamin Oudet, *Renseignement et sécurité*, avec la participation de Jean-François Gayraud en qualité de discutant, École militaire, amphithéâtre de Bourcet, 10 mars 2020.

- Conférence, avec Carine Monteiro da Silva, « La guerre de l'information dans le détroit de Taïwan », au profit d'élèves officiers de Saint-Cyr Coëtquidan, IRSEM, 12 mars 2020.

- Interview par Matthieu Jublin, « Coronavirus, krach, crise énergétique : des "cygnes noirs" qui nous condamnent à l'impuissance ? », *Alternatives économiques*, 20 mars 2020.



François DELERUE

- Participation à la table ronde « L'ONU et la gouvernance de l'Internet : enjeux normatifs et politiques », conférence « Les Nations unies et la gouvernance de l'Internet » organisée par l'Association française pour les Nations unies (AFNU) et le Centre Thucydide (Université Panthéon-Assas), Paris, 2 mars 2020.

- Publication : *Cyber Operations and International Law*, Cambridge University Press, mars 2020.



Pierre HAROCHE

- Présentation sur la coopération européenne, Conférence IRSEM du Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air), Paris, École militaire, 6 mars 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Publication : *Théories des relations internationales*, PUF, « Que sais-je ? », 128 p., 2020.

- Panel « Diplomacy and War » avec H. E. Mansour Al-Otaibi, Staffan de Mistura, Col. Peter Herrly, au colloque « *The Stakes of Peace and War* » organisé par le Kuwait Program de Sciences Po, Hôtel de l'industrie, Paris, 5 mars 2020.

- Interview sur la pandémie et les relations internationales, « *Covid-19 : "nous ne nous trouvons pas face à une surprise stratégique !"* », *Le Point*, 21 mars 2020.



Christophe LAFAYE

- Article : « *L'histoire militaire opérationnelle au service du retour d'expérience* », *DSI*, n° 146, mars-avril 2020, p. 86-90.

- Conférence : « *Analyse et interprétation des sources orales ; le cas de l'expérience combattante en Afghanistan* », Séminaire de Florence Descamps de l'EPHE sur l'usage scientifique de l'histoire orale, Paris, 11 mars 2020 ([Podcast gratuit](#)).



Anne-Laure MAHÉ

- Entretien avec Sonia Le Gouriellec pour décrypter la transition au Soudan, « *Good Morning Afrika* », Fréquence protestante, 19 mars 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Présentation : « La France et la sécurité dans l'espace Indo-Pacifique », Conférence IRSEM du Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air), Paris, École militaire, 6 mars 2020.

- Publication : « *Rodrigo Duterte, allié récalcitrant des États-Unis ?* », Focus, Paris, Asia Centre, 11 mars 2020.

- Participation à l'émission *Géopolitique, le débat* sur le thème de l'Indo-Pacifique, RFI, 13 mars 2020.



Maud QUESSARD

- Débatteur à la conférence organisée par la Chaire Grands enjeux stratégiques contemporains Panthéon-Sorbonne, « Enjeux stratégiques entre les États-Unis et l'Asie », avec Kazuti Suzuki, Paris, Sorbonne, 2 mars 2020.

- Intervention : « Les États-Unis et les nouvelles compétitions de puissance en Asie. La fin de l'hégémonie ? », Conférence IRSEM du Centre d'enseignement militaire supérieur Air (CEMS Air), Paris, École militaire, 6 mars 2020.

- Publication : avec Frédéric Heurtebize, Frédérick Gagnon (dir.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era: America in Retreat?*, Londres, Palgrave, 2020.

- Interventions et table ronde : AFP, Spintank & Le Tank Media : « *La nuit du Super Tuesday* », Paris TankMedia, 3 mars 2020.



Pierre RAZOUX

- Conférence : « Les enseignements de la guerre du Kippour d'octobre 1973 », École de guerre, 4 mars 2020.

- Conférence : « Les enseignements de la guerre des Malouines du printemps 1982 », École de guerre, 5 mars 2020.

- Participation à un atelier wargaming au profit de l'état-major de la Marine, 5 mars 2020.

- Embarquement à bord du PHA *Mistral* en océan Indien, dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc (cycle de conférences au profit du bord et des élèves officiers de marine), 12-26 mars 2020.



Nicolas REGAUD

- Article : « Que Implicias tiene el cambio climatico para la defensa? », *Defensa Nacional*, Argentine, UNDEF Libros, Universidad de la Defensa Nacional, premier trimestre 2020.
- Participation à la 1^{re} session internationale Indo-Pacifique organisée par l'IHEDN dans le cadre du comité consacré aux « partenariats stratégiques avec la France », 4 au 11 mars.
- Intervention : « Quelle politique d'adaptation du ministère des armées au changement climatique ? La nécessité d'une approche globale », ouverture du colloque « Environnement : risques, contraintes et opportunités pour la défense française » organisé par le Master Sécurité internationale et Défense de l'Université Jean Moulin Lyon II, 13 mars 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Invité à l'émission *Orient-Extrême* consacrée au Viêt Nam, Radio Notre-Dame, 2 diffusions, semaine du 9 mars 2020.
- Publication : avec Éric Frécon (co-dir.), « [La diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est](#) », Étude de l'IRSEM, n° 73, 26 mars 2020.



Denis TULL

- Publication : « [La mission de formation de l'Union européenne et la difficile reconstruction de l'armée au Mali](#) », Note de recherche n° 89, IRSEM, 20 mars 2020 (trad. fr. du Reserach Paper paru le 11 février 2020), 16 p.



Magali VULLIERME

- Intervention : « Changement climatique en Arctique : l'accélération du dégel du pergélisol, un enjeu circumpolaire », auprès de la 72^e Session nationale « Politique de défense » de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), Paris, École militaire, 6 mars 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS



Éric FRÉCON

- Article : « L'ASEAN face à la redéfinition de sa centralité – diplomatique, opérationnelle et géographique », *Hérodote*, n° 176, 1^{er} trimestre 2020, p. 9-24.
- Article : « [French discourse vis-à-vis the South China Sea area: a springboard \(not a diving board\) to the Indo-Pacific?](#) », *Commentary*, Asia Pacific Pathways to Progress Foundation, Manille, 11 mars 2020.
- Publication : avec Benoît de Tréglodé (co-dir.), « [La diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est](#) », Étude de l'IRSEM, n° 73, 26 mars 2020.
- Tribune : « [Commentary: A cat-and-mouse game between pirates and Southeast Asian maritime security authorities](#) », Channel News Asia (Singapour), 28 mars 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

CYBERSÉCURITÉ

GOUVERNANCE D'INTERNET

Conférence « Les Nations unies et la gouvernance de l'internet », Centre Thucydide & AFNU, 2 mars 2020.

La deuxième conférence du cycle « Grand débat », organisé par l'Association française pour les Nations unies (AFNU) et le Centre Thucydide, portait sur le rôle de l'ONU dans la gouvernance de l'internet. Deux panels sont intervenus, afin d'aborder respectivement le rôle institutionnel de l'ONU (Lucien Castex, Internet Society France ; Patrick Jacob, Université Versailles Saint-Quentin ; Salwa Toko, Conseil national du numérique), et les enjeux normatifs et politiques liés à son implication dans ce domaine ([François Delerue](#), IRSEM ; Jean-Marc Sere-Charlet, MEAE ; Sacha Robin, Université d'Angers ; et Francesca Musiani, Centre internet et sociétés). L'ambassadeur pour le numérique Henri Verdier a conclu le séminaire.

Des interventions sur les thèmes variés de la gouvernance d'internet où l'ONU est (ou devrait être) présente, de la cybersécurité à l'inclusion, en passant par la fiscalité des GAFAM et les droits de l'homme ; on peut dresser un bilan des enjeux internationaux actuels majeurs dans ce domaine : a) l'élargissement de l'agenda de la gouvernance de l'internet à la question très politisée des contenus ; b) la compréhension par les décideurs des aspects techniques de l'internet et leur portée politique ; et c) la volonté des États de reprendre le contrôle du cyberspace. Conséquence de l'affaire Snowden, cette dernière tendance à la « souveraineté numérique » entraîne à la fois des risques de fragmentation de l'internet (internets chinois et russe, régulation des contenus en Europe, etc.), et une remise en question de son modèle de gouvernance *multi-stakeholder*.

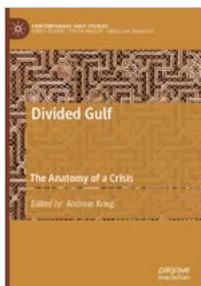
Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

Myriam Dunn Cavelty et Andreas Wenger, « [Cyber security meets security politics: Complex technology, fragmented politics, and networked science](#) », *Contemporary Security Policy*, 41:1, 2020, p. 5-32.

L'article introductif du numéro spécial de *Contemporary Security Policy* sur les *cyber security politics* se lit comme un guide de ce domaine de recherche. Les auteurs adaptent le cadre théorique proposé par Buzan et Hansen dans leur histoire intellectuelle des *international security studies* (2009), pour retracer l'évolution des recherches sur la cybersécurité comme enjeu politique, rythmée par les interactions entre politique (internationale, intérieure), technologies (développement et usages, cyberincidents), et savoirs (débats académiques, institutionnalisation). Ainsi, c'est le spectre de la potentialité d'une « cyberapocalypse », via une attaque massive ciblant des infrastructures critiques, qui a initialement marqué la production scientifique dans les années 1990 et 2000. Depuis, des événements comme les révélations Snowden et la découverte de Stuxnet ont encouragé un recentrage sur les pratiques étatiques réelles, caractérisées par une retenue relative en haut du spectre de la conflictualité, qui est contrebalancée par une normalisation des cyberopérations de basse intensité. Constatant l'hétérogénéité des acteurs de la cybersécurité, d'autres *clusters* de recherche regardent en dedans (renseignement) et au-delà (entreprises) de l'État, ou questionnent les relations de pouvoir et d'autorité entre acteurs, dans la lignée notamment des théories critiques. Les auteurs concluent sur les perspectives futures des *cyber security politics* en proposant des pistes de recherche, par exemple sur l'intégration de la cybersécurité aux « grandes stratégies » nationales, ou sur la prééminence du secteur privé, qui a vocation à s'accroître avec l'introduction de l'intelligence artificielle et l'informatique quantique.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Andreas Krieg (ed.), *The divided Gulf. The Anatomy of a Crisis*, Singapour, Springer Verlag, 2019, 281 p.

L'idée de *The Divided Gulf* remonte à 2014, quand Andreas Krieg enseignait au sein des forces armées à Doha. Cet ouvrage se distingue des autres publications sur le même sujet par son

approche exhaustive qui montre comment les rivalités endogènes entre États du Golfe exacerbent des facteurs exogènes qui font de cette crise, la plus complexe que l'instance régionale du Conseil de coopération (CCG) ait connue en 39 ans d'existence.

L'ouvrage réunit des chercheurs et des experts, pour la plupart anglo-saxons ou issus des pays du Golfe, pour étudier les ressorts de la crise qui, depuis le 5 juin 2017, oppose le Qatar à un quartet d'États arabes : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis (EAU) et Égypte.

The Divided Gulf, divisé en seize chapitres, traite de thématiques aussi diverses que la perception sécuritaire des États du Golfe, la « militarisation » de l'outil informationnel, le facteur tribal comme élément de déstabilisation des États dans le contexte de la crise, l'économie politique comme facteur de division, l'islam politique comme élément clé du clivage EAU/Qatar ou encore le facteur « Trump » dans la polarisation de la région.

Bien qu'on puisse regretter l'absence d'ordonnancement méthodologique qui contribue à affaiblir sa portée dynamique, l'ouvrage rend compte de manière exhaustive de la perception et de l'action du Qatar dans la crise, restant toutefois trop linéaire lorsqu'il évoque les États du quartet. Si la complicité stratégique des EAU et de l'Arabie saoudite dans leur opposition au Qatar est bien rendue, le rôle de l'Égypte est totalement passé sous silence. De fait, la dimension dynamique d'une stratégie multilatérale même défailante des États opposés au Qatar est omise.

Néanmoins, cette remarque n'enlève rien à la pertinence de certains chapitres de l'ouvrage qui se démarquent nettement et qui sont destinés à nous sensibiliser aux questions de fond minant l'apparente cohésion de cette région du Golfe. Ainsi le chapitre 3, « Tribe and Tribalism: The Trojan horse of GCC States? », met en perspective comment l'embargo décrété par les EAU, l'Arabie saoudite et le Bahreïn à l'encontre du Qatar interroge le marqueur identitaire tribal, qui, compte tenu des affiliations triba-

lo-familiales transfrontalières, risque d'affaiblir la légitimité des États du Golfe. Ce questionnement est d'autant plus fort que l'on assiste dans l'ensemble de cette région à la résurgence du facteur tribal parallèlement à l'exacerbation d'un narratif nationaliste, comme l'illustre bien le chapitre 6 consacré à la surenchère du discours nationaliste véhiculée par la guerre de l'information. Dans un autre registre, le chapitre 14, consacré à la nouvelle diplomatie publique qatarie comme mode de gestion et de réponse politique à la crise, met en relief la rupture de gouvernance opérée au sein des États du Golfe du fait du changement générationnel des leaders de la région.

The divided Gulf est complété par des contributions plus classiques mais nécessaires à la compréhension des enjeux géopolitiques, stratégiques et économiques de la crise. Ces analyses permettent d'évaluer les recompositions et divisions régionales suscitées par cette crise, tels que le rapprochement du Qatar avec la Turquie et l'Iran, l'équation saoudo-émiratienne pour contrer l'islam politique ou encore la réponse européenne à la crise, mais oublie l'Égypte.

Krieg conclut logiquement par les changements géopolitiques profonds opérés dans la région et révélés par la crise mais il passe à côté d'une dimension plus profonde liée au paradigme générationnel comme toile de fond de cette rupture géopolitique.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheuse Golfe – Moyen-Orient

Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sur le coronavirus et la maladie Covid-19 :

Le [site du gouvernement](#) (informations officielles).

Le [site de la santé publique](#) (chiffres clés, interviews d'experts, questions-réponses... pour tout savoir sur l'infection au coronavirus (SARS-CoV-2), Covid-19, en France et dans le monde et sur l'action de Santé publique France).

Le [site du ministère de l'Intérieur](#) (attestation de déplacement dérogatoire et justificatif de déplacement professionnel).

Tous mobilisés pour le système de santé :

Épidémie de Covid-19 : étudiants, professionnels, actifs ou retraités, mobilisez vos compétences pour venir en renfort du système de santé !
#Renforts-Covid mise en place par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France et élargie aux autres Agences régionales de santé.

<https://www.renfort-covid.fr/>





IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Avril 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Projet de recherche, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

Afrique – Asie, Pensée stratégique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 14\)](#)



**Pour lutter contre la propagation
du coronavirus (Covid-19),
l'IRSEM a suspendu ses activités publiques
le 13 mars et jusqu'à nouvel ordre.
Le personnel est en télétravail.
Les publications se poursuivent
et, pour accompagner ses auditeurs
durant le confinement,
le podcast est devenu quotidien.**

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 92 – 1^{er} avril.

« [Des bases navales communes pour les marines européennes](#) », par CF Édouard JONNET, 14 p.

Les marines océaniques de l'Union européenne (UE) sont confrontées à trois dilemmes : elles doivent défendre simultanément les flancs nord et sud

du continent, contrôler les approches maritimes tout en se déployant hors d'Europe et enfin maîtriser le haut comme le bas du spectre des opérations navales. Actuellement, les réponses à ces dilemmes se traduisent par une profusion de coopérations opérationnelles dans le cadre de l'OTAN, de l'UE ou de coalitions, sans autre coordination que celles des états-majors nationaux. Fondée en août 2019, la Présence maritime coordonnée (PMC) doit rationaliser ces opérations navales dans des zones maritimes précises. La Coopération structurée permanente (Permanent Structured Cooperation, PESCO) a quant à elle été établie en décembre 2017 afin de trouver des solutions européennes lorsque des capacités nationales sont insuffisantes. Trois projets PESCO sont consacrés à la logistique, essentiellement dédiés aux forces terrestres. Dans ces cadres, les marines européennes doivent se faire entendre, afin de mettre en place des Bases navales de l'UE (BNUE) qui répondent à leurs besoins et complètent, avec ce volet logistique, la logique opérationnelle de la PMC. Pour autant, ces BNUE ne sont pas des fins en soi : leur raison d'être réside dans leur capacité à soutenir des opérations navales. La cohérence d'ensemble entre la PMC et les projets PESCO serait alors un outil essentiel de la souveraineté européenne.

L'IRSEM a lancé un nouveau format : les Brèves stratégiques / Strategic Briefs proposent une analyse des questions d'actualité dans un format court (2 p.).



Brève stratégique n° 1 – 3 avril.

« [Covid-19 – Contrôle des flux, anticipation et prévention](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Le quadruplement du nombre de passagers aériens au cours des quinze dernières années a beaucoup contribué à la diffusion planétaire de la pandémie.

La crise sanitaire de grande amplitude est marquée par l'absence de coordination internationale et la diversité des réponses des États. Elle devrait conduire à repenser la nécessité de politiques d'anticipation et de prévention des crises.



Strategic Brief No. 1 – 6 avril.

« [Covid-19 – Flow control, anticipation and prevention](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p. (traduction de la Brève stratégique parue le 3 avril).

The number of the flight passengers, multiplied by four over the last fifteen years, has massively contributed to the spread of the Covid-19 pandemic. This great scale sanitary crisis is characterized by a lack of international joint action and a great difference in the states' reactions to the issue. It should eventually lead to a redefinition of the much-needed measures of anticipation and prevention policies.



Strategic Brief No. 2 – 10 avril.

« [The Quest for European Medical Autonomy: The Moment of Truth for the 'Geopolitical Commission'](#) », by Pierre HAROCHE, 2 p.

The current Corona crisis has set the ideal stage for external powers such as China and Russia to extend their influence in Europe by playing on the EU's dependence and division. The European Commission, which is increasingly asserting the geopolitical dimension of its policies, should lead the strategic debate on European medical autonomy and solidarity in the face of this crisis.



Note de recherche n° 93 – 10 avril.

« [TNP 2020 : comment analyser l'initiative américaine sur la "création d'un environnement pour le désarmement nucléaire" \(CEND\) ?](#) », par Pauline LÉVY, 14 p.

En 2018-2019, les États-Unis ont lancé une initiative diplomatique destinée à introduire une réflexion collective sur la création d'un environnement propice au désarmement nucléaire (CEND). Cette approche rassemble des États politiquement et géographiquement divers dans un dialogue pragmatique en les invitant à partager leurs préoccupations sécuritaires et à examiner l'articulation entre contexte stratégique et désarmement nucléaire. Présentée à un moment où les débats sur l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sont particulièrement animés, l'initiative a connu des premiers jours difficiles. Toutefois, elle semble aujourd'hui de mieux en mieux acceptée dans les enceintes multilatérales concernées. Cette note s'intéressera aux fondements politiques et théoriques de CEND avant d'analyser l'évolution des réactions internationales.



Breve stratégique n° 3 – 17 avril.

« [Arabie saoudite : entre crise du Covid-19 et guerre des prix du pétrole](#) », par Fatiha DAZI-HÉNI, 2 p.

La crise sanitaire du Covid-19 et la guerre des prix du pétrole semblent indiquer que le royaume redevient un interlocuteur incontournable des grandes puissances. Les mesures rapides et fortes prises lors de la crise constituent une occasion pour Riyad de se montrer un État responsable et faire oublier sa réputation de paria.



Note de recherche n° 94 – 20 avril.

« [Les forces de police armées en Inde, entre croissance et polyvalence](#) », par Damien CARRIÈRE, 16 p.

Les Forces armées de police en Inde (Central Armed Police Forces – CAPF), constituées de 6 corps spécialisés regroupés sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur, comptent près de 980 000 hommes et femmes. Chargées en particulier de la



Note de recherche n° 95 – 21 avril.

« [Perspectives stratégiques sur les politiques de lutte anti-Covid-19 autour de la péninsule coréenne](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 15 p.

En Asie de l'Est, la gestion de la crise sanitaire constitue un nouveau sujet de rivalité entre la Chine et les États-Unis tandis que les pays riverains (Japon, Corée du Sud, Corée du Nord et Taïwan) s'efforcent de mettre en place des stratégies d'endiguement efficaces. Face à une crise inédite, chacun semble réagir en fonction de sa culture politique et stratégique. La méthode de confinement autoritaire décidée par la Chine contraste avec l'option de la libre circulation et du dépistage systématique de la Corée du Sud. Ce choix de la transparence, largement vanté, n'est pas loin de s'imposer comme un modèle. Peu d'informations parviennent concernant les moyens mis en œuvre par la Corée du Nord alors que la stabilité du régime pourrait être ébranlée par une épidémie hors de contrôle. Plus que jamais, l'asymétrie de développement politique, social et économique entre les deux Corées est frappante alors que la population nord-coréenne est au cœur d'enjeux décisifs pour l'avenir du régime de Kim Jong-un. Cette note se propose de revenir sur les stratégies mises en place et leur impact politique à court et moyen terme sur les deux Corées et les équilibres régionaux.



Research Paper No. 96 – 22 avril.

« [A military standoff in Jubaland: A Somali crisis with regional stakes in East Africa](#) », by Anne-Laure MAHÉ, 16 p.

Since August 2019, the Somali federal member state of Jubaland has been at the center of a national and regional

crisis pitting the political and military forces of the Jubaland administration against the Federal Government of Somalia, as well as those of Kenya – who supports the Jubaland administration – and Ethiopia. As such, the crisis is potentially disruptive to the precarious regional order in the Horn and has the potential to open a new conflict front in Somalia to the benefit of Al-Shabaab. To understand those recent events, this research paper looks back at the actors and processes that enabled the creation of the state in 2013. The product of a “working misunderstanding” between multiple actors whose divergent interests could not be reconciled in the long term, Jubaland has been a crisis in the making for the past ten years due to a complex set of interacting factors: the failures of the internationally-backed state-building project in Somalia, a federal system whose shortcomings have become increasingly salient President Farmajo’s tenure, the competing strategic interests of Kenya, Ethiopia and Somalia, and lastly the recent extension of the Gulf power competition to the Horn of Africa.



Note de recherche n° 97 – 29 avril.

« [Man, the State and the Virus : les théories des relations internationales à l'épreuve de la pandémie](#) », par Élie BARANETS, 14 p.

En tant que représentations cohérentes et systématiques du monde, les théories des relations internationales peuvent nous aider à donner du sens à la crise sanitaire que nous vivons en ce début d'année 2020. Les caractéristiques des processus qui ont provoqué et continuent d'accompagner la pandémie en font un phénomène transnational, susceptible de conforter la perspective du même nom. À tous les stades de cette crise, le rôle de l'individu semble d'ailleurs central. Pourtant, à y regarder de plus près, sa capacité d'action est en réalité limitée. Si le virus n'a que faire des frontières, ce n'est pas le cas de ceux qui le portent. Or, ces derniers s'en remettent à l'État pour résoudre cette crise, un État dont le comportement coïncide avec celui que les théoriciens réalistes lui prêtent. Priorité est ainsi octroyée à l'action souveraine des États concentrés sur leur propre intérêt, dans une logique de compétition à peine voilée.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #11 – 1^{er} avril.

« [Starship Troopers](#) » de Paul VERHOEVEN (1997), par Lloyd CHÉRY, 11 mn.

Pour ce onzième épisode de « Dans le bunker », Lloyd Chéry, journaliste au *Point* et animateur du podcast « Plus que de la SF », vient recommander le chef-d'œuvre de SF décalé de Paul Verhoeven, *Starship Troopers*.



Dans le bunker #12 – 2 avril.

« [A Private War](#) » de Matthew HEINEMAN (2018), par Nicolas QUÉNEL, 13 mn.

Nicolas Quénel, journaliste indépendant, spécialiste du développement du terrorisme islamiste en Asie, recommande *A Private War*, un film consacré au journalisme de guerre à travers le parcours de la reporter Marie Colvin.



Dans le viseur #10 – 3 avril.

« [Confinés dans un sous-marin nucléaire](#) », avec Alexandre JUBELIN, 16 mn.

Pour ce nouvel épisode en partenariat avec l'École de guerre, le commandant Henri raconte la vie à bord d'un SNA, notamment la gestion de l'espace lorsque viennent s'ajouter à l'équipage des nageurs de combat.



Dans le bunker #13 – 4 avril.

« [Zero Dark Thirty](#) » de Kathryn BIGELOW (2012), par Pauline BLISTÈNE, 22 mn.

Un film produit à chaud sur la traque d'Oussama Ben Laden est mis en avant « Dans le bunker » : *Zero Dark Thirty* de Kathryn Bigelow (2012), par Pauline Blistène, postdoctorante à Paris 1 au sein du projet « démoséries ».



Épisode 56 – 7 avril.

« [Afghanistan : plongée dans quarante ans de guerre](#) », avec Alexandre JUBELIN et Adam BACZKO, 1 h 19.

Quelques semaines après l'accord de retrait des troupes américaines d'Afghanistan, « Le Collimateur » se penche sur la situation politique et militaire du pays, au terme de bientôt deux décennies de présence américaine dans le pays, avec Adam Baczko, chercheur au CERI, le centre de recherches internationales de Sciences Po.

Avec Alexandre Jubelin, il revient sur le point de départ de cette guerre à partir de 1978 puis sur l'intervention soviétique en 1979, à laquelle s'oppose une insurrection soutenue par les États-Unis, et sur la période d'instabilité déclenchée par la chute de l'URSS, la guerre civile qui s'ensuit et les facteurs qui amènent à la prise du pouvoir par les talibans. Ils détaillent l'intervention occidentale en Afghanistan à la suite du 11-Septembre dans ses contours concrets, et discutent sur le régime d'Hamid Karzaï que les États-Unis mettent en place. Ils entrent dans la logique du *surge* des troupes occidentales en 2009 et des problèmes inhérents à la présence américaine, où celle-ci se retrouve instrumentalisée dans des conflits locaux. Ils envisagent enfin le bilan de cette présence de près de 20 ans, à travers notamment les forces actuelles des talibans, la faiblesse du gouvernement reconnu par les Nations unies, entériné par l'accord de retrait récemment signé. Ils évoquent enfin le retour de la Russie dans le jeu afghan et la tendance au recours aux talibans, pour faire face à la montée de l'État islamique dans le pays.



Dans le bunker #14 – 8 avril.

« [La Ligne rouge](#) » de Terrence MALICK (1998), par Jean-Vincent HOLEINDRE, 15 mn.

Le directeur scientifique de l'IRSEM, Jean-Vincent Holeindre, vient présenter le très grand classique de 1998 de Terrence Malick sur la bataille de Guadalcanal de 1942.



Dans le bunker #15 – 9 avril.

« [La bataille d'Alger](#) » de Gillo PONTECORVO (1966), par Élie TENENBAUM, 13 mn.

Loin des grandes productions hollywoodiennes *La Bataille d'Alger* est un des rares films sur la lutte pour l'indépendance algérienne. Il est mis en avant par Élie Tenenbaum, spécialiste de l'histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle.



Dans le viseur #11 – 10 avril.

« [Patrouille maritime au-dessus du désert](#) », avec Alexandre JUBELIN, 15 mn.

Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur », le commandant Jean, pilote de la Marine nationale, vient raconter un déploiement sur Atlantique 2 dans le Sahel à l'occasion de l'opération Serval. Il réfléchit à ce qu'implique de piloter un appareil armé et de pouvoir délivrer la mort, ainsi qu'à l'évolution des fonctions de ces appareils à la lumière de la généralisation des drones aériens.



Dans le bunker #16 – 11 avril.

« [Wolf Warrior II](#) » de Jacky WU (2017), par Pierre HASKI, 22 mn.

Pierre Haski, journaliste, ancien correspondant du journal *Libération* en Chine et chroniqueur géopolitique dans la matinale de France Inter, recommande le plus gros succès de l'histoire du box-office chinois : *Wolf Warrior II* de Jacky Wu (qui tient aussi le rôle principal) ; ce film de guerre et d'action chinois, situé en Afrique, est profondément révélateur de la représentation de la Chine par elle-même, dans sa capacité à agir au-delà de ses frontières.



Dans le bunker #17 – 13 avril.

« [Les Patriotes](#) » d'Éric ROCHANT (1994), par Paul CHARON, 18 mn.

Paul Charon, directeur adjoint du domaine « Pensée stratégique » de l'IRSEM passé par les services de renseignement, vient recommander le film d'espionnage de 1994 d'Éric Rochant, *Les Patriotes*.



Épisode 57 – 14 avril.

« [Djibouti, licorne de l'Afrique](#) », avec Alexandre JUBELIN et Sonia LE GOURIELLEC, 1 h 02.

« Le Collimateur » reçoit Sonia Le Gouriellec, maîtresse de conférences en science politique à l'Université catholique de Lille et secrétaire générale de l'AEGES, pour parler de l'histoire et de la situation de Djibouti, à l'occasion de la parution de son livre *Djibouti, la diplomatie de géant d'un petit État* aux Presses universitaires du Septentrion.

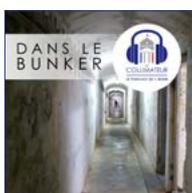
Avec Alexandre Jubelin, elle rappelle d'abord la situation stratégique de Djibouti et des dynamiques qui président à sa colonisation au XIX^e siècle, puis les problématiques régionales qui apparaissent au moment d'une décolonisation difficile, et maintes fois repoussée. Ils abordent ensuite le système politique de Djibouti et la manière dont la stabilité du pays fait figure d'exception à l'échelle régionale, avant d'expliquer comment le pays est devenu un point d'appui pour les États-Unis qui y implantent une base en 2002, avant de devenir la base de la lutte contre la piraterie dans la région. Ils discutent enfin de la politique et de la diplomatie de Djibouti par rapport à la cohabitation des cinq bases militaires situées sur son territoire.



Dans le bunker #18 – 15 avril.

« [Top Gun](#) » de Tony SCOTT (1986), par Tony MORIN, 15 mn.

Le capitaine Tony Morin, de l'armée de l'air, recommande le classique des classiques des films d'aviation, *Top Gun*.



Dans le bunker #19 – 16 avril.

« [Ni le Ciel ni la Terre](#) » de Clément COGITORE (2015), par Damien CARRIÈRE, 11 mn.

Pour ce nouvel épisode de « Dans le bunker », Damien Carrière, postdoctorant à l'IRSEM, vient recommander un film sur l'armée française en Afghanistan, qui pourtant dépasse largement le cadre du film de guerre, *Ni le Ciel ni la Terre* de Clément Cogitore.



Dans le viseur #12 – 17 avril.

« [Déploiement dans la nuit vers Bangui](#) », avec Alexandre JUBELIN, 30 mn.

Pour ce douzième épisode de « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre, le chef de bataillon Arnaud raconte un déploiement d'urgence vers la Centrafrique, les opérations de maintien de la paix et les dynamiques à l'œuvre dans un pays en guerre civile.



Dans le bunker #20 – 18 avril.

« [American Sniper](#) », de Clint EASTWOOD (2014), par Michel GOYA, 23 mn.

Pour un nouveau passage « Dans le bunker », le colonel Michel Goya propose cette fois un film plus récent – énorme succès aux États-Unis – en dépit de nombre d'aspects problématiques, *American Sniper* de Clint Eastwood, inspiré de l'autobiographie du Navy Seal Chris Kyle.



Dans le bunker #21 – 20 avril.

« [Il faut sauver le soldat Ryan](#) » de Steven SPIELBERG (1998), par Sébastien JAKUBOWSKI, 20 mn.

Le sociologue Sébastien Jakubowski, directeur de l'INSPE de Lille, présente un film qui a certainement changé pour toujours la manière de filmer la guerre, *Il faut sauver le soldat Ryan*, de Steven Spielberg. S. Jakubowski est notamment l'auteur d'une analyse du film dans l'ouvrage *Guerre et soldats au cinéma* (L'Harmattan, 2005).



Épisode 58 – 21 avril.

« [La "guerre" au Covid-19](#) » avec Alexandre JUBELIN, Bénédicte CHÉRON, Damien SIMONNEAU, Julien MALIZARD, David BELL, 1 h 05.

Pour cet épisode consacré à l'épidémie de Covid-19, et sur l'usage de la métaphore guerrière qui lui est appliquée, Alexandre Jubelin reçoit quatre invités pour proposer différents angles d'analyse de cette problématique : l'historienne Bénédicte Chéron, spécialiste des relations armée-nation, sur la place de l'armée dans la gestion de la crise ; le politiste Damien Simonneau, spécialiste des études critique de sécurité, pour analyser la rhétorique

de « sécuritisation » de la problématique du virus ; l'économiste Julien Malizard, spécialiste de l'économie de défense, autour de l'idée d'une « économie de guerre » en période d'épidémie ; l'historien David Bell, sur le passé de la métaphore de la guerre pour désigner une mobilisation totale de la société, ainsi que sur les évolutions du rôle de l'État face à l'effacement du souvenir de la guerre et les perspectives que cela implique.



Dans le bunker #22 – 22 avril.

« Voyage au bout de l'enfer » de Michael CIMINO (1978), par le colonel Hervé PIERRE, 17 mn.

Le colonel Hervé Pierre présente l'un des plus grands films sur la guerre du Vietnam et ses conséquences ainsi que sur le stress post-traumatique, *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino, avec notamment Robert de Niro, Christopher Walken, Meryl Streep et John Cazale.



Dans le bunker #23 – 23 avril.

« Lord of War » d'Andrew NICCOL (2005), par Julien MALIZARD, 17 mn.

Pour parler de ventes d'armes, de trafics illicites et de kalashnikovs autour du film *Lord of War*, c'est l'économiste Julien Malizard qui vient « Dans le bunker » présenter un film au sujet original et souvent peu mis en avant.



Têtes chercheuses #4 – 24 avril.

« Le succès des tribunaux talibans pendant la guerre d'Afghanistan », avec Alexandre JUBELIN et Adam BACZKO, 22 mn.

Adam Baczko revient, dans un nouvel épisode des « Têtes chercheuses », pour discuter l'article « Juger en situation de guerre civile. Les cours de justice Taleban en Afghanistan (2001-2013) », paru dans la revue *Politix* en 2013. (L'article est en libre accès sur Cairn : <https://www.cairn.info/revue-politix-2013-4-page-25.htm>)



Dans le bunker #24 – 25 avril.

« Stalingrad » de Jean-Jacques ANNAUD (2001), par Guillaume LASCONJARIAS, 20 mn.

L'historien et chercheur Guillaume Lasconjarias présente un film de snipers souvent mal considéré, bien que très intéressant, nous plongeant au cœur de la bataille de Stalingrad en 1942.



Épisode 59 – 28 avril.

« Tuer, saboter, manipuler les facettes de l'action clandestine », avec Alexandre JUBELIN et Damien VAN PUYVELDE, 1 h 08.

« Le Collimateur » se penche vers une activité par nature discrète et qui pourtant concentre de nombreux fantasmes : l'action clandestine. C'est Damien Van Puyvelde, spécialiste du renseignement, maître de conférences à l'Université de Glasgow et chercheur associé à l'IRSEM, auteur, avec Yvan Lledo-Ferrer, d'une note de recherche IRSEM sur les assassinats ciblés à paraître bientôt, qui est l'invité du podcast.

Avec Alexandre Jubelin, il détaille d'abord les définitions possibles de l'action clandestine et les différences culturelles dans l'approche de la question, puis il analyse la place des responsables politiques par rapport à ce type d'actions et le rôle du secret dans la mise en place de ces actions. Ils examinent ensuite les liens entre renseignement et action clandestine et établissent une typologie des différentes formes d'action clandestine. Enfin, ils discutent de la note de recherche IRSEM à paraître sur les assassinats ciblés, notamment du corpus de choix retenus et des tendances que l'on peut anticiper sur la multiplication de ce genre d'actions.



Dans le bunker #25 – 29 avril.

« Good Kill » d'Andrew NICCOL (2014), par le député Fabien GOUTTERFARDE, 17 mn.

Le député de l'Eure Fabien Gouttefarde, membre de la commission de la Défense et des Forces armées et ancien juriste au ministère de la Défense, présente un film traitant des éliminations ciblées par drones, et des problèmes qu'elles posent.



Dans le bunker #26 – 30 avril.

« [The Looming Tower](#) », série de Dan FUTTERMAN (2018), par Pauline BLISTÈNE, 20 mn.

Pauline Blistène revient « Dans le bunker » pour parler d'une série avec Jeff Daniels et Tahar Rahim, détaillant les dysfonctionnements des services de renseignement américains qui ont mené au 11-Septembre.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

PROJET DE RECHERCHE

Projet de recherche [ARMY](#) sur l'implication des armées dans la crise du coronavirus et sa perception par les populations, en partenariat avec le CEVIPOF (Sciences Po).

Le 11 avril 2020 une équipe de chercheurs de l'IRSEM a débuté en partenariat avec le CEVIPOF (Sciences Po) un projet de recherche sur l'implication des armées dans la crise du coronavirus et sa perception par les populations. Ce projet répond à un appel de l'Agence nationale de la recherche (ANR) qui en finance les terrains.

Cette recherche a pour objet d'analyser la mobilisation des militaires dans la lutte contre le coronavirus, désigné comme un « ennemi invisible ».

Elle analyse d'abord la prise de décision au sein des institutions politiques de l'État et de l'État-Major des armées. À ce titre, elle propose d'interroger l'organisation des moyens mobilisés de l'institution militaire française à partir d'entretiens dans le cadre de l'opération Résilience et au-delà.

Elle développe ensuite une approche comparative de la mobilisation de l'armée contre la pandémie avec trois pays européens (Italie, Allemagne, Suisse) afin d'interroger les fonctions et le dimensionnement de l'action militaire dans ces différents contextes.

Enfin, ce projet entend étudier les représentations et les attitudes relatives à la pandémie, en s'intéressant à la perception par les populations civiles des interventions militaires et à l'accueil des mesures stratégiques déployées

dans la crise sanitaire. Pour cela un dispositif d'enquête sera mis en place comprenant à la fois une enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de Français et un volet qualitatif sur la base de *focus groups* réalisés auprès de différentes catégories de jeunes sélectionnées en fonction de leur niveau d'études et de formation.

L'équipe, interdisciplinaire, provient de la convergence de membres de trois domaines de recherche de l'IRSEM (Défense et société, Pensée stratégique, Armement et économie de défense).

Participent au projet sous la direction scientifique d'[Anne Muxel](#) (directrice de recherche CNRS, CEVIPOF/IRSEM), les chercheurs de l'IRSEM suivants : [François Delerue](#) (Pensée stratégique), [Édouard Jolly](#) (Pensée stratégique), Léa Michelis (Rennes 1 – doctorante associée IRSEM), [Florian Opillard](#) (Défense et société) et [Angélique Palle](#) (Armement et économie de défense).

Compléments d'information :

[L'appel à projet initial](#)

[La liste des projets retenus par l'ANR](#)

[Le communiqué de presse de l'ANR](#)

ÉVÉNEMENTS

21 avril : Présentation en ligne du livre de François Delerue, *Cyber Operations and International Law* (Cambridge University Press 2020).



François Delerue a fait une présentation virtuelle de son livre *Cyber Operations and International Law* (Cambridge University Press 2020) en attendant de pouvoir organiser une conférence de lancement à l'École militaire après la fin du confinement. Dans cette présentation vidéo d'une dizaine de minutes, il expose le contenu des différents chapitres du livre et ses problématiques de recherche principales : « Le droit international constitue-t-il un cadre pertinent dans le cyberspace ? », « Comment le droit international s'applique-t-il dans le cyberspace et aux opérations qui s'y déroulent ? » ou encore « Quelle est la pratique des États dans ce domaine ? ». Il discute également des menaces et des incidents de cybersécurité durant la crise du coronavirus et démontre comment les développements et conclusions contenus dans le livre sont aussi applicables et pertinents dans ce contexte particulier. Il conclut en présentant les nombreux exemples abordés dans le livre, tel que Babar, Stuxnet et NotPetya, et formule ses principales conclusions.

La [présentation vidéo](#) est disponible sur la chaîne YouTube de l'IRSEM.

François DELERUE

Chercheur Cyberdéfense et droit international

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Publication : « [Man, the State and the Virus : les théories des relations internationales à l'épreuve de la pandémie](#) », Note de recherche n° 97, IRSEM, 14 p.



Camille BOUTRON

- Intervention sur le rôle de la prison dans la « redomestication » des femmes combattantes au Pérou au séminaire (virtuel), « [Genre et monde carcéral](#) », organisé par le GIS Institut du Genre et la MSH Paris-Nord, 21 avril 2020.



Damien CARRIÈRE

- Podcast : « [Le Collimateur – Dans le bunker #19](#) » sur le film *Ni le Ciel ni la Terre* de Clément Cogitore (2015), 16 avril 2020.

- Publication : « [Les Forces armées de police en Inde, entre croissance et polyvalence](#) », Note de recherche n° 94, IRSEM, 20 avril 2020.



Paul CHARON

- Podcast : « [Le Collimateur – Dans le bunker #17](#) » sur le film *Les Patriotes* d'Éric Rochant (1994), 13 avril 2020.

- Intervention : « Introduction to Intelligence » dans le cadre du cours « War Studies » de Jean-Baptiste

Jeangène Vilmer, Master in International Security, Paris School of International Affairs, Sciences Po Paris.



Fatiha DAZI-HÉHI

- Publication : « [Arabie saoudite : entre crise du Covid-19 et guerre des prix du pétrole](#) », Brève stratégique n° 3, IRSEM, 17 avril 2020.

- Visioconférence dans le cadre de la 69^e session du CHEM sur l'évolution des États du Golfe, 22 avril 2020.



François DELERUE

- Participation au projet de recherche ARMY (IRSEM/CVIPOF), financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), sur l'implication des armées dans la crise du coronavirus et sa perception par les populations.

- Présentation virtuelle de son livre Cyber Operations and International Law (Cambridge University Press, mars 2020) disponible sur la chaîne YouTube de l'IRSEM, 21 avril 2020.

- Publication : Avec Xymena Kurowska et Patryk Pawlak, « Reflections on the Pre-Draft of the Report of the OEWG on Developments in the Field of ICTs in the Context of International Security », EU Cyber Direct, Research in Focus, 17 avril 2020.

- Participation en tant que discutant à la conférence (en ligne) « Cyber Peace Colloquium: Charting a Path Toward a Sustainable, Stable, and Secure Cyberspace », Ostrom Workshop & Hamilton Lugar School for Global and International, Indiana University, 24 avril 2020.



Pierre HAROCHE

- Publication : « The Quest for European Medical Autonomy: The Moment of Truth for the 'Geopolitical Commission' », Strategic Brief No. 2, IRSEM, 10 avril 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation avec notamment Thomas Lindemann (membre du CS de l'IRSEM), à l'enquête « Le multilatéralisme à l'épreuve du coronavirus », de Gaïdz Minassian et Marc Semo, *Le Monde*, 24 avril 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Interview : « Contre le Covid-19, sommes-nous vraiment en guerre ? », *L'Hémicycle*, 20 avril 2020.



Édouard JOLLY

- Participation au projet de recherche ARMY (IRSEM/CVIPOF), financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), sur l'implication des armées dans la crise du coronavirus et sa perception par les populations.



Christophe LAFAYE

- Article : « La 2^e Division Blindée en Allemagne (1945) », *Terre Information Magazine*, n° 311, mars 2020, p. 50-51.

- Interrogé par Nicolas Roquejoffre, « Sommes-nous en guerre ? », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 1^{er} avril 2020.

- Articles : « La 2^e division blindée sur le nid d'aigle d'Hitler » et « Leni Riefenstahl : la cinéaste d'Hitler », *Mook* « 1944 », n° 04, avril 2020, p. 128-145 et 186-194.



Anne-Laure MAHÉ

- Publication : « A military stand-off in Jubaland: A Somalian crisis with regional stakes in East Africa », Research Paper No. 96, IRSEM, 22 avril 2020.



Anne MUXEL

- Direction du projet de recherche ARMY (IRSEM/CVIPOF), financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), sur l'implication des armées dans la crise du coronavirus et sa perception par les populations.



Florian OPILLARD

- Participation au projet de recherche [ARMY](#) financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) sur l'engagement des forces armées dans la crise du Covid-19. Le projet est porté par le CEVIPOF, en partenariat avec l'IRSEM, et dirigé par Anne Muxel.



Angélique PALLE

- Publication : « [Power networks as targets: hazards, vulnerabilities and protection of electricity networks from the Second World War to 21st century asymmetric conflicts](#) », *Flux*, 2019/4, n° 118, p. 46-58. DOI : 10.3917/flux1.118.0046.

- Participation au projet de recherche [ARMY](#) sur l'engagement des forces armées dans la crise du Covid-19, débuté le 11 avril 2020. Le projet, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), est porté par le CEVIPOF en partenariat avec l'IRSEM et dirigé par Anne Muxel (DR CNRS, CEVIPOF/IRSEM).



Marianne PÉRON-DOISE

- Invitée avec Antoine Bondaz, à l'émission « Géopolitique – Le Débat » de Marie-France Chatin, « [Corée du Sud : des législatives sur fond de coronavirus](#) », RFI, 12 avril 2020.

- Article : « [Une Corée du Nord miraculeusement épargnée par le Covid-19, les sanctions et l'aide internationale : Kim Jong-un rebat les cartes](#) », *ThucyBlog* n° 27, Centre Thucydide, 13 avril 2020.

- Article : « [Les deux Corées au cœur de la guerre sanitaire sino-américaine](#) », *The Conversation*, 14 avril 2020.

- Publication : « [Enjeux stratégiques des politiques de lutte contre le Covid-19 dans la péninsule coréenne](#) », Note de recherche n° 95, IRSEM, 21 avril 2020.



Pierre RAZOUX

- Organisation d'un séminaire au profit du CHEM sur les nouveaux enjeux stratégiques au Moyen-Orient (21-23 avril 2020), avec visioconférence sur « [L'Iran au cœur des rivalités de puissance au Moyen-Orient](#) », 22 avril 2020.

- Interviewé par Armin Arefi, « [Iran : quand Trump retweete un militant qui n'existe pas](#) », *Le Point*, 23 avril 2020.

- Auditionné (en visioconférence) par la [commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat](#), sous la présidence de Christian Cambon, sur les conséquences stratégiques de la crise du Covid-19 au Moyen-Orient et dans le bassin méditerranéen, 28 avril 2020.

- Compte rendu de l'audition par Flora Sauvage, « [En Iran, après le déconfinement, les contaminations repartent à la hausse](#) », *Public Sénat*, 29 avril 2020.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [Covid-19 – Contrôle des flux, anticipation et prévention](#) », Brève stratégique n° 1, IRSEM, 3 avril 2020 ; « [Covid-19 – Flow control, anticipation and prevention](#) », *Strategic Brief* No. 1, IRSEM, 6 avril.

- Article : « [France's Innovative Maritime Security Engagement in the Indo-Pacific](#) », *The Diplomat*, 3 avril 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Entretien (en vietnamien), « [Le rôle des garde-côtes en mer de Chine méridionale](#) », *Journal vietnamien*, RFI, 20 avril 2020 (radio, FB, YouTube).

- Interrogé par Yves Bourdillon, « [L'insolente réussite du Vietnam face au Covid-19](#) », *Les Échos*, 21 avril 2020. Article repris intégralement dans *African Journalist Forum*, 20 avril 2020, *La Tribune juive*, 21 avril 2020, *Tunisie Focus*, 21 avril 2020, et partiellement dans les journaux vietnamiens *Nguoi Lao dong*, 25 avril 2020, *Lao dong Thu do*, 26 avril 2020, et les sites d'information en ligne *Soha*, 26 avril 2020 et *AMP24h*, 25 avril 2020.

- Interrogé par Gilles Fumey, « [Covid-19 : miracle au Viêt Nam ?](#) », *Libération*, 23 avril 2020.
- Interrogé par DF, « Confinés de canards », *Le Canard enchaîné*, 29 avril 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

AFRIQUE – ASIE

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS



Julien FRAGON

- Interview : « Dans ses discours, Macron a clairement la volonté de dramatiser pour mobiliser », *Libération*, 27 mars 2020.



Éric FRÉCON

- Publication : « [Les nouvelles formes de la militarisation en Asie du Sud-Est : menace ou opportunité pour la sécurité régionale ?](#) » et « [De "Singapour Inc." à la nation singapourienne... via les smart cities](#) », in Christine Cabasset,

Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2020 : Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok et Paris, Irasec et Les Indes savantes, 2020 (456 p.), p. 51-73 et 321-345.

- Interview : « Piracy In Southeast Asia – Insight 2020/2021 », *Channel News Asia* (Singapour), pour un documentaire singapourien sur la piraterie maritime, première diffusion le 17 avril 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Podcast : « [Tuer, saboter, manipuler les facettes de l'action clandestine](#) », « Le Collimateur », 28 avril 2020.

Paul D. WILLIAMS, « [The Security Council's peacekeeping trilemma](#) », *International Affairs*, vol. 96, n° 2, mars 2020, p. 479-499.

Cet article de l'un des meilleurs chercheurs dans ce domaine propose une analyse des opérations de paix onusiennes qui explique leurs performances en fonction de leur environnement international. Plus spécifiquement, Williams place la focale sur le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU dont les logiques et pratiques mettent des pressions contradictoires sur les opérations de paix, limitant ainsi leur impact potentiel (bien souvent sous-estimé).

Selon Williams, le comportement du Conseil de sécurité reflète un « trilemme » (*trilemma*) dans le domaine du maintien de la paix : une situation dans laquelle trois objectifs stratégiques ne peuvent pas être atteints simultanément pour des raisons logiques et pratiques. Le premier objectif est le succès, qui conduit le Conseil à concevoir des mandats excessivement larges alors que les ressources accordées sont dérisoires ; le deuxième est de limiter les risques pour les Casques bleus sur le terrain, afin de ne pas aliéner les États membres qui fournissent le gros du personnel ; le troisième est de limiter les coûts financiers et d'augmenter l'efficacité des ressources investies. Williams explique de façon convaincante les raisons pour lesquelles ces trois objectifs ne peuvent pas être atteints ensemble, comme on le voit si bien au Mali où la MINUSMA s'efforce du mieux possible d'avoir un impact.

Certes, le maintien de la paix onusien connaît de nombreux problèmes, et la tendance des membres du Conseil de sécurité, notamment de ses cinq membres permanents, de se plaindre des échecs des opérations de paix n'est pas le moindre bien que ce soit eux qui les conçoivent et qu'ils sachent qu'ils n'atteindront pas le meilleur des mondes.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

Carla P. FREEMAN, « [An Uncommon Approach to the Global Commons: Interpreting China's Divergent Positions on Maritime and Outer Space Governance](#) », *China Quarterly*, n° 241, mars 2020, p. 1-21 [en [accès libre en ligne](#) pour une durée limitée].

Cet article évalue l'approche de la Chine à propos des biens communs mondiaux, ces zones du globe sur lesquelles aucun État n'exerce sa souveraineté et qui sont accessibles à tous. En examinant le comportement, les déclarations officielles et les positions des experts chinois à l'égard des régimes gouvernant la haute mer et l'espace extra-atmosphérique, Carla Freeman explique que la Chine aborde le principe de l'accès international à ces deux domaines de manière situationnelle, en fonction de la manière dont ces régimes affectent ses intérêts nationaux. Cette conclusion met en garde contre les caractérisations générales de l'orientation stratégique de la Chine vers les biens communs mondiaux.

Juliette GENEVAZ
Chercheuse Chine

PENSÉE STRATÉGIQUE

William Merrin et Andrew Hoskins, « [Tweet fast and kill things: digital war](#) », *Digital War*, 2020 <https://doi.org/10.1057/s42984-020-00002-1>

En tant que cocréateurs et rédacteurs en chef, William Merrin et Andrew Hoskins inaugurent leur nouvelle revue *Digital War*, lancée début 2020 chez Palgrave Macmillan. Celle-ci est envisagée comme l'épicentre d'un champ de recherche interdisciplinaire autour de cette notion volontairement souple de « guerre numérique », qui renvoie aux transformations globales de la conflictualité liées à ce que les auteurs appellent « *an epochal structural revolution in communication* ». La conception du cyber qui prévaut ici est celle de l'informatique au sens large comme « métamédia », englobant les moyens de communication qui l'ont précédé (médias de masse, mais aussi courrier, téléphone, etc.). Pour penser ses effets sur la guerre, l'apport des études sur les médias, la communication et les sciences est clair et leur croisement avec les études stratégiques prometteur. Ainsi, il s'agit de rassembler trois thèmes de recherche pour mieux les faire dialoguer : l'innovation militaire et l'anticipation, la cyberdéfense, mais aussi les opérations d'influence qui se jouent sur la couche visible du cyberspace. En ce sens, la ligne éditoriale est ambitieuse, toutefois on regrette un certain

manque d'analyse dans ce papier qui se lit comme une série de pistes de recherche et qui a sans doute vocation à mieux laisser la parole aux futurs contributeurs.

Marguerite BORELLI
Assistante de recherche

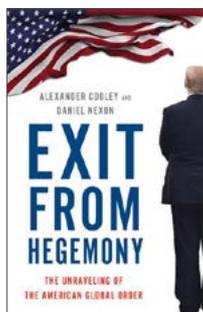
Aaron RAPPORT, « [Threat Perceptions and Hidden Profiles in Alliances: Revisiting Suez](#) », *Security Studies*, 29:2, février 2020, en ligne.

Dans un article de la revue *Security Studies* (disponible en ligne seulement pour l'instant), Aaron Rapport analyse les perceptions d'États alliés face à des objets extérieurs. Plus précisément, Rapport se demande si ces derniers ont la même conception des menaces qui les entourent ainsi que des adversaires auxquels ils font face. L'auteur, tragiquement décédé avant ses quarante ans, souligne que des États alliés tendent à présumer qu'ils partagent la même vision de la situation, sans même prendre la peine de vérifier si leurs propos sont fondés. Ignorer leurs divergences potentielles n'est pas sans conséquences pour eux.

Un ensemble de biais psychologiques peuvent conduire les décideurs politiques à négliger de précieuses informations détenues par un ou plusieurs alliés. À l'inverse, ils s'attardent inutilement à discuter entre eux d'informations portant sur l'évaluation de la menace que tous possèdent déjà, un mécanisme connu en psychologie sous le nom de paradigme des « profils cachés ». L'auteur compare le paradigme des profils cachés aux théories alternatives de perception de la menace en étudiant le cas de la crise de Suez de 1956.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Alexander Cooley et Daniel Nexon, *Exit from Hegemony: The Unraveling of the American Global Order*, Oxford University Press, 2020, 304 p.

Dans cet ouvrage important et opportun, Cooley et Nexon offrent un cadre d'analyse original pour comprendre comment les ordres internationaux montent et déclinent.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont favorisé un ordre hégémonique libéral, défini selon trois dimensions : la gouvernance politique libérale défendant une architecture démocratique protégeant les droits individuels ; le libéralisme économique encourageant les échanges économiques libres au sein et au-delà des États, et l'intergouvernementalisme libéral via les institutions multilatérales et les autres formes de coopération intergouvernementale.

À partir des années 1990, le changement de structure du système international – marqué par la chute de l'Union soviétique – combiné à la montée des réseaux transnationaux libéraux offrent aux États-Unis un quasi-monopole pour consolider et étendre cet ordre, les autres pays manquant « d'options de sortie » de l'écosystème : pour assurer leur sécurité ou leur développement économique, ils n'ont pas d'autres choix que de jouer selon les règles établies par les démocraties libérales riches.

Or, d'après les auteurs, cet ordre s'effondre. Dans les trois domaines qui jadis avaient soutenu le système américain – l'absence de grandes puissances révisionnistes et d'option de sortie ainsi que la nature des nouveaux réseaux transnationaux – ils constatent des tendances opposées.

Les États-Unis font face à au moins deux grandes puissances, la Russie et la Chine, qui défient l'ordre international actuel, même si les méthodes divergent. La Russie promeut un « système polycentrique » dans lequel les grandes puissances contrôlent leurs zones d'influence,

tandis que la Chine cherche à amplifier sa voix dans le système international actuel dont son économie dépend tout en établissant de nouveaux organismes régionaux qui lui servent à promouvoir ses intérêts et sa vision du monde. Désormais, les petits États peuvent profiter de patrons alternatifs pour sortir de l'ordre sur un problème de gouvernance donné, notamment en raison des avantages internes que cela peut procurer. De nouveaux patrons régionaux (l'Arabie saoudite, le Qatar, La Turquie, l'Inde, l'Iran...) mobilisent leurs capacités pour adopter de nouvelles stratégies d'influence afin de fournir des biens publics, de club et privés sans demander les mêmes efforts de démocratisation. Le transnationalisme est de plus en plus contesté : les régimes illibéraux limitent – ou éliminent – l'influence des réseaux libéraux transnationaux et des ONG réformistes. La prolifération des réseaux illibéraux, des mouvements populistes, dans les démocraties consolidées défie le consensus politique dominant au sein même de l'Occident. Les mouvements illibéraux ont désormais développé des liens transnationaux entre eux.

Enfin, les auteurs soutiennent que la présidence Trump est à la fois un symptôme et un accélérateur du processus de désagrégation hégémonique en facilitant – par sa politique internationale – la contestation de l'ordre et la construction d'un ordre alternatif. Dès lors, le système international est trop éloigné sur plusieurs voies pour permettre le retour de l'ancien rôle hégémonique des États-Unis.

Même si l'ouvrage semble négliger certaines contradictions historiques de la politique étrangère américaine – pas toujours conforme à l'esprit de l'ordre libéral – et surévaluer à la fois le monopole occidental sur les affaires internationales au sortir de la guerre froide et son déclin aujourd'hui mis en perspective avec l'engouement exagéré concernant l'essor des puissances émergentes, il offre incontestablement une base solide, par son approche, ses développements et sa méthode pour appréhender l'évolution de l'ordre international.

Ardijan SAINOVIC
Postdoctorant

**APPEL À CONTRIBUTION 2020
POUR LE DOSSIER « DROIT DE LA DÉFENSE » DE LA REVUE « LES CHAMPS DE MARS »**

Créée en 1996, la revue scientifique de l'IRSEM, *Les Champs de Mars*, est une revue de référence sur la guerre et la paix, répondant aux critères de sélection les plus exigeants (évaluation anonyme par les pairs). Elle est dotée d'un comité de lecture et d'un comité scientifique réunissant 60 universitaires français et étrangers. *Les Champs de Mars* étaient publiés par la Documentation française jusqu'en 2013. Aujourd'hui, ils le sont par les Presses de Sciences Po.

► [Dossier « Droit de la Défense »](#)

► [Argumentaire scientifique](#)

La date limite de proposition de contribution est fixée au 1^{er} juin 2020.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Mai 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 7\)](#)

États-Unis, Pensée stratégique

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 9\)](#)



**Pour lutter contre la propagation
du coronavirus (Covid-19),
l'IRSEM a suspendu ses activités publiques
le 13 mars et jusqu'à nouvel ordre.
Le personnel est en télétravail.
Les publications et le podcast
se poursuivent.**

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 4 – 4 mai.

« [Les enjeux de la dixième conférence d'examen du TNP](#) », par Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 2 p.

La dixième conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui devait se tenir du 27 avril au 22 mai 2020 a été reportée

à une date ultérieure, non fixée à ce stade. Cette brève revient sur les enjeux de cette échéance, qui marque également le cinquantième anniversaire du traité.



Brève stratégique n° 5 – 7 mai.

« [Les services de renseignement face au risque sanitaire](#) », par Clément RENAULT, 2 p.

Anticipée à de nombreuses reprises à travers l'identification du risque pandémique, la crise sanitaire du Covid-19 ne peut être considérée comme une

erreur du renseignement. Elle affecte cependant les services de renseignement de diverses manières et conduira à repenser la nature de leur implication sur ces enjeux.



Research Paper No. 98 – 11 mai.

« [Chinese Standards and the New Industrial Markets](#) », by Laure G. DERON, 15 p.

French and international firms in strategic industries face an increasingly challenging competition from China. In the automobile industry, telecoms or the

railway industry, Chinese companies have become major players both at home and abroad. This paper explores the role of industrial standards in the reconfiguration of international market competition in sectors where Europeans have long been dominant. China has stepped up its contribution to the issuance of new technical standards. It is currently working on producing a unified set of technical standards for domestic use by 2035. Given the country's growing participation in international standardization

bodies, this new set of domestic standards may have an international influence. The elaboration of new technical standards is an international endeavor, driven by industrial innovation, and China's new role in this process is not necessarily a threat to competition.



Brève stratégique n° 6 – 19 mai 2020.

« [Covid-19 en Inde : de la crise au renforcement du pouvoir central](#) », par Damien CARRIÈRE, 2 p.

La crise de la Covid-19 a frappé l'Inde alors que celle-ci était aux prises avec une crise économique larvée et avec une crise politique déclenchée par le

choix de restreindre l'accès à la nationalité indienne aux non-musulmans. Le Premier ministre Narendra Modi tire profit de la crise pour renforcer son autorité.



Note de recherche n° 99 – 25 mai.

« [Les leviers d'influence russe dans le Caucase du Sud](#) », par Régis GENTÉ, 17 p.

La Russie utilise une large palette de leviers d'influence dans les ex-républiques soviétiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. Mais ne

parvenant plus à séduire les peuples du Caucase du Sud, région qu'elle considère comme éminemment stratégique depuis qu'elle en a entrepris la conquête au début du XIX^e siècle, sa stratégie d'influence est essentiellement fondée sur la puissance militaire (*hard power*). Elle ne parvient quasi pas à développer son *soft power* en Transcaucasie et a donc surtout recours à des leviers d'influence qui relèvent *in fine* de la contrainte : exploitation des situations de conflit dans les provinces sécessionnistes du Haut-Karabagh, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, oligarques d'origine caucasienne « tenus » par le Kremlin, prix de l'énergie et notamment du gaz variable selon la qualité des relations entre Moscou et les capitales de la région, etc. Cela entraîne la Russie dans un cercle vicieux où, pour conserver sa sphère d'influence dans le Caucase du Sud, elle y use de toujours plus de contrainte, devenant ainsi de moins en moins attractive. Les méthodes qu'elle utilise sont bien connues et éprouvées, ce qui fait de cette région un laboratoire important à observer.



Note de recherche n° 100 – 28 mai 2020.

« [L'assassinat : un instrument de puissance de plus en plus décomplexé](#) », par Yvan LLEDO-FERRER et Damien VAN PUYVELDE, 19 p.

L'apparente recrudescence de l'assassinat comme instrument politique pose des questions importantes sur le rôle et les limites de l'action clandestine dans les relations internationales. Ces opérations représentent le haut du spectre des capacités des services de renseignement, et constituent une des plus graves violations de la souveraineté du pays hôte et des droits les plus élémentaires des individus. Afin de mieux comprendre les raisons de leur usage, cette note analyse six assassinats commandités par des régimes démocratiques et autocratiques depuis 2010. Notre analyse montre que si les services ne sont pas toujours en mesure d'assurer la clandestinité de telles opérations, celle-ci offre néanmoins au commanditaire la possibilité de nier son implication. La majorité des coûts politiques et diplomatiques des opérations d'assassinat examinées semblent s'estomper dans le temps et sont donc négligeables du point de vue d'un décideur politique. Étant donné ces conditions, nous concluons que l'utilisation de l'assassinat comme outil politique va probablement se généraliser dans les années à venir.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le bunker #28 – 4 mai.

« [La Septième Compagnie](#) » (1973-1977) série de Robert LAMOUREUX, par Rémi DALISSON, 21 mn.

« Dans le bunker », qui entre dans sa dernière semaine, reçoit Rémi Dalisson pour présenter la trilogie de Robert Lamoureux, *La Septième Compagnie*.



Épisode 60 – 5 mai.

« [Cordiales mésestantes : la coopération de défense franco-britannique](#) », avec Alexandre JUBELIN et Alice PANNIER, 57 mn.

Pour détailler le revers de la vieille rivalité des armées française et britannique sous son volet de coopération de défense, « Le Collimateur » reçoit Alice Pannier (ancienne

postdoctorante à l'IRSEM), *associate professor* à l'Université Johns Hopkins à Washington, chercheuse associée à l'IFRI où elle a publié récemment un Focus stratégique intitulé « Complémentarité ou concurrence ? La coopération franco-britannique et l'horizon européen de la défense française ».

Avec Alexandre Jubelin, elle revient sur les origines de la coopération franco-britannique, ainsi que sur le rapprochement militaire par la filière nucléaire au cours des années 1990 et 2000, puis la signature et le contenu des traités de Lancaster House et ses perspectives inégalement abouties : forces expéditionnaires conjointes, programmes de missiles antinavires plutôt concluants, groupes aéronavals intégrés dans l'impasse et programmes aéronautiques SCAF dont la coopération prévue échoue. Enfin, ils discutent de l'Allemagne, alternative structurelle à la Grande-Bretagne en termes de coopération militaire.



Dans le bunker #29 – 6 mai.

« [Fauda](#) », série de Lior RAV et Avi ISSACHAROFF (2015-2020), par Amélie FERÉY, 20 mn.

Amélie Ferey, postdoctorante au CERI, présente « Dans le bunker » une série très contemporaine et à succès, diffusée sur Netflix : *Fauda*, qui retrace les actions d'une unité antiterroriste israélienne, spécialisée dans l'infiltration au cœur des territoires palestiniens.



Dans le bunker #30 – 7 mai.

« [Glory](#) » d'Edward ZWICK (1989), par André LOEZ, 20 mn.

Pour le 30^e épisode de « Dans le bunker », c'est un film historique qui est présenté par André Loez, *Glory*, l'un des rares films traitant de la guerre de Sécession de l'intérieur.



Dans le bunker #31 – 9 mai.

« [L'Armée des ombres](#) » de Jean-Pierre MELVILLE (1969), par Hubert TARDY-JOUBERT, 16 mn.

L'avant-dernier épisode de « Dans le bunker » est consacré à un très grand film sur l'Occupation et la Résistance, *L'Armée des ombres* de Jean-Pierre Melville ; présenté par le diplomate Hubert Tardy-Joubert, ancien membre du cabinet du ministre de la Défense,

membre du Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie (CIENS) à l'École normale supérieure.



Dans le bunker #32 – 11 mai.

« [Apocalypse Now](#) » de Francis Ford COPPOLA (1979), par Yves TROTIGNON, 27 mn.

Pour le clap de fin de « Dans le bunker », Yves Trotignon revient dans « Le Collimateur » pour discuter d'un film immense : *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola, et la folie de la guerre du Vietnam.



Épisode 61 – 12 mai.

« [F-35, l'oiseau maudit](#) », avec Alexandre JUBELIN, Joseph HENROTIN et David PAPPALARDO, 1 h 31.

En cette sortie de confinement, « Le Collimateur » fait paraître un épisode depuis longtemps annoncé et jusqu'ici repoussé, consacré au F-35, à son développement, à sa philosophie et à ses déboires – en compagnie de Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*, et de David Pappalardo, lieutenant-colonel dans l'armée de l'air et ancien pilote de chasse, ayant commandé notamment le régiment de chasse « Normandie-Niemen ».

Ils sont d'abord cruellement forcés par Alexandre Jubelin à se fendre d'un compliment sur le projet F-35. Ils détaillent ensuite la généalogie des avions de chasse américains, en partant du F-14, et parlent du projet et de la feuille de mission du F-35, destiné à remplir de nombreuses tâches différentes. Puis ils décrivent les ressorts de la furtivité du F-35 et ses objectifs de collecte et de synthèse d'information avant de passer aux difficultés du projet, comme les dépassements budgétaires par exemple, et aux problèmes opérationnels. Ils abordent enfin les enjeux du déploiement du F-35 à l'international, entre autres dans les problématiques de coopération avec des appareils étrangers, avec le SCAF notamment.



Dans le viseur #13 – 15 mai.

« [Piège au large de la Guyane](#) », avec Alexandre JUBELIN, 33 mn.

Après quelques semaines d'absence, les partenariats « Dans le viseur » avec l'École de guerre reviennent, pour un récit, par le commandant Paul, de répression du braconnage maritime aux frontières de la Guyane.



Épisode 62 – 26 mai.

« [Les Kurdes, partenaires trahis de la lutte contre Daesh](#) », avec Alexandre JUBELIN et Arthur QUESNAY, 56 mn.

C'est le nord-est syrien qui se trouve dans « Le Collimateur » avec Arthur Quesnay, chercheur au sein du projet ERC « Social Dynamics of Civil Wars » de Paris I.

Ancien bastion de l'État islamique, la région a été reconquise notamment par les forces militaires kurdes depuis 2015. Elle est en proie aux troubles depuis l'intervention militaire turque face à ces mêmes Kurdes en octobre 2019 – moment auquel Arthur Quesnay se trouvait sur place.

Avec Alexandre Jubelin, il évoque d'abord les grandes dynamiques historiques et géographiques du mouvement indépendantiste kurde, son opposition à l'État turc, les liens entre les différents mouvements kurdes et la place des Kurdes dans la révolution syrienne à partir de 2011. Puis ils abordent la montée de l'État islamique dans la région, le pivot que constitue la bataille de Kobané en 2015, qui pousse les puissances occidentales à soutenir les forces kurdes selon des termes ambigus, ainsi que les contradictions internes à la position et même à la structure militaire américaine. Ils discutent de l'intervention turque de l'automne 2019 et de la surprise que celle-ci a provoquée, ainsi que ses conséquences militaires pour le PKK et le rôle de la Russie dans ce contexte. Ils envisagent enfin les perspectives dans une situation plus qu'instable, où le PKK ne peut s'installer dans la durée.



Dans le viseur #14 – 29 mai.

« [Assaut urbain en RCA](#) », avec Alexandre JUBELIN et le colonel Hervé PIERRE, 32 mn.

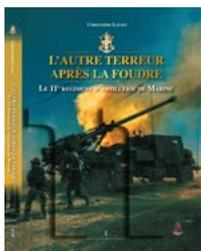
Dans ce nouvel épisode de « Dans le viseur », le colonel Hervé Pierre vient raconter un souvenir d'opération en République centrafricaine et de reprise de ville aux mains des milices, au cours de l'opération Sangaris en 2015.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

**OUVRAGES PUBLIÉS
PAR LES CHERCHEURS**



Christophe LAFAYE (dir.), [L'Autre Terreur après la foudre. Le 11^e régiment d'artillerie de Marine](#), Paris, éditions Pierre de Taillac, 2020, 280 p.

Des confins du Ouaddaï au Tchad jusqu'aux plaines de l'Euphrate en Irak, les Bigors du 11 sur tous les théâtres d'opérations extérieures depuis plus de 40 ans. Héritier du 1^{er} régiment d'artillerie coloniale dont il conserve précieusement la mémoire au travers des noms de bataille inscrits sur son étendard, le 11^e régiment d'artillerie de Marine est implanté en Bretagne depuis 1929, date de sa création officielle. Régiment d'appui feux et renseignement de la 9^e brigade d'infanterie de Marine, il se caractérise par sa polyvalence et son expérience reconnue au combat.

Cet ouvrage invite à découvrir l'histoire passionnante de cette unité des troupes de Marine à l'identité singulière au travers de nombreuses photographies, illustrations et documents inédits.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Damien CARRIÈRE

- Publication : « [Covid-19 en Inde : de la crise au renforcement du pouvoir central](#) », Brève stratégique n° 6, IRSEM, 19 mai 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESEL

- Publication : « [Les enjeux de la dixième conférence d'examen du TNP](#) », Brève stratégique n° 4, IRSEM, 4 mai 2020.



François DELERUE

- Membre du comité éditorial du nouveau blog « [Directions : Cyber Digital Europe](#) » (officiellement lancé le 1^{er} mai 2020).

- Signataire, [Oxford Statement on the International Law Protections Against Cyber Operations Targeting the Health Care Sector](#), publié le 21 mai 2020 en marge de la réunion « arria-formula » du Conseil de sécurité des Nations unies sur le comportement responsable des États dans le cyberspace.

- Participation au séminaire en ligne « Applying International Law in Cyberspace: Protections and Prevention », organisé par Oxford Institute for Ethics Law and Armed Conflict, Blavatnik School of Government, University of Oxford, Royaume-Uni, 19 mai 2020.

- Présentation (en ligne) de mon livre *Cyber Operations and International Law* à des conseillers juridiques du ministère australien de la Défense, organisée par le Asia Pacific Centre for Military Law de l'Université de Melbourne, Camberra, Australie, 20 mai 2020.

- Présentation (en ligne) de mon livre *Cyber Operations and International Law*, Asia Pacific Centre for Military Law, Melbourne Law School, University of Melbourne, Australie, 25 mai 2020.

- Masterclass (en ligne) sur la [cybersécurité et le COVID-19](#), The Sciences Po Cybersecurity Student Forum, Sciences Po, Paris, 29 mai 2020.



Juliette GENEVAZ

- Conférence : « China's Covid management », Hybrid Threats in the Shadow of a Pandemic: A Virtual Mapping Exercise, European Center of Excellence for Countering Hybrid Threats (Hybrid CoE), 6 mai 2020.



Christophe LAFAYE

- Publication : [L'Autre Terreur après la foudre. Le 11^e régiment d'artillerie de Marine](#), Paris, éditions Pierre de Taillac, 2020, 280 p.



Céline MARANGÉ

- Article : avec Nicolas Mazzucchi, « [Contrôle du cyberspace et souveraineté numérique en Russie](#) », *Cahiers français*, n° 415, mai-juin 2020.



Angélique PALLE

- Conférence : « Territorial impacts of the energy transition, case study from the French "Grand Débat" », Network for Early Career Researchers in Sustainability Transitions, conférence annuelle, 7-8 mai 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Recension : Dr KIM Dong jin, « [The Korean Peace process and civil society, rethinking peace and conflict studies](#) », Rethinking Peace and Conflict Studies book series, Cham, Palgrave Macmillan, 285 p., AEGES, 11 mai 2020.

- Article : avec Céline Pajon (IFRI), « [Sécurité et gouvernance maritime en Asie : les garde-côtes en première ligne](#) », dans *Annuaire français des relations internationales*, 18 mai 2020.

- Article : « [Le Japon de l'ère Reiwa, une puissance militaire indo-pacifique de premier plan](#) », *Diplomatie*, n° 56, Les Grands Dossiers, « Géopolitique du Japon », mai-juin 2020.



Maud QUESSARD

- Entretien: « Des défaites post-45 aux "guerres stupides" : pourquoi les États-Unis ne gagnent-ils plus ? », numéro spécial « Les États-Unis et les guerres », *Diplomatie*, n° 104, mai-juin-juillet 2020, p. 42-47.



Pierre RAZOUX

- Article : « La stratégie iranienne au Moyen-Orient », *Défense*, n° 203, IHED, avril-juin 2020, p. 13-16.

- Entretien avec Armin Arefi, « [Après la crise sanitaire, les bouleversements géopolitiques](#) », *Le Point*, 1^{er} mai 2020.

- Participation à la visioconférence « The impact of the Covid-19 Crisis on the US-Iran tensions » organisée par International Crisis Group, 5 mai 2020.

- Interview par Armin Arefi, « États-Unis-Arabie saoudite : l'alliance fissurée », *Le Point*, 8 mai 2020.

- Invité de l'émission « Géopolitique » de Marie-France Chatin, « [Covid-19 : impact en Méditerranée – Proche et Moyen-Orient](#) », RFI, 10 mai 2020.

- Conférence : « The changing geopolitical panorama of the Middle East » et animation d'ateliers lors du visioséminaire consacré au Moyen-Orient organisé par le Collège de défense de l'OTAN, 20-21 mai 2020.

- Conférence : « The renewed importance of the Mediterranean in the new global strategic context » au profit du CHEM dans le cadre de son séminaire euro-méditerranéen, 26 mai 2020.

- Visioconférence : « The Russian naval strategy towards the Southern Flank » au profit du Collège de défense de l'OTAN (Rome) et du HUB de l'OTAN (Naples), 27 mai 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Entretien : « Mer de Chine du Sud : la Chine grignote, les États-Unis se tendent et le Viêt Nam attend son moment » (journal en vietnamien), RFI, 25 mai 2020.

- Interviewé par Juliette Galeazzi, « [Vietnam, les limites d'un pays cité en exemple face au coronavirus](#) », Radio Télévision suisse (RTS), 28 mai 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS



Yvan LLEDO-FERRER

- Publication : « [L'assassinat : un instrument de puissance de plus en plus décomplexé](#) », Note de recherche n° 100, IRSEM, 28 mai 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Publication : « [L'assassinat : un instrument de puissance de plus en plus décomplexé](#) », Note de recherche n° 100, IRSEM, 28 mai 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

Covid-19 et déclin américain ?

Alors que la crise du Covid-19 entame un peu plus la réputation de compétence et d'excellence de l'État américain, la question du déclin américain avéré est-elle pour autant tranchée ? C'est le point que soulevait le politiste Stephan Walt au moment de l'explosion de la pandémie aux États-Unis (Stephan M. Walt, « [The Death of American Competence](#) », *Foreign Policy Magazine*, 23 mars 2020).

Pourtant, les avis divergent à Washington quant au devenir de l'hégémonie américaine, chacun campant sur ses positions. Pour les uns, proches des Démocrates de l'ex-administration Obama, l'avenir de la puissance serait à repenser en fonction de la capacité des États-Unis à lutter contre les changements climatiques et à fédérer les autres États autour de cet objectif ([John Podesta et Todd Stern](#), « [A Foreign Policy for the Climate How American Leadership Can Avert Catastrophe](#) », *Foreign Affairs*, mai-juin 2020).

Pour les autres le maintien du dollar comme devise de référence pour les échanges internationaux demeure un déterminant de la puissance et de la capacité d'influence des États-Unis sur ses alliés et partenaires. C'est notamment ce que démontre Rushir Sharma, « [The Comeback Nation](#) », *Foreign Affairs*, mai-juin 2020, p. 70-81.

Par ailleurs, dans sa traditionnelle zone d'influence, l'administration Trump en pleine crise du Covid-19 a tenu à renforcer le commandement régional de l'US SOUTHCOM, la lutte contre le narco-trafic ainsi que ses capacités de dissuasion dans une zone très convoitée par les puissances rivales russe et chinoise, et en pleine crise politique au Venezuela où les intérêts américains sont patents. Le chef du Pentagone, Mark Esper, a annoncé que les renforts mis à la disposition de l'US SOUTHCOM permettraient de « quasiment doubler » ses capacités à « mener des opérations antidrogue dans la région », que ce soit dans les Caraïbes ou dans le Pacifique. Par ailleurs le président Trump aurait ordonné l'envoi de navires de combat et d'avions de surveillance supplémentaires (opération qui serait « soutenue par 22 pays partenaires »). Mais M. Esper s'en est surtout pris à Nicolas Maduro, le président vénézuélien, inculpé pour

« narcoterrorisme » par la justice américaine (Joashua Goodman, « [Naval buildup in Caribbean not aimed at ousting Maduro, says head of US Southern Command](#) », *Navy Times*, 19 avril 2020).

Au Moyen-Orient, les déboires des « guerres sans fin » conduiraient-ils les décideurs américains à opérer un changement de cap pour maintenir une hégémonie moins dépendante du *hard power*, une moins grande militarisation des conflits de la région, au profit d'une diplomatie plus agressive, c'est le scénario qu'envisagent Daniel Benaim et Jake Sullivan, « [America's Opportunity in the Middle East Diplomacy Could Succeed Where Military Force Has Failed](#) », 22 mai 2020.

Maud QUESSARD
Chercheuse États-Unis

que, sans l'implication de quelques hauts responsables du ministère des Affaires étrangères poussés par des convictions personnelles, le dossier n'aurait certainement pas pris autant d'importance, ces dernières années, dans la diplomatie de l'Autriche et que cette dernière n'aurait sans doute pas endossé ce rôle de « champion du désarmement ».

Tiphaine de CHAMPCHESNEL
Chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires

PENSÉE STRATÉGIQUE

Emmanuelle MAITRE & Pauline LÉVY, « [Becoming a disarmament champion: the Austrian crusade against nuclear weapons](#) », *The Nonproliferation Review*, 26:5-6, 2019, p. 537-557, DOI: 10.1080/10736700.2019.1690312

Le dernier numéro de la *Nonproliferation Review*, revue éditée par le James Martin Center depuis 1994, propose une étude de cas très intéressante sur la politique autrichienne en matière de désarmement nucléaire. Les auteures, Emmanuelle Maitre (chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique) et Pauline Lévy (assistante de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique au moment de la rédaction de l'article), y rappellent tout d'abord que l'opposition anti-nucléaire, après avoir été portée par des mouvements populaires éventuellement soutenus par des gouvernements pendant les premières années de guerre froide, a été également promue par des États à partir de la fin des années 1970. L'Autriche n'a pas fait partie de ceux-ci, ni de ces « puissances moyennes » qui ont poussé la cause de l'abolition nucléaire dans les enceintes multilatérales. Son activisme en la matière, relativement récent, s'est particulièrement révélé lors de « l'initiative humanitaire » qui a conduit à l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) en 2017. L'Autriche est considérée comme l'un des acteurs principaux de celle-ci.

L'article apporte des éléments d'explication de cette orientation, en considérant les facteurs historiques et culturels qui ont conduit à faire de « l'allergie au nucléaire » un trait saillant de son identité nationale. Cependant, il conclut

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Clément THERME (dir.), *L'Iran et ses rivaux – Entre nation et révolution*, Passés composés, février 2020, 208 p.

Considérée comme beaucoup d'États de la planète comme un élément perturbateur majeur de la stabilité et de la sécurité au Proche et Moyen-Orient mais aussi par d'autres comme un partenaire incontournable, la République islamique d'Iran n'est pas encore parvenue à réellement s'intégrer dans son environnement régional comme dans ce qu'il convient d'appeler la communauté internationale.

L'ouvrage collectif dirigé par Clément Therme, chercheur postdoctorant au CERI et connaisseur averti du monde iranien, s'interroge sur les raisons de cette impasse dans laquelle s'est enfermé un pays ayant vocation depuis longtemps à devenir une puissance régionale incontournable. L'explication réside dans cette contradiction fondamentale qui caractérise la politique extérieure du régime iranien. Ce dernier, à partir d'un discours fondé sur la volonté d'indépendance, cherche à concilier la défense des intérêts nationaux du pays dans une démarche relevant davantage de la *realpolitik*, à un impératif de projection idéologique en dehors de ses frontières qui reste son ciment et son instrument de légitimité révolutionnaire.

Pour illustrer cette tension et ses effets au niveau de son influence internationale, ce travail collectif a choisi, pour illustrer son propos, de privilégier, parmi les acteurs rivaux de l'Iran, les cas d'études les plus emblématiques, mais aussi certains dossiers diplomatiques plus marginaux mais non moins significatifs. La tension quasi pathologique qui caractérise le bras de fer entre l'Iran et les États-Unis depuis 1979, compensée par une proximité avec la Russie et la Chine – non dénuée d'ambiguïtés concernant la première – conditionne ainsi fortement la nature de l'engagement iranien sur la scène régionale, voire au-delà comme dans le cas de l'Amérique latine. Cette tension et cette défiance structurelles se retrouvent dans les préoccupations politico-sécuritaires des grands acteurs régionaux que sont Israël et l'Arabie saoudite, mais beaucoup moins concernant la Turquie, avec laquelle Téhéran entretient une relation de voisinage obligé. À l'opposé, l'article consacré aux relations avec le Caucase du Sud caractérisées par le pragmatisme et la modération, offre une bonne illustration de ce qui relève de la *realpolitik* au sens strict du terme. Enfin, l'ouvrage se penche sur un cas singulier : la relation complexe et heurtée entre le régime de Téhéran et la France, focalisée désormais autour du dossier nucléaire.

Flavien BOURRAT
Chercheur Maghreb – Moyen-Orient



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juin 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Publications de nos chercheurs, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 9\)](#)

Politique étrangère, Systèmes d'armes létales autonomes, Manipulations de l'information

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 10\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Strategic Brief No. 7 – 3 juin.

« *A Skeptical Intervener: Germany in the Sahel* », by Denis M. TULL, 2 p.

Germany has decided to continue its military participation in two international missions deployed in the Sahel: the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA) and the EU Military Training Mission EUTM Mali, permitting the deployment of up to 1,550 soldiers. Yet, views in Berlin on the situation in the Sahel and the outlook of military involvement there are increasingly skeptical.



Brève stratégique n° 7 – 3 juin.

« *L'Allemagne au Sahel : un partenaire sceptique* », par Denis M. TULL, 2 p. (traduction du Strategic Brief No. 7).

L'Allemagne vient de décider la poursuite de son déploiement militaire au Sahel dans le cadre de deux missions internationales : MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) et EUTM Mali (Mission de formation de l'Union européenne au Mali). Pourtant, à Berlin, le scepticisme sur la situation au Sahel et les perspectives de succès de l'engagement militaire gagne du terrain.



Note de recherche n° 101 – 9 juin.

« *Les milices et la séquence de fin 2019 en Irak : un effet de levier stratégique* », par COL Olivier PASSOT, 22 p.

À l'automne 2019, alors que les grandes villes d'Irak ont vu se développer une contestation populaire dirigée contre le gouvernement, mais aussi contre l'influence iranienne, plusieurs milices ont entrepris de contrer le mouvement populaire tout en élevant le niveau de ten-

sion contre les intérêts américains. Conduisant simultanément des démonstrations de force urbaine, une campagne de répression, des actions de guérilla contre les cantonnements américains, ces groupes paramilitaires ont démontré leur maîtrise de la guerre irrégulière. Leurs actions, d'intensité croissante, ont fini par provoquer une réaction forte de Washington (élimination du général Soleimani) dont les conséquences indirectes ont été, paradoxalement, favorables à l'Iran : essoufflement de la contestation, réduction de la présence militaire internationale. Ces gains politiques obtenus par l'Iran permettent d'imaginer que ces milices ont été activées pour mettre en œuvre un plan d'opération très élaboré. Produisant des effets considérables pour une énergie investie relativement faible, les milices se présentent comme un puissant levier stratégique, potentiellement actionnable à distance.



Étude n° 74 – 22 juin.

« [Réalités opérationnelles de l'environnement arctique. Approches transdisciplinaires et transsectorielles des impacts du changement climatique dans les sous-régions arctiques](#) », par Magali VULLIERME (dir.), 98 p.

Dans un contexte de changement climatique, les régions arctiques sont souvent décrites comme de nouveaux théâtres d'exploration, d'exploitation ou encore de résurgence du risque militaire. Toutefois, ces potentielles évolutions ne peuvent être considérées qu'au regard de la réalité de l'environnement arctique : climat hostile, distances entre communautés, absence d'infrastructures constituent autant de facteurs à prendre en compte. Afin d'illustrer cette complexité, cette étude collective propose une réflexion transdisciplinaire et transsectorielle, axée sur les impacts du changement climatique dans les sous-régions arctiques. Elle réunit les contributions d'experts de terrain – chercheurs ou logisticiens – autour de problématiques diversifiées mais complémentaires. Défis logistiques pour la recherche scientifique et l'exploitation des ressources, impacts sur la santé physique et mentale des populations locales, augmentation des risques maritimes, modification de la navigabilité ou risques pour les infrastructures civiles et militaires, cette étude propose un panorama de certains enjeux opérationnels de l'environnement arctique. Tirées d'expériences de terrain, de travaux de recherche, ou des deux, ces contributions illustrent la complexité d'un environnement impacté par le changement climatique. Elles visent également à amorcer un échange d'expé-

rience entre ces milieux très cloisonnés afin, peut-être, de concourir de façon plus collective à une réflexion autour de ces enjeux.



Brève stratégique n° 8 – 30 juin.

« [L'Europe et la nouvelle guerre froide sino-américaine](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

En dépit d'une plus grande fermeté de l'Europe à l'égard de la Chine, la différence d'approche par rapport aux États-Unis est considérable,

Washington s'engageant dans une nouvelle guerre froide et un « grand découplage » économique et technologique. L'Europe doit mieux en apprécier les conséquences stratégiques potentielles et agir pour préserver une relation transatlantique fondamentale pour sa sécurité.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 63 – 2 juin.

« [L'espion en chef du Président](#) », avec Alexandre JUBELIN et Alexandre PAPAEMMANUEL, 58 mn.

« Le Collimateur » se tourne vers les confins des couloirs du pouvoir et des services de renseignement. Alexandre Papaemmanuel, enseignant à Sciences Po et cadre dans le secteur privé, co-auteur avec Floran Vadillo de l'ouvrage *Les Espions de l'Élysée* (Taillandier, 2019), propose une plongée dans la galaxie du renseignement, sous le prisme de la création du poste de coordinateur national du renseignement (CNR) en 2007, qui éclaire d'une lumière particulière les relations entre le pouvoir politique et le renseignement en France.

Avec Alexandre Jubelin, il commence par évoquer les liens distants entre le politique et le renseignement sous la V^e République, avant de détailler la longue histoire et la logique menant à la création du poste de CNR en 2007-2008 ainsi que ses similarités avec celui de *Director of National Intelligence* aux États-Unis. Il explique l'importance de la proximité du CNR avec le président de la République et expose les limites de son pouvoir. Puis il passe en revue les différents profils de CNR, qui indiquent le sens du poste ; essaye d'analyser

dans quelle mesure ce poste a réussi à s'imposer dans le paysage du renseignement et réfléchit à la manière dont il a encaissé les vagues successives d'attentats en France.



Têtes chercheuses #5 – 5 juin.

« [Big data et renseignement](#) », avec Alexandre JUBELIN et Damien VAN PUYVELDE, 30 mn.

Dans ce nouvel épisode des « Têtes chercheuses », Damien van Puyvelde, maître de conférences à l'Université de Glasgow, chercheur associé à l'IRSEM et spécialiste du renseignement, présente la méthodologie et les conclusions d'un article rédigé avec S. Coulthart et M. S. Hossainen, « Beyond the buzzword: big data and national security decision-making » paru dans la revue *International Affairs* (93:6, 2017, p. 1397-1416).



Épisode 64 – 9 juin.

« [Posture nucléaire française et maîtrise des armements](#) », avec Alexandre JUBELIN, Corentin BRUSTLEIN et Emmanuelle MAITRE, 1 h 07.

Dans la foulée du discours important d'Emmanuel Macron sur la posture de dissuasion nucléaire de la France, « Le Collimateur » se penche sur cette intervention, son contenu et la manière dont elle entre en résonance avec l'actualité, en compagnie de Corentin Brustlein, directeur du Centre des études de sécurité de l'IFRI, et Emmanuelle Maitre, chargée de recherche à la FRS.

Avec Alexandre Jubelin, ils évoquent tout d'abord le discours du 7 février 2020 d'Emmanuel Macron à l'École de guerre, son importance en tant qu'événement au cours d'un quinquennat et ses principales originalités, notamment dans sa dimension européenne et son insistance sur la maîtrise des armements nucléaires à l'échelle mondiale. Ils passent ensuite au contexte général et à l'actualité de détricotage des traités de maîtrise des armements, notamment Open Sky, FNI et New Start, et concluent avec la perspective d'une inflation des arsenaux à l'échelle mondiale.



Dans le viseur #15 – 12 juin.

« [Passer un commandement](#) », avec Alexandre JUBELIN et Jean MICHELIN, 21 mn.

En ce début de saison de passation des commandements, le lieutenant-colonel Michelin revient « Dans le viseur » pour décrire ces moments et raconter comment lui-même a rendu sa compagnie en revenant d'Afghanistan.



Épisode 65 – 16 juin.

« [Abdelmalek Droukdel, AQMI et l'État islamique : panorama de la galaxie djihadiste au Sahel](#) », avec Alexandre JUBELIN et Wassim NASR, 1 h 09.

À l'occasion de l'annonce récente de l'élimination d'Abdelmalek Droukdel, dirigeant d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), « Le Collimateur » s'intéresse à cet événement et à ses conséquences, et reçoit Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements djihadistes et auteur d'une récente étude pour le Center for Global Policy, *ISIS in Africa: the End of the Sahel exception*.

Avec Alexandre Jubelin, ils retracent d'abord l'origine de la mouvance djihadiste dans la région, qui plonge ses racines à la fois dans les montagnes d'Afghanistan face aux forces soviétiques, dans la guerre civile algérienne et dans l'intervention occidentale en Libye, puis évoquent la façon dont elle s'inscrit au sein des populations locales, la configuration de ces forces au moment de l'intervention française de 2013 et l'arrivée de l'État islamique (EI) dans la région à partir de 2015. Ils décrivent ensuite les relations entre AQMI et l'EI, ainsi que les relations entre les États, le Mali notamment, et l'AQMI, avant d'explorer les possibilités de négociations. Ils envisagent enfin les conséquences de la mort de Droukdel, en particulier sur la suite des négociations, et l'évolution des relations entre AQMI et l'EI. Ils concluent en examinant les possibilités qui s'ouvrent à la France de diminuer progressivement son engagement.



Dans le viseur #16 – 19 juin.

« [Le GIGN dans un ouragan](#) », avec Alexandre JUBELIN, 30 mn.

Dans ce dernier épisode de la saison, en partenariat avec l'École de guerre, le commandant Paul raconte une intervention aux Antilles, dans la foulée de l'ouragan Irma.



Épisode 66 – 23 juin.

« [Le terrorisme suicide : une analyse tactique](#) », avec Alexandre JUBELIN et Benoît SCHNOEBELEN, 44 mn.

« Le Collimateur » s'intéresse au terrorisme suicide, son origine contemporaine et la tactique qui l'entoure, en compagnie du chef d'escadron Benoît Schnoebelen, auteur de *La balistique du martyr. Comprendre le terrorisme suicide* (éditions de l'École de guerre).

Avec Alexandre Jubelin, il réfléchit d'abord à la définition du terrorisme suicide et à ses contours, puis à son apparition contemporaine à partir de la révolution iranienne de 1979, ainsi qu'à la centralité de la notion de sanctuaire pour son émergence. Ils envisagent l'utilité tactique des attentats suicide, notamment sur le théâtre afghan, et sa complexification dans les années 2010. Enfin, ils pointent le problème des ressources et de leur gestion presque compta- ble par les groupes terroristes, et concluent avec la nécessité de penser le recrutement et l'efficacité de l'idéologie qui sous-tend ces groupes terroristes.



Dans le viseur #17 – 26 juin.

« [Exercice en pleine mer](#) », avec Alexandre JUBELIN et François NAROLLES, 24 mn.

Dans le dernier épisode de « Dans le viseur » de la saison, l'officier de marine François Narolles raconte un souvenir de déploiement en Méditerranée. Il discute du fameux sens marin et de la raison pour laquelle il convient de savoir le mettre à distance en mer.



Épisode 67 – 30 juin.

« [Israël et le Hezbollah](#) », avec Alexandre JUBELIN, Michel GOYA et Oliver PASSOT, 1 h 30.

Quelques semaines après le 20^e anniversaire du retrait israélien du Sud-Liban, « Le Collimateur » se penche sur le conflit qui explique et suit ce retrait, à savoir l'opposition larvée et parfois ouverte entre Israël et le Hezbollah – en compagnie du colonel Michel Goya, auteur notamment avec M.-A. Brillant de *Israël contre le Hezbollah. Chronique d'une défaite annoncée, 12 juillet-14 août 2006* (éditions du Rocher, 2014) ; et du colonel Olivier Passot, chercheur associé à l'IRSEM et auteur d'une note de recherche intitulée « [La stratégie d'Israël face au renforcement du Hezbollah : la centralité du renseignement](#) » (n° 87, 28 janvier 2020).

Michel Goya s'attelle au premier chapitre de cette histoire en compagnie d'Alexandre Jubelin : après avoir rappelé les raisons de la présence israélienne au Liban depuis 1982 et les mouvements de réaction provoqués par celle-ci – comme la création du Hezbollah par exemple –, ils évoquent l'ancrage du Hezbollah dans la population locale et son organisation ainsi que la réorganisation et la montée en puissance du mouvement après le retrait israélien en 2000 suivi de l'entrée en guerre en 2006. Ils examinent ensuite le bilan de cette guerre qui, s'il est militairement ambigu, revient en tout cas à une défaite apparente pour Israël, puis ils exposent les raisons de cette impasse opérationnelle pour les Israéliens, avant de faire le bilan de la situation au lendemain de la guerre.

Le colonel Oliver Passot enchaîne en faisant le bilan opérationnel de la guerre de 2006 en s'appuyant sur les conclusions de la commission Winograd, avant de parler de la montée en gamme du Hezbollah, en Syrie en particulier, et de ses nouveaux objectifs par rapport à Israël, puis de la stratégie israélienne et notamment du système « Iron Dome », et de la centralité du renseignement dans le dispositif.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

PUBLICATIONS DE NOS CHERCHEURS



Pierre Razoux, *FITNA – Global War in the Middle East*, NUTS Publishing, juin 2020.

Pierre Razoux, directeur du domaine Euratlantique–Russie–Moyen-Orient, vient de publier chez NUTS Publishing son wargame *FITNA – Global War in the Middle East* qui a servi de support à de nombreux ateliers wargaming de l'IRSEM ces trois dernières années, contribuant significativement à sensibiliser le ministère des Armées à l'intérêt du wargaming. Une extension est prévue en 2021 autour de la zone du détroit d'Ormuz.

ÉVÉNEMENTS

16 juin : Vidéo-conférence « [Promouvoir le leadership des femmes dans le domaine de la paix et la sécurité à l'heure de la Covid-19](#) », IRSEM/Ambassade du Canada.



Une conférence virtuelle portant sur le leadership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité à l'heure de la Covid-19 s'est tenue le 16 juin 2020. Organisé par l'IRSEM avec la collaboration de l'ambassade du Canada, cet événement avait pour objectif de débattre des différents enjeux soulevés par la crise sanitaire actuelle pour la participation des femmes au maintien de la paix. Il a rassemblé une soixantaine de personnes issues des milieux universitaires, diplomatiques, militaires mais aussi de la coopération internationale. Animée par Maria Martin de Almagro Iniesta, professeure en genre et politique à l'Université de Montréal, la discussion a réuni des experts et expertes reconnus sur la question du lea-

dership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité : Jacqueline O'Neil, [ambassadrice pour le Canada de l'agenda « Femmes, paix et sécurité »](#), Céline Bardet, fondatrice et présidente de l'ONG « [We Are Not Weapon of Wars](#) », le contre-amiral des Forces armées canadiennes Luc Cassivi, ainsi que la commandante Lauranne de l'armée de terre française.

La conférence a d'abord été introduite par Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France. Mme Hudon a réaffirmé l'engagement du Canada pour la mise en œuvre de l'agenda international « Femmes, paix et sécurité », qui se traduit par une série d'actions et de mesures concrètes. [L'initiative canadienne Elsie](#), à laquelle la France contribue, qui vise à accroître sensiblement le nombre de femmes participant aux opérations de maintien de la paix, apparaît en ce sens comme une illustration de cet engagement. L'ambassadrice a, à cet effet, souligné l'importance du partenariat avec la France, elle-même activement engagée dans la promotion d'une politique étrangère féministe.

La parole a ensuite été donnée à Camille Boutron, chercheuse à l'IRSEM et spécialiste du genre. Après avoir remercié l'ambassade du Canada ainsi que l'ensemble des intervenants, elle a brièvement rappelé à quel point la pandémie de Covid-19 avait amplifié les inégalités de genre en révélant l'aspect structurel.

Maria Martin de Almagro Iniesta a ensuite lancé la discussion en rappelant que cette année 2020 était supposée être celle de la célébration du 20^e anniversaire de la résolution 1325, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies, reconnaissant pour la première fois les effets disproportionnés des conflits armés sur les femmes et les filles et incitant les États membres et acteurs de la société civile à promouvoir et appuyer la participation des femmes à l'ensemble des mécanismes et institutions de résolution et prévention de conflit. Elle a ainsi demandé aux intervenants dans quelle mesure la crise sanitaire pouvait contribuer à ralentir, voire même à neutraliser, les avancées obtenues ces dernières années, et quelles pouvaient en être les réponses depuis leurs champs d'expertise spécifiques.

Jacqueline O'Neil a d'abord pris la parole en invoquant la nécessité d'appuyer les diverses associations de femmes formées au sein de la société civile. Beaucoup de ces organisations féminines mobilisées pour la promotion de la paix se sont en effet spontanément mobilisées dans la lutte contre la Covid-19 et ont assumé des fonctions de prévention en distribuant des masques et des savons, ou en diffusant des émissions éducatives à la radio. Céline Bardet a surenchéri sur ce point en insistant sur l'impor-

tance de mieux comprendre et valoriser certaines des pratiques utilisées par ces organisations, notamment dans leur approche holistique et leur capacité d'ancrage dans le local. En ce qui concerne l'aspect militaire et opérationnel, le contre-amiral Luc Cassivi a quant à lui réaffirmé la valeur ajoutée apportée par les femmes aux forces armées canadiennes, de plus en plus amenées à assumer des tâches nécessitant une grande diversité de profils, comme cela peut être le cas dans la gestion de la crise sanitaire. La commandante Lauranne a pour sa part insisté sur le fait que l'intégration d'une perspective de genre dans la planification et la conduite d'opérations militaires pouvait représenter un véritable facteur de réussite, et ce d'autant plus dans un contexte de pandémie.

De façon générale, les intervenants sont tombés d'accord sur le fait que la crise provoquée par la Covid-19 se présentait à bien des égards comme un enjeu sécuritaire. À ce titre, l'agenda « Femmes, paix et sécurité » ne doit pas être laissé au second plan mais doit servir de feuille de route afin de lutter contre l'accroissement des inégalités causées par la pandémie et mieux accompagner les organisations de femmes dans leurs actions de soutien et de prévention.

Camille BOUTRON

Chercheuse Sociologie du genre et des conflits

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Flavien BOURRAT

- Vidéo-conférence : « La politique étrangère de l'Algérie à la recherche d'un second souffle : vers un recentrage sur la sécurité et la construction régionales », Comité Moyen-Orient/Monde arabe des jeunes de l'IHEDN, 3 juin 2020.



Camille BOUTRON

- Participation à la conférence virtuelle « [Promouvoir le leadership des femmes dans le domaine de la paix et de la sécurité à l'heure de la Covid-19](#) », organisée par l'IRSEM en partenariat avec l'ambassade du Canada en France, 16 juin 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Intervention : webconférence « Report de la 10^e conférence d'examen du TNP : défis et opportunités », avec Emmanuelle Maitre (FRS), Martin-Pierre Charliat (ministère des Affaires étrangères), modération Benjamin Hautecouverture (FRS), Fondation pour

la recherche stratégique, 10 juin 2020.



Paul CHARON

- Interview par Matthieu Suc, « [Coronavirus, c'était écrit...](#) », *Médiapart*, 1^{er} juin 2020.

- Conférence : « Les enseignements de la crise de la Covid-19 en matière d'anticipation stratégique », webinaire

X-Défense, organisé par l'association des anciens élèves et diplômés de l'École Polytechnique, 24 juin 2020.

- Jury de soutenance du mémoire de master d'Estéban Georgelin intitulé : « Éclairer dans l'ombre. Renseignement, politique et problème de l'incertitude », 26 juin 2020.



Juliette GENEVAZ

- Conférence virtuelle : « The political implications of Xi Jinping's military reform », TOChina Hub, Université de Turin (Italie), 23 juin 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Publication : « Extension du domaine de la stratégie », dans T. Lecoq (dir.), *Les nouvelles frontières de la défense : la Mer, l'Espace, l'Information*, Cahiers de la RDN, juin 2020.

- Média : « [La ruse et la force : une relecture de l'art occidental de la guerre](#) », émission « Affinités électives », Canal Académie, 2 juin 2020.

- Membre du jury de la thèse de philosophie de M. Martin Bolle, « Conceptualiser l'asymétrie structurelle de la guerre », Université Libre de Bruxelles, 11 juin 2020.

- Membre et rapporteur du jury pour l'habilitation à diriger des recherches de M. Olivier Zajec, « Les fonctions militaires des conflits armés », Sciences Po Paris, 18 juin 2020.

- Membre du comité de sélection pour le recrutement d'un maître de conférences en « Sécurité internationale », Sciences Po Bordeaux, 25 juin 2020.

- Président du jury de la thèse de philosophie de M. Kevin Buton-Maquet, « L'individualité militaire et ses vertus. Éthique et écrits tactiques de la Révolution française à la décolonisation », Université Lyon 3, 29 juin 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [The Forever-Emerging Norm of Banning Nuclear Weapons](#) », *Journal of Strategic Studies*, 1^{er} juin 2020.

- Chapitre : « "Au-dessus et en avant des opérations" : la naissance du Centre d'analyse et de prévision du

Quai d'Orsay », in P. Dahan (dir.), *Prévoir le monde de demain*, CNRS Éditions, 2020, p. 79-98.



Christophe LAFAYE

- Publication : « Historical methods in defence and war studies: the case of historical defence studies in France », in Delphine Deschaux-Dutard, *Research Methods in Defence Studies. A Multidisciplinary Overview*, Routledge, 2020, 222 p.

- Article : « Les commandos Marine : partie 2 – des commandos aux forces spéciales », *Magazine Opérations Spéciales*, n° 44, été 2020, p. 46-50.

- Article : « Matthieu Chillaud : Réunir universitaires et militaires autour de la formulation d'une pensée stratégique porte une contradiction difficile à gérer », *Magazine Opérations Spéciales*, n° 44, été 2020, p. 68-69.



Anne MUXEL

- Publication : « [De la distanciation sociale à la distanciation intime](#) », note de recherche, Fondapol, juin 2020, 48 p.



Angélique PALLE

- Publication : « [Énergie](#) », notice in *Dictionnaire critique de l'anthropocène*, groupe Cynorhodon (dir.), CNRS Éditions, 2020.



Maud QUESSARD

- Publication : « Cyberdissuasion et guerres de l'information : l'administration Trump à l'offensive », *Revue de Défense Nationale*, « La puissance américaine : assise et évolutions stratégiques », n° 831, juin 2020, p. 75-81.

- Entretien avec Sylvie Noël sur « [Alliances and Power Politics in the Trump Era](#) » (dir. Maud Quessard), *Livre international*, RFI (radio 4 mn, internet 16 mn), 13 juin 2020.

- Conférence webinar « Emerging Threats » avec la mission américaine à l'OTAN organisée par l'ambassade des États-Unis, Chatham House, 10 juin 2020.



Benoît RADEMACHER

- Modération du panel « New Space, 5G et GAFAM : entre logiques privées et enjeux de sécurité et de défense », dans le cadre de la clôture de la 56^e session nationale Armement et économie de défense (SNAED) de l'Institut des hautes études de défense nationale

(IHEDN), École militaire, 19 juin 2020.



Pierre RAZOUX

- Publication du wargame *FITNA – Global War in the Middle East*, NUTS Publishing, juin 2020.

- Article : « *De l'utilité des war studies et du wargaming pour décrypter les dilemmes stratégiques au Levant* », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, juin 2020.

- Interviewé par Armin Arefi, « Le surprenant appel du pied de Trump à l'Iran », *Le Point*, 8 juin 2020.

- Interviewé par Didier Lauras, « Russie et Turquie, entre jeux de pouvoir et recherche d'accord en Libye », AFP, 10 juin 2020.

- Animation d'un atelier wargaming au profit des chercheurs de l'IRSEM (restreint compte tenu des mesures de distanciation), 15 juin 2020.

- Interviewé par Frédéric Bobin, « Russes et Turcs se partagent la Libye », *Le Monde*, 23 juin 2020 (p. 4).

- Co-animation d'un atelier wargaming au profit de l'état-major de la Marine, 24-25 juin 2020.

- Rapporteur de la thèse de doctorat d'histoire de Shaban Shahidi Moadab intitulée « Les relations entre l'Iran et la France de 1969 à 1979 », soutenue le 1^{er} juillet 2020 à Sorbonne Université (Paris 4) sous la direction du professeur Olivier Forcade.

- Interviewé par Frédéric Bobin, « En Libye, le réveil américain », *Le Monde*, 29 juin 2020 (p. 4).



Nicolas REGAUD

Publication : « *L'Europe et la nouvelle guerre froide sino-américaine* », Brève stratégique n° 8, IRSEM, 30 juin 2020.



Ardijan SAINOVIC

- Article : « *Le jour d'après : briser trois mythes sur l'état du monde après la pandémie* », *The Conversation*, 16 juin 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Interrogé par Marie Terrier, « *Kiribati : le président pro-Pékin, Taneti Maamau, réélu* », *La Croix*, 23 juin 2020.



Denis TULL

- Publication : « *A Skeptical Intervener: Germany in the Sahel* », Strategic Brief No. 7 / « *L'Allemagne au Sahel : un partenaire sceptique* », Brève stratégique n° 7, IRSEM, 3 juin 2020.

Publication : *German and International Crisis Management in the Sahel. Why Discussions about Sahel Policy Are Going around in Circles*, Berlin, German Institute for International and Security Affairs (SWP), Comment 2020/C 27, juin 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS



COL Olivier PASSOT

- « *Les milices et la séquence de fin 2019 en Irak : un effet de levier stratégique* », Note de recherche n° 101, IRSEM, 9 juin 2020.

- Podcast : « *Israël et le Hezbollah* », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 30 juin 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SYSTÈMES D'ARMES LÉTALES AUTONOMES

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

New Expectations: Generation Z and Changing Attitudes on German Foreign Policy, par Philipp Rotmann, Sarah Bressan et Sarah Brockmeier, Berlin, Global Public Policy Institute, juin 2020, 16 p.

Ce nouveau rapport sur l'opinion de la population allemande en matière de politique étrangère révèle des changements importants et quelque peu inattendus. Des sondages montrent qu'une part croissante de la population est favorable à une plus grande « responsabilité » – un terme flou introduit par les cercles politiques gouvernementaux depuis 2014 – de la politique étrangère. Ainsi, la proportion de la population favorable à une plus grande responsabilité allemande au niveau international est passée de 28 % en 2016 à 43 % fin 2019, une tendance qui est particulièrement nette parmi les jeunes Allemands (18-29 ans). À la question : « L'Allemagne devrait-elle s'engager davantage dans la résolution de conflits au niveau international ? », 58 % de ce groupe ont répondu oui. Cependant, seuls 14 % des Allemands sont favorables à un usage plus important de l'outil militaire, en comparaison avec la situation actuelle.

L'étude laisse beaucoup de questions ouvertes, notamment sur les raisons de ce changement d'opinion et sur ce que recouvrent exactement les mots « plus grande responsabilité ». Néanmoins, les résultats sont intéressants dans la mesure où ils remettent en cause l'immuabilité de la traditionnelle « retenue » allemande (*außenpolitische Zurückhaltung*). Il est également intéressant de noter que 52 % des Allemands sont favorables à un renforcement du rôle de l'Union européenne dans la gestion des conflits (62 % chez les jeunes) et même à la création « d'une armée européenne sous commandement européen » (58 %). Dans le même temps, les Allemands restent persuadés que l'OTAN est indispensable à la sécurité de l'Allemagne.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

Elvira ROSERT et Frank SAUER, « How (not) to stop the killer robots: A comparative analysis of humanitarian disarmament campaign strategies », *Contemporary Security Policy*, 30 mai 2020, 26 p.

L'émergence des systèmes d'armes létales autonomes (SALA) a suscité une demande de régulation, voire d'interdiction conventionnelle de la part de la société civile, notamment représentée par une coalition d'ONG au sein de la *Campaign to Stop Killer Robots*. Cette campagne s'appuie sur les précédents des lasers aveuglants, des armes à sous-munitions et des mines antipersonnel, interdits au niveau international. Selon les auteurs de l'article, cette campagne est inefficace et ne devrait pas être un succès. Les partisans d'une interdiction des SALA mettent en avant leur supposée incapacité à différencier civils et militaires : les auteurs jugent cet argument peu recevable et recommandent plutôt de se positionner sur le terrain du nécessaire contrôle humain de ces systèmes.

Les efforts pour bannir l'usage des SALA se heurtent à plusieurs difficultés. L'utilisation de l'expression « robots tueurs », si elle présente effectivement les SALA sous un jour peu engageant, a pour effet de donner une image futuriste à ceux-ci, ouvrant la porte à l'argument selon lequel une interdiction est prématurée en l'état actuel des technologies. Par ailleurs, contrairement aux lasers aveuglants et aux mines antipersonnel, les SALA sont difficiles à définir clairement : qu'est-ce que l'autonomie ? Qu'en est-il des armes autonomes non létales ? Les armes autonomes ne constituent pas une catégorie clairement identifiable et ne causent pas des blessures caractéristiques comme les lasers aveuglants ou les mines antipersonnel, ce qui rend la mobilisation du grand public et des institutions moins aisée. Alors que la coalition d'ONG se plaçait à l'origine dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), la *Campaign to Stop Killer Robots* fait désormais part de sa volonté de poursuivre le processus hors de la CCAC, pointant du doigt la lenteur des progrès, toute décision devant être prise à l'unanimité.

Manuel TABORET-AGNOLA
Assistant de recherche

MANIPULATIONS DE L'INFORMATION

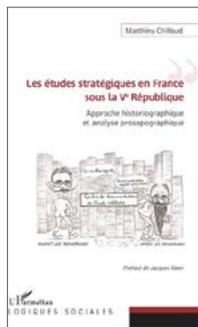
Charlotte WAGNSSON, « [What is at stake in the information sphere? Anxieties about malign information influence among ordinary Swedes](#) », *European Security*, 28 mai 2020, 19 p.

La diffusion d'informations nuisibles est devenue une préoccupation majeure : des campagnes de manipulation sur les réseaux sociaux dirigées par des agences étatiques ou des partis politiques ont été identifiées dans 70 pays en 2019, contre 28 en 2017. L'émergence de cette menace a notamment poussé l'OTAN et l'Union européenne à inaugurer Hybrid CoE, le Centre européen d'excellence pour contrer les menaces hybrides, basé à Helsinki. Pourtant, le monde académique peine à définir le phénomène, qualifié suivant les auteurs de communication stratégique, désinformation, *fake news* ou propagande. L'approche généralement retenue est l'étude des pratiques de désinformation, des méthodes de diffusion, à travers le point de vue de l'État, des organisations et du monde académique. Les auteurs de l'article adoptent, eux, une approche *bottom-up*, en se concentrant sur l'étude de la perception de la menace par le citoyen suédois « ordinaire », afin de mettre en exergue les enjeux de la diffusion d'informations nuisibles.

Les résultats de leur enquête montrent trois principales préoccupations des citoyens suédois face à la menace des informations nuisibles : l'érosion de la démocratie, l'affaiblissement de la cohésion sociale et les risques pour la sécurité nationale. Concernant les craintes liées à la démocratie, les participants lient cette menace à un déficit de confiance dans les médias provoqué par la diffusion (volontaire ou non) d'informations manipulées. La cohésion sociale apparaît aux citoyens suédois comme mise en péril par la polarisation de la société entraînée par la désinformation. Enfin, les craintes pour la sécurité nationale sont liées à l'utilisation d'informations manipulées par une puissance extérieure pour affaiblir la société et l'État dans leur ensemble, dans l'optique de faciliter une invasion militaire. Les puissances extérieures citées comme de potentielles menaces pour la Suède et l'UE sur le terrain de l'information sont la Russie, la Chine, les États-Unis et l'État islamique. Les citoyens suédois apparaissent comme conscients des menaces et préoccupés par l'émergence des campagnes de manipulation, malgré des difficultés à identifier les acteurs et les modes d'action ou à citer un exemple précis d'opération de diffusion d'informations nuisibles.

Manuel TABORET-AGNOLA
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Matthieu CHILLAUD, *Les études stratégiques en France sous la V^e République. Approche historiographique et analyse prosopographique*, Paris, L'Harmattan, 2020, 245 p.

Matthieu Chillaud, docteur en science politique et en histoire contemporaine, éclaire dans son ouvrage *Les études stratégiques en France sous la V^e République. Approche historiographique et analyse prosopographique* (tiré de sa thèse de doctorat en histoire soutenu à Montpellier en 2018 sous la direction de Jacques Aben), l'histoire de la structuration du champ des études stratégiques en France depuis 1958.

Ce spécialiste de la Baltique se place dans les pas d'Hervé Coutau-Bégarie – auteur d'un article pionnier sur le sujet – pour nous proposer une analyse critique de ce champ de recherche et d'expertise, réunissant universitaires, militaires et diplomates. La thèse de l'ouvrage est que la France ferait face à une contradiction : alors qu'elle souhaite promouvoir les études stratégiques, elle reste tout aussi invariablement hostile à l'émergence d'une pensée contestataire. En promouvant les études stratégiques dans le milieu académique, tout en faisant bien attention concomitamment à ce que cette liberté accordée aux bénéficiaires ne pût se retourner contre lui, l'État tâtonnerait.

Le livre s'articule en trois chapitres. Après une introduction qui présente à la fois le sujet et les sources mobilisées pour son étude, le premier chapitre aborde la question de la définition du périmètre du champ disciplinaire des études stratégiques. Le deuxième chapitre met en lumière les relations étroites entre la structuration des études stratégiques et les options politiques prises en France depuis 1958. Le troisième chapitre, enfin, explore les fortunes de l'institutionnalisation des études stratégiques dans le monde académique.

Pour l'auteur, le développement des études stratégiques en France connaîtrait plusieurs freins. À la suite du traumatisme de la fin de la guerre d'Algérie, l'État chercherait à écarter la menace de la concurrence dans sa direction des affaires politiques en éliminant la possibilité de la participation des militaires. Une autre raison serait consubstantielle aux institutions de la V^e République. Le général de Gaulle, chef d'État civil mais aussi militaire dont l'ambition était de doter la France de l'arme nucléaire, ne

souhaitait pas voir ce modèle stratégique remis en cause. Tout cela aurait eu pour conséquence un verrouillage de la pensée stratégique. Dans le monde universitaire, l'auteur souligne qu'il y a incontestablement des difficultés pour faire carrière sur ces thématiques du fait d'une hostilité manifestée à l'encontre de sujets jugés marginaux. Pour certains universitaires, les études stratégiques seraient une expression partisane et ne répondrait pas à un besoin scientifique. Les Masters traitant de questions stratégiques et même de relations internationales se multiplieraient sans pour autant qu'il y ait une reconnaissance disciplinaire. Le caractère pluridisciplinaire des études stratégiques leur interdirait le label de discipline autonome et *a fortiori* de qualification de filière universitaire.

Une lecture stimulante pour nourrir la réflexion de tout impétrant à la carrière de la toge ou des armes.

Christophe LAFAYE
Chercheur Défense et société



Guibourg DELAMOTTE et al. (dir.), *Le Japon dans le monde*, CNRS Éditions, 2019, 251 p.

L'ouvrage *Le Japon dans le monde* dirigé par Guibourg Delamotte, maître de conférences à l'INALCO et japonologue, paru chez CNRS Éditions en 2019, propose une vue d'ensemble détaillée et dynamique de l'archipel nippon dans le contexte international et régional

contemporain. Face à la dégradation sécuritaire de l'environnement proche du Japon (situation nord-coréenne, assertivité de la Chine, évolution de l'alliance de sécurité avec les États-Unis), les auteurs présentent les défis auxquels le pays doit faire face. Au-delà de la dimension stratégique, il s'agit d'analyser le rôle et la perception du Japon comme puissance politique et économique dans le système international, ce pays peinant toujours paradoxalement à s'ouvrir au monde.

Les auteurs Arnaud Grivaud, Xavier Mellet, Adrienne Sala, Robert Dujarric et Takenaka Ayumi offrent dans un premier temps une présentation des paramètres politiques, économiques et sociaux de l'archipel japonais. Les auteurs commencent leur analyse par les caractéristiques de son système politique hérité de l'histoire du pays, puis poursuivent en rappelant les contours de l'économie japonaise marquée par la stagnation des années 1990 et détaillent les défis actuels que l'archipel doit surmonter. Ces derniers sont étroitement liés à la situation sociale du Japon, que

l'on prenne en compte l'état de son marché du travail et la question de l'intégration des femmes, auxquelles les récentes réformes institutionnelles mises en place par le gouvernement de Shinzo Abe tentent de remédier. Néanmoins, dans cette course à la modernité, le poids des traditions japonaises reste un des principaux obstacles à ces transformations. Ceci se manifeste par un déclin démographique prononcé et par un assez faible renouvellement des élites dans les secteurs publics et privés.

Au-delà de ses frontières, le Japon fait également face à de nombreux défis sécuritaires. Dans une seconde partie, Valérie Niquet traite des enjeux du Japon dans la relation triangulaire avec la péninsule coréenne et la République populaire de Chine. Cette situation, qui demeure au centre des débats sécuritaires japonais, concerne particulièrement les discussions autour de l'article 9 de la Constitution (le renoncement à recourir à la force dans les relations internationales et à maintenir des forces armées), qui se font plus fréquentes dans le contexte chahuté de l'alliance nippo-américaine. Céline Pajon décrit ainsi l'évolution de cette coopération sécuritaire qui voit l'archipel tenter de s'autonomiser des États-Unis dont le soutien sous la présidence de Donald Trump demeure incertain. Fabien Fieschi concentre quant à lui son analyse sur l'Union européenne, qui bien qu'éloignée géographiquement du Japon, a des intérêts politiques et économiques convergents avec ce pays, à l'origine notamment de la mise en place d'un partenariat stratégique et économique en 2018.

L'ouvrage se termine par un panorama des moyens militaires dont dispose le Japon. Marianne Péron-Doise y décrit l'évolution capacitaire de la défense japonaise qui, dans le contexte stratégique d'un Indopacifique « libre et ouvert », devient un impératif. Nonobstant le caractère pacifique de la Constitution japonaise de par son article 9, le Premier ministre Abe affiche l'ambition d'un amendement ou du moins d'une réinterprétation, permettant ainsi aux forces d'autodéfense japonaises de devenir une armée à part entière. Parallèlement, le Japon reste un État intégré et actif dans l'ordre international onusien, que cela soit par sa contribution financière ou par sa place régulière de membre non permanent au Conseil de sécurité. Malgré un nombre de diplomates relativement faible dans cette institution, l'archipel est déterminé à trouver au sein de l'ONU une reconnaissance digne de ses apports. Enfin, hors de cette enceinte, cette aspiration est entre autres renforcée par l'attractivité culturelle et industrielle japonaise ainsi qu'une diplomatie fortement orientée vers l'aide publique au développement. Marylène Gervais présente ainsi en quoi le renforcement et le développement d'une

vision stratégique du *soft power* nippon constitue un atout majeur pour le Japon, et ce d'autant plus dans le contexte de l'évolution de son rôle régional et international.

Si le Japon, troisième puissance économique mondiale, est l'un des pays leaders en innovation technologique ainsi qu'une puissance militaire significative sur la scène internationale, l'archipel, rappellent les auteurs de cet important ouvrage collectif, reste entravé par bien des défis à relever en raison d'un environnement géopolitique hostile. Son plus grand atout reste son *soft power* et sa capacité d'influence, notamment auprès des Nations unies où Tokyo a su imposer ces dernières années sa propre vision de la « sécurité humaine ».

Clara PINTO
Assistante de recherche



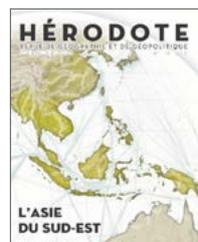
Prospective et Stratégie, « Le renseignement », vol. 10, 2019, 124 p.

Après une publication captivante et nécessaire autour de l'idée du « voir loin », la revue *Prospective et Stratégie* poursuit son exploration du champ de l'anticipation stratégique dans son dixième volume consacré au renseignement. Coordonné par le professeur Nicolas Moinet, ce numéro rassemble huit articles qui proposent une lecture des problématiques propres à l'activité de renseignement sous le prisme de l'épineuse question de l'anticipation. Pour ce faire, la revue intègre dans sa problématique de départ les difficultés inhérentes à l'action des services – dans leur diversité – en matière de prospective à travers une interrogation aussi complexe que légitime : comment une activité humaine reposant sur une étude du présent et du passé peut-elle appréhender des phénomènes en cours de transformation ainsi que prévoir l'évolution de situations futures, et dans quel but le fait-elle ?

Fort d'une approche transdisciplinaire et stratégiquement orientée, ce dixième numéro offre au lecteur un ensemble de réflexions théoriques et pratiques utiles à la compréhension du renseignement et de ses possibles évolutions. Appuyé sur un premier article appelant à l'enrichissement du champ d'étude des *intelligence studies*, il questionne avec insistance l'apport de sens et de compréhension que permet l'activité des services de renseignement, tant dans le domaine du contre-terrorisme (Pr Franck Bulinge), de l'intelligence économique (Olivier de Maison Rouge et Christian Harbulot) que du cyber (Yannick Pech et Ali

Laïdi). Du reste, c'est à travers son entretien conclusif que ce numéro démontre sa cohérence et son sens structurant en ce qu'il rappelle que l'anticipation que permet le renseignement – lorsqu'il est efficacement pensé et orchestré – n'est pas qu'une humble tentative de prédiction de ce qui peut advenir mais demeure fondamentalement un outil favorisant la décision. Dès lors, qu'il s'agisse de l'appel à l'anticipation aux fins de l'action réalisé par Éric Delbecque ou des propos recueillis du général Desportes sous-titrés « modeler le présent pour bâtir l'avenir », la revue fait naître une double réflexion critique de notre compréhension du renseignement sous l'angle de son utilité stratégique. Parce qu'il intervient dans un « milieu complexe, incertain et conflictuel » (p. 72) et qu'il rend possible, par l'intégration de l'information au champ des idées, l'émergence de la connaissance et de la compréhension, le renseignement s'intègre nécessairement à l'activité des décideurs, que ceux-ci agissent dans un domaine strictement économique ou dans le cadre des politiques étrangères et de défense. En somme, construit comme une brève et intense interrogation de la nature de l'activité de renseignement sous toutes ses formes, ce riche numéro de *Prospective et Stratégie* remplit l'objectif fixé dans son éditorial par le professeur Moinet : proposer une approche du renseignement inscrite dans un « rapport à l'anticipation fondé sur une intelligence de l'action » (p. 11).

Estéban GEORGIN
Assistant de recherche



Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, « L'Asie du Sud-Est », 1^{er} trimestre 2020, n° 176, La Découverte, 234 p.

Ce numéro de la revue de géographie et de géopolitique *Hérodote* est consacré à « L'Asie du Sud-Est », vaste région d'Asie composée de 11 États et peuplée de 650 millions d'habitants. Dirigé par Benoît de Tréglodé (IRSEM) et Nathalie Fau (université Paris Diderot), ce dossier thématique réunit 13 articles principalement centrés autour de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et des enjeux et défis des coopérations politiques et sécuritaires dans une région dont l'importance géostratégique est grandissante.

Créée en 1967, l'ASEAN a longtemps peiné à s'imposer comme un acteur majeur des relations internationales. Or, depuis le début des années 2000, cette organisation interétatique s'est redéfinie autour de sa centralité –

diplomatique, opérationnelle et géographique –, et dispose désormais de leviers importants tels que la tenue de forums aussi bien formels qu'informels qui participent au renforcement de la coopération régionale. Christine Cabasset (IRASEC) évoque la multiplication des exercices de gestion des catastrophes qui sont devenus un axe de travail majeur pour les instances civiles et militaires des États membres et contribuent au dynamisme de l'association. Une des stratégies adoptées par les pays de la zone est la mise en place de services de recherches océanographiques militaires qui se dotent d'équipements sous-marins et de matériel de lutte anti-sous-marine pour appuyer leurs revendications, principalement en mer de Chine méridionale (François-Xavier Bonnet, IRASEC). Même si l'ASEAN peine à gérer ces disputes maritimes entre États membres, l'organisation régionale est devenue un passage obligé pour les grandes puissances (Chine, États-Unis, mais également Union européenne, Japon, Inde ou Australie) qui cherchent à gagner en influence dans la région.

L'Asie du Sud-Est est l'une des régions les plus dynamiques au monde avec une forte croissance démographique, économique mais aussi énergétique. Ces défis font émerger des stratégies de développement et de coopération entre les pays de la zone. L'Asie du Sud-Est est traversée par les routes maritimes reliant les zones de production pétrolière du golfe Arabo-Persique et les zones de consommation d'Asie orientale. Le détroit de Malacca est la deuxième voie de passage des flux mondiaux d'hydrocarbures sur le globe. Nathalie Fau montre l'importance de la notion d'« États transits » et des stratégies mises en place par les pays riverains de ce détroit. Elle questionne parallèlement sur les possibilités d'émergence d'un hub énergétique transfrontalier dans la partie méridionale du détroit de Malacca.

La région est également stimulée par des problématiques d'interconnectivité : un renforcement des mouvements migratoires, l'ouverture des marchés du travail, la circulation des personnes et des capitaux. Elsa Lafaye de Micheaux (Université de Rennes 2) explique à ce niveau le rôle de la Chine et de ses investissements, qui ont conduit à une dépendance entre les économies de la région et les capacités industrielles chinoises, tout en étant vecteur de normes sociales via ses IDE et son assistance au développement.

Enfin, la revue s'intéresse également aux enjeux sociaux et religieux en Asie du Sud-Est, une région forte de ses diversités ethniques, linguistiques et religieuses. Jérémie Jammes (Université du Brunei) étudie les impacts géo-

politiques et sociologiques de plusieurs groupes religieux porteurs de discours missionnaires dans la zone, et Gabriel Facal (Centre Asie du Sud-Est, EHESS) traite de la question du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est, qui est parfois considéré comme un second front de ce type de terrorisme. L'auteur étudie à la fois les causes et les modes de fonctionnement de ces groupes ainsi que leurs conséquences dans les politiques publiques des États où le paradigme sécuritaire prend de plus en plus de place.

Près de quarante ans après le dernier numéro d'*Hérodote* consacré à l'Asie du Sud-Est en 1981, cette nouvelle mouture offre une relecture indispensable pour saisir les enjeux d'une région devenue centrale sur la scène internationale.

Clara PINTO
Assistante de recherche

À VENIR

À PARAÎTRE



Revue Défense Nationale, « Économie de défense : problématiques contemporaines », n° 832, été 2020, dirigé par Benoît Rademacher et Julien Malizard.

Le numéro d'été 2020 de la *Revue Défense Nationale*, coordonné par le domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM et la Chaire Économie de défense de l'IHEDN, paraîtra début juillet. Consacré à l'économie de défense, il rassemble 21 contributions articulées autour de quatre sections thématiques, qui représentent autant de problématiques majeures et contemporaines en économie de défense : budget et impact économique de la défense ; industrie de défense ; technologies et défense ; stratégie.

Dans un contexte marqué par une crise sanitaire et économique mondiale inédite, qui constitue d'ailleurs un révélateur de l'ensemble de ces problématiques, les travaux en économie de défense apparaissent plus que jamais nécessaires pour éclairer la décision publique et comprendre les défis à venir pour la défense. Les contributions de ce numéro apportent ainsi un témoignage (non exhaustif) de la richesse, du dynamisme et de la variété de l'expertise sur l'économie de défense.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juillet-août-
septembre 2020

www.irsem.fr

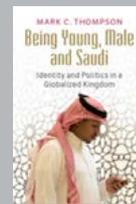
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Création du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (Le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Projet ARMY, Événements, Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 14\)](#)

États-Unis, Science politique et sciences sociales

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 17\)](#)



[À VENIR \(p. 20\)](#)

VIE DE L'IRSEM

CRÉATION DU DOMAINE « RENSEIGNEMENT, ANTICIPATION ET MENACES HYBRIDES »

Le domaine [Renseignement, anticipation et menaces hybrides](#) mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

Dirigé par [Paul Charon](#), le domaine est déjà engagé dans plusieurs projets dont la préparation d'un ouvrage collectif sur le renseignement aux Presses universitaires de France ; un séminaire sur les études de renseignement ; un travail de recherche en collaboration avec Hypermind sur les méthodes d'analyse et le *crowd intelligence*. Par ailleurs, le domaine rendra public, dans les prochaines semaines, le programme de son atelier de lecture en études de renseignement, dont la première séance aura lieu – vraisemblablement en ligne – au mois de décembre prochain. Il accueillera les doctorants et masterants, mais aussi les chercheurs confirmés, pour discuter autour de textes fondateurs de ce champ de recherche. Le séminaire, annuel, sera circonscrit à un thème ou une question majeure du champ, qu'il s'efforcera d'éclairer. Enfin, au premier semestre 2021, nous lancerons un séminaire de recherche consacré au concept de menaces hybrides. Plus d'informations sur ces différents projets seront diffusées bientôt. Restez à l'écoute !

L'ÉQUIPE

Directeur : Dr Paul Charon

Chercheur : recrutement en cours, le titulaire du poste sera annoncé dans une prochaine *Lettre de l'IRSEM*.

Doctorants associés résidents : Carine Monteiro da Silva, Clément Renault

Chercheurs associés : Col Olivier Passot, Lcl Éric Gomez, Dr Damien van Puyvelde, Dr Yvan Lledo-Ferrer, Pr Nicolas Moinet

Doctorants associés : Fabien Laurençon, Benjamin Oudet

ÉQUIPE

En plus de la création d'un sixième domaine de recherche, l'IRSEM a connu plusieurs changements importants dans son équipe au cours de l'été 2020, dont le départ et le remplacement de deux directeurs de domaine, dont les intitulés ont également été modifiés.



Pierre Razoux, qui dirigeait le domaine « Euratlantique – Russie – Moyen-Orient », a quitté l'IRSEM après avoir fait partie de l'équipe pendant presque huit ans. Il a rejoint la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) à Toulon, en qualité de directeur académique et de la recherche.



Il est remplacé à la tête du domaine par [Maud Quessard](#), qui était jusqu'à présent chercheuse Amérique du Nord. Le domaine s'intitule désormais « Euratlantique – Russie », les questions moyen-orientales étant traitées par le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » dirigé par Benoît de Tréglodé. Autre changement pour le domaine « Euratlantique – Russie » : le départ de Céline Marangé, qui y était la chercheuse Russie depuis presque six ans. Le nouveau chercheur Russie sera présenté dans une prochaine *Lettre de l'IRSEM*.



Le colonel Christian Barthlen qui a dirigé le domaine « Pensée stratégique » pendant deux ans, a quitté l'IRSEM pour rejoindre le Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) de l'armée de terre. Il est remplacé par le colonel Stéphane Samaran, à la tête du domaine qui est renommé « Stratégies, normes et doctrines ».



Saint-cyrien (promotion « Grande Armée » 1981-1983), le colonel [Stéphane Samaran](#) a partagé sa carrière entre le corps de troupe, les opérations extérieures, l'activité de formateur dans plusieurs écoles militaires françaises et étrangères, la fonction d'officier traitant à l'État-major des armées et une substantielle expérience internationale avec notamment dix années comme attaché de défense dans plusieurs pays russophones. Il a rejoint l'IRSEM le 7 septembre 2020.

Outre le colonel Samaran, l'IRSEM accueille trois autres nouveaux arrivants en septembre 2020, auxquels s'ajouteront trois nouveaux chercheurs et deux nouveaux postdoctorants dans les deux prochains mois.

CHERCHEUSE :



Le lieutenant [Camille Trotoux](#) est chercheuse à l'IRSEM depuis l'été 2020. Précédemment affectée au Centre de recherche de l'École de l'air (CREA) pendant trois ans, elle y a enseigné, entre autres, la politique de défense française au profit des élèves-officiers de l'armée de l'air. Inscrite en doctorat

de Science politique depuis 2017 à l'université Paris II Panthéon-Assas, elle interroge, à travers ses travaux, l'hypothèse d'une validation ou non de l'existence d'un facteur identitaire idiosyncratique influençant les processus décisionnels en politique militaire. Plus largement, ses recherches portent sur des sujets intéressant la sociologie militaire comme les carrières, les identités professionnelles et leur segmentation. Son expérience opérationnelle (participation à l'opération *Barkhane*) vient largement nourrir sa réflexion autour de ces objets.

DOCTORANTS ASSOCIÉS RÉSIDENTS :



[Carine Monteiro Da Silva](#) est doctorante associée au domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». Elle a d'abord rejoint l'IRSEM en 2019 en tant qu'assistante de recherche en contrat Armées-Jeunesse puis en contrat d'apprentissage. Diplômée de l'École d'affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) en master de sécurité internationale, elle prépare un docto-

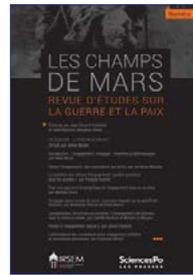
rat en science politique à l'université Paris 2 (Centre Thucydide), sous la direction du Pr Julian Fernandez. En 2020, elle a obtenu une allocation doctorale de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) pour soutenir ses recherches. Sa thèse a pour objet d'étudier comment les Chinois conceptualisent et mettent en pratique la guerre du droit (法律战), concept qui correspond à celui de *lawfare* et qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie chinoise des « Trois guerres ». Adoptée en 2003, cette stratégie des « Trois guerres » (guerre de l'opinion publique, guerre psychologique, guerre du droit) forme le cœur de la « guerre politique » chinoise contemporaine.



[Clément Renault](#) est doctorant en *War Studies* à l'Université de Glasgow et doctorant associé à l'IRSEM au sein du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». Ses recherches portent sur les cultures opérationnelles et analytiques du renseignement et de la sécurité nationale

et sur l'impact de la digitalisation sur la collecte et l'analyse du renseignement. Avant d'engager ses travaux de recherche, il a travaillé près de dix ans dans divers secteurs de la sécurité internationale, d'abord dans le domaine des think tanks à Bruxelles, en tant que *research fellow* au sein de la European Security Round Table (ESRT), dans le secteur des ONG, comme *peacebuilding program officer for West Africa* en Côte d'Ivoire, au Mali, et au Liberia ainsi qu'au ministère des Armées, en tant que chargé de mission puis de conseiller en stratégie. Il est par ailleurs diplômé d'un master en conflit et sécurité internationale de la Brussels School of International Studies (BSIS) de l'université du Kent et de deux licences en lettres modernes, philosophie et criminologie.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



[Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix, n° 33, 2019/2.](#)

L'engagement, les valeurs auxquelles il s'arrime, les ressorts qui le soutiennent, les acteurs qu'il mobilise ainsi que les pratiques ou les actions au travers desquelles il s'exprime, circonscrivent un espace d'intervention dans

le champ social et politique particulièrement pertinent à étudier dans un contexte de relative dilution des repères et d'affaiblissement des allégeances caractéristiques de l'état présent de nos sociétés.

Les contributions proposées dans ce numéro rassemblent les analyses croisées entre, d'une part, des chercheurs spécialisés dans le champ de la sociologie militaire et de la sociologie de l'engagement et, d'autre part, des militaires. Ainsi l'impact des représentations et des pratiques associées aux processus d'engagement sur les armées en matière de recrutement et de fidélisation de son personnel, mais aussi plus largement sur la redéfinition des principes et des codes spécifiques aux valeurs militaires, est-il questionné et discuté.



Note de recherche n° 102 – 8 juillet.

« [Le tournant sécuritaire du Parti communiste chinois](#) », par Juliette GENEVAZ, 12 p.

Le deuxième mandat présidentiel de Xi Jinping, qui a commencé en 2018, a été marqué par de très graves crises politiques : de la guerre commerciale

avec les États-Unis à la contestation sans précédent à Hong Kong et à la contraction économique à la suite de la crise sanitaire de la Covid-19, les défis au pouvoir du parti-État chinois sont profonds. Ils ne semblent cependant pas immédiatement éroder la mainmise du Parti communiste chinois sur le pays, au contraire. Sous Xi Jinping, le parti-État a transformé les problèmes publics en atteintes à la sécurité nationale et fait de celle-ci le thème fédérateur de son programme politique. L'accumulation des crises et leur gestion, plutôt qu'une menace, deviennent ainsi des facteurs de légitimation de son pouvoir autoritaire.



Strategic Brief No. 9 – 9 juillet.

« [EU and “maritime multilateralism” in the Indo-Pacific: navigating in Asia’s waters](#) », by Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

Using a maritime metaphor evoking the EU “in rougher seas”, the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, Josep Borrell, defends the vision of a European Union affirming its identity and values in a climate of heightened strategic competition between the United States and China. This maritime dimension is worth exploring. It is at the heart of a strengthening of the EU’s relations with Asia.



Strategic Brief No. 4 – 24 juillet.

« [The challenges of the 10th NPT Review Conference](#) », by Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 2 p. (traduction de la Brève stratégique n° 4, parue le 4 mai).

The tenth Review Conference (REVCON) of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT), that was to be held from 27 April to 22 May 2020, has been postponed to a later date, unknown at this stage. This strategic brief focuses on the key issues of this meeting, which marks the fiftieth anniversary of the Treaty.



Note de recherche n° 103 – 30 juillet.

« [Le positionnement stratégique des États des Balkans occidentaux face aux puissances extérieures](#) », par Ardijan SAINOVIC, 18 p.

Cette note explore la politique étrangère et de défense des six États des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie) en étudiant leur positionnement stratégique face aux puissances extérieures. Notre analyse montre que si les relations avec les États non occidentaux – la Chine, la Russie et la Turquie – se sont accrues depuis quelques années, celles-ci ne sont pas néanmoins susceptibles de modifier les objectifs nationaux des États des Balkans occidentaux en faveur de l’intégration aux structures euro-atlantiques. Cette diversification des relations s’explique principalement par les besoins en matière de développement économique, mais aussi par des considé-

rations de politique interne. Cependant, à ce stade, ni la Chine, ni la Russie, ni la Turquie ne sont perçues comme étant capables d’apporter pleinement satisfaction aux États de la région sur leurs intérêts nationaux et objectifs stratégiques, par rapport aux puissances de l’espace euro-atlantique.



Research Paper No. 104 – 31 août.

« [The EU and FDI: What to Expect from the New Screening Regulation](#) », by Diana A. A. REISMAN, 13 p.

The dramatic increase in Chinese foreign direct investment (FDI) in Europe has heightened EU security concerns. Regulation (EU) 2019/452 of the European Parliament and of the Council of 19 March 2019 is a response to those concerns. The Regulation is a framework for the coordination of and communication between Member States on the issue of FDI screening. While the Regulation does not require that Member States adopt FDI screening mechanisms or amend existing mechanisms, it enjoins Member States to keep the Union apprised of incoming FDI and provides other Member States and the Commission with the opportunity to raise their concerns regarding specific FDI transactions that may threaten security or public order in the Union. The premise underlying the Regulation is that greater awareness of the security risks in certain incoming FDI will prompt Member States to react—by blocking the incoming FDI and, in the longer term, bolstering their own domestic screening legislation.

This paper provides an overview of the Regulation and its proposed cooperation mechanisms. It further provides a comparison between the Regulation and the CFIUS framework in the United States. Finally, this paper considers the effectiveness of the Regulation in light of the changed security and economic context brought about by the Covid-19 pandemic.



Research Paper No. 92 – 18 septembre.

« [Common naval bases for European navies](#) », by Cdr Edouard JONNET, 14 p. (traduction de la Note de recherche n° 92, parue le 1^{er} avril 2020).

European Union (EU) blue-water navies face three dilemmas: they must simultaneously defend the northern and southern flanks of the continent, control maritime

approaches while deploying outside Europe, and control the whole spectrum of naval operations. At present, responses to these dilemmas are reflected in a profusion of operational cooperation in the framework of NATO, the EU or coalitions, with no coordination other than that of national headquarters. Founded in August 2019, the Coordinated Maritime Presence (CMP) is intended to streamline these naval operations in specific sea areas. Permanent Structured Cooperation (PESCO) was established in December 2017 to find European solutions where national capabilities are insufficient. Three PESCO projects are devoted to logistics, essentially dedicated to land forces. Within these frameworks, European navies must make their voice heard, in order to set up EU Naval Bases (EUNBs) that meet their needs and complement, with this logistical component, the operational logic of the CMP. However, EUNBs are not ends in themselves: their raison d'être lies in their capacity to support naval operations. Overall coherence between the CMP and PESCO projects would then be an essential tool for European sovereignty.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Têtes chercheuses #6 – 3 juillet.

« [Le retour de la Défense dans l'UE](#) », avec Alexandre JUBELIN et Pierre HAROCHE, 24 mn.

Alexandre Jubelin reçoit [Pierre Haroche](#), chercheur Sécurité européenne à l'IRSEM, pour discuter de son article « Supranationalism strikes back: a neofunctionalist account of the European Defence Fund », publié en 2019 dans le *Journal of European Public Policy*.



Épisode 68 – 7 juillet.

« [Des adolescents dans les tranchées](#) », avec Alexandre JUBELIN et Manon PIGNOT, 1 h.

« Le Collimateur » se tourne vers la Première Guerre mondiale, et les adolescents qui choisirent d'y combattre contre les règlements qui le leur interdisaient, en compagnie de Manon Pignot, historienne, maîtresse de conférences à l'Université de Picardie, et auteur de *L'Appel de la guerre. Des adolescents au combat, 1914-1918* (Anamosa, 2019).

Avec Alexandre Jubelin, elle commence par caractériser la classe d'âge particulière que sont les adolescents dans la Première Guerre mondiale ; puis ils discutent de la question centrale des raisons d'un tel engagement volontaire et de l'ambiguïté des réactions institutionnelles et humaines face au phénomène. Ils envisagent ensuite la diversité des attitudes et des réactions face au feu, ainsi que les conséquences de la guerre sur les plans psychologique et biographique.



Épisode 69 – 14 juillet.

« [Énergie et puissance](#) », avec Alexandre JUBELIN et Angélique PALLE, 1 h 02.

Pour l'avant-dernier épisode de la saison, « Le Collimateur » s'intéresse à une donnée géopolitique souvent ignorée et pourtant essentielle : la géostratégie des matières énergétiques, en compagnie d'[Angélique Palle](#), chercheuse Énergies et matières premières à l'IRSEM.



Note de recherche n° 105 – 22 septembre.

« [Les récits médiatiques du terrorisme au féminin. Le cas du "commando de Notre-Dame"](#) », par Camille BOUTRON, 14 p.

Cette note de recherche propose des pistes de réflexion sur les différents ressorts discursifs mobilisés par les récits

médiatiques de la participation des femmes au terrorisme islamique. À partir des tentatives d'attentat menées par un groupe de femmes à Paris et Boussy-Saint-Antoine en septembre 2016, elle identifie quatre catégories de récits. La première souligne le caractère monstrueux et pathologique de l'engagement des femmes dans les organisations djihadistes. La deuxième l'interprète comme étant motivé par l'affect et le sentiment amoureux. La troisième considère que les organisations djihadistes ont représenté une roue de secours pour des femmes en perte de repères, animées de pensées suicidaires. La quatrième enfin insiste sur la dimension instrumentale de cet engagement féminin dans une entreprise terroriste. Ces quatre catégories de récits ont pour point commun de mettre en avant la dimension irrationnelle et pathologique de l'engagement des femmes dans les organisations djihadistes. Elles font par ailleurs écho à des « récits types » plus généralement élaborés sur la violence politique des femmes dans le monde occidental.

Après avoir évoqué les besoins français et européens et l'objectif inatteignable de l'autosuffisance, elle discute avec Alexandre Jubelin de la dépendance européenne au gaz russe et du [projet de gazoduc Nordstream 2](#) ; de la révolution technique apparue avec la généralisation du gaz de schiste depuis une quinzaine d'années, et de la stratégie énergétique de la Chine et de l'Union européenne. Ils abordent enfin les différentes vulnérabilités des réseaux d'énergie.



Épisode 70 – 21 juillet.

« [La géographie, nerf de la guerre](#) », avec Alexandre JUBELIN et Philippe BOULANGER, 1 h 22.

Après quelques mots pour clore la deuxième saison du « Collimateur », Alexandre Jubelin reçoit pour ce dernier épisode avant la pause estivale, le géographe Philippe Boulanger, auteur de [La Géographie, reine des batailles](#) (Perrin/Ministère des Armées).

Après avoir proposé une première définition de la géographie et donné quelques exemples historiques où la géographie se révèle décisive dans la bataille, ils s'attachent à replacer l'émergence de la géographie militaire comme discipline depuis le XVII^e siècle, et sa centralité au moment de la Première Guerre mondiale. Ils évoquent ensuite l'émergence des notions de géopolitique et de géostratégie dans la seconde moitié du XX^e siècle, puis décrivent les manières dont les armées mettent en usage l'information géographique, notamment avec le retour de la géographie humaine au XXI^e siècle. Ils développent ensuite le processus de dématérialisation et de digitalisation des outils cartographiques, la numérisation du champ de bataille et les fragilités que cela induit. Ils terminent avec l'émergence d'une nouvelle discipline et d'un nouveau domaine : la *Geographic intelligence* (Geolnt).



Épisode 71 – 15 septembre.

« [Charge d'hommes et charge d'âmes](#) », avec la ministre des Armées, Florence PARLY et Alexandre JUBELIN, 1 h 04.

Pour le début de la troisième saison du « Collimateur », le podcast a le plaisir et l'honneur de recevoir la ministre des Armées, Florence Parly.

Après avoir évoqué avec Alexandre Jubelin son parcours et sa prise de fonctions en juin 2017, ils discutent de ce que représente le fait d'être une femme dans un univers militaire très majoritairement masculin. Ils abordent ensuite

la difficile construction d'une Europe de la Défense, puis les difficultés posées par les aléas de la relation avec les États-Unis. Ils concluent enfin par les enjeux et la philosophie des interventions militaires extérieures pour la France, et les problématiques de recrutement et de fidélisation des carrières militaires.



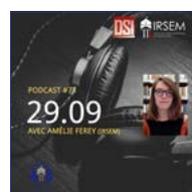
Épisode 72 – 22 septembre.

« [La Libye des lambeaux](#) », avec Alexandre JUBELIN et Jalel HARCHAOUI, 1 h 42.

« Le Collimateur » s'intéresse à la situation en Libye, dans ses récents développements mais aussi en remontant aux causes profondes de l'instabilité qui règne dans la région, avec Jalel Harchaoui, spécialiste de la Libye et chercheur à l'Institut Clingendael de La Haye.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, il décrit tout d'abord la structure de l'État libyen depuis sa création en 1945, puis le coup d'État amenant à la prise progressive du pouvoir par Khadafi à partir de 1969 et le régime alors mis en place, et son évolution sur la scène internationale.

Ils discutent ensuite de l'émergence et de la structure de la révolte en 2011, puis du moment où celle-ci commence à glisser vers une guerre civile au sein de la rébellion. Ils abordent la problématique de l'islamisme dans la situation libyenne, les attitudes que les analystes peuvent adopter face à cette notion, l'influence du coup d'État égyptien de 2013 sur la situation libyenne, et la figure du maréchal Haftar. Ils analysent le rôle de la France dans la situation libyenne, les derniers événements depuis l'offensive du maréchal Haftar au printemps 2019, et notamment l'implication de puissances étrangères, telles la Turquie et la Russie, aux côtés des différents partis du conflit, avant de terminer par les perspectives de sortie de crise.



Épisode 73 – 29 septembre.

« [Cibler n'est pas jouer](#) », avec Alexandre JUBELIN et Amélie FERÉY, 1 h 22.

« Le Collimateur » se penche sur la pratique des assassinats ciblés avec Amélie Ferey, chercheuse postdoctorante à l'IRSEM et autrice d'*Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé* (CNRS Éditions, 2020).

Celle-ci discute tout d'abord avec Alexandre Jubelin du choix du terme d'« assassinat » pour décrire ces pratiques puis de l'étude des cas israélien et américain. Ils s'intéressent ensuite à la généalogie de la réprobation des éliminations

ciblées, qui remonte au XVII^e siècle, et les raisons de leur essor depuis le début des années 2000 en Israël. Ils analysent leur reprise par les États-Unis et la difficulté à évaluer leur nombre, puis ils essaient d'estimer l'efficacité de ces campagnes, les difficultés stratégiques et leurs problèmes juridiques qu'elles posent, ainsi que les contradictions politiques auxquelles elles exposent les démocraties libérales.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

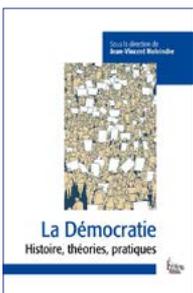
Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Fatiha DAZI-HÉNI, *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Tallandier, coll. « Texto », août 2020 (3^e éd.), 384 p.

Qu'est-ce que le wahhabisme ? Qui est le prince Mohammed Bin Salman ? Que représente Vision 2030 ? Quelle place tiennent les femmes et les jeunes dans la société ? Pourquoi l'Arabie Saoudite a-t-elle déclenché une guerre contre le Yémen ? Pourquoi la tension avec l'Iran est-elle si vive ? L'Arabie Saoudite suscite fantasmes et inquiétudes : ségrégation entre les hommes et les femmes, absence de liberté d'expression, nature absolue de la monarchie. Aujourd'hui, les défis sont nombreux pour le Royaume et son nouveau dauphin Mohammed Bin Salman : réinventer l'économie politique avec « Vision 2030 », sortir de la dépendance pétrolière, affronter l'impasse de la guerre au Yémen ou encore répondre aux attentes de la jeunesse... 100 questions sont plus que jamais nécessaires pour comprendre la complexité historique, culturelle, religieuse, sociale et politique de l'Arabie Saoudite.



Jean-Vincent HOLEINDRE (dir.), *La Démocratie : entre démocratie et menaces*, Sciences humaines éditions, septembre 2020, 307 p.

La démocratie désigne un régime politique, c'est-à-dire un mode d'organisation de la vie commune reposant sur des institutions. C'est aussi une forme de société

constituée de deux piliers, la liberté et l'égalité. Toute expérience démocratique est indéterminée, ce qui est une force et une faiblesse. Si l'avenir est toujours ouvert, cette ouverture se double d'une incertitude qui peut se muer en inquiétude, voire en défiance réciproque entre gouvernés et gouvernants. Cette tendance est aujourd'hui perceptible dans de nombreux pays. Certes, les aspirations démocratiques, à travers le monde, n'ont jamais été aussi fortes. Mais elles sont souvent réprimées par les pouvoirs en place et cohabitent avec une montée de la demande autoritaire que révèle le succès électoral des partis « populistes ». Dans les « vieilles » démocraties, le modèle libéral est mis en cause sur fond d'affaiblissement, perçu ou réel, du monde occidental. Toutefois, l'histoire doit nous inciter à relativiser ces menaces. La démocratie ne pourra sans doute jamais les faire disparaître, mais elle représente un défi sans cesse recommencé.

PROJET ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

Le programme de recherche, porté par une équipe de chercheurs de l'IRSEM et de Sciences Po et financé par l'Agence nationale de la recherche, a débuté ses travaux en avril 2020. L'équipe a lancé un appel à contributions pour un numéro spécial qui vise une publication dans la revue *Geopolitics*. Il est disponible sur le carnet Hypothèses du projet (<https://anarmy.hypotheses.org>) où vous trouverez également d'autres informations sur le projet.

L'objectif de ce programme de recherche transversal est d'analyser le recours aux armées dans la gestion de la crise sanitaire du coronavirus, dans une dimension comparative entre plusieurs pays européens (France, Allemagne, Suisse, Italie) et les États-Unis.

En proposant un panorama du recours aux armées dans la gestion de la crise du coronavirus, il permettra de construire une comparaison des doctrines militaires, des différents statuts juridiques du recours aux armées, des modes d'intervention militaires dans la gestion de crise et des formes de coopération civilo-militaires.

Plus généralement, ce programme de recherche entend étudier la transformation des missions militaires dans la gestion de crise. Il est l'occasion d'interroger l'hypothèse d'un rôle croissant des militaires dans les crises sur le territoire national (sanitaires, sécuritaires et environnementales), aussi appelée la « militarisation de la gestion de

crise ». Il s'agit donc d'interroger les facteurs d'une présence récurrente des forces armées au cœur des dispositifs d'atténuation, en prenant appui sur des événements récents, comme par exemple la gestion post-IRMA à Saint-Martin ou la crise Ebola. Si ces interventions sont prévues dans les textes (Livre blanc de 2008) et dans l'approche globale des crises, elles permettent de reformuler l'hypothèse d'une militarisation de la gestion de crise pour interroger les vulnérabilités du secteur civil que les spécificités militaires viendraient combler, à la demande du pouvoir politique.

Le projet est divisé en deux phases de travail :

- Une enquête qualitative qui analyse dans une visée comparative les missions et le dimensionnement des opérations militaires lors du deuxième trimestre de l'année 2020 ;
- Une enquête quantitative qui étudie la perception de l'opération militaire française par un panel représentatif de la population française de 3 000 personnes.

La première phase du travail est lancée et les entretiens se dérouleront entre octobre 2020 et février 2021 dans les différentes institutions militaires et civiles mobilisées par la crise sanitaire. La seconde phase prendra le relai et produira ses premières données en avril 2021.

Composition de l'équipe :

Projet dirigé par [Anne Muxel](#), directrice du domaine « Défense et société »

Participants : [Florian Opillard](#) (coordinateur scientifique, « Défense et société »), [Angélique Palle](#) (« Armement et économie de défense »), [Édouard Jolly](#) (« Stratégie, normes et doctrines »), [François Delerue](#) (« Stratégie, normes et doctrines »), Léa Michelis (« Défense et société »).

Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : @anrarmy

ÉVÉNEMENTS

2 septembre : Visite du général de Rancourt (DGRIS).



Le 2 septembre, le général Luc de Rancourt, directeur général adjoint de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), est venu en visite à l'IRSEM, accompagné d'un de ses collaborateurs, Nicolas Bronard, chef du Pôle prospective, recherche et innovation. Reçu tout d'abord par le directeur, le directeur scientifique et le secrétaire général, le général de Rancourt s'est ensuite longuement entretenu avec les chercheurs des six domaines.



10 septembre : Réunion de rentrée.



La traditionnelle réunion de rentrée, réunissant l'ensemble du personnel de l'IRSEM, s'est tenue le 10 septembre 2020, cette année dans l'amphithéâtre Foch afin de respecter les consignes de distanciation physique imposées par la pandémie.

21 septembre : Conférence d'Édouard Jolly, « Le phénomène de la violence » à l'École de guerre.



Édouard Jolly, chercheur en théorie des conflits armés à l'IRSEM et auditeur civil de la 28^e promotion de l'École de guerre, est intervenu lundi 21 septembre devant l'ensemble des stagiaires de l'EdG avec une conférence intitulée « Le phénomène de la violence ».

Dès lors qu'il est question de penser la violence, cet élément central de la guerre auquel toutefois on ne peut la réduire, il semble difficile de s'extraire d'oppositions classiques. Selon son origine, la violence sera tantôt oppressive, tantôt libératrice. Elle exprimera spontanément un débordement incontrôlé d'affects, tout comme elle pourra être instrumentale et stratégique. Une violence publique, politique, dont l'État se fait le monopole, sera

dite légitime, alors qu'une violence privée, criminelle, n'aura de sens qu'à devoir disparaître du corps social. Plus généralement encore, on la dira tour à tour propre à la nature humaine et à ses passions tumultueuses, ou bien déterminée par des causes objectives, telles que la misère ou l'injustice.

Il n'en demeure pas moins qu'elle nous sidère quand elle nous frappe, qu'elle nous surprend tout autant qu'elle nous contraint. L'art militaire nous apprend ainsi à en faire un usage proportionné et discriminé, l'expression organisée de l'ultime argument de la souveraineté. La science politique cherche quant à elle à déterminer les meilleures manières de la contrôler, de l'employer ou de l'éviter suivant la poursuite de certaines finalités. L'objectif de cette conférence de philosophie était à la fois autre et complémentaire. Il consistait à développer une compréhension du phénomène de la violence qui soit porteuse d'une suspension des préjugés inhérents aux oppositions qui enferment la notion habituellement.

Après avoir rappelé la proximité historique de philosophes célèbres avec les guerres de leur temps (Socrate, Descartes) et la nécessité pour la philosophie de rendre pensable et compréhensible celles-ci, le développement de l'intervention s'est articulé autour de cinq étapes. D'abord, à l'aide des écrits de Wolfgang Sofsky, la violence s'est montrée fondamentalement incarnée dans l'ambiguïté du corps que l'on a, qui peut servir d'instrument, et le corps que l'on est, qui peut subir la violence. L'arme, prolongement de la violence du corps, suit ainsi quatre principes (extension, destruction, obstruction et dissimulation) qui en déterminent l'apparition. Ensuite, la violence a été thématiquée comme promesse d'une identité en tant qu'elle nous met à l'épreuve et unifie la vie du combattant à partir de ses expériences vécues, comme celle de celui qui y survit. Par la suite, l'idée d'une inertie pratique de la violence, avec les enjeux de son histoire, ont été évoqués comme autant d'éventuels poids pour la vie. Puis la question d'une responsabilité a été traitée avec les écrits du philosophe Jan Patočka, d'abord en rappelant que l'exécution de tout acte ne dispense pas de conscience morale et ensuite en montrant la responsabilité que nous avons de nous situer dans notre propre histoire, celle qui hérite des guerres mondiales du XX^e siècle. Enfin, la présentation s'est achevée sur le rapport complexe entre la violence et le mal.

Léa MICHELIS
Doctorante associée

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Flavien BOURRAT

- Article : « La politique française dans le golfe Persique : entre enjeux économiques et défis sécuritaires », *Confluences Méditerranée*, n° 113, été 2020.

- Intervention par vidéoconférence à la présentation du n° 113 de *Confluences Méditerranée* sur « L'Iran sur le fil : entre contestations internes et tensions internationales », Controverse, IREMMO, 23 septembre 2020.



Camille BOUTRON

- Article : avec Myriam Le Basque, « Combattantes, terroristes ou victimes ? L'engagement des femmes dans la violence armée », *Les Champs de Mars*, n° 33, juillet 2020, p. 91-113.

- Recension : Egnell Robert, Alama Mayesha (eds), *Women and Gender Perspectives in the Military : An International Comparison*, Washington (D.C.), Georgetown University Press, 2019, *Les Champs de Mars*, n° 33, juillet 2020, p. 243-245.

- Publication : « [Les récits médiatiques du terrorisme au féminin. Le cas du "commando de Notre-Dame"](#) », Note de recherche n° 105, IRSEM, 22 septembre 2020.



Damien CARRIÈRE

- Article : « [Faut-il empêcher les pauvres de détruire la planète pour vivre en paix ?](#) », GIS Asie, 31 août 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation sur la 10^e conférence d'examen du TNP, web-conférence sur le report de la conférence d'examen du TNP, organisée par la Fondation pour la recherche stratégique, 2 juillet 2020.

- Présentation sur la maîtrise des armements, web-conférence pour le RNS-NG (Réseau Nucléaire et stratégie – Nouvelle génération), 7 juillet 2020.

- « Que peut-on attendre de la dixième conférence d'examen du TNP ? » ThucyBlog n° 52, 9 juillet 2020.

- Présentation/discussion sur les normes en matière de maîtrise des armements dans le cadre de l'université du RNS-NG, Chantilly, 17 septembre 2020.



Paul CHARON

- Conférence : « L'évolution des opérations d'influence chinoises », Interaxions, Paris, 9 juillet 2020.

- Audition par M. le député Fabien Gouttefarde, rapporteur pour avis sur le programme 144 du PLF 2021, sur le thème de l'anticipation de défense, Assemblée nationale, 21 juillet 2020.

- Publication : avec Fabien Laurençon, « Les nouveaux enjeux du renseignement », dans *L'Espionnage fait sa révolution*, *Le Figaro Enquêtes*, août 2020.

- Interview par Vincent Nouzille, « Chine, le virus de la désinformation », dans *L'Espionnage fait sa révolution*, *Le Figaro Enquêtes*, août 2020.

- Intervention : « French perspectives on China's information operations », Canberra Group on Strategic Communications, 8 septembre 2020.

- Interview : « Comment travaillent les espions », *Le P'tit Libé*, 10 septembre 2020.

- Conférence : « L'évolution des opérations d'influence chinoises », au profit du Commandement de cyberdéfense, Paris, 15 septembre 2020.

- Membre du jury de soutenance d'apprentissage de Carine Monteiro da Silva, IRSEM, 15 septembre 2020.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Conférence (en présentiel) : « La monarchie saoudienne et la révolution générationnelle voulue par MBS », IREMMO, 1^{er} juillet 2020.

- Vidéoconférence (en anglais) devant 37 élèves officiers : « Oman Prospects of security and stability », Académie de défense du Sultanat de Brunei en association avec l'Université de Brunei, 8 juillet 2020.

- Livre : *L'Arabie saoudite en 100 questions*, 3^e éd. actualisée, Tallandier, coll. « Texto », août 2020.

- Recension : Madawi Al Rasheed (dir.), *Salman's Legacy: The Dilemmas of a new Era in Saudi Arabia* (Londres, Hurst, 2020, 384 p.), *Politique étrangère*, septembre 2020, p. 225-226.



François DELERUE

- Participation et animation de la table ronde « Closing the International Law Gap », conférence « Closing the Gap: a Conference on Cyber Issues that Connects Disciplines, Sectors, Regions and Generations » organisée par EU Cyber Direct et l'Institut Egmont, Bruxelles, Belgique, 13-17 juillet 2020.

- Participation et animation du séminaire en ligne : « Cybercriminalité et justice pénale dans le cyberspace », organisé par l'EUISS et le Conseil de l'Europe, 9 juillet 2020.

- Signataire du *The Second Oxford Statement on International Law Protections of the Healthcare Sector During Covid-19: Safeguarding Vaccine Research*, Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict, Balvatnik School of Government, University of Oxford, 7 août 2020.

- Participation à l'atelier (en ligne) « The Oxford Process on International Law Protections in Cyberspace: Safeguarding the COVID-19 Vaccine Research », organisé par l'Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (ELAC), Université d'Oxford, en partenariat avec Microsoft, 31 juillet 2020.

- Interview pour l'article de Marion Bellal, « La Norvège subit à son tour une cyberattaque majeure », *La Croix*, 3 septembre 2020.

- Nouveau membre du Comité de lecture de la *revue e-legal*, revue de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles.

- Participation en tant que discutant à la conférence (en ligne) « Cyber Peace Colloquium: Charting a Path Toward a Sustainable, Stable, and Secure Cyberspace », Ostrom Workshop & Hamilton Lugar School for Global and International, Indiana University, 25 septembre 2020.



Cécile FAUCONNET

- Article : « L'intensité scientifique des innovations technologiques des entreprises de défense », *Revue Défense Nationale*, n° 832, « Économie de défense : problématiques contemporaines », dirigé par Julien Malizard et Benoît Rademacher, été 2020, p. 91-96.



Juliette GENEVAZ

- Publication : « Le tournant sécuritaire du Parti communiste chinois », Note de recherche n° 102, IRSEM, 8 juillet 2020.

- Participation à la table ronde virtuelle « Strategy Session on Russian and Chinese Disinformation in Europe », Center for European Policy Analysis (CEPA), Washington DC (US), 23 septembre 2020.



Pierre HAROCHE

- Podcast : « Le retour de la Défense dans l'UE », « Le Collimateur » de l'IRSEM, « Têtes chercheuses » #6, 3 juillet 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Membre et rapporteur du jury de la thèse de géographie d'Ivan Sand, *Géographie militaire et politique de la projection aérienne des armées françaises depuis 1945*, Sorbonne Université, 2 juillet 2020.

- Livre : Jean-Vincent Holeindre (dir.), *La Démocratie. Entre défis et menaces*, Sciences humaines éd., septembre 2020.

- Direction et soutenance de la thèse d'Hervé Pierre, *Entre paix et guerre. Variations sur la pensée stratégique d'André Beaufre*, Université Paris 2, 16 septembre 2020.

- Conférence : « Les nouvelles formes de conflictualité au XXI^e siècle », Université pour tous de Puisaye, Musée Colette, Saint-Sauveur-en-Puisaye, 26 septembre 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [A Matter of Balance: A French Perspective on Limited Strikes](#) », *Ethics and International Affairs*, 34:2, 2020, p. 201-215.

- Article : « [Il n'y aura pas de monde d'après](#) », *Politique internationale*,

n° 168, été 2020, p. 131-156.

- Audition par M. le député Fabien Gouttefarde, rapporteur pour avis sur le programme 144 du PLF 2021, sur le thème de l'anticipation de défense, Assemblée nationale, 21 juillet 2020.

- Interview sur le wilsonisme et le libéralisme en théorie des relations internationales, in Marc Semo, « Réinventer le monde après 1914-1918 : le rêve wilsonien d'un monde sans guerre » et « Réinventer le monde après la chute du mur de Berlin : l'Europe à la recherche d'une unité », *Le Monde*, 27 et 29 août 2020.

- Nommé « Honorary Ancien of the NATO Defense College » pour services rendus en tant qu'enseignant et membre du conseil scientifique (Academic Advisory Board, 2015-2019).



Édouard JOLLY

- Publication : Édouard Jolly (éd.), « [FORUM : Achever Clausewitz ? De l'horizon apocalyptique de la Guerre](#) », *Les Champs de Mars*, n° 33, 2019/2, p. 155-212.

- Article : « [WarGames, logique et grammaire de la guerre nucléaire](#) », *Les Champs de Mars*, n° 33, 2019/2, p. 203-212.

- Article : « [Phenomenology and political theory](#) », dans Daniele De Santis, Burt C. Hopkins, Claudio Majolino (eds.), *The Routledge Handbook of Phenomenology and Phenomenological Philosophy*, Londres, Routledge, 2020, p. 711-717.

- Conférence : « Le phénomène de la violence », École de Guerre, Paris, 21 septembre 2020.



Christophe LAFAYE

- Article : « Rémy Porte : hier comme aujourd'hui il faut se méfier de la communication institutionnelle », *Opérations spéciales*, n° 45, septembre 2020, p. 72-73.

- Article : « Les commandos Marine : partie 3 – l'âge de la maturité », *Opérations spéciales*, n° 45, septembre 2020, p. 44-48.

- Article : « Armée de terre : quelques leçons de l'Afghanistan (2001-2014) », *Défense Expert*, n° 3, septembre 2020, p. 8-9.

- Article : « L'artillerie en France. Une adaptation opérationnelle continue », *DSI*, n° 149, septembre-octobre 2020, p. 42-46.

- Article : « "Construire" ses sources pour étudier l'expérience combattante du XXI^e siècle. Apports et critique de ces matériaux de recherche », *Nuova Antologia Militare*, n° 4, « Storia Militare Contemporanea », 2020, p. 267-287.



Anne-Laure MAHÉ

- Article : « [La fabrique locale de l'autoritarisme soudanais : singularités et banalités de la domination au Nord-Kordofan](#) », *Politique africaine*, n° 158, p. 57-79, 2020.

- Conférence : « Producing institutional resilience through crisis narratives: the case of Covid-19 in Uganda », European Consortium for Political Research Virtual General Conference, 28 août 2020.

- Entretien sur la transition soudanaise, émission « [Les enjeux internationaux](#) », France Culture, 1^{er} septembre 2020.



Anne MUXEL

- Publication : coordination du Dossier « L'engagement », et introduction « L'engagement, s'engager. Nouvelles problématiques », *Les Champs de Mars*, n° 33, 2019/2, p. 11-152 et p. 11-16.



Angélique PALLE

- Conférence en ligne : « Issues and challenges of sources, access and security of supply », IHEDN/CESD, 8 juillet 2020.
- Conférence en ligne : « When defence and security issues meet environmental and energy challenges: towards a European green defence? », IHEDN/CESD, 9 juillet 2020.
- Article : « [L'Union de l'énergie à la recherche d'une maille optimale : le modèle d'espace énergétique européen entre découpages et intégration](#) », *L'Espace politique*, n° 39/2019-3.
- Podcast : « [Énergie et puissance](#) », « Le Collimateur » de l'IRSEM, 14 juillet 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Publication : « [EU and "maritime multilateralism" in the Indo-Pacific: navigating in Asia's waters](#) », *Strategic Brief No. 9*, IRSEM, 9 juillet 2020, 2 p.



Maud QUESSARD

- Publication : avec Nathalie Vergeron, « Des défaites post-1945 aux "guerres stupides". Pourquoi les États-Unis ne gagnent-ils plus ? », *Diplomatie*, n° 104, juin-juillet 2020, p. 42-47.
- Rapporteur du comité de suivi de thèse (CSID), doctorat de Joseph Baudreau, « Information Disorders in the USA: A Political Economy Analysis of Fact-checking Initiatives », sous la direction de Divina Frau-Meigs, Université Paris III-Sorbonne Nouvelle, 10 juillet 2020.
- Médias : RFI Élections USA 2020, « [Trump et une politique étrangère sous le sceau de l'America First](#) », RFI, 27 août 2020.
- Membre du jury de la soutenance de thèse de Maxime Audinet, « Une fabrique étatique du soft power : acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie en Russie post-soviétique », sous la direction de Jean-Robert Raviot, Université Paris X-Paris-Ouest Nanterre, 10 septembre 2020.

- Vidéoconférence (orateur principal, marraine de l'édition 2020) : « Les nouveaux enjeux stratégiques américains et l'élection présidentielle américaine de 2020 », UOCA, 22 septembre 2020.
- Publication : « Trump et la fin des Alliances : l'Amérique isolée ? », in Lauric Henneton (dir.), *Le Rêve américain à l'épreuve de Donald Trump*, Paris, Vendémiaire, 2020, p. 179-200, septembre 2020.
- Webinar : « Transatlantic Workshop on Security and Defense », Institut Montaigne-American Progress, 23 septembre 2020.



Benoît RADEMACHER

- Article : avec Josselin Droff, « [L'innovation dans la politique de soutien des équipements militaires en France : l'apport des technologies de l'industrie 4.0](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 832, « Économie de défense : problématiques contemporaines », dirigé par Julien Malizard et Benoît Rademacher, été 2020, p. 103-109.



Pierre RAZOUX

- Recension : Walter Bruyere-Ostells, *Les volontaires armés. Ces Français qui ont combattu pour une cause étrangère depuis 1945* (Paris, Nouveau Monde, 2018), *Les Champs de Mars*, n° 33, juillet 2020, p. 229-230.



Ardijan SAINOVIC

- Publication : « [Le positionnement stratégique des États des Balkans occidentaux face aux puissances extérieures](#) », Note de recherche n° 103, IRSEM, 18 p.
- Communication : « European Union Unrivaled in the Western Balkans: Regional Order, Hegemony and Emerging Powers », *ECPR (European Consortium for Political Research) 2020 General Conference*, Online, Virtual Event, 24 août 2020.



Denis TULL

- Webinar : présentation « Mali: Rebuilding Armed Forces in a Coup-Prone Country », Bruxelles, Egmonst Institute, 24 septembre 2020.

- Présentation et discussion sur les défis de la mission EUTM Mali, CPCO allemande, Postdam, 29 septembre 2020.



Océane ZUBELDIA

- Article : « [Progrès technologique et hybridité : l'exemple des drones aériens, de nouveaux game changer ?](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 832, « Économie de défense : problématiques contemporaines », dirigé par Julien Malizard et Benoît Rademacher, été 2020, p. 110-114.

- Recension : « L'art de la guerre à l'ère de l'intelligence artificielle, s'adapter ou être remplacé ? » (Antoine Bousquet, *The Eye of War: Military Perception from the Telescope to the Drone*, Minneapolis (Min.), University of Minnesota Press, 2018 ; Kenneth Payne, *Strategy, Evolution, and War: From Apes to Artificial Intelligence*, Washington (D.C.), Georgetown University Press, 2018 ; Paul J. Springer, *Outsourcing War to Machines: The Military Robotics Revolution*, Santa Barbara (Calif.), Praeger Security International, 2018), *Les Champs de Mars*, n° 33, juillet 2020, p. 221-225.

- Article : « Entre résilience et rupture : l'émergence d'un nouveau modèle technologique chinois ? », *Monde chinois Nouvelle Asie*, n° 61, août 2020, p. 39-53.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

QUEL BILAN POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE DONALD TRUMP ? LE POINT DE VUE DES *INSIDERS*.

Nadia Schadow, « [The End of American Illusion Trump and the World as It Is](#) », in « The World Trump Made », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2020.

Pour comprendre les transformations de l'ordre international de l'ère Trump et dresser un premier bilan de sa politique étrangère, un dossier spécial de *Foreign Affairs* est à signaler ce mois-ci ; on y lira avec attention l'article iconoclaste de l'ex-conseillère à la sécurité nationale, Nadia Schadow, proche des think tanks conservateurs. À rebours des idées reçues qui présentent la présidence Trump comme un accident de l'Histoire, Nadia Schadow démontre que le président Trump aurait su s'adapter aux mutations de l'ordre international et aux vulnérabilités manifestes de l'hégémon américain, aux prises avec des compétitions de puissance d'un nouveau genre. Un retour à l'ordre *ante* Trump est illusoire pour cette ex-responsable de l'administration Trump.

H. R. McMaster, [Battlegrounds: The Fight to Defend the Free World](#), Londres, Harper&Collins, 2020.

Plus critique du bilan de l'administration Trump, offrant une vision édifiante des enjeux de sécurité et de défense pour les États-Unis passés et à venir (Chine, Russie, Corée du Nord, Iran, cyberguerres), l'ouvrage du général McMaster, ex-conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump (2017-2018), aborde de manière rétrospective les failles de la politique étrangère américaine en revenant notamment sur les dissensions entre la Maison-Blanche et les responsables du Pentagone.

Maud QUESSARD
Directrice du domaine
« Euratlantique – Russie »

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE JOE BIDEN, UNE ALTERNATIVE À L'ÈRE TRUMP ?

Joseph R. Biden Jr., « [Why America Must Lead Again: Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump](#) », *Foreign Affairs*, 99:2, mars/avril 2020, p. 64-68, 70-76.

William J. Burns, « [A New U.S. Foreign Policy for the Post-Pandemic Landscape](#) », *Canergie Endowment for international Peace*, septembre 2020.

Danielle Pletka, « [Would Biden's Foreign Policy really be much different from Trump's](#) », *The Dispatch*, juillet 2020.

Kori Schake, « [Biden's bad foreign policy ideas](#) », *The Atlantic*, juin 2020.

Dans sa profession de foi publiée dans la célèbre revue *Foreign Affairs*, le candidat démocrate Joseph R. Biden présente sa vision de la politique étrangère américaine. Rappelant en préambule certains de ses succès diplomatiques au service de l'administration Obama, il dresse un bilan acerbe de la politique étrangère de son rival Donald Trump, qu'il rend responsable de l'affaiblissement du *soft power* américain. Ardent défenseur de la démocratie et du multilatéralisme, il entend redonner aux États-Unis leur place de premier plan grâce à une politique étrangère en rupture avec l'ère Trump. Afin de redorer le blason des États-Unis, il veut résoudre les crises intérieures qui affaiblissent le fonctionnement de la démocratie américaine. Pour privilégier la démocratie sociale, il propose de réformer les systèmes de justice et d'éducation en favorisant le *nation-building at home*.

En politique étrangère le candidat démocrate veut donner la primeur à la promotion de la démocratie. Il prône la mise en œuvre d'un véritable axe des démocraties, en opposition aux États autoritaires, qui se concrétiserait par l'instauration d'un « Sommet mondial pour la démocratie ». Afin de rassurer ses alliés, Joe Biden entend revenir au multilatéralisme en faisant l'éloge de la coopération internationale indispensable pour l'établissement d'une « diplomatie forte » et le retour de la puissance américaine sur le devant de la scène. Cette « diplomatie forte » devrait prévenir le recours systématique au tout militaire pour sortir des guerres sans fin (*forever wars*). Il promet donc le rapatriement des soldats d'Afghanistan et d'Irak pour répondre aux attentes de l'électorat et rejoint les engagements du candidat Trump.

Critique de la diplomatie jugée agressive de l'actuel président, Joe Biden désigne les rivaux des États-Unis en utilisant une classification graduée pour la Russie, la Chine et

l'Iran qu'il qualifie respectivement d'adversaire, de compétiteur et d'ennemi. Même s'il prône la fermeté vis-à-vis de ces derniers, il laisse la porte ouverte au dialogue pour négocier avec la Chine sur le plan commercial en renouant avec la tradition de la politique étrangère démocrate. L'autre priorité du candidat démocrate est la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. En rupture totale avec son opposant républicain, il souhaite revenir à l'*arms control* (contrôle des armes nucléaires et balistiques) plus strictement pour rassurer les Européens et envoyer un message clair à la Russie. Joe Biden défend par ailleurs la reprise des négociations sur le nucléaire iranien (JCPOA) et sur la dénucléarisation de la Corée du Nord.

Autre enjeu majeur aux yeux du candidat démocrate, la compétition technologique. Conscient de l'importance stratégique de la 5G ou de l'intelligence artificielle, Joe Biden propose un investissement massif dans ces domaines afin de pouvoir répondre au défi chinois en particulier. Dernier enjeu de taille, pour renouer le dialogue transatlantique, Joe Biden et son équipe militent pour réintégrer les accords de Paris en exprimant une volonté forte de lutter contre le réchauffement climatique, et ce en contradiction totale avec son opposant.

À l'évidence, la réception de cette profession de foi outre-Atlantique varie selon les camps. Comme de nombreux conservateurs, Kori Schake (American Enterprise Institute) critique la posture trop en retrait de Joe Biden quant à l'usage de l'outil militaire. Cette critique s'explique par la gestion de la crise syrienne alors qu'il était vice-président de Barack Obama, notamment l'absence de représailles à l'encontre du gouvernement de Bachar El Assad après les attaques chimiques de 2013. D'autres voix conservatrices (Danielle Peltka, AEI) ne distinguent pas les politiques étrangères des deux candidats sur le fond. Les deux hommes veulent en effet apparaître forts et intransigeants face à la Chine, retirer les troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan et négocier la dénucléarisation de la Corée du Nord. Cependant, pour ses détracteurs, Joe Biden ne pourra défaire ce qui a été fait par l'administration précédente, par exemple il n'aurait pas les soutiens nécessaires pour déplacer à nouveau l'ambassade américaine à Jérusalem.

En revanche, dans les principaux cercles de réflexion à Washington, le programme de Joe Biden est particulièrement soutenu, les experts des think tanks américains sont en effet très impliqués dans la campagne, parfois même à titre privé ce qui constitue un vivier de relève pléthorique. Parmi les soutiens du candidat démocrate, on

retiendra la prise de position de William Burns, président de la Canergie et ancien ambassadeur, qui juge prioritaire la reconstruction à la maison tant les fractures sociales et raciales ébranlent le modèle démocratique américain. Par ailleurs, sur le plan stratégique il propose de « ré-inventer les modalités de l'engagement » diplomatique et économique, leviers indispensables de la compétition avec la Chine, pour éviter de tout miser sur l'endigement militaire et revenir à la politique de « la porte ouverte » (*open door policy*). Toujours est-il que pour réaliser ces objectifs de politique étrangère une majorité au Congrès sera nécessaire – autre enjeu de l'élection de novembre.

QUELS ENJEUX STRATÉGIQUES AU MOYEN-ORIENT POUR LES ÉTATS-UNIS ?

Aaron David Miller, Richard Sokolsky, « [The Middle East just doesn't matter as much any longer](#) », *Politico*, septembre 2020.

Vali Nasr, « [The Only Way Out of the Middle East is Through it](#) », *Foreign Affairs*, août 2020.

Mara Karlin et Tamara Cofman Wittes, « [How to do more with less in the Middle East](#) », *Foreign Affairs*, septembre 2020.

Hal Brands, « [Why America can't quit the Middle East](#) », Hoover Institution, mars 2019.

Dans l'article de *Politico* les deux experts du Moyen-Orient Aaron David Miller et Richard Sokolsky, anciens conseillers au département d'État, défendent un point de vue bi-partisan quant à la poursuite du désengagement des États-Unis au Moyen-Orient. Ils rappellent la diminution de l'intérêt stratégique de la région pour les États-Unis ; contrairement à l'époque de la guerre froide, les États-Unis sont devenus indépendants sur le plan énergétique et les enjeux commerciaux ont perdu de leur acuité car les échanges économiques depuis les États-Unis se font majoritairement avec l'Asie et l'Europe. La politique extérieure américaine a fait de sa compétition économique, technologique et militaire avec la Chine sa priorité et doit faire face à la gestion de la pandémie mondiale par ailleurs ; ces deux facteurs ont relégué le Moyen-Orient au second rang de l'agenda américain. Ces nouvelles priorités entraînent *de facto* une redéfinition des intérêts vitaux des États-Unis et ont accentué la nécessité de sortir des pièges que constituent les conflits sans fin au Moyen-Orient alors que les États-Unis ont besoin de résoudre une nouvelle fois les crises intérieures avant de s'engager dans « les aventures extérieures ». En contradiction avec ces

éléments devenus récurrents pour les décideurs américains, la nécessité de demeurer impliqués dans la gestion des crises humanitaires au Yémen et en Syrie demeure une préoccupation incontournable tant les enjeux sécuritaires (crises migratoires et contre-terrorisme) qui en découlent sont susceptibles de déstabiliser les alliés des États-Unis.

Le désengagement même partiel du Moyen-Orient paraît en effet difficile voire impossible dans les cercles de réflexion de Washington en raison du coût qu'il représente. Ainsi Hal Brands, historien réputé de l'Université Johns Hopkins affirme que le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, l'appétit des puissances rivales ou encore l'équilibre précaire entre les puissances chiites et sunnites sont autant de défis qui nécessitent le maintien d'une présence américaine dans la région, même si cette dernière doit être repensée en favorisant l'empreinte légère (minimiser les coûts en privilégiant le recours aux forces spéciales, le soutien aux forces armées locales et l'usage des drones). Pour le chercheur américano-iranien Vali Nasr, spécialiste de la question du désengagement américain (*The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat*, Doubleday, 2013), l'approche américaine doit à nouveau favoriser les outils diplomatiques dans cette région sensible. Concrètement, cela impliquerait la renégociation de l'accord sur le nucléaire iranien, indispensable à la paix entre les puissances régionales. Pour la Brookings (Mara Karlin et Tamara Cofman Wittes) cette approche nécessite de repenser les alliances dans la région, et de remobiliser les décideurs américains sur les questions : palestinienne, syrienne ou libanaise, de concert avec leurs alliés occidentaux. C'est donc un appel au retour à une politique réaliste mesurée au Moyen-Orient qui préside dans les cercles de réflexion à Washington.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

SCIENCE POLITIQUE ET SCIENCES SOCIALES

Soutenance de thèse de doctorat en science politique et sciences sociales : Živilė KALIBATAITĖ, « La reconnaissance internationale par la projection de la force armée – Le cas de la politique d'intervention militaire extérieure de la Lituanie (1994-2019) », sous la direction de Delphine Allès et Thierry Braspenning Balzacq, 2 juillet 2020.

À travers l'étude du cas de la politique d'intervention militaire extérieure de la Lituanie située dans son contexte historique et régional particulier, cette thèse explore la possibilité de traduire les théories de la reconnaissance, un cadre de pensée d'origine philosophique introduit en sciences sociales au début des années 1990, dans l'analyse sociologique des relations entre États. À ce titre, nous faisons appel à divers concepts des sciences sociales tels que le contexte, le don, et le rôle pour opérationnaliser cette grille de lecture théorique dans l'étude empirique des rapports interétatiques. Nous montrons que les théories de la reconnaissance ont pour avantage d'allier les dimensions symbolique et stratégique de l'action internationale dans un même cadre interprétatif, et de proposer ainsi une approche nuancée des raisons d'agir des acteurs étatiques.

À partir des documents juridiques et politiques encadrant la participation de la Lituanie aux opérations militaires extérieures (OPEX) depuis 1994, d'entretiens semi-directifs avec des acteurs ayant participé au processus de prise de décision et de mise en place de cette politique, ainsi que des archives et de la littérature grise du ministère de la Défense, cette thèse montre que le déploiement des troupes lituanaises sur des théâtres d'opération extérieurs est un outil permettant aux autorités de ce pays balte d'exprimer les demandes de reconnaissance internationale de leur État. L'engagement des forces armées en dehors du territoire national est motivé par la recherche de relations de réciprocité durables entre la Lituanie et ses alliés et partenaires fondées sur la reconnaissance de leur appartenance commune à la communauté occidentale. Pour ce faire, la participation de Vilnius aux diverses OPEX est à la fois active et « atlantiste », c'est-à-dire principalement axée sur les missions militaires internationales menées par les États-Unis et l'OTAN.

Živilė KALIBATAITĖ

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Loïc FINAZ, *La Liberté du commandement : l'esprit d'équipage*, Paris, Éditions des Équateurs, 2020, 221 p.

S'il est un domaine pour lequel on accepte bien volontiers d'écouter les militaires, c'est celui du commandement. À quelques jours de son adieu aux armes, le vice-amiral Loïc Finaz a

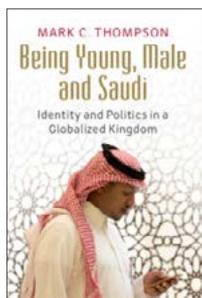
tenté de retranscrire dans un ouvrage ramassé ses pensées et sa vision sur le sujet. Ancien directeur de l'École de Guerre et jeune retraité des armées, il propose dans *La Liberté du commandement* une approche littéraire, humaniste et idéaliste du rôle du chef.

Sans jamais vouloir révolutionner la stratégie militaire, l'ouvrage offre pourtant un éclairage intéressant et des pistes de réflexion utiles sur la notion de commandement. S'appuyant essentiellement sur son expérience personnelle, l'auteur y questionne notamment la relation liant un chef et ses hommes, et place dans le sous-titre de son livre la notion clé de compréhension de sa théorie : l'esprit d'équipage. Pour ce spécialiste de la lutte anti-sous-marine, il y a des leçons à tirer de l'exemple particulier du capitaine de navire en ce qu'il est au contact permanent de ses hommes et que tous, collectivement, sont exposés à l'immuable menace de la mer. C'est dans ce contexte de risque perpétuel et de vigilance constante que peuvent émerger l'ensemble des vertus qui transforment le groupe de femmes et d'hommes qui composent le personnel d'un appareil en un véritable équipage. Pour le vice-amiral Finaz, ces vertus s'articulent en sept associations d'idées : autonomie et solidarité ; fonction et responsabilité ; hiérarchie et participation ; exigence et bienveillance ; énergie et culture ; intelligence et courage ; parole et temps.

Au-delà de ce travail de conceptualisation des forces qui animent un équipage efficace et qui tient de la fécondité d'un esprit militaire ayant accumulé plus de 30 ans de commandement depuis son affectation sur le bâtiment-école *Tigre*, l'on trouve également dans ce livre la force évocatrice et la richesse littéraire d'un [écrivain de Marine](#) confirmé. Ainsi, dans sa caractérisation du chef idéal se mêlent bienveillance, énergie, culture, respect et humour, esquissant là les contours d'un gentilhomme juste et bon, pour son objectif militaire comme pour ses camarades de bord. Mû par une croyance sans faille dans la capacité de chacun, Loïc Finaz défend en ce sens la responsabilité mutuelle et

la coopération intelligente du chef et de ses subordonnés. Face aux tempêtes humaines et aux colères de la mer, porté par le sens de la mission, le chef doit donc avoir « l'énergie pour tenir, la culture pour discerner » et tracer ainsi la « ligne de foi » que dessine la croyance commune dans l'action et dans son but. Comment ne pas suivre pareil commandant ?

Estéban GEORGELIN
Assistant de recherche



Mark C. Thompson, *Being Young, Male and Saudi. Identity and Politics in a Globalized Kingdom*, Cambridge, CUP, 2019, 365 p.

Being Young, Male and Saudi. Identity and Politics in a Globalized Kingdom, fondé sur une enquête exhaustive de terrain effectuée entre 2013 et 2019, est consacré aux perceptions de la

jeunesse masculine étudiante sur les transformations sociales, identitaires, culturelles, économiques et politiques que traverse le royaume d'Arabie saoudite. D'un apport précieux, cet ouvrage de Mark C. Thompson, qui a enquêté dans plusieurs régions très disparates du royaume, permet d'explorer dans toute sa diversité, les perceptions des jeunes (moins de 30 ans), dont la catégorie d'âge représente les deux tiers de la population saoudienne. Sachant que l'âge moyen en Arabie saoudite est de 26 ans, Thompson comble une lacune importante qui fait de son livre particulièrement bien documenté une référence importante méritant toute notre attention.

À l'exception de *Being Young, Male and Saudi*, de *Changed Identities. The challenge of the new generation in Saudi Arabia* de Mai Yamani (Londres, Royal Institute of International Affairs, 2000) et de *Royaume d'asphalte. Jeunesse saoudienne en révolte* de Pascal Ménoret (Paris, La Découverte, 2016), la jeunesse saoudienne a largement été ignorée dans les sciences sociales. Les publications sur l'Arabie saoudite sont essentiellement consacrées à des analyses en relations internationales sur les questions régionales, stratégiques et de sécurité au détriment d'études sociopolitiques et sociologiques permettant de mieux comprendre le fonctionnement de ce pays. Les études de terrain qui requièrent une connaissance de la langue arabe ne sont certes pas aisées : l'appareil coercitif étant aujourd'hui plus répressif que jamais et le pouvoir politique exerçant un plus strict contrôle sur la parole des intellectuels, les chercheurs se heurtent à de grandes difficultés.

La richesse du travail de terrain de Thompson est d'autant plus inestimable qu'avec l'arrivée sur le trône du roi Salman et surtout l'ascension de son fils favori Mohammed Bin Salman (MBS), la jeunesse est au cœur de l'action sociale et politique du jeune dauphin (ainsi que nous l'analysons dans une étude IRSEM, à paraître à l'automne, sur son initiative de la Vision 2030 et dans notre ouvrage *L'Arabie saoudite en 100 questions*). Ces travaux attestent que la jeunesse est le pilier stratégique sur lequel MBS s'appuie pour consolider son pouvoir et donnent ainsi un premier aperçu des inflexions apportées au contrat social jusque-là en vigueur dans le royaume.

Being Young, Male and Saudi couvre un large spectre de sujets sociétaux et identitaires : la manière dont sont perçus le contrat social et les questions corollaires de l'emploi, du logement, du mariage, du genre mais aussi des loisirs, la place des réseaux sociaux... Les enquêtes sont articulées autour de 50 groupes de discussions thématiques menées aussi bien dans la capitale que dans des localités du centre, du sud, du nord, de l'est et de l'ouest du royaume, constitués de 3 à 8 membres âgés de 18 à 26 ans. L'auteur, qui travaille à King Fahd University of Petroleum and Minerals (KFUPM), a mis à profit son statut pour compléter son enquête par une analyse quantitative reposant sur l'envoi en ligne de 5 000 questionnaires individuels. Parmi eux, 1 000 lycéens bacheliers, devenus entre 2013 et 2019 les étudiants de Mark C. Thompson, ont mené des enquêtes dans le cadre de son cours sur la mondialisation dont il s'est servi comme sources secondaires. Les thèmes abordés tels que les impacts des réseaux sociaux sur les familles dans la province du Najran, ou encore la mondialisation et le taux de divorce dans les provinces du Sud, du Centre comme le Qasim, ou du Nord ont été conduits par ses étudiants compte tenu de l'accès difficile à ces terrains pour un chercheur occidental.

Being Young, Male and Saudi structure en sept chapitres les thèmes abordés avec les groupes de discussion. Du vaste échantillon retenu, représentatif de la diversité du pays, découle la grande richesse informative de l'ouvrage. Cette construction permet à l'auteur d'examiner aussi bien des thèmes globaux et centraux que des thématiques plus intimes et quotidiennes en appuyant son étude empirique sur une littérature académique dense et variée. Les questions d'identité nationale, le poids de la mondialisation dans le royaume, traitées dans le premier chapitre, sont aussi bien envisagées dans le cadre théorique global que dans celui plus local du Golfe et du pays étudié. Thompson procède de même dans le deuxième chapitre consacré au contrat social saoudien, qui est au cœur de la problématique de la fin de l'État-providence

(les difficultés à trouver un emploi, se marier et se loger). Il décrit aussi avec efficacité, dans le chapitre 5, les problèmes rencontrés par les jeunes hommes face à la mixité et plus encore à la valorisation des femmes devenues des concurrentes sur le marché du travail. Dans la même veine, le chapitre 6, que nous avons rapidement survolé, s'attache à évoquer les questions de l'ennui et du manque de confiance de ces jeunes dans leur avenir professionnel et dans un pouvoir d'achat inférieur à celui dont leurs parents ont bénéficié.

L'intérêt de conjuguer l'empirique et le théorique est que l'auteur parvient à battre en brèche les vieilles idées préconçues sur le rapport au travail des jeunes Saoudiens et leur aptitude à accepter des emplois peu valorisants dans le secteur privé notamment. Dans le chapitre 3, Thompson étudie avec finesse les impacts de la révolution numérique sur la culture politique des étudiants. Très en phase avec la nouvelle culture entrepreneuriale des start-up qui va de pair avec la révolution des médias sociaux dont les jeunes Saoudiens sont parmi les plus grands utilisateurs au monde, ils ont conscience que ce moyen permet d'exercer une pression sur le pouvoir mais considèrent aussi que la culture en ligne épouse les travers d'une société saoudienne mercantile. Thompson dépeint avec précision une Arabie saoudite dont la jeunesse vit harmonieusement son intégration à la mondialisation et les aspects contradictoires et inégalitaires d'une identité nationale très contrastée selon que l'on soit jeune urbain à Riyad, Qatif, Djedda, dans le Qasim, le Jouf ou l'Asir. Cependant, ils n'ont aucun mal à se définir comme Saoudiens aujourd'hui, notamment lorsqu'ils voyagent à l'étranger, en dépit du fait que ce terme générique renvoie au nom de la famille royale et qu'au sein du pays d'autres référents identitaires s'agrègent, comme la religion, la localité et la tribu (chapitre 1).

Le chapitre 4 est dédié à l'éducation et à son évolution depuis 15 ans, le thème étant au cœur du système de transformation sociale destiné à faire des jeunes les futures ressources humaines de la Vision 2030.

Le septième et dernier chapitre, qui entre plus précisément dans notre champ de recherche, aborde la Vision 2030 comme le cœur du développement national s'appuyant sur la jeunesse. Ce chapitre est néanmoins décevant dans la mesure où il montre les limites de la sélection d'un échantillon exclusivement constitué de jeunes hommes étudiants, ce qui nous prive de la comparaison avec la perception de la Vision 2030 par les jeunes femmes ou des jeunes en rupture scolaire et au chômage.

Being Young, Male and Saudi est un ouvrage de référence essentiel et un récit richement documenté sur une composante peu connue de la société saoudienne, sa jeunesse et plus précisément sa jeunesse masculine, pour tout lecteur intéressé par les évolutions sociales et politiques de ce pays clé de la région.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheuse Golfe Moyen-Orient

À VENIR

1^{er} et 2 octobre : Vidéoconférence : Journée d'étude des Jeunes chercheurs de l'IRSEM. Inscription obligatoire.



Cette journée d'étude doctorale de l'IRSEM réunit doctorants et chercheurs confirmés travaillant sur les multiples déclinaisons des notions de culture stratégique et de fait guerrier. Elle se veut un dialogue entre les approches disciplinaires, les aires culturelles et les objets de recherche et propose un large éventail de communications organisé autour de trois axes : 1) Cultures politiques et cultures stratégiques ; 2) Institutions et cultures militaires ; 3) Cultures de guerre, cultures en armes, cultures des armes.

14 octobre : Vidéoconférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », organisée par le domaine « Défense et société » de l'institut, de 9h30 à 17h30. Inscription obligatoire.



La pratique du terrain en sciences sociales est guidée par la préoccupation centrale de l'accès aux données des chercheurs sur le terrain, et ce d'autant plus lorsqu'il est considéré comme « sensible ». De la même manière,

le journaliste en terrain « sensible » veille à recueillir et recouper les informations, qui lui permettront de réaliser ses reportages, le tout en toute sécurité pour lui et ses collaborateurs. Les observations, les entretiens achevés, les informations recueillies, les problématiques liées au retour peuvent être considérées comme secondaires, ses modalités pratiques mises en arrière-plan. Or, c'est aussi dans les conditions du retour du chercheur (ou du journaliste) que semblent se jouer plusieurs dimensions incontournables de la conduite et de la continuité des recherches en sciences humaines et sociales : comment contrôler la transmission des informations sensibles recueillies ? Comment s'assurer de la bonne utilisation de ces informations par les institutions de rattachement ? Comment maintenir la continuité du lien avec les enquêtés et de leur sécurité lors de la mise en forme et la publication des données ?

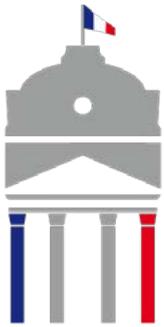
Cette journée d'étude entend confronter cette première approche du retour avec celle, plus singulière, des militaires, pour en analyser les modalités pratiques et les dispositifs d'encadrement. Le retour n'est-il pas d'autant plus lourd de sens, que plane sur les soldats en opérations extérieures la possibilité de la mort au combat ? Au-delà des modalités pratiques, qui pourront certes faire l'objet de discussions, analyser le retour des militaires d'opérations doit permettre d'en questionner les représentations : sa charge émotionnelle et les espoirs placés dans un environnement social (famille, amis, travail, institutions) qu'on a laissé derrière soi, tout comme l'espoir de reprendre la vie « comme avant ». Or, peut-on jamais reprendre une vie « comme avant » après avoir traversé la violence des théâtres d'opérations ?

La pratique des recherches ou de reportage en terrains militarisés – zones de conflits, états-majors, théâtres d'opérations, zones de sinistres – rend particulièrement cruciales les conditions du retour en zone de paix pour l'équilibre personnel des chercheurs ou des journalistes. Revenir, c'est aussi, bien souvent, constater la difficulté du contexte d'accueil à comprendre ce par quoi le chercheur est passé. C'est aussi devoir mettre en mots la violence et, parfois, ne pas tout dire. En ce sens, le retour implique une forme d'évaluation de la capacité du contexte à recevoir les informations recueillies, ainsi qu'un savant dosage de dissimulation et de dévoilement. Enfin, le *topos* du « retour au bercail » implique bien souvent des formes de dissonances cognitives, de souffrances et de solitude qu'il faut apprendre à gérer ou à prendre en charge, et cette journée interrogera les conditions psychologiques du retour pour l'enquêteur.

Une pluralité de dispositifs accompagne chercheurs, journalistes et militaires dans le processus de retour, et notamment les formes institutionnelles de l'objectivation d'une expérience sensible. Ces dispositifs, qui vont du Retour d'expérience (RETEX) pour les militaires à l'article de journal pour le journaliste, en passant par le compte rendu de terrain ou l'article scientifique pour le chercheur ont notamment pour rôle de mettre en forme l'expérience sensible et opérationnelle pour la transmettre et produire des formes de réflexivité. Nous faisons l'hypothèse que ces dispositifs représentent des formes d'objectivation collectives et stabilisées du terrain. Il en va de la possibilité de communiquer une expérience souvent difficile à traduire pour les personnes au-delà de cercles d'initiés et de la réutilisation des expériences accumulées. Or, dans le cas du chercheur comme dans celui du journaliste ou du militaire en opération, ces dispositifs institutionnels ne sont pas construits selon les mêmes procédés et ne jouent pas les mêmes rôles. Il est important d'en déconstruire les modes de production pour en comprendre les différentes fonctions. Ce pre-

mier temps permet par ailleurs de poser par la suite la question des formes d'écritures alternatives de l'expérience de terrain violente, et notamment le recours à la littérature pour rendre compte de la violence.

Enfin et peut-être paradoxalement, s'interroger sur le « retour » doit aussi amener à questionner « ceux qui restent ». Qui sont les individus que les chercheurs, journalistes et militaires laissent derrière eux, et quelles formes de redevabilité cela crée-t-il dans la relation aux enquêtés ou aux collaborateurs ? Ce dernier temps de la réflexion voudrait interroger les manières de faire perdurer les liens et les contacts établis sur le terrain ou de s'accommoder de leur disparition. Il permettra aussi de s'interroger sur la mise en sécurité des sources et des alliés dans la continuité du travail futur. Cette journée d'étude entend donc interroger ce que « revenir » signifie, tant au niveau des conditions de production des savoirs sur la guerre que dans l'expérience concrète du terrain vécue par les chercheurs, les journalistes et les militaires.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Octobre 2020

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Projet ANR ARMY, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 15\)](#)

États-Unis, Éthique de la guerre, Relations internationales

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 18\)](#)



[À VENIR \(p. 22\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM a accueilli en octobre deux nouveaux postdoctorants, Amélie Férey et Pierre Bourgois, qui ont rejoint respectivement les domaines « Défense et société » et « Espace euratlantique – Russie ».



[Amélie Férey](#) est chercheuse postdoctorale au Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI) et à l'IRSEM (domaine « Défense et société »). Ses recherches actuelles portent sur le lawfare et les guerres « douces » (*soft wars*) dans le contexte israélo-palestinien. Plus généralement, ses publications traitent

des thèmes suivants : l'éthique et le droit de la guerre, le contre-terrorisme, le conflit israélo-palestinien et ses représentations. Son livre *Les Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, issu de sa thèse, est paru aux éditions CNRS en juin 2019. Elle est enseignante à Sciences Po Paris, à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et à l'Université Lyon III. Elle a également été chercheuse invitée au Centre français de recherche à Jérusalem (CNRS/MAE).



[Pierre Bourgois](#) est chercheur postdoctoral à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM-CMRP) de l'Université de Bordeaux et à l'IRSEM, au sein du domaine « Espace euratlantique – Russie ». Docteur en science politique de l'Université de Bordeaux depuis novembre 2018, à la suite d'une thèse consacrée au lien entre la pensée de

Francis Fukuyama et l'idéologie néoconservatrice, ses recherches s'inscrivent principalement dans le domaine de la théorie politique, des relations internationales et de la sécurité internationale. Travaillant notamment sur la question du transhumanisme, il s'est récemment intéressé à sa dimension militaire et plus généralement à la thématique du soldat augmenté. Il a été à ce titre sélectionné par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), en 2019, pour être postdoctorant Relations internationales et stratégie – Programme « Ambassadeur » du ministère des Armées, afin de développer, au sein du Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS) de l'University of California, Irvine, un projet de recherche portant sur la problématique du soldat augmenté aux États-Unis. Il s'intéresse désormais plus largement à l'enjeu stratégique du soldat augmenté pour les puissances démocratiques.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note de recherche n° 106 – 14 octobre.

« [L'Inde, la souveraineté et la Responsabilité de protéger](#) », par Raphaëlle KHAN, 12 p.

Le débat global autour du concept de la « Responsabilité de protéger » (R2P) est l'un des plus controversés de la dernière décennie dans le domaine de la sécurité internationale. Le fait que ce concept propose de redéfinir la norme de souveraineté au nom des droits de l'homme est au cœur de la controverse. La position réticente de l'Inde envers ce concept est considérée par de nombreux médias et analystes en Europe et aux États-Unis comme paradoxale, étant donné la nature démocratique de son régime. Cette note revient sur le rapport de l'Inde à la souveraineté dans le cadre de la R2P pour en évaluer la nature et analyser ce qui a changé depuis le cas de la Libye en 2011, première illustration concrète de l'utilisation du concept de la R2P pour légitimer une intervention.



Breve stratégique n° 10 – 27 octobre.

« [Le Tadjikistan : une exception ?](#) », par le COL Stéphan SAMARAN, 2 p.

Le Tadjikistan semble échapper à l'actuelle vague de contestations post-électorales que connaissent d'autres pays de l'espace post-soviétique, comme la Biélorussie ou encore le Kirghizstan. En quoi ce pays d'Asie centrale, dont l'histoire est complexe et l'économie fragile, constitue-t-il une exception et quels facteurs pourraient en décider autrement ?



Breve stratégique n° 11 – 29 octobre.

« [Du Pacific Fusion Centre à l'Indian Ocean Security Information Fusion Centre ?](#) », par Nicolas REGAUD, 2 p.

Le projet de création du Pacific Fusion Centre, organisme de fusion des informations de sécurité au sens large dans l'espace couvert par le Forum des Îles du Pacifique (FIP) pourrait très bien être transposé dans le sud-ouest de l'océan Indien. Adossé à la Commission de l'océan Indien (COI), il couvrirait des questions de

sécurité globale, pas seulement d'intérêt maritime, avec le soutien de nos partenaires stratégiques indien et australien.



Strategic Brief No. 11

« [From the Pacific Fusion Center to the Security Information Fusion Center in the Indian Ocean?](#) », by Nicolas REGAUD, 2 p.

The plan to create the Pacific Fusion Center, a security information fusion body in the broad sense in the area covered by the Pacific Islands Forum (FIP), could very well be transposed in the southwest Indian Ocean. Backed by the Indian Ocean Commission (IOC), it would cover global security issues, not just maritime security, with the support of our Indian and Australian strategic partners.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 74 – 6 octobre.

« [Dissiper les nuages noirs de l'épidémie, la grande stratégie sanitaire chinoise](#) », avec Alexandre JUBELIN et Antoine BONDAZ, 55 mn.

« Le Collimateur » se penche sur les conséquences stratégiques et diplomatiques de l'épidémie de Covid-19, notamment vis-à-vis de la Chine, grâce à Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.

Il revient, en compagnie d'Alexandre Jubelin, sur la chronologie du déclenchement de l'épidémie et de son internationalisation avant de dresser le bilan de la gestion du problème par Pékin et de décrire le rôle de l'armée chinoise. Ils analysent la manière dont la Chine se projette sur la scène internationale par l'aide sanitaire qu'elle fournit à l'étranger et s'intéressent aux questions de souveraineté stratégique que pose la dépendance des autres pays à la Chine pour certains produits sanitaires. Ils examinent ensuite la manière dont Pékin apporte son aide à des pays étrangers et la rend publique au sein d'une stratégie globale des Routes de la Soie. Ils terminent en établissant une liste des différentes cibles de la Chine dans le cadre d'une compétition d'influence globale.



Épisode 75 – 13 octobre 2020.

« [Mondes en guerre et guerres mondiales](#) », avec Alexandre JUBELIN et André LOEZ, 56 mn.

André Loez, historien et producteur du podcast « Paroles d'histoire » est l'invité du « Collimateur » pour parler de la sortie du troisième tome de *Mondes en guerre* consacré à la période 1870-1945 (Passés composés/Ministère des Armées), qu'il a dirigé.

En compagnie d'Alexandre Jubelin, ils évoquent d'abord la cohérence d'ensemble de la série *Mondes en guerre* puis celle de ce tome 3, avant de détailler les grandes dynamiques de cette époque marquée par les guerres mais obsédée par la paix, qui a vu une augmentation vertigineuse de la puissance de destruction aux grandes conséquences tactiques, la spécificité des guerres coloniales et la dimension « totale » de ces conflits. Enfin c'est la capacité à documenter la réalité de la guerre, et à passer au-delà des propagandes étatiques qui est analysée.



Épisode 76 – 20 octobre 2020.

« [Une guerre des drones ? Analyse du conflit au Haut-Karabagh](#) », avec Alexandre JUBELIN et Joseph HENROTIN, 58 mn.

« Le Collimateur » se tourne vers le Caucase et le récent conflit azéro-arménien en compagnie de Joseph Henrotin, rédacteur en chef du magazine *DSI*. Après avoir détaillé avec Alexandre Jubelin le hors-série n° 74 de *DSI*, consacré au salon Euronaval – et plus précisément sur ce qu'on sait du futur porte-avions de nouvelle génération mais aussi de l'affrontement gréco-turc qui se profile en Méditerranée orientale –, ils essaient de définir les grandes caractéristiques et de tirer les leçons du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut-Karabagh. Ils rappellent la géopolitique générale du conflit, puis reviennent sur les principales formes de ce conflit, notamment sur l'utilisation de drones contre lesquels les systèmes anti-drones semblent pour l'instant inefficaces. Ils abordent l'utilisation de missiles balistiques par les deux puissances, la présence de mercenaires étrangers et tentent de tirer un bilan provisoire du conflit.



Épisode 77 – 27 octobre.

« [D'Ouvéa au Scorpion](#) », avec le général DESTREMAU, directeur de l'IHEDN, et Alexandre JUBELIN, 1 h 22.

« Le Collimateur » reçoit le général de corps d'armée Destremau, directeur de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), pour parler de sa carrière et de ses fonctions actuelles.

Il explique les raisons de son engagement militaire, le choix des blindés de marine, puis ses souvenirs de la prise d'otages dans la grotte d'Ouvéa en 1988, où il a été retenu pendant 9 jours. Il évoque ensuite ses engagements dans les Balkans pendant les années 1990, en Côte d'Ivoire, puis son rôle dans la mise en place du programme Scorpion. Il décrit enfin ses fonctions actuelles à la tête de l'enseignement militaire supérieur, s'adressant à un double public, civil et militaire, puis la fonction de l'IHEDN, ses évolutions et de sa philosophie de sélection.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

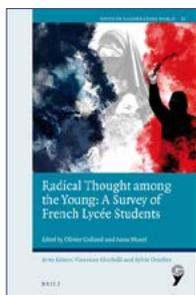
Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Julian FERNANDEZ, *Les Opérations extérieures de la France*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Biblis », octobre 2020, 336 p.

Depuis le début du XXI^e siècle, les opérations extérieures de la France (opex), c'est-à-dire les interventions de ses forces armées à l'étranger, se sont multipliées. Des milliers de soldats sont aujourd'hui déployés sur plusieurs théâtres extérieurs, notamment au Sahel et au Levant. Alors que ces opérations doivent faire face à des défis croissants dans une période d'intensification et de diversification des menaces, cet ouvrage fait le point sur le cadre d'intervention des opex et tire quelques leçons de retours d'expérience. Croisant des regards militaires et civils, théoriques et pratiques, dans une approche globale et pluridisciplinaire (histoire, droit, science politique, sociologie), il permet de mieux saisir cette dimension importante et pourtant méconnue de la politique étrangère de la France.



Anne MUXEL & Olivier GALLAND (eds), *Radical Thought among the Young: A Survey of French Lycée Students*, tr. Peter Hamilton, Leyde, Brill, octobre 2020 [traduction de l'ouvrage *La Tentation radicale : enquête auprès des lycéens*, PUF, 2018], 232 p.

France experienced an unprecedented wave of terrorist attacks in 2015.

Following these tragic events, social science researchers felt the need to undertake new work to better understand the dynamics of this new radicalism. This book is the result of one of these attempts. A large quantitative and qualitative survey was conducted among French Lycée students in order to gather substantive information and propose an interpretation of the penetration of radical ideas, be they religious or political, among them. How widespread are these radical ideas? What are the main characteristics of youngsters who share them? Are there links between religious radicalism and political radicalism? How do young people feel about the 2015 terrorist attacks? How do young people use media and social media to keep abreast of and understand radical acts and opinions? Those are the main questions explored in this book.

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

À paraître : Note de recherche « Covid-19 et mobilisation des

forces armées en Europe et aux États-Unis ».

L'équipe du projet de recherche ANR sur la mobilisation des forces armées dans la crise sanitaire va publier sa première note de recherche. Celle-ci analyse la spatialité de l'intervention militaire lors de l'opération « Résilience » en France et définit le cadre comparatif de l'emploi des forces armées en Europe et aux États-Unis. Pour chacun des pays concernés par la comparaison, une description du cadrage juridique, de la nature des missions et du dimensionnement des opérations militaires est proposée. Elle pose ainsi les bases des futures missions que l'équipe mènera dans les états-majors des différents pays concernés par le projet (Allemagne, Suisse, Italie, États-Unis).

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](https://twitter.com/ANR_Army)

ÉVÉNEMENTS

30 septembre – 3 octobre : Séminaire IRSEM-CAPS sur la conflictualité hybride.



Du 30 septembre au 3 octobre, l'IRSEM organisait avec le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du Quai d'Orsay et à l'initiative de l'ambassadeur Pierre Morel, un séminaire fermé intitulé « Autour de la guerre », sur la conflictualité hybride, à la Fondation des Treilles à Tourtour, dans le Var.

De l'annexion de la Crimée aux bombardements des installations pétrolières d'Aramco en Arabie saoudite, en passant par les attaques de tankers dans le golfe d'Oman,

les cyberattaques quotidiennes, les manipulations de l'information et les attaques terroristes perpétrées par des individus autoradicalisés, les affrontements de ces dernières années sont de plus en plus ambigus : les progrès technologiques (cyber, drones) rendent les actions moins attribuables, et leur nature (militaire ou civile) moins évidente. Ces actions, qui relèvent de la stratégie indirecte, restent intentionnellement en deçà du seuil de la guerre ouverte. Elles visent à provoquer surprise et sidération et, parce qu'elles peuvent être démenties (*deniability*), à handicaper la réponse et entraver la prise de décision. L'attaqué met parfois du temps à comprendre ce qui lui arrive, et peut ne jamais savoir avec certitude qui l'attaque, voire même qu'il est attaqué. De telles attaques tendent en outre à estomper encore davantage les distinctions entre temps de guerre et temps de paix, et entre sécurités extérieure et intérieure, créant d'importants défis pour des sociétés démocratiques et ouvertes (défis politiques, mais aussi capacitaires ou encore juridiques, avec des instruments et un corpus juridique non adaptés).

En même temps et à l'autre bout du spectre, la dissuasion nucléaire évolue. L'ambiguïté a toujours été nécessaire à la dissuasion, mais elle peut aussi être de nature à favoriser l'escalade, ou en tout cas des comportements agressifs et une forme d'instabilité stratégique. Cet usage déstabilisant de l'ambiguïté est aujourd'hui à l'œuvre dans un glissement de la dissuasion à travers une politique de signalement nucléaire construite et contribuant à la prévisibilité de l'escalade vers l'intimidation stratégique, qui s'observe par exemple au travers des manœuvres de bombardiers nucléaires russes ou, dans un autre registre, les tweets du président américain.



Cet ensemble constitue ce qu'il est convenu d'appeler la « guerre hybride », en ce qu'elle combine des actions militaires et non militaires, des moyens conventionnels et non conventionnels, émanant d'acteurs étatiques comme non étatiques. Sur le plan doctrinal, la notion de guerre hybride pose un problème de définition. Théorisée dans un article américain de 2005, elle s'est depuis largement répandue dans les milieux institutionnels, les doctrines nationales et à l'OTAN, mais elle reste contestée dans les milieux académiques, qui dénoncent sa trop grande extension et son caractère flou. Elle peut toutefois se révéler utile pour caractériser l'évolution du contexte stratégique. Dans quelle mesure peut-elle nous aider à comprendre les nouveaux visages de la guerre, mais aussi les difficultés à faire et consolider la paix ?

Ce séminaire réunissant une quinzaine de chercheurs et praticiens, provenant du ministère des Armées, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de l'Éducation nationale, du SGDSN, de l'Élysée, des think tanks et de l'université, ainsi que des militaires en retraite et d'active, s'est intéressé aux menaces hybrides qui caractérisent les conflits contemporains et en particulier à ce qui semble constituer leur spécificité : l'ambiguïté qu'elles génèrent. L'objectif était triple : mettre en évidence un problème, déterminer quel est le cadre conceptuel adapté pour le traiter et finalement réfléchir à une contre-stratégie en termes non seulement de résilience et de réponse – qui ne se limite pas aux acteurs et aux instruments de la politique extérieure – mais aussi de dissuasion.

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER
Directeur

1^{er}-2 octobre : Journée d'étude [en ligne] des Jeunes chercheurs de l'IRSEM : « La notion de "culture" et l'étude du fait guerrier ».



La journée d'étude des jeunes chercheurs de l'IRSEM, intitulée « La notion de "culture" et l'étude du fait guerrier », s'est déroulée les matinées des 1^{er} et 2 octobre, en visioconférence. Elle a engagé la participation de 21 communicants, doctorants, jeunes docteurs et chercheurs de diverses disciplines de sciences humaines et sociales. L'enjeu principal de cette discussion était d'étudier l'utilisation du concept de culture, dans le monde militaire au sens large, appliqué aux différentes aires régionales et à la croisée des disciplines et méthodologies.

En introduction de la journée, le professeur Jean-Vincent Holeindre a rappelé le biais méthodologique que peut traduire l'emploi de ce concept (causalisme culturel). Son approche intersubjective, sous l'angle de l'historicité, permet par exemple d'interroger l'opposition traditionnelle entre les modèles de guerre occidentale et orientale : d'un côté, une culture orientale qui serait fondée sur la ruse et l'évitement du combat frontal, et de l'autre, une culture occidentale fondée sur la force et le choc.

Le premier axe a donné lieu à une discussion riche, s'appuyant sur une approche plus conceptuelle, entre des chercheurs dont les travaux ont été divisés en deux panels. L'objectif était d'examiner la dichotomie oriental-occidental et la pertinence de cette dénomination en matière de culture stratégique. Cette division a permis de regrouper des sujets variés mais complémentaires, et a mis en avant certaines représentations qui influent sur les praticiens dans leurs façons d'élaborer des stratégies politico-militaires. Le premier panel a fait dialoguer les concepts d'*imamat* en Iran, d'*ethos* au sein de l'État islamique, et de martyr-combattant en Iran. Le second panel a exploré le rapport entre citoyen et soldat, ainsi que le processus de fabrication d'une culture stratégique

en France. Cet axe a mis en avant la domination de certains systèmes de croyances qui, appliqués au quotidien et à des modes d'entraînement, deviennent d'importants moyens pour structurer la manière de pensée, et peuvent se constituer et s'ériger en idéologie.

Le second axe qui portait sur les institutions et les cultures militaires dans le contexte français, a permis à la fois de changer d'échelle d'analyse et d'approfondir des cas plus concrets, comme la culture de corps dans la formation des forces spéciales mer, les soldats français pendant la guerre de Corée, l'ordre serré ou encore la formation d'une culture professionnelle de guerre lors de la Première Guerre mondiale. Cette problématique a été ensuite transposée au contexte colonial dans un second panel, avec comme cas d'étude le corps des surveillants militaires des établissements pénitentiaires de Guyane, les actions paramilitaires et administratives de l'armée française pendant la guerre d'Indochine, ou encore dans un contexte extra-européen, le cas des gendarmes de la police militaire brésilienne dont une partie se forme désormais à l'université. Cet axe a mis en lumière la prééminence d'éléments culturels nationaux dans les pratiques stratégiques et dans la formation des corps et des institutions militaires.

Le troisième axe s'est concentré sur la possibilité d'établir une genèse de la (des) tradition(s) militaire(s) et de la formation d'une culture de guerre chez les combattants irréguliers. Le premier panel, plus historique, composé de trois études de cas, nous a éclairés sur les problèmes posés par le modèle « culturaliste » et son essentialisation : la tradition militaire sous Constantin Monomaque, les guérilleros espagnols au XIX^e siècle ou encore les armées musulmanes de l'émir Abd el-Kader. Enfin, une communication concernant la pensée de Jean Jaurès sur l'armée nouvelle et les milices populaires a clôturé ce panel. Le dernier panel, intitulé « Prendre les armes », s'est intéressé aux groupes armés et à l'investissement de la sphère militaire à des fins politiques. Il a permis de mesurer l'investissement contemporain des femmes dans ces formes irrégulières de combat, à partir de deux cas d'étude : les combattantes FARC et les femmes génocidaires durant la guerre du Rwanda. Enfin, l'étude des combattants de l'IRA et des pratiques de mobilisation politiques au sein du mouvement Azov ont permis de mettre en lumière les enjeux qui traversent ces groupes à la fois militants et militarisés.

Le professeur Thomas Lindemann a conclu la journée d'étude en rappelant que plusieurs défis restaient à relever. D'abord, dans l'opérationnalisation de la culture dans

les études stratégiques : comment repérer la culture dans les systèmes de croyance ? Ces systèmes sont-ils assez homogènes pour pouvoir être comparés ? Le second défi est de conceptualiser la culture de telle manière que l'on puisse avoir une idée de son impact sur la guerre, c'est-à-dire parvenir à distinguer les aspects culturels des aspects comportementaux. Enfin, il a été rappelé que les cultures stratégiques et leur représentation sont instrumentalisées pour susciter la crainte chez l'adversaire.

Il existe ainsi différents liens de causalité entre culture stratégique et culture militaire. Le choix du niveau d'analyse est déterminant pour contourner l'écueil consistant à comprendre la notion de culture de façon monolithique. Le professeur Lindemann a ainsi souligné qu'au niveau global, la meilleure manière d'évoquer la culture est de parler d'imaginaire, tandis qu'au niveau des institutions militaires, il semble pertinent d'interroger la façon dont la routine organisationnelle structure les pratiques stratégiques. Enfin, le troisième et dernier axe insiste sur la dimension forte et symbolique des armes. Celles-ci ne servent pas uniquement à faire la guerre au sens d'une activité technique rationnelle : les armes sont aussi un moyen de reconnaissance et d'affirmation d'une identité.

**Dimitri MINIC, Pierre LABRUNIE
et Charza SHAHABUDDIN**

13 octobre : Séminaire de recherche : « La sécurité maritime, les mers et les océans, nouveaux territoires des relations internationales et des études de sécurité ».

Le séminaire de recherche interne de l'IRSEM du 13 octobre, organisé sous la direction de Jean-Vincent Holeindre, a été consacré à l'émergence de la notion de sécurité maritime et à son développement dans le champ des relations internationales et des études de sécurité. L'état du débat et de la littérature sur le sujet a été présenté par [Marianne Péron-Doise](#) et repris par Mélissa Levaillant avant d'être plus largement discuté par les chercheurs de l'IRSEM. Des échanges, il ressort que cette notion et son inscription dans le périmètre des travaux portant sur les relations internationales contemporaines sont un phénomène récent qui n'a été que partiellement pris en compte par les sciences sociales. Pourtant le domaine de la sécurité maritime constitue un objet d'études et de connaissances interdisciplinaires susceptible de retenir l'attention et d'être un domaine de recherche tant pour les politistes que pour les historiens, les anthropologues, les juristes, les économistes et bien d'autres disciplines. Le concept peut également s'éclairer par l'analyse de la mise en pratique de multiples acteurs, étatiques ou privés, ayant chacun une vision et une

compréhension très différentes de la sécurité maritime et opérant dans le cadre de processus de gouvernance ou de régime de sécurité variables.

Quelle que soit l'approche choisie, théorique ou pratique, il apparaît que la dimension maritime ainsi que le rôle de la mer et des océans dans les relations internationales constituent l'un des ajouts les plus récents sur l'agenda de la sécurité internationale. Le concept s'est notamment imposé à travers l'expansion du phénomène de piraterie du détroit de Malacca à la fin des années 1990 à celui de la piraterie somalienne au large de la Corne de l'Afrique dix ans plus tard. Par ailleurs, l'attention apportée à la pêche illégale a incité la communauté internationale à se pencher sur le développement de la criminalité en mer et aux multiples trafics aboutissant à déposséder nombre d'États côtiers, notamment en Afrique, des ressources liées à l'exploitation de leur domaine maritime ou « économie bleue ». C'est ainsi que la perception de nouvelles menaces provenant de la mer a poussé les États à mettre en œuvre des mécanismes de partage de l'information maritime innovant à partir de centres de fusion régionaux fonctionnant en réseaux, de l'océan Indien à l'Asie du Sud-Est. Par ailleurs, l'acuité des tensions sur les frontières maritimes en Asie et l'expansion navale chinoise qui les accompagne ont remis au goût du jour les thématiques de la puissance navale, du Seapower et des stratégies maritimes des États et des principales organisations régionales de sécurité dont l'Union européenne, l'OTAN ou l'Union africaine. Ces approches restent toutefois dominées par des logiques explicatives géopolitiques. La sécurité maritime est ainsi, la plupart du temps, convoquée pour illustrer la compétition de puissance entre les États-Unis et la Chine en mer de Chine du Sud, la rivalité stratégique entre puissances navales dans l'océan Indien ou en Arctique. Le paradoxe est qu'alors que le principe de liberté de navigation ou la référence à la notion de bon ordre en mer, *good order at sea*, qui tous deux sous-tendent la référence au concept d'Indo-Pacifique, sont constamment invoqués, l'agenda de la recherche sur la sécurité maritime reste sous-développé. Au-delà des stratégies et du jeu des acteurs maritimes, qu'ils soient étatiques ou privés, peu d'attention a été jusqu'ici accordée aux pratiques et aux mécanismes propres à la sécurité maritime. Pourtant ces derniers peuvent refléter à leur manière les changements qui affectent les relations internationales en révélant de nouveaux modèles d'interaction et de coopération dans cet environnement spécifique que constituent les mers et les océans.

Marianne PÉRON-DOISE
Chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes

14 octobre : Journée d'étude [en ligne] « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », organisée par le domaine « Défense et société ».



À l'initiative du domaine « Défense et société » de l'IRSEM, une journée d'étude s'est tenue le 14 octobre sur le thème du « retour des terrains sensibles ». Il s'agissait d'explorer ce que « revenir » signifie tant au niveau des conditions de production des savoirs sur la guerre que dans l'expérience concrète du terrain vécue par les militaires, les journalistes et les chercheurs. C'est une réflexion à trois voix qui a été menée, à l'interface du monde civil et du monde militaire, pour évoquer une question peu mise en débat dont on sait pourtant qu'elle est centrale dans l'expérience de terrain en zones de conflits et de combats. Quatre tables rondes ont composé cette journée. Les deux tables rondes de la matinée ont été consacrées à la confrontation des expériences des militaires, des journalistes et des chercheurs. Les deux de l'après-midi ont porté sur des problématiques plus spécifiques, l'une sur les conditions de réception, d'instrumentalisation et de diffusion de la prise de parole sur les contextes militarisés, l'autre sur ceux qu'on laisse et ceux qui restent une fois rentrés.

Cette journée d'étude témoigne de l'intérêt d'une approche pluridisciplinaire et comparative de l'expérience du « terrain sensible ». Ce choix s'est avéré pertinent au regard de la richesse des échanges et des discussions qui en ont découlé.

Les journalistes, les militaires et les chercheurs sont confrontés sur le terrain dit « sensible » à différentes formes de violence (guerres, dictatures...). Il n'est pas simple de retrouver sa vie quotidienne au retour qui, selon les mots du journaliste Jean-Paul Mari, revient à « passer de la nuit au jour ». Inversement quand on quitte la France pour débarquer sur le terrain, on passe du jour à la nuit, du calme au chaos. Intervenir sur un terrain sensible

contraint à endosser des rôles, à apprendre à vivre avec le danger. Ainsi les journalistes et les chercheurs doivent-ils parfois rester discrets sur leur profession, ou même s'en inventer une, souvent cacher leurs véritables intentions.

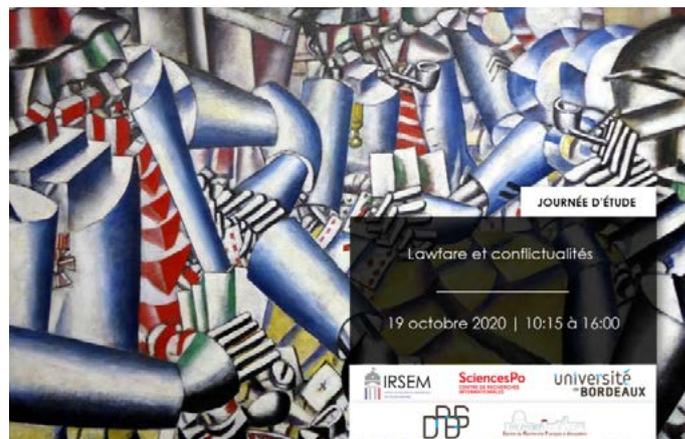
Plusieurs points communs rassemblent l'expérience des militaires, des journalistes et des chercheurs. La prégnance des émotions transparait dans tous les témoignages des intervenants. Le général Manet a évoqué ainsi la forte anxiété liée à la préparation du 6^e REG à l'opération « Tempête du désert ». [Anne-Laure Mahé](#), pour sa part, a décrit l'inévitable empathie que le chercheur développe pour ses enquêtés. Car derrière l'expérience de terrain se cache une multitude d'interactions sociales. C'est là un autre point commun aux quatre tables rondes. Le chercheur, comme le journaliste ou le militaire d'ailleurs, s'intègre au sein d'un groupe d'individus et partage sur le terrain un ensemble d'expériences marquantes. Positives ou négatives ces dernières peuvent être vécues différemment. Cette ambivalence, le colonel Michel Goya l'aborde au prisme du traumatisme. Alors qu'une majorité de soldats échappent tout simplement aux traumatismes, d'autres sont profondément marqués par l'expérience guerrière. Militaires, journalistes et chercheurs font état d'un avant et d'un après le déploiement sur le terrain.

Par les RETEX (retour d'expérience), les reportages ou les publications, tous sont invités à retranscrire leur expérience du terrain sensible. Ironiquement, tous s'accordent également à dire que la guerre est une expérience intransmissible dans son intégralité. De plus, les expériences sont plurielles, si le militaire est théoriquement entraîné à partir sur le terrain (physiquement du moins), le journaliste doit souvent partir dans l'immédiat, sans avoir l'occasion de se préparer. Au contraire, le chercheur dispose de plus de temps pour mener son enquête. Pourtant, même le terrain d'un événement passé peut saisir le chercheur d'un phénomène « d'effraction de la violence », un brusque rappel à la réalité des faits étudiés qu'évoque Christian Ingrao, historien du nazisme et de la violence de guerre.

L'expérience du terrain sensible est donc une expérience plurielle et sans doute irremplaçable. Elle constitue un champ d'étude en elle-même que la teneur des quatre tables rondes structurant cette journée d'étude a permis d'approcher.

François MERCIER et Julien VERSTRAETE
Assistants de recherche

19 octobre 2020 : Journée d'étude [en ligne] « Lawfare et conflictualité », en partenariat avec le CERI et le CRFJ.



Lundi 19 octobre 2020, une journée d'étude intitulée « Lawfare et conflictualités » a été organisée par l'IRSEM et l'Université de Bordeaux en partenariat avec le Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ). Elle s'est tenue dans la continuité de l'atelier exploratoire de l'Université de Bordeaux du 25 octobre 2019. La direction scientifique était assurée par le Dr Julien Ancelin, la Dr Amélie Férey et le Pr Sébastien-Yves Laurent. Elle avait pour objectif de répertorier et de discuter les enjeux de l'utilisation du droit dans les conflictualités tels que conceptualisés dans la littérature scientifique sur le lawfare. Cette journée permettra aux différents intervenants programmés de présenter une contribution écrite, qui pourra, une fois discutée, venir enrichir un numéro spécial de la revue *Raisons politiques*, éditée par les Presses de Sciences Po.

Le premier panel de la journée portait sur les enjeux de définition de cette notion et les ambiguïtés sémantiques dont elle souffre. Julien Ancelin, chercheur en programme post-doctoral à l'Université de Bordeaux, a proposé une analyse du lawfare comme élément de discours politique américain sur le droit international. Il a ensuite interrogé la notion au prisme de l'autonomie du droit par rapport à la politique, en montrant la tendance du lawfare à entretenir une confusion volontaire entre les deux sphères. Il a enfin été mis en avant les potentialités que la notion pourrait présenter dans un contexte d'analyse critique du droit international. Adrien Estève, doctorant au CERI, a discuté de l'utilisation de la notion par le secteur américain de la défense pour disqualifier les actions juridiques entreprises par des groupes militant pour l'environnement. Ces usages du droit de l'environnement s'inscrivent plutôt dans la continuité de pratiques contestataires préexistantes et ne justifient pas l'emploi de la catégorie analytique de lawfare. Enfin, Adrien Schu, maître de conférences à l'Université de Bordeaux, a déconstruit la notion de lawfare en relevant

ses contradictions dans au moins trois de ses acceptions, soit l'exploitation de l'adhésion des États occidentaux au droit international humanitaire ; la dénonciation publique de supposées violations du droit international humanitaire et la mise en œuvre du droit en vue d'une finalité donnée. Pour l'auteur, la notion souffre d'ambiguïtés conceptuelles telles que son intérêt heuristique n'est pas démontré.

Le deuxième panel visait à interroger les potentialités d'une politique étatique assumée de lawfare. Amélie Férey, chercheuse post-doctorale à l'IRSEM, a analysé l'utilisation du droit par l'armée israélienne, en lien avec la Cour suprême et les partenaires privés. Le contexte israélien permet de distinguer entre lawfare stratégique et tactique, et repose sur une forte intégration des initiatives menées par le département juridique de Tsahal, les institutions judiciaires nationales et les partenaires privés. Thomas Leclerc, maître de conférences à l'Université de Bretagne Occidentale, s'est livré à un exercice de projection stratégique en analysant les effets de politiques nationales de lawfare dans le domaine spatial. L'auteur conclut à une possible délégitimation de la règle de droit et à l'affaiblissement du cadre réglementaire dans ce domaine si des politiques de lawfare sont entreprises.

Le troisième panel était axé sur les enseignements de cas d'études nationaux. Carine Monteiro, doctorante à l'université Paris 2, a présenté le concept chinois de « guerre du droit » employé par la République populaire de Chine, en le replaçant dans la doctrine des « Trois Guerres ». Sa communication a souligné la distinction entre la pensée américaine du lawfare et celle existant dans l'espace intellectuel chinois. Mark Corcoral, doctorant au CERI, a démontré l'existence d'une politique étatique américaine de lawfare à partir de l'affaire Huawei. Les poursuites pénales engagées par l'État américain fournissent des ressources discursives à la campagne diplomatique américaine et facilitent l'activation d'autres leviers d'action, comme les contrôles à l'export. Cependant, cet emploi des contrôles à l'export peut nuire à certaines entreprises stratégiques américaines, notamment dans le secteur des semi-conducteurs. Enfin, Samantha Marro, doctorante à l'Université de Bordeaux, a examiné le lawfare en lien avec le concept de stigmatisation dans le contexte de l'annexion par la Russie de la Crimée. Pour l'auteure, cette pratique peut s'inscrire dans le cadre d'une stratégie mixte de réponse à la stigmatisation, en ce qu'elle permet de prendre de court les stigmatisants, ici les démocraties libérales, en utilisant leurs propres valeurs et actes contre eux.

Amélie FÉREY
Postdoctorante

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Pierre BOURGOIS

- Communication : avec John R. Emery, « Ethics and Strategic Consequences of Soldier Enhancement », 2020 American Political Science Association (APSA) Annual Meeting, « Democracy, Difference, and Destabilization », San Francisco, Californie (États-Unis),

10-13 septembre 2020.

- Communication : avec Daniel Brunstetter, « The Enhanced Soldier and the Ethics of Wars », International Studies Association (ISA) – West 2020 Conference, Californie (États-Unis), 27 et 28 septembre 2020.

- Communication : « The Neoconservative Vision in Foreign Policy », International Studies Association (ISA) – West 2020 Conference, Californie (États-Unis), 27 et 28 septembre 2020.



Flavien BOURRAT

- Article : « Les services de renseignement au Maghreb : un processus de normalisation complexe et inachevé », *Confluences Méditerranée*, « Jeux de pouvoir au Maghreb », n° 114, automne 2020.



Camille BOUTRON

- Intervention sur les enjeux sécuritaires des politiques d'égalité hommes-femmes dans l'élaboration des programmes d'accompagnement de retour à la vie civile d'anciens combattants, dans le cadre d'une formation donnée par l'Institut d'études politiques de l'Université Autonome de Bucaramanga aux fonctionnaires de l'Agence colombienne de réintégration et normalisation sur les questions de genre dans les programmes de démobilisation, désarmement et réintégration, 3 octobre 2020.

- Modératrice à la table ronde « Les militaires face au retour du combat » et intervention à la table ronde « Ceux qu'on laisse – ceux qui restent », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.

- Participation à une table ronde portant sur les inégalités de genre et le trafic illégal des armes légères et de petits calibres (ALPC), Commission pour le Désarmement, 21 octobre 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Présentation : « Le TNP et l'ordre nucléaire international », dans le cadre de la formation des attachés, IHEDN, École militaire, 8 octobre 2020.



Paul CHARON

- Participation au séminaire « Autour de la guerre », organisé par l'IRSEM et le CAPS. Deux interventions : « La guerre hybride de la République populaire de Chine » et « La guerre informationnelle chinoise : l'exemple de l'opération Infektion 2.0 », Fondation des Treilles, Tourtour, 30 septembre-3 octobre 2020.

- Intervention : « La Chine dans les relations internationales », dans le cadre de la préparation aux concours administratifs de l'IPAG, Paris, 5 octobre 2020.

- Intervention : « Évolutions des conflictualités : quelles reconfigurations stratégiques au XXI^e siècle ? », dans le cadre du 1^{er} cycle « Attachés du ministère des Armées », IHEDN, Paris, 5 octobre 2020.

- Intervention : « Évolutions des conflictualités : quelles reconfigurations stratégiques au XXI^e siècle ? », dans le cadre du 1^{er} cycle « Attachés du ministère des Armées », IHEDN, Paris, 5 octobre 2020.

- Participation au comité de suivi de thèse de doctorat de Paco Milhiet. Thèse en cotutelle entre l'université de Polynésie française et l'Institut catholique de Paris, sur le sujet : « Géopolitique de l'Indo-Pacifique français au XXI^e siècle : stratégie nationale et contextes ultramarins », 22 octobre 2020.



François DELERUE

- Présentation : « Cyberspace, cybersécurité : enjeux et défis du numérique », IHEDN, 1^{er} cycle « Attachés du ministère des Armées », Paris, 5 octobre 2020.

- Publication : avec Aude Géry, « [A New UN Path to Cyber Stability](#) », Directions: Cyber Digital Europe, 6 octobre 2020.

- Publication du rapport *Cyber defence in the 5+5 area: prospects for cooperation*, préparé dans le cadre du CEMRES (5+5 Sahel) sous la direction du colonel João Manuel Assis Barbas (Portugal), octobre 2020.

- Participation aux « EU-Republic of Korea Cyber Consultations », co-organisées par EU Cyber Direct et le National Security Research Institute, en ligne, 6-7 octobre 2020.

- Présidence de la table ronde sur la cybercriminalité aux « EU-India Cyber Consultations », co-organisées par EU Cyber Direct et Observer Research Foundation, en ligne, 27-28 octobre 2020.

- Participation à l'atelier virtuel, « The Oxford Process on International Law Protections in Cyberspace: Protecting Elections from Foreign Cyber Interference » organisé par le Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (ELAC) et parrainé par Microsoft, 20 octobre 2020.

- Signataire de *The Oxford Statement on International Law Protections against Foreign Electoral Interference through Digital Means*, octobre 2020.

- Participation au « Consultation on EU Cybersecurity Strategy 2020 », convened by the European External Action Service and the European Union Institute for Strategic Studies, en ligne, 29 octobre 2020.



Amélie FÉREY

- Podcast : « [Cibler n'est pas jouer](#) », Le Collimateur, 29 septembre 2020.

- Invitée à l'émission « Cosmopolitique » sur le thème « [Une nouvelle ère pour la politique étrangère d'Israël](#) », présentée par Anne-Laure Mahé, Fréquence protestante, 8 octobre 2020.

- Communication : « Les récits divergents du sionisme à l'écran. *Fauda* (2015, YES) et *Our Boys* (2019, HBO) », au colloque « Security TV Series: definitions, limits and

- Communication : « Les récits divergents du sionisme à l'écran. *Fauda* (2015, YES) et *Our Boys* (2019, HBO) », au colloque « Security TV Series: definitions, limits and

features of a genre », organisé dans le cadre du projet : « DEMOSERIES – Shaping Democratic Spaces: Security and TV series » soutenu par l'European Research Council (ERC Advanced Grant) et hébergé par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9-10 octobre 2020.

- Présentation : « Qualifier le lawfare. Lawfare tactique et judiciaire dans le contexte israélo-palestinien », à la Journée d'étude [en ligne] « Lawfare et conflictualités », IRSEM/CERI/CRFJ, 19 octobre 2020.



Pierre HAROCHE

- Présentation sur l'Europe de la défense dans le cadre de la session IHEDN dédiée aux attachés du ministère des Armées, École militaire, Paris, 7 octobre 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Livre : *Les Opérations extérieures de la France*, co-dirigé avec Julian Fernandez, Paris, CNRS Éditions, octobre 2020, 335 p.

- Séminaire fermé IRSEM-CAPS sur la conflictualité hybride à la Fondation des Treilles, Tourtour (Var), 30 septembre – 3 octobre 2020.



Christophe LAFAYE

- Publication : « Les archives "construites" pour collecter, archiver et valoriser l'expérience combattante du XXI^e siècle » in Délégation du patrimoine de l'armée de terre, *La Chouette Athéna et Clio : mélanges offerts au lieutenant-colonel Rémy Porte*, Paris, EcriTerre, 2020.

- Conception et organisation de la journée d'étude en ligne « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », 14 octobre 2020.

- Article : « [Il fallait avoir l'air propre sur les images](#) », *Politika* [en ligne], dossier « [Expériences combattantes en Afghanistan](#) » sous la dir. de Cloé Drieu, octobre 2020.



Anne-Laure MAHÉ

- Intervention à la table ronde « Les chercheurs et journalistes face au retour d'un terrain sensible », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.

- Publication : « [Soudan : un an de transition entre espoir et crises](#) », Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal, *Bulletin FrancoPaix*, vol. 5 n° 8, octobre 2020.



Eveline MATHEY

- Conférence sur les évolutions et transformations de l'OTAN, dans le cadre de la session IHEDN dédiée aux attachés du ministère des Armées, École militaire, Paris, 7 octobre 2020.



Anne MUXEL

- Publication : « Ok Boomer et ses suites politiques », dans Jean-François Marmion (dir.), *Psychologie de la connerie en politique*, Éditions Sciences humaines, octobre 2020.

- Article : « L'Union européenne et les jeunes. Regards croisés d'une sociologue et d'un cinéaste », *Ethnologie française*, n° 179, 2020/3, p. 575-580.

- Livre : avec Olivier Galland (dir.), *Radical Thought Among The Young: A Survey of French Lycée Students*, Brill, Leyde, octobre 2020, 232 p.

- Publication : « Crise d'identité », dans Jean Gayon *et al.*, *L'Identité. Dictionnaire encyclopédique*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Essais », 2020, p. 264-266.

- Ouverture et conclusion de la visio-conférence : « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.



Florian OPILLARD

- Intervention : « La militarisation des crises environnementales » à la conférence « [La prise en compte du chan-](#)

[gement climatique dans les armées françaises](#) » dans le cadre du Festival de géographie de Saint-Dié-des Vosges, 3 octobre 2020.

- Discutant à la table ronde « Ceux qu'on laisse – ceux qui restent », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.



Angélique PALLE

- Intervention : « L'adaptation des militaires au changement climatique » à la conférence « [La prise en compte du changement climatique dans les armées françaises](#) » dans le cadre du Festival de géographie de Saint-Dié-des Vosges, 3 octobre 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Présentation d'un projet de note de recherche sur le thème « La Sécurité maritime, les mers et les océans, nouveaux territoires des relations internationales et des études de sécurité », avec comme discutant Melissa Levallant (IHEDN) dans le cadre d'un séminaire de recherche IRSEM dirigé par Jean-Vincent Holeindre, 13 octobre 2020.

- Présidence de la conférence « Démographie, agriculture, énergie, technologie, à quelles conditions le Japon conservera-t-il son autonomie ? », organisée par Thomas Delage, rédacteur en chef de la revue *Diplomatie*, à la Maison de la culture du Japon à Paris, à l'occasion de la sortie du numéro spécial « Géopolitique du Japon (n° 56, printemps 2020), 15 octobre 2020.

- Interview pour l'émission « Culture Monde » sur le thème « Confrontations, négociations : se partager la Méditerranée », France Culture, 20 octobre 2020.



Maud QUESSARD

- Webminal « Together or Alone? Choices and Strategies for Transatlantic Relations for 2021 and Beyond - Discussing GMF's Transatlantic Task Force Policy Options », German Marshall Fund of the United States, 8 octobre 2020.

- Panel « Puissance » avec Marie-France Chatin, Jean-Baptiste Velut et Stéphane Taillat, « Trump et la fin du multilatéralisme : la question des alliances », dans le cadre de la journée d'étude « Le rêve américain à l'épreuve de Donald Trump », Université de Chicago à Paris, 16 octobre 2020.

- Publication : « Élection présidentielle et guerres de l'information numériques, quels dangers pour la démocratie américaine ? », *Diplomatie*, n° 106, novembre-décembre 2020, p. 80-84.

- Entretien avec Pierre Donadieu, « Trump et les leaders autoritaires », AFP, 14 octobre 2020.

- Entretien avec Frédéric Autran, « [Le retour au monde d'avant n'est pas possible](#) », *Libération*, 21 octobre 2020.



Nicolas REGAUD

- Intervention dans un webinar à la Berlin Climate Security Conference organisée par Clingendael Institute, sur le thème « How to convince the military community to engage in climate security ? », 29 septembre 2020.

- Intervention : « French Climate Security Policy – a National and International Agenda » au cours « Climate Change and Security », organisé par l'IHEDN et Adelphi, Collège européen de sécurité et de défense, Bruxelles, 7 octobre 2020.

- Communication : « France's Indo-Pacific Strategy and Avenues for Cooperation », au « Indonesia-France Seminar on the Indo-Pacific: Inclusive Strategy for Peace and Prosperity », Ifri, Paris, 23 octobre 2020.

- Publication : « [Du Pacific Fusion Centre à l'Indian Ocean Security Information Fusion Centre ?](#) », Brève stratégique n° 11, IRSEM, 29 octobre 2020 ; « [From the Pacific Fusion Center to the Security Information Fusion Center in the Indian Ocean?](#) », Strategic Brief No. 11, 30 octobre 2020.



COL Stéphan SAMARAN

- Publication : « [Le Tadjikistan : une exception ?](#) », Brève stratégique n° 10, IRSEM, 27 octobre 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Direction et soutenance de mémoire de Master 2 de Adrien Valentin, *L'Indo-Pacifique et la diplomatie stratégique de l'Australie et de l'Inde*, MRIAIE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 5 octobre 2020.

- Jury soutenance du mémoire de 4^e année IEP de Strasbourg de Léo Lebunetel, *Géostratégie en mer de Chine méridionale, Les enjeux sécuritaires de la politique de projection chinoise*, 5 octobre 2020.

- Pré-commission HDR de l'INALCO, 16 octobre 2020.

- Participation à une réunion du conseil scientifique avec les directeurs d'UMIFRE Asie (MFJ à Tokyo, CEFC à Hong Kong, IRASEC à Bangkok, CSH à New Dehli et IFP à Pondichéry), 26 octobre 2020.



LT Camille TROTOUX

- Intervention à la table ronde « Les militaires face au retour du combat », visio-conférence « Revenir du combat – revenir du terrain sensible », IRSEM, 14 octobre 2020.



Denis TULL

- Interview dans [Norddeutscher Rundfunk](#) sur la reconstruction de l'armée malienne, 3 octobre 2020.

- Modération du débat « 1000 pièces : la gestion des conflits au Sahel », Working Group on Peace and Development (FriEnt), 6 octobre 2020.

- Audition devant le groupe de coordination sur le Sahel du groupe parlementaire social-démocrate (SPD), Berlin, 8 octobre 2020.



Océane ZUBELDIA

- Article : « Le Japon, une puissance technologique spatiale ? Ambitions et capacités », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, n° 58, octobre 2020.

- Article : « L'élargissement du spectre d'emploi des drones : des progrès technologiques aux conflits futurs », *Conflits*, hors-série n° 11, « Comment dominer le ciel de demain ? », octobre 2020.

- Interview : *Journal de la Défense* (JDEF), « Drones militaires : la nouvelle ère », première diffusion sur la chaîne de télévision LCP, 25 octobre 2020.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Raphaëlle KHAN

- **Publication** : « [L'Inde, la souveraineté et la Responsabilité de protéger](#) », Note de recherche n° 106, IRSEM, 14 octobre 2020.



Yvan LLEDO-FERRER

- Publication : avec Jan-Hendrik Dietrich, « Intelligence and Europe, beyond mutual neglect », et « Building a European intelligence community », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, sous la dir. de Yvan Lledo-Ferrer et Jan-Hendrik Dietrich, 33:3, été 2020, p. 437-439 et p. 440-451.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Présentation du projet d'article : « Éléments de réflexion sur la "guerre du droit" : une vision chinoise du lawfare ? » et discussion du papier d'Adrien Estève : « Du contentieux écologique au "lawfare" climatique ? Les usages protestataires des normes environnementales contre le secteur de la défense aux États-Unis », à la journée d'étude « Lawfare et conflictualités » en visio-conférence, organisée par Amélie Férey, Julien Ancelin et Sébastien-Yves Laurent, 19 octobre 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Conférence (en ligne) : « La notion de culture analytique », *Les mardis du renseignement : séminaire en hommage à l'amiral Lacoste*, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 6 octobre 2020.

- Évaluateur externe : Commission européenne, Agence exécutive pour la recherche, Programme de financement Horizon 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

LES ÉTATS-UNIS ET LE MOYEN-ORIENT (DÉSENGAGEMENT OU QUESTION IRANIENNE)

John B. ALTERMAN, « [Stumbling Out of the Middle East is No Better Than Stumbling In](#) », *Defense One*, 15 septembre 2020.

Dans cet article publié par *Defense One* puis rediffusé par le CSIS, institut pour lequel il dirige le programme Moyen-Orient, John B. Alterman démontre les conséquences néfastes et coûteuses d'un retrait américain du Moyen-Orient. Il reconnaît que les « guerres longues », devenues aujourd'hui des « guerres éternelles » (*endless wars*) dans la rhétorique stratégique, poussent les décideurs américains à se désintéresser du Moyen-Orient et à s'en désengager dans le but de mettre fin aux échecs répétés. En effet, aucun des objectifs américains n'a véritablement été atteint : l'Iran représente toujours une menace quant à la prolifération nucléaire, les groupes terroristes résistent à la guerre qui est menée contre eux, la question palestinienne est loin d'être résolue et l'Irak reste un pays fragile (loin d'être une exception dans la région).

Néanmoins, les pays du Golfe demeurent favorables à un fort engagement américain comme le démontrent les récents accords Abraham signés le 15 septembre dernier. Un retrait américain bouleverserait l'ordre régional et obligerait chaque acteur à revoir sa stratégie vis-à-vis des équilibres de puissance régionaux. Selon John B. Alterman, d'un côté l'Iran renforcerait le rôle de ses milices au Liban et au Yémen tandis que les pays du Golfe, inquiets pour leur sécurité, augmenteraient leurs dépenses militaires.

Cette course aux armements et cette radicalisation des antagonismes vont sûrement accentuer les « conflits de proxies » (*proxy wars*) entre acteurs sunnites et chiites à même de déstabiliser toute la région. De plus ces États, en l'absence de présence américaine, pourraient rechercher le soutien d'autres compétiteurs stratégiques comme la Russie et la Chine. John B. Alterman estime que la Russie devrait tirer profit d'« États clients » dans le but d'avoir des bénéfices commerciaux de court terme, tandis que la Chine aurait intérêt à développer les infrastructures commerciales dans la région pour pérenniser son approvisionnement en énergie. Une mainmise chinoise sur les ressources énergétiques du Moyen-Orient serait une

menace existentielle pour les autres États asiatiques qui pourraient alors être obligés de se rapprocher de leur voisin chinois aux dépens de la protection américaine. Un retrait américain bénéficierait donc aux adversaires stratégiques chinois et russes et nuirait aux États-Unis.

À l'inverse, ces derniers doivent repenser leur approche en développant des liens économiques et éducatifs et en s'engageant diplomatiquement pour développer des coopérations régionales. John B. Alterman affirme que le Moyen-Orient continuera à représenter un enjeu important pour la sécurité américaine (contre-terrorisme, prolifération nucléaire, équilibre des marchés de l'énergie, prédation des compétiteurs stratégiques) et l'abandonner serait une décision stratégique hautement préjudiciable à éviter absolument.

LES GUERRES HYBRIDES

Anthony H. CORDESMAN, « [The Real World Capabilities of ISIS: the Threat Continues](#) », CSIS, 9 septembre 2020.

Il aura fallu plusieurs années aux principales puissances occidentales pour tenter de venir à bout du terrorisme en Syrie et en Irak. L'adaptation des capacités de Daech explique la défaite préalablement subie par les forces alliées. Les mutations de ce mouvement global ont conduit à de multiples pertes militaires côté américain et continuent de générer de nombreux défis sécuritaires depuis les attentats du 11 septembre 2001. Selon cette analyse du CSIS, les succès tactiques remportés contre Al-Qaïda et Daech ne marquent pas pour autant la fin de l'évolution du terrorisme.

En effet, les nouvelles technologies, les moyens de communication – avec les réseaux sociaux notamment – ont altéré les dynamiques militaires. Selon Anthony H. Cordesman, il y a là nécessité de faire un travail de fond considérable afin d'instaurer une politique stable et fonctionnelle dans les États concernés par les complots extrémistes. Daech n'est pas encore vaincu, malgré le retrait progressif des troupes américaines de la région. Ses formes continuent de se multiplier et ses réseaux de s'étendre. En Syrie par exemple, l'organisation profite du chaos provoqué par la percée turque contre les Kurdes en octobre 2019. En Iraq, la paralysie politique régnante – couplée à des manifestations massives prenant place au sein des réseaux urbains – est favorable à une réaffirmation de l'État islamique.

L'inaction générale due à la Covid-19 a facilité la stagnation économique, diplomatique et sociale ; autant d'éléments qui profitent aux mouvances islamiques extrémistes. Groupe disparate et hétérogène, Daech est capable de s'autofinancer et de promouvoir un recrutement permanent. Pour ses capacités, le terrorisme islamique est considéré comme hybride, en perpétuel renouvellement de ses membres, de ses actions et de ses formes. Selon le CSIS, la guerre hybride doit s'attaquer en priorité aux causes de prolifération du terrorisme, à savoir aux défaillances étatiques. Les divisions sectaires alimentent par exemple considérablement la résilience aux nouvelles formes hybrides du terrorisme. La résolution de ces enjeux devrait être la priorité du commandement militaire américain.

L'AVENIR DE LA RELATION TRANSATLANTIQUE

David MCKEAN et Bart M. J. SZEWCZYK, « [The World Still Needs a United West](#) », *Foreign Affairs*, 17 septembre 2020

La relation transatlantique a largement souffert du premier mandat Trump, et lorsque ce dernier a qualifié l'Europe « d'ennemie », on était bien loin de l'esprit presque fraternel qui régnait lors de l'établissement de la *Charte de l'Atlantique* en 1941 entre Churchill et Roosevelt. Dans leur article, les deux auteurs du German Marshall Fund, David McKean et Bart M. J. Szewczyk font état du délabrement de la relation transatlantique et de la nécessité hautement stratégique de revitaliser cette dernière. Si les regards se tournent de plus en plus vers le géant chinois, les États européens et les États-Unis représentent encore plus de la moitié des revenus mondiaux et des dépenses militaires.

Alors que Trump a remis en cause l'existence même de l'Alliance atlantique, les Européens reprennent espoir en la réalisation d'une alliance post-Trump que Biden pourrait incarner, il considère en effet que l'Europe est « un partenaire indispensable de premier recours ». Face à l'hostilité assumée de Trump, les Européens ont perdu confiance en leur allié américain et expriment une volonté d'autonomie stratégique. S'il est élu, Joe Biden, en accord avec son discours pro-démocratie, devrait accorder une réelle attention à l'Europe afin de renouer les liens. Symboliquement, il a annoncé que les dirigeants européens seraient les premiers qu'il appellerait en cas de victoire. David McKean et Bart M. J. Szewczyk affirment qu'il est presque impossible pour les États-Unis d'accomplir leurs objectifs de politique étrangère sans le concours de l'Europe, tandis que cette

dernière a toujours besoin du soutien et de la puissance militaire américaine assurée par l'OTAN (par exemple en Afrique du Nord et au Moyen-Orient).

Pour parer au déclin de l'Alliance atlantique qui affaiblit à la fois l'Europe, les États-Unis et la prospérité de l'ordre libéral international que ces puissances incarnent, une nouvelle charte de l'Atlantique répondant mieux aux enjeux du XXI^e siècle pourrait être rédigée. Une telle action permettrait la mise en place de nouvelles structures avec, par exemple, un *Transatlantic Strategic Partnership Agreement* afin de revigorer l'Alliance. De nouvelles institutions pourraient également voir le jour avec un Conseil de coopération transatlantique qui faciliterait les communications intergouvernementales et permettrait ainsi de coordonner les stratégies pour faire face aux nouveaux enjeux communs : le désordre du cyberspace, le dérèglement climatique, la compétition stratégique de la Chine et la rivalité systémique avec la Russie. Ainsi, selon les experts du German Marshall Funds, l'Europe, les États-Unis et l'ordre mondial dans sa globalité ont véritablement besoin d'un renouveau de l'Alliance atlantique.

Valentin VIGILANT et Philippine RAPHANAUD
Assistants de recherche

ÉTHIQUE DE LA GUERRE

Adrien ESTÈVE, « [Penser la protection de l'environnement en temps de guerre : les apports de la tradition de la guerre juste](#) », *Raisons politiques*, n° 77, 2020/1, p. 55-65.

Josh MILBURN et Sarah VAN GOOZEN, « *Counting animals in war: First steps towards an inclusive just-war theory* », *Social theory and practice*, à paraître.

Ariel COLONOMOS, *Un prix à la vie. Le défi politique de la juste mesure*, PUF, 2020.

L'environnement, les animaux et les robots : ces trois entités non humaines suscitent de vifs débats en philosophie morale ces dernières années, s'inscrivant dans un grand mouvement de décentrement de l'éthique et d'élargissement de nos horizons moraux au-delà de l'humanisme classique. L'éthique de la guerre n'échappe pas à cette tendance ; longtemps étudiée dans une perspective anthropocentrée, cette branche de l'éthique appliquée s'ouvre aujourd'hui à de nouvelles approches, comme l'illustrent ces récentes publications.

Dans la revue *Raisons politiques*, Adrien Estève se fonde sur la tradition de la guerre juste et ses auteurs canoniques pour justifier d'un point de vue moral la protec-

tion de l'environnement en temps de guerre, dans le cadre du *jus in bello*. D'une part, le critère de distinction permet d'octroyer une immunité morale aux ressources naturelles essentielles à la survie des populations civiles, considérées comme innocentes et vulnérables. D'autre part, le critère de proportionnalité pose que certains comportements guerriers ou armes peuvent avoir des conséquences tellement dévastatrices, y compris pour les écosystèmes, qu'ils en deviennent illégitimes. À la suite de la guerre du Vietnam, le terme d'*écocide* a ainsi été forgé pour désigner une destruction massive de l'environnement avec des effets étendus et de longue durée. Pour compléter ces deux arguments conséquentialistes, l'auteur propose de puiser dans la tradition de l'éthique des vertus, qui valorise la tempérance et la prudence du soldat, et le positionne dans une attitude morale de « gardien du vivant ».

Les philosophes Josh Milburn et Sarah Van Goozen s'intéressent pour leur part à la place des animaux dans les conflits armés. Dans un article à paraître dans la revue *Social theory and practice*, ils s'interrogent sur quels types et quelle quantité de dommages peuvent être légitimement causés aux animaux dans la poursuite de la victoire. Les deux auteurs proposent d'inclure ces dommages dans les calculs de proportionnalité et dans l'évaluation de la nécessité d'une action guerrière. En tant qu'êtres sensibles, les intérêts des animaux à vivre et à ne pas souffrir doivent être pris en compte dans l'estimation des coûts des activités militaires. Toute la difficulté est alors de réussir à définir des équivalences de valeur entre vies humaines et vies animales. Milburn et Van Goozen défendent l'idée que celles-ci sont en principe comparables, c'est-à-dire que la force des intérêts des animaux pour une vie continue peut être comparée à la force des intérêts des humains pour le même bien. Ils appellent donc au développement de barèmes de valeurs, calculés en tenant compte du niveau de personnalité des différents animaux et de la quantité de bien qui peut être attendue dans leur vie. Le comptage des animaux en temps de guerre pourrait ainsi suggérer des changements tactiques, en rendant les actions parfois plus difficiles à justifier, mais également parfois plus faciles.

Enfin, dans une réflexion davantage prospective, Ariel Colonomos s'interroge dans son dernier ouvrage intitulé *Un prix à la vie* sur l'éventualité d'accorder une valeur à la vie des robots du futur. Avec les progrès de l'IA, il est possible que les machines acquièrent un jour une forme de sensibilité et des capacités réflexives. Serait-il alors encore légitime de traiter les robots militaires comme des objets purement fonctionnels et dispensables, ou devrions-nous leur accorder un statut moral ? Plus radical encore, si

ces robots atteignent un niveau avancé de métacognition, ils pourraient concevoir leurs propres règles de la guerre, avec leurs propres codes de valorisation des vies humaines et non humaines ; le prix de la vie des hommes s'en trouverait alors altéré.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

RELATIONS INTERNATIONALES

Joshua ITZKOWITZ SHIFRINSON, « [Partnership or Predation? How Rising States Contend with Declining Great Powers](#) », *International Security*, 45:1, juillet 2020, p. 90-126.

Dans un article paru cet été dans la revue *International Security*, Joshua Itzkowitz Shifrinson s'attaque à la croyance répandue dans le champ savant des Relations internationales selon laquelle les puissances émergentes menacent les grandes puissances déclinantes. En réalité, considère-t-il, les premières peuvent être amenées à coopérer, voire à agir en faveur des secondes. En dernière analyse, de tels positionnements dépendent de calculs stratégiques que l'auteur s'attache à identifier. Un rapprochement de la puissance émergente vers la grande puissance déclinante a tendance à s'observer lorsque, toutes choses égales par ailleurs, la dernière peut être utile face à la menace sécuritaire provenant d'autres grandes puissances. Mais lorsqu'une puissance émergente ne peut s'appuyer ainsi sur une grande puissance déclinante, elle a toutes les chances de se comporter en prédateur. En l'occurrence, l'étendue des moyens engagés dans la stratégie de prédation varie en fonction des capacités militaires de la puissance déclinante : plus celles-ci sont importantes, moins la puissance émergente sera entreprenante vis-à-vis d'elle. Empiriquement, l'article repose sur une analyse des stratégies adoptées par les deux puissances considérées comme émergentes qu'étaient, après 1945, les États-Unis et l'Union soviétique face à la puissance britannique déclinante ; de même pour les États-Unis face à l'Union soviétique déclinante à la fin de la guerre froide.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *C'est la guerre. Petits sujets sur la violence du fait guerrier (XIX^e-XXI^e siècles)*, Éditions du Félin, 2020, 266 p.

La lettre d'un homme décrivant à sa femme ce qu'il reste de leur maison après qu'elle fut rasée par l'artillerie allemande ; la canne sculptée par le Poilu Claude Burloux dans la boue d'une tranchée ; le combat de la veuve Maupas pour la réhabilitation de son mari ou encore la présence de la délégation des gueules cassées à Versailles en 1919 sont autant de « petits sujets sur la violence du fait guerrier » présentés par l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau dans son ouvrage *C'est la guerre. Petits sujets sur la violence du fait guerrier (XIX^e-XXI^e siècles)*, publié aux éditions du Félin.

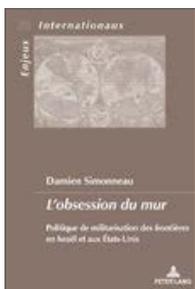
Cet universitaire, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, aime la micro-histoire, le temps court, l'incident, l'objet isolé ou l'image unique, qui permettent de comprendre l'individu dans toute sa singularité. Auteur – entre autres – de *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XXI^e siècle)* (Seuil, 2008) et de l'émouvant *Quelle histoire. Un récit de filiation (1914-2014)* (Hachette, 2015) – qui ouvre de solides perspectives d'études historiques sur l'importance de la transmission des événements traumatiques au sein des familles –, Stéphane Audoin-Rouzeau nous donne à découvrir des textes méconnus, illustrant deux décennies de travaux. Ils proviennent d'ouvrages collectifs, d'actes de colloques, de revues (parfois obscures et disparues) ; d'autres encore n'avaient jamais été publiés, ayant fait l'objet d'une communication seulement orale.

Cet ouvrage occupe une place singulière dans le parcours de recherche du chercheur : « Disons que j'ai éprouvé le besoin de regarder un peu en arrière, en reprenant ce que j'avais pu écrire, de manière dispersée, au cours d'une vingtaine d'années de recherche, sur le "fait guerrier", depuis la guerre de 1870-1871 jusqu'à des épisodes très contemporains comme les attentats du 13 novembre 2015 », souligne Stéphane Audoin-Rouzeau. « L'idée était surtout d'offrir au lecteur des contributions à l'échelle "micro", en considérant que c'était là l'échelle où, en tant qu'historien, j'avais écrit les textes les plus pertinents. Il y

a donc une proposition un peu cachée dans le livre : face à l'immensité de l'objet "guerre", presque impossible à saisir dans sa globalité, c'est encore à l'échelle micro, "au ras du sol" en quelque sorte, que l'on crée les effets de connaissance et d'intelligibilité les plus nets. »

Un ouvrage très intéressant pour tous les chercheurs s'intéressant à l'anthropologie historique de la guerre. Son style précis et puissant embarque le lecteur sur les traces des violences de guerre, si présentes encore dans notre XXI^e siècle et qui questionnent notre humanité.

Christophe LAFAYE
Chercheur Défense et société



Damien SIMONNEAU, L'Obsession du mur. Politique de militarisation des frontières en Israël et aux États-Unis, Peter Lang, 2020, 422 p.

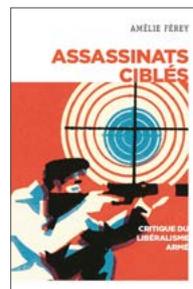
Trente ans après la chute du mur de Berlin, les murs de séparation aux frontières se multiplient aujourd'hui partout dans le monde. C'est ce constat d'un « nouvel emmurement du monde » qui sert de point de départ au livre de Damien Simonneau, chercheur en science politique à l'Université Saint Louis Bruxelles. Dans *L'Obsession du mur*, ouvrage issu de sa thèse de doctorat, l'auteur s'intéresse en particulier aux politiques de militarisation des frontières aux États-Unis et en Israël, en étudiant les processus de mobilisation des coalitions pro-barrière, autour de l'érection de la « barrière de sécurité » en Cisjordanie au début des années 2000, et de la consolidation de la « barrière frontalière » avec le Mexique en Arizona, au début des années 2010.

Le questionnement de cette recherche part d'un paradoxe : le consensus politique et sociétal en faveur du mur domine dans ces deux systèmes politiques, et ce malgré son efficacité tout à fait discutable. Au-delà de la fonction sécuritaire affichée (lutte contre le terrorisme, la contrebande, les agressions), l'auteur met en lumière la fonction symbolique de ces barrières. Elles procéderaient avant tout d'une théâtralité politique, qui met en scène l'ordre par la séparation physique, afin de rassurer le citoyen angoissé dans un monde chaotique jugé rempli de dangers. D'inspiration constructiviste, ce travail s'inscrit dans la perspective des études critiques de sécurité, cherchant à montrer comment les mobilités sont construites comme des risques à « sécuriser », à travers les discours et les pratiques d'acteurs hétérogènes aux agendas variés (milices, professionnels de la sécurité, politiciens, acteurs économiques, mouvements nativistes...), qui se mobilisent au sein de coa-

litions pro-barrière pour diffuser leur récit et faire pression sur les législateurs et les politiques afin d'imposer une gestion militarisée des frontières. Malgré les spécificités culturelles et politiques propres à chaque État, l'auteur identifie un schéma d'action commun à ces différentes coalitions, composé de trois moments structurants. La première étape consiste à coder les mobilités à la frontière en enjeux problématiques, de nature sécuritaire, identitaire ou politique. Dans un deuxième temps, il s'agit de mobiliser une expertise militaire et policière pour présenter la militarisation de la frontière comme la meilleure solution technique à ces problèmes, et légitimer le recours à la barrière. Enfin, c'est la diffusion du récit pro-barrière dans les arènes parlementaires, juridiques et médiatiques et l'organisation d'actions symboliques pour promouvoir la cause.

Plus largement, Damien Simonneau interroge ici la place du militaire dans la gestion de la nature problématique de la présence de l'étranger dans nos sociétés et plaide en conclusion pour une démocratisation de la frontière comme institution politique, contre sa prise en charge par le militaire. Résultant de dizaines d'entretiens effectués avec les acteurs concernés, ce travail apporte un éclairage sociologique important sur le processus de construction sociale des risques à la frontière en dévoilant les ressorts politiques, idéologiques et économiques multiples qui participent à la diffusion d'un sens commun sécuritaire dans ces sociétés.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche



Amélie FÉREY, Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé, CNRS Éditions, 2020, 368 p.

De l'élimination spectaculaire de Ben Laden par les forces spéciales américaines au Pakistan à l'exécution récente du général iranien Soleimani par un drone américain, le phénomène des assassinats ciblés occupe régulièrement le devant de l'actualité internationale ces dernières années. Désignant l'utilisation de la force létale par un État dans le but de tuer individuellement des personnes qui ne se trouvent pas sous sa garde et représentent une menace pour la sécurité nationale, cette pratique s'est banalisée à partir du début des années 2000, dans le contexte de guerre contre le terrorisme.

Dans *Assassinats ciblés*, [Amélie Férey](#) étudie les politiques d'assassinats ciblés menées par Israël et les États-Unis au Moyen-Orient depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Chercheuse en science politique à Sciences Po (CERI) et à l'IRSEM, l'auteure analyse les logiques de justification et les stratégies discursives déployées par les États américains et israéliens pour légitimer cette pratique auprès de leurs opinions publiques et de la communauté internationale. À travers cette étude, il s'agit d'interroger le processus de reformulation de la notion de violence légitime en démocratie libérale, dans un cadre de lutte contre le terrorisme globalisé. Amélie Férey dresse le portrait d'un « libéralisme armé », dont le socle de justification repose sur quatre formes de légitimité. Le recours à la légitimité traditionnelle consiste à inscrire cette pratique dans une continuité historique afin de minorer la nouveauté et l'inscrire dans une chaîne de légitimité. La convocation du droit international humanitaire vise à doter ces politiques d'une légitimité formelle, quitte à reformuler celui-ci dans un sens qui sert avant tout les intérêts de ces États. La rhétorique de l'efficacité met en avant une légitimité conséquentialiste, présentant les assassinats ciblés comme le moyen le plus performant pour garantir la sécurité nationale et vaincre les organisations terroristes. Enfin, la légitimité substantielle atteste de la conformité de la pratique avec les valeurs fondatrices des démocraties libérales.

L'originalité de ce travail réside dans sa double entrée, alliant conjointement démarche descriptive et approche normative. L'auteure ne se contente pas d'exposer les registres de justification des États concernés, elle les dissèque, les interroge et les fragilise, pointant leurs faiblesses argumentatives, contradictions et écarts avec la réalité. Sa position a le mérite de la nuance ; se refusant à rejeter en bloc le libéralisme comme idéologie des puissants, elle en formule une critique interne, prenant au sérieux les promesses originelles du projet libéral. Sa déviation à des fins impérialistes n'en disqualifie pas les fondements ; elle doit au contraire nous inciter à d'autant plus de vigilance à l'égard de ses valeurs revendiquées. À travers l'exemple des assassinats ciblés, c'est finalement l'éternelle question du rapport entre morale et politique qu'explore brillamment Amélie Férey dans cet ouvrage passionnant.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche



Delphine DESCHAUX-DUTARD (dir.),
Research Methods in Defence Studies. A Multidisciplinary Overview, Routledge, 2020, 242 p.

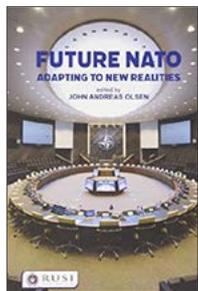
Ces dernières décennies, le champ des *defence studies* s'est considérablement développé dans la recherche en sciences sociales. Avec la montée du terrorisme globalisé, le retour de l'usage de la force dans les relations internationales en période d'après-guerre froide et la technologisation croissante des conflits, la recherche académique sur les questions de défense a pris une importance décisive. Toutefois, il existe encore peu de travaux consacrés spécifiquement à la méthodologie de ce domaine d'études. C'est ce vide théorique que propose de combler l'ouvrage collectif *Research Methods in Defence Studies*, dirigé par Delphine Deschaux-Dutard.

S'inscrivant dans une perspective interdisciplinaire, il rassemble les contributions de chercheurs français et allemands venant d'horizons variés : géographes, juristes, historiens, sociologues, politologues. Tous travaillent dans le domaine des *defence studies*, défini en introduction comme « le champ pluridisciplinaire étudiant la manière dont des agents, principalement les États, se préparent pour les conflits armés, s'y engagent ou s'efforcent de les éviter ». Le problème de l'accès aux sources est l'une des questions centrales de l'ouvrage. Comment le chercheur doit-il procéder pour aborder un terrain aussi sensible, dont les enjeux relèvent de la sécurité nationale ? Les auteurs insistent sur l'importance de se fondre dans le paysage militaire, en apprenant à maîtriser sa culture, ses codes et son langage, afin de gagner progressivement la confiance de ses acteurs. Cependant, cette stratégie d'entrisme soulève une autre difficulté, qui survient au moment de la publication des résultats de la recherche. Comment exposer publiquement ses travaux si l'autorisation de l'institution est requise, et comment garantir que celle-ci ne laisse pas uniquement filtrer des informations qui vont dans son intérêt ? D'où l'importance d'un questionnement méthodologique réflexif sur le type de méthodes le mieux adapté à chaque terrain.

Les méthodes qualitatives et quantitatives sont ici considérées à égale mesure, pesant les avantages et les inconvénients de chacune. La méthodologie qualitative, comprenant les entretiens semi-directifs, l'observation participante et l'ethnographie permettent au chercheur d'obtenir des informations de première main et offrent un accès direct aux représentations et pratiques des acteurs

militaires. De l'autre côté, les méthodes quantitatives permettent de travailler sur des panels plus larges, mais l'accès aux données y est plus délicat. Les contributions mettent enfin largement l'accent sur l'importance significative prise par la digitalisation des données, impactant la recherche à un double niveau. D'un côté, les armées produisent de plus en plus de données numériques, de l'autre la digitalisation et la prolifération des *data* influencent la manière dont les chercheurs produisent leurs propres données, et exigent donc une réflexivité critique.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche



John Andreas OLSEN (ed.), *Future NATO: Adapting to New Realities*, RUSI – Whitehall Paper 95, Routledge, 2020, 160 p.

This informative and timely publication by RUSI is the third of a series of research, security and defense presentations known as the RUSI's Whitehall Papers. They have been issued over the

last three years and are dealing with NATO's core activities. The first two issues focused in 2017 on revitalizing collective defense in the North Atlantic and in 2018 on deterrence, defense and dialogue in Northern Europe's security. Both papers were publicized at seminars in 25 countries.

This third pillar of the trilogy adopts a wider perspective on challenges NATO has to meet to enhance its ability to deal with current and future issues in a changing world. Fifteen contributors coming from diversified backgrounds and with experiences in research, security, defense and diplomacy have contributed to this essay, thus offering a multifaceted and valuable approach to the reality of the pact of solidarity, the culture of readiness and the need to adapt warfighting capabilities based on political and strategic cohesion.

The real added value of this book lies in the selection of topics of strategic interest made by the authors who have a genuine in-depth knowledge of and experience in the working of the Organization and the position of the member states in an environment of greater power competition.

It addresses issues such as enduring relevance, permanent deterrence and US presence in Europe, partnerships, the evolution of the Russian threat, China's challenge, NATO's Southern flank, NATO's maritime domain, maintaining

NATO's technological edge, nuclear posture and arms control, and it concludes with the need for the Alliance to further adapt.

The study unfolds like a multi-pronged roadmap for action. It lays out achievable objectives aimed at concretely stymying the consequences of major strategic developments at the global scale. It envisions ways to contribute to re-energize transatlantic co-operation, expand EU defense capabilities, enhance awareness of how authoritarian powers with strategic ambition challenge and undermine the values at the core of NATO's existence such as freedom, human rights, and democracy. It incentivizes nations to pursue capabilities' modernization, including disruptive innovation. It calls for fostering resilience to disinformation, malicious cyber-activities and hybrid threats. It underlines without complacency the pursuit of greater dominance at sea by Russia and China and advocates for upholding freedom of navigation and enhancing dialogue with Partners from the Asia Pacific region. In an evolving global power structure, it suggests to think about the type of arms control and confidence building framework best suited to reduce military instability.

This up-to-date 145-page study, recommended by the German minister of Defense, comes at a very timely moment, when NATO's secretary general has appointed a group of experts as part of a forward-looking reflection process to make recommendations to reinforce the Alliance unity, increase political consultation and coordination between allies and strengthen NATO's political role. It is also about enhancing NATO's ability to deal with current and future challenges.

Eveline MATHEY
Chercheuse Organisations multilatérales de sécurité

À VENIR

5 novembre : Colloque [en ligne] « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance ». Inscription obligatoire.



Le 5 novembre 2020 aura lieu à l'École militaire un colloque international intitulé « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance ». Ce colloque international, organisé en partenariat avec l'Institut des Amériques, la radio RFI et le magazine *Diplomatie*, réunira des experts français et nord-américains. À l'issue des élections présidentielles du 3 novembre d'ores et déjà qualifiées d'historiques, cet événement présentera des regards transatlantiques croisés sur la place des États-Unis dans un ordre mondial en plein renouvellement. La conférence sera constituée de 6 panels de 45 minutes chacun, qui aborderont les orientations de la politique étrangère dans une Amérique en crise. Seconde catastrophe majeure du XXI^e siècle après les attentats du 11 septembre 2001, la pandémie de Covid-19 cristallise les crises du multilatéralisme caractéristiques de l'ère Trump et de sa politique étrangère, marquée du sceau de l'*America First*. En peine pour réinventer les déterminants de sa puissance face au « chaos stratégique » de l'ordre international du XXI^e siècle et aux nouvelles compétitions de puissance, marquées par la course aux nouvelles technologies et à l'intelligence artificielle (IA) entre la Chine et la Russie, les États-Unis de Donald Trump ont privilégié le repli, le mini-latéralisme et l'isolement. L'Amérique « trumpienne » ne fait plus désormais figure de modèle démocratique et semble avoir laissé la place au vide stratégique tant convoité par ses compétiteurs, au premier rang desquels la Chine de Xi Jinping, avide de supplanter le « rêve américain » et de proposer aux petites et moyennes puis-

sances le « rêve chinois ». S'agit-il d'un accident de l'histoire lié aux choix de l'exécutif ou bien de la chronique d'une mort annoncée de manière cyclique, celle de l'hégémonie américaine ? De quelles marges de manœuvre les autres acteurs de la politique étrangère américaine, Congrès, département d'État, Pentagone ont-ils disposé pour tenter de maintenir ou non les alliances comme un des principaux atouts de la puissance américaine. À l'heure où les alliés traditionnels de l'Amérique se préparent à ce que « le trumpisme survive à Trump », ce colloque international tentera, à travers les discussions, les analystes, politistes ou historiens, experts de think tanks américains, européens ou transatlantiques, d'apporter des perspectives transatlantiques croisées sur l'avenir de la puissance américaine après 2020.

[Lire le cadrage scientifique.](#)



En kiosque le 2 novembre, le n° 106 de *Diplomatie*, avec une rubrique consacrée aux États-Unis et à l'élection présidentielle, en collaboration avec l'IRSEM.

À PARAÎTRE

13 janvier 2021 : Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.



Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puissance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite

les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

Maxime Audinet (chercheur Russie) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à l'IRSEM) : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse post-doctorante sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé IRSEM) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur de l'IRSEM) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».

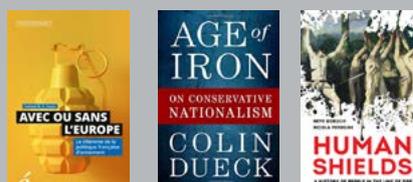
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Projet ANR ARMY, Prix, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

États-Unis, Sécurité internationale

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 19\)](#)



[À VENIR \(p. 21\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à **Mathilde WAUTIER** qui a rejoint l'équipe du soutien à la recherche en tant que chargée de communication interne.



Mathilde n'est pas une inconnue à l'IRSEM où elle a été apprentie chargée de communication (2019-2020).

Aujourd'hui titulaire d'un Master en communication événementielle et digitale de l'IAE d'Orléans, elle compte trois années d'expérience en tant qu'assistante chef de projets et chargée de communication tant dans le secteur privé, où elle a organisé des événements pour des entreprises du CAC 40, que dans le secteur public (institutions nationales de Santé et de Défense).

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 12 – 4 novembre.

« [L'implication de l'armée israélienne dans la gestion de la pandémie de Covid-19](#) », par Amélie FÉREY, 2 p.

Le bilan positif d'Israël dans la gestion de la première vague de la pandémie de Covid-19 s'est considérablement dégradé au cours de l'été. À l'annonce du reconfinement de sa population, Benjamin Netanyahu est accusé de ne pas protéger suffisamment l'économie et de faire preuve de laxisme envers les communautés ultra-orthodoxes. Dans ce contexte, l'armée israélienne, plébiscitée par la population, apparaît comme le seul acteur capable de gérer la crise face à des institutions civiles affaiblies.



Note de recherche n° 107 – 5 novembre.

« [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », par François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, 20 p.

La mobilisation des armées dans la gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19 participe à la lutte contre la pandémie. En Europe, les États les ont sollicitées surtout en soutien logistique et sanitaire, mais elles ont aussi, dans certains pays, participé à des tâches relevant de la sécurité publique (maintien de l'ordre ou contrôle des frontières).

Cette note présente un premier état des lieux des missions qu'elles ont assumées auprès des populations civiles en comparant la nature des interventions menées, les effectifs déployés, et le dimensionnement des opérations, en France, en Allemagne, en Suisse, en Italie et aux États-Unis. Dans la période récente, le périmètre des missions incombant aux armées s'est indéniablement élargi et celles-ci doivent régulièrement apporter, en appui des moyens civils, leur soutien et leurs compétences dans des situations de catastrophes naturelles, humanitaires et sanitaires. La pandémie de Covid-19 en est une nouvelle illustration.



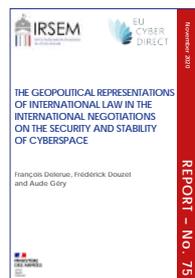
Étude n° 75 – 10 novembre.

(Coédition avec EU Cyber Direct)

« [Les représentations géopolitiques du droit international dans les négociations internationales sur la sécurité et la stabilité du cyberspace](#) », par François DELERUE, Frédéric DOUZET et Aude GÉRY, 67 p.

Le droit international et les normes de comportement responsable sont au cœur des discussions onusiennes sur les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale. L'objet de cette étude est donc d'analyser – et de donner des pistes de réflexion sur – la place du droit international dans le cadre des deux processus en cours à l'ONU – le Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) et le Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale (GEG) – et d'explicitier la façon dont le droit international est instrumentalisé dans les présentes négociations.

Cette étude est composée de trois parties. Dans un premier temps, elle expose dans quel contexte sont nés ces deux processus et quels sont leurs mandats respectifs et la place qu'y tient le droit international. Dans un deuxième temps, elle s'intéresse aux ambiguïtés et conséquences associées à la distinction établie entre normes de comportement et droit international. Enfin, la dernière partie se concentre sur l'interprétation de certaines règles de droit international que sont, d'un côté, les réponses autorisées par le droit international en réaction à une cyberopération et, de l'autre côté, le principe de souveraineté, et analyse les motivations géopolitiques qui la sous-tendent.



Report No. 75 – 10 novembre.

(Coédition with EU Cyber Direct)

« [The geopolitical representations of international law in the international negotiations on the security and stability of cyberspace](#) », by François DELERUE, Frédéric DOUZET and Aude GÉRY, 63 p.

International law and norms of responsible behaviour are at the heart of the discussions at the United Nations (UN) on Developments in the Field of Information and Telecommunications in the Context of International Security. The purpose of the present study is, therefore, to analyse – and provide food for thought on – the place of international law within the framework of the two processes underway at the UN, the Open-Ended Working Group (OEWG) and the Group of Governmental Experts on Developments in the Field of Information and Telecommunications in the Context of International Security (GGE). It will also explain how international law is being instrumentalised in the present negotiations.

The study is comprised of three parts. First, it sets out the context in which these two processes arose, their respective mandates, and the place of international law in their work. Secondly, it examines the ambiguities and consequences associated with the distinction between norms of responsible behaviour and international law. Finally, the last part focuses on the interpretation of certain rules of international law, such as, on the one hand, the responses authorised by international law in reaction to a cyber operation and, on the other hand, the principle of sovereignty. The study then analyses the geopolitical motivations behind this.



Étude n° 76 – 13 novembre.

(Coédition avec le SHD)

« La collecte de la mémoire combattante au sein des forces armées (États-Unis, France) », par Christophe LAFAYE, 80 p.

Produire un retour d'expérience (RETEX) au sein de l'institution militaire nécessite de s'intéresser à la diversité et à la transversalité des expériences humaines (des soldats jusqu'aux généraux, des ennemis, des populations civiles, etc.) Ce qui apparaît fondamental pour le monde militaire s'avère essentiel dans le domaine des études de la guerre. Où se situe la réalité de l'expérience que l'on souhaite analyser ? Quelles sources sont mobilisables pour étudier spécifiquement l'expérience combattante et quelles sont leurs modalités d'élaboration ? Cette étude souhaite mettre en lumière les sources permettant de travailler sur la mémoire combattante, en distinguant les modes de collecte pratiqués aux États-Unis et en France. Le développement exponentiel des archives personnelles numériques produites par les combattants sur le théâtre d'opération (journaux personnels, vidéos, photos, documents de travail, courriels, etc.) et le problème de leur conservation, imposent une collecte volontariste de ces précieuses données au risque de les voir disparaître. Pour répondre à ce défi pour les armées comme pour la recherche, de nouvelles pistes doivent être explorées comme une collecte *in situ* sur le champ de bataille ou immédiatement après le retour des militaires des théâtres d'opérations.



Research Paper No. 109 – 19 novembre.

« US-Russia relations in the Trump era: domestic polarization and foreign policy », by Giovanna DE MAIO and Emmanuel DREYFUS, 14 p.

During Donald Trump's presidency, US-Russia relations significantly worsened. On top of the tensions over the

Ukrainian and Syrian crises, new ones have emerged in other areas, from arms control to geopolitical power politics in the "Greater Middle East". Through an analysis of the main drivers of the relations between the US and Russia over the past four years, this paper explores how the US domestic polarization over how to deal with Russia resulted in ineffective sanctions, weakened cooperation on arms control, and ultimately allowed Russia to gain geopolitical room in the Middle East and North Africa (MENA) and to continue strengthening its ties with China. The first part of this paper retraces the evolution and polarization of the debate on Russia in the United States, while the second discusses how such trends have resulted in sanctions being the main US foreign policy tool towards Russia. After providing an overview of the impact of the standoff with Russia on arms control, this study shows how the US intervention fatigue has given Russia greater room for actions in the MENA region, but also how deteriorating relations between Moscow and Washington ultimately facilitated more solid relations between Moscow and Beijing. Lastly, this paper discusses the main challenges ahead in the bilateral relation in light of Joseph Biden's recent election as president of the United States.



Note de recherche n° 108 – 18 novembre.

« Le rôle d'architecte des connaissances des grandes entreprises de défense », par Cécile FAUCCONNET, 12 p.

Cette note de recherche analyse le processus d'innovation au sein des entreprises de défense sous l'angle original des combinaisons de connaissances. Elle vise à comprendre la manière dont les spécificités liées à la production militaire influencent l'architecture des connaissances au sein des entreprises. À l'aide d'une étude statistique préliminaire des données de brevets, nous mettons en avant une différence entre les pratiques des entreprises civiles et des entreprises de défense. Plus précisément, les entreprises de défense sont en moyenne plus exploratrices de combinaisons technologiques originales et plus exploitantes de liaisons usuelles que les entreprises civiles.



Research Paper No. 105 – 23 novembre.

« Media accounts of female terrorism. The case of the "Commando of Notre-Dame" », by Camille BOUTRON, 13 p. (traduction de la Note de recherche n° 105, parue le 22 septembre 2020).

This research paper proposes avenues for reflection on the different discourses mobilized by media accounts of female participation in Islamic terrorism. Based on the attempted attacks by a group of women in Paris and Boussy-Saint-Antoine in September 2016, the author identifies four categories of narratives. The first emphasizes the monstrous and pathological nature of the involvement of women in jihadist organizations. The second interprets this involvement as being motivated by affect and feelings of love. The third considers that jihadist organizations have repre-

sented a last resort for women lacking a sense of direction, animated by suicidal thoughts. Finally, the fourth insists on the instrumental dimension of said “female complicity” in a terrorist undertaking. These four categories of narratives have in common that they highlight the irrational and pathological dimension of this women’s commitment in jihadist organizations. In general, they echo “standard narratives” surrounding women involved in acts of political violence in the Western world.

least at the level of political communication. Firstly, the European dimension of deterrence translates into a concrete invitation, extended to partners who would be wishing to do so, to associate in deterrence-related exercises. Secondly, the articulation between conventional and nuclear becomes clarified. A connection is made at the political level, albeit without the creation of a continuum. Overall, as expected, this speech is political, but it also seems to claim to be more. The President of the Republic puts forward a disarmament agenda based on a realist perspective, taking into account the international context. He also develops an ethical thought on nuclear weapons, outlining a balanced path between “a moral absolute with no link to strategic realities” and “cynical return to a lawless power struggle.”



Research Paper No. 91 – 25 novembre.

« [Russian reinvestment in the Maghreb. Intersecting issues and perceptions](#) », by Flavier BOURRAT and Nawel DJAFFAR, 13 p. (traduction de la Note de recherche n° 91, parue le 28 février 2020).

As throughout the rest of the Arab world, Russia has reinvested in the countries of the Maghreb, with partially new objectives as compared to the past. If Algeria and Libya – favored partners during the Cold War era – remain the primary anchor points for Russian policy in this sub-region, Moscow is now taking care to further extend relations to Morocco and Tunisia. The Maghreb does not, however, represent a fundamental interest for Russia, but rather a source of economic and political opportunities. The security sector remains an important area of cooperation, notably with Algeria, where armament deliveries and officer training predominate. This redeployment is also facilitated by similarity between the views of current authorities and Vladimir Putin’s Russia concerning major regional politico-security issues, which nevertheless does not preclude a certain caution on the part of Maghreb partners regarding defense coordination. Beyond these objectives, Russian reinvestment could have eventual repercussions for sub-Saharan Africa, for which the Maghreb represents the gateway in Moscow’s eyes.



Research Paper No. 100 – 30 novembre.

« [Assassination. An increasingly uninhibited instrument of power](#) », by Yvan LLEDO-FERRER and Damien VAN PUYVELDE, 18 p. (traduction de la Note de recherche n° 100, parue le 28 mai 2020).

The noticeable growth in the use of assassination as a political tool poses important questions about the role and limits of covert actions in international relations. These operations, located at the high end of the spectrum of capacities of intelligence services, constitute one of the most significant violations both of the national sovereignty of the country where an assassination takes place and of the most fundamental rights of individuals. This note examines six assassinations, sponsored by democratic or authoritarian regimes since 2010, with the goal of improving our understanding of the reasons for their use. Our analysis shows that even though intelligence services cannot always ensure the secrecy of these operations, their covert nature nevertheless provide their sponsors with a form of deniability. The majority of political and diplomatic costs born of the assassinations examined here seem to fade in time and therefore are negligible from the point of view of a political decision-maker. Given these conditions, we conclude that the use of assassination as a political tool is likely to become more widespread in the coming years.



Research Paper No. 90 – 27 novembre.

« [Rethinking nuclear deterrence. Analysis of the presidential intervention, February 7th, 2020](#) », by Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 12 p. (traduction de la Note de recherche n° 90, parue le 17 février 2020).

On February 7th, 2020, President Emmanuel Macron gave a speech on deterrence. The fundamentals of the doctrine have not changed. However, two usual components of nuclear policy are shifting – at

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 78 – 3 novembre.

« [Jouer n'est pas tuer](#) », avec Alexandre JUBELIN et Antoine BOURGUILLEAU, 1 h 12.

« Le Collimateur » se replonge dans l'univers du wargame en compagnie d'Antoine Bourguilleau, journaliste et doctorant à Paris I, auteur de *Jouer la guerre* (Passés composés/Ministère des Armées).

Avec Alexandre Jubelin, il revient d'abord sur le terme de wargame, sa définition et son émergence à la fin du XVIII^e siècle puis son évolution dans le contexte particulier de l'espace germanique. Ils discutent ensuite de la modélisation de la guerre, de l'essor du wargame dans le domaine naval, notamment aux États-Unis et au Japon pendant l'entre-deux-guerres, et de leurs conséquences au cours de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ils abordent les limites du wargame et les raisons pour lesquelles la France reste en retard dans sa pratique ainsi que de l'applicabilité du wargame aux conflits contemporains, notamment à la contre-insurrection.



Épisode 79 – 10 novembre.

« [Où sont les femmes ? La difficile féminisation des armées](#) », avec Alexandre JUBELIN et Camille BOUTRON, 1 h 02.

« Le Collimateur » se tourne vers la question de l'imparfaite féminisation des armées françaises, en compagnie de Camille Boutron, chercheuse à l'IRSEM sur les questions de genre dans les conflits armés.

Avec Alexandre Jubelin, elle aborde tout d'abord le problème à l'échelle mondiale de la difficile quantification de la proportion des femmes dans les armées de la planète. Ils s'intéressent aux raisons de ce mouvement de féminisation. Puis ils se penchent sur le cas particulier de la France et détaillent les mouvements d'exclusion et de réinclusion des femmes dans l'armée française. Enfin, ils examinent les justifications qui sous-tendent la limitation de leur place au sein de l'armée, notamment l'idée de leur faiblesse physique.



Épisode 80 – 17 novembre.

« [La vertigineuse ascension de la marine chinoise](#) », avec Alexandre JUBELIN et Alexandre SHELDON DUPLAIX, 1 h 16.

« Le Collimateur » se penche sur un sujet militairement central et pourtant trop ignoré : la croissance incroyable de la marine de guerre chinoise depuis plus d'une décennie, en compagnie d'Alexandre Sheldon Duplaix, chargé de recherches et d'enseignement au Service historique de la Défense (SHD), et auteur de l'annuaire *Flottes de combat*.

Avec Alexandre Jubelin, il revient d'abord sur les origines de la faiblesse navale chinoise puis sur sa renaissance doctrinale et capacitaire, notamment liée à la figure du général Liu Huaqing et au problème de Taïwan avant de décrire en détail la montée en capacités de la marine chinoise, à partir d'une énorme flotte de sous-marins qui se modernise, ainsi que de porte-avions qui se multiplient à grande vitesse. Puis ils discutent des progrès de l'aéronavale chinoise ainsi que des progrès de la flotte de surface, en particulier en vue d'un dimensionnement sur Taïwan. Ils concluent en abordant la dimension mondiale des ambitions navales chinoises.



Dans le viseur #18 – 20 novembre.

« [Une gazelle survole Bambari](#) », avec Alexandre JUBELIN, 24 mn.

Pour la reprise des épisodes de « Dans le viseur », « Le Collimateur » inaugure un nouveau partenariat avec l'École de guerre-terre. Le commandant Romain raconte une mission de maintenance mécanique en République centrafricaine qui prend un tour inattendu.



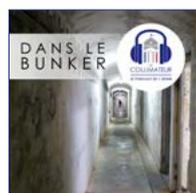
Épisode 81 – 24 novembre.

« [La bataille du jihadisme en ligne](#) », avec Alexandre JUBELIN et Laurence BINDNER, 1 h 04.

« Le Collimateur » s'intéresse à la dimension numérique de la lutte contre l'État islamique, avec Laurence Bindner, co-fondatrice du JOS Project.

Après avoir décrit la genèse de cette activité, elle retrace la longue histoire de la lutte jihadiste pour la visibilité médiatique et son basculement vers internet et les réseaux sociaux, avant d'exposer les principales particularités de l'État islamique en ligne. Elle discute ensuite avec

Alexandre JUBELIN des modes opératoires de l'EI autour du moment-pivot de 2015, de la dialectique et des arbitrages des groupes jihadistes entre visibilité à fin de recrutement et cryptage, ainsi que de l'éventail de mesures répressives à prendre pour les combattre et de la production de contre-discours.



Dans le bunker #33 – 27 novembre.

« *Fury* » de David AYER (2014), par LCL Jean MICHELIN, 22 mn.

Pour le retour de « Dans le bunker », le lieutenant-colonel Jean Michelin analyse un très beau – et méconnu – film sur la Seconde Guerre mondiale, *Fury*, de David Ayer, avec notamment Brad Pitt, Shia LaBeouf, Michael Peña et Jon Bernthal.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

Le projet ANR sur la mobilisation des forces armées dans la crise sanitaire est en phase finale de préparation d'un questionnaire qu'elle administrera à un échantillon représentatif de 3 000 personnes en janvier et février 2021. Le questionnaire a pour objectif de connaître la perception de l'action des forces armées dans la crise sanitaire, ainsi que d'analyser la manière dont la Covid-19 modifie la perception des missions militaires. L'équipe du projet a par ailleurs commencé ses entretiens, notamment avec le personnel du service de santé des armées, et poursuivra au cours des prochains mois des entretiens avec les acteurs clés de la gestion de crise.

Le programme de recherche, Site web : <https://anrarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anrarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](#)

PRIX

L'agence Novabox a récemment remporté deux prix pour l'organisation de la 1^{re} édition de La Fabrique Défense en 2020, une initiative du ministère des Armées copilotée par la DGRIS et l'IRSEM.

Un PRIX OR aux [TOP COM GRANDS PRIX CONSUMER 2020](#), catégorie Relations publiques (décerné le 4 novembre)



et un PRIX BRONZE aux [GRANDS PRIX DES STRATÉGIES DE COMMUNICATION 2020](#) de *Stratégies*, catégorie « Dispositifs événementiels de communication institutionnelle » (décerné le 28 septembre).



Rappelons que l'édition parisienne de La Fabrique Défense a été un véritable succès avec 90 stands, 150 intervenants et près de 6 500 participants. La Fabrique Défense s'inscrit dans le cadre du développement de la culture stratégique européenne et de la sensibilisation des jeunes aux enjeux de défense.

ÉVÉNEMENTS

5 novembre : Colloque [en ligne] « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance ».



Le 5 novembre 2020 s'est tenu le colloque international « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance », organisé par l'IRSEM en partenariat avec l'Institut des Amériques, Radio France International et le magazine *Diplomatie*. Dans le respect des conditions sanitaires, l'événement « hybride » s'est déroulé avec des intervenants en visioconférence et d'autres depuis l'amphithéâtre Des Vallières à l'École militaire. Des experts français et nord-américains, issus des milieux académiques, institutionnels (Mission américaine de l'OTAN) et des think-tanks (American Enterprise Institute, Brookings), ont ainsi pu échanger sur la place des États-Unis dans un ordre mondial en pleine mutation. Alors que les résultats de l'élection américaine commençaient à être officialisés, ces regards transatlantiques croisés ont permis d'aborder les orientations de la politique étrangère d'une Amérique en crise autour de six panels d'experts.

Le premier panel a montré que la fin du mandat de Donald Trump coïncidait avec celle du modèle américain. Julien Toureille a rappelé que le Congrès, qui conditionne aussi les orientations de la politique étrangère américaine, était un enjeu de première importance dans les élections américaines. Les échanges ont également porté sur les crises intérieures qui divisent les Américains et favorisent leurs réflexes protectionnistes. Selon Jean-Baptiste Velut, l'administration Biden devrait poursuivre le *buy american* tout en encourageant le *fair trade* à l'international. Malgré l'ambivalence de la population américaine envers la mondialisation, Marie Gayte souligne qu'une frange de l'électorat reste fortement intéressée par les enjeux de politique extérieure comme l'illustrent

les chrétiens conservateurs qui sont parvenus à pousser leur propre agenda dans ce domaine. Dans le deuxième panel, l'historien Colin Dueck a pu échanger avec Frédéric Heurtebize et Maya Kandel, sur la persistance d'une politique étrangère nationaliste chez les Républicains après le trumpisme, en se fondant notamment sur les conclusions de son ouvrage *Age of Iron: On Conservative Nationalism*.

Les troisième et quatrième panels ont évoqué les nouvelles compétitions de puissance entre les États-Unis d'un côté, la Chine et la Russie de l'autre. Comme l'ont expliqué Emmanuel Dreyfus, Marlène Laruelle et Giovanna De Maio, la Russie n'est plus une priorité pour les États-Unis. Le fait est que les relations diplomatiques se sont sérieusement dégradées depuis l'ère Obama, à cause des crises ukrainienne et syrienne ainsi que du rapprochement Russie-Turquie. Les rivalités concernant le contrôle des armements – avec la sortie des États-Unis du traité de désarmement FNI – ainsi que l'inefficacité des sanctions émises par Washington sur le Kremlin, rendent toute coopération difficile à mettre en œuvre. De plus, l'alliance russo-chinoise se développe davantage, elle se diversifie et s'intensifie. Ce rapprochement inquiète les conseillers de la Maison Blanche.



Puis, autour de l'intervention de Zack Cooper, les chercheurs [Juliette Genevaz](#) et Antoine Bondaz ont débattu de la relation sino-américaine. Celle-ci est, d'après eux, fondée sur une rivalité qui repose sur une « opposition de valeurs » entre deux modèles : régime démocratique et régime autoritaire. Cette concurrence se déroule dans les domaines politiques, économiques et technologiques. De ce fait, des coalitions de plusieurs États pro-démocratie, menées par la nouvelle administration américaine, pourraient émerger sur ces sujets, afin de faire face à la menace chinoise.

Le cinquième panel consacré au Moyen-Orient a souligné qu'un désengagement américain semblait stratégiquement impossible tant les enjeux restaient primordiaux.

Pierre Pahlavi a démontré que les États-Unis, malgré les changements rhétoriques apportés par la nouvelle administration, demeureront sur une ligne dure vis-à-vis de l'Iran. Après la pression maximale appliquée par Donald Trump, Joe Biden devrait alterner entre dialogue et sanctions afin de limiter la capacité de nuisance iranienne à l'échelle moyen-orientale. L'élection de Biden est par ailleurs un soulagement pour le peuple iranien qui souffre des sanctions économiques. À l'inverse, une administration démocrate est préjudiciable à l'Arabie saoudite et au prince héritier Mohammed Ben Salman, selon [Fatiha Dazi-Héni](#). Enfin, [Amélie Férey](#) a rappelé l'intérêt et l'influence de l'État juif sur l'élaboration de la politique étrangère américaine. Il y aura sûrement, selon la chercheuse, une véritable rupture dans la relation entre Washington et l'État hébreu après la « bromance Trump et Netanyahu » même si un regain d'intérêt pour la question palestinienne paraît peu probable.

Lors du sixième panel sur les menaces hybrides et le contre-terrorisme, Stephan Tankel, Michael Polyack, [Élie Baranets](#), Arthur Quesnay et Benjamin Oudet ont abordé la manière dont les États-Unis et l'OTAN agissaient face à ces « guerres sans fin » – contre Al-Qaïda et l'État islamique. Dans ce combat asymétrique, les États-Unis devront trouver un moyen de réduire et de rééquilibrer leurs efforts, selon Stephen Tankel, chercheur au CNAS, qui prône un rééquilibrage entre les outils civils et militaires.



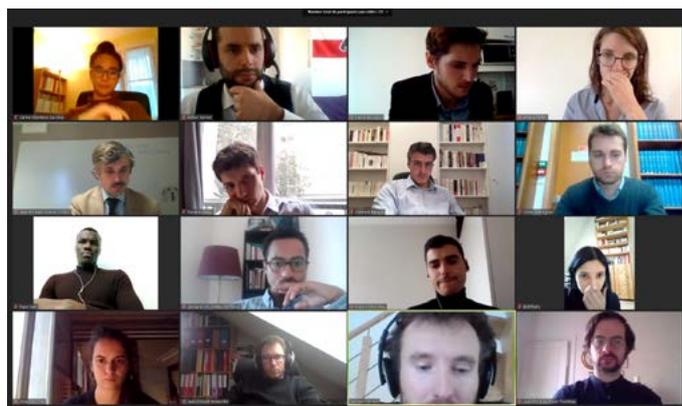
Dans un dernier panel de conclusion sur le devenir des alliances et leur capacité de résilience, le professeur Justin Massie a insisté sur la défiance qu'a créée l'administration Trump chez ses alliés transatlantiques et transpacifiques. Alors que la puissance américaine en déclin repose toujours sur les alliances qu'elle a bâties, les chercheurs [Pierre Haroche](#) et Martin Quencez ont souligné le manque de solidarité des alliés des États-Unis dû à

des intérêts nationaux divergents. Sont ainsi à l'étude de nouvelles formes de partenariats à travers les accords de libre-échange ou les alliances technologiques.

Les échanges nourris lors de ce colloque se sont poursuivis avec les partenaires de l'événement. Ainsi RFI, grâce à l'intervention de Marie-France Chatin, a réalisé deux émissions de « Géopolitique » en présence de [Maud Quessard](#), Pierre Haroche, Frédéric Heurtebize, Martin Quencez, [Paul Charon](#), Emmanuel Dreyfus et Arthur Quesnay, pour évoquer les enjeux stratégiques américains et les menaces hybrides. Le magazine *Diplomatie* travaille quant à lui, en partenariat avec l'IRSEM, à la publication d'un numéro au début de l'année 2021 qui reprendra les thématiques abordées lors du colloque à l'heure de l'administration Biden.

Philippe RAPHANAUD et Valentin VIGILANT
Assistants de recherche

10 novembre : Séminaire Jeunes Chercheurs [en ligne].



Le séminaire Jeunes Chercheurs a eu lieu par visioconférence, le 10 novembre, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#). Il s'est déroulé en deux temps. Tout d'abord, [Pierre Bourgois](#), [Damien Carrière](#) et [Amélie Férey](#) (post-doctorants à l'IRSEM) ont exposé leurs parcours et leurs travaux. Puis Jean-Philippe Giraud a présenté le Forum de la pensée mili-Terre du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC).

Pierre Bourgois est revenu sur son parcours d'enseignant-chercheur. Docteur en Science politique de l'Université de Bordeaux et chercheur associé à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM) et à l'IRSEM, il a soutenu une thèse, en novembre 2018, intitulée « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme américain ». Dans ce travail, il cherchait à montrer que Francis Fukuyama, qui a première vue entretient de nombreuses divergences avec les membres du courant, que ce soient les premiers néoconservateurs ou ceux

de la génération post-guerre froide, partage en réalité l'essence idéologique même du néoconservatisme, en politique intérieure comme en politique étrangère, et qu'il en constitue même la clé d'interprétation idéale. Pierre Bourgois a ainsi pu présenter le contenu de ses recherches, qui s'inscrivent avant tout dans les champs de la théorie politique et des relations internationales. À cet égard, travaillant notamment, depuis ses recherches doctorales, sur la question du transhumanisme prise au sens large, il s'est progressivement spécialisé sur sa dimension militaire et la thématique du soldat augmenté. Celle-ci est d'ailleurs au cœur de ses recherches postdoctorales, comme ce fut le cas lors de son postdoctorat « Ambassadeur » financé par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) en 2019/2020 et réalisé au sein du Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS) de l'University of California, Irvine, ou bien sûr, depuis octobre 2020, dans le cadre de son postdoctorat au sein de l'IRSEM. À ce titre, il est revenu sur l'importance d'effectuer des séjours de recherche à l'étranger, comme il a pu le faire en 2015 à l'University of California, Berkeley et donc, en 2019/2020, à l'University of California, Irvine, et de nouer des liens forts avec les chercheurs et laboratoires internationaux. Par ailleurs, il a également souligné l'importance des publications (en français comme en anglais) dans la carrière de tout chercheur et celle, en parallèle, des diverses expériences d'enseignement. Son intervention s'est terminée par des échanges libres portant sur les bonnes pratiques liées au travail de thèse et aux perspectives d'après-thèse.

Ensuite, Damien Carrière a d'abord résumé ses recherches de thèse sur les gardiens de sécurité à Delhi dont un quart de million sont déployés dans les quartiers aisés avec, pour rôle essentiel, de marquer le territoire qu'ils surveillent – un système qui absorbe une partie de la main-d'œuvre surnuméraire. Il a ensuite brièvement présenté son travail à l'IRSEM sur les Forces armées de police (CAPF) en Inde qui forment la colonne vertébrale d'un État faisant face à des crises multiples. Les CAPF, constituées de six corps totalisant plus de 900 000 hommes qui dépendent du ministère de l'Intérieur, sont chargées du maintien de l'ordre dans les villes comme de la protection des frontières. Elles interviennent dans des opérations de contre-insurrection. Elles rendent aussi possible l'exploitation des ressources naturelles et minières, en dépit des résistances des populations locales. Au début de la crise de la Covid-19, les premiers malades en quarantaine ont été regroupés dans un hôpital des CAPF. Damien Carrière observe la manière dont elles sont mobilisées pour la sta-

bilité du pays à travers cette crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales. Son intervention a été suivie par une discussion sur le déroulé et l'écriture de la thèse, ainsi que sur le manque d'opportunités ouvertes aux jeunes docteurs.

Puis Amélie Férey a retracé son parcours académique d'enseignant-chercheur en soulignant son caractère international acquis à la suite de séjours de recherche aux États-Unis (Université de Columbia et de Chicago) et en Israël (Université de Tel Aviv et Université hébraïque de Jérusalem). Réalisés dans le cadre de sa thèse portant sur les politiques d'assassinats ciblés en Israël et aux États-Unis, ils ont été nécessaires pour mener une enquête de terrain s'appuyant sur des entretiens semi-directifs avec des acteurs clés des processus de justification de ces pratiques. Elle a également détaillé sa double formation en théorie politique et en relation internationale et les avantages de la codirection, avant d'insister sur l'importance de la liberté intellectuelle dans l'expérience de thèse. Son intervention s'est conclue par l'énumération de bonnes pratiques, allant de la constitution de groupe de lecture entre doctorants à l'insertion dans des réseaux scientifiques et professionnels et à l'engagement dans l'enseignement au sein de l'université.

Enfin, Jean-Philippe Giraud, doctorant en histoire contemporaine à l'université de Bordeaux et co-animateur du Forum de la pensée mili-Terre du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), a évoqué successivement la création de cette instance de réflexion, ses objectifs et ses activités. Implanté à l'École militaire, le CDEC est le référent de la doctrine d'emploi et le garant de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre. Vecteur de rayonnement, l'animation de la pensée militaire au profit de l'efficacité opérationnelle des forces terrestres est au cœur de ses missions. Depuis 2019, son Pôle études et prospective anime un forum qui se veut avant tout un lieu d'échanges, à l'interface entre la recherche de Défense civile et militaire. À ce titre, il entretient un réseau de chercheurs en France et à l'étranger, avec pour objectif de valoriser leurs travaux auprès des décideurs militaires et de partager les priorités et les besoins de l'armée de terre. Le Forum est tout particulièrement intéressé par les réflexions menées par les doctorants, qu'il se propose de mettre en relation avec des responsables de l'armée de terre, dans le cadre de leur enquête de terrain.

**Pierre BOURGOIS, Damien CARRIÈRE,
Amélie FÉREY (IRSEM)
et Jean-Philippe GIRAUD (CDEC)**

19 novembre : Présentation de Michael DORSCH dans le séminaire « Conflits et économie de défense ».



Le séminaire « Conflits et économie de défense » reprend dans une version virtuelle avec la présentation de Michael Dorsch (Central European University) d'un travail de recherche intitulé « Mobility and policy responses during the COVID-19 pandemic in 2020 ». Ce travail a été réalisé en collaboration avec Gabriel Cepaluni et Daniel Kovarek et traite de la manière dont la mobilité géographique des populations affecte les politiques publiques mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19. L'étude couvre la première vague de la pandémie mondiale et propose l'utilisation des données de climat comme variable instrumentale de la mobilité géographique. L'un des résultats principaux de cette recherche est que la mobilité géographique a un impact négatif sur la rigueur des réponses politiques à la Covid-19. Cette étude met ainsi en avant que la mobilité des populations agit comme une contrainte sur la capacité et/ou la volonté des décideurs publics d'imposer des réponses politiques à la pandémie. La discussion a été réalisée par Mathieu Couttenier (ENS Lyon) et a été suivie par un dialogue avec le public présent virtuellement.

Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense

20 novembre : Atelier Club Phoenix : « Nouvelles technologies (IA, 5G) : enjeux juridiques et stratégiques ».



(Photo © Louis Perez)

Le 20 novembre 2020 s'est tenu en ligne un atelier dans le cadre du Club Phoenix de la DGRIS sur le thème des enjeux juridiques et stratégiques des nouvelles technologies. La discussion a été animée par [François Delerue](#), chercheur cyberdéfense et cybersécurité à l'IRSEM qui, en introduction, s'est attaché à mettre en évidence les enjeux qui entourent le développement et le déploiement de l'intelligence artificielle et de la 5G. Ces enjeux de régulation des nouvelles technologies sont au cœur des travaux de recherche des deux intervenants, qui ont été présentés en première et deuxième partie de cet atelier. La présentation de Louis Perez, doctorant en droit international à l'université Paris 2 Panthéon-Assas et doctorant soutenu par l'IRSEM, portait sur « L'influence des entreprises sur les processus internationaux de régulation de l'intelligence artificielle ». Mark Corcoral, doctorant au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et doctorant soutenu par l'IRSEM, a quant à lui fait une présentation intitulée « L'affaire Huawei dans le déploiement de la 5G : un enjeu stratégique peut en cacher un autre ». En troisième partie de l'atelier, une discussion a été engagée entre les intervenants, le modérateur et les participants.

François DELERUE (IRSEM) et Axelle DJAMA (DGRIS)

24 novembre 2020 : Séminaire de recherche « La cyberdéfense : une innovation échappant au droit international ? »



François Delerue, chercheur cyberdéfense et droit international à l'IRSEM, a présenté ses travaux en séminaire de recherche. Intitulée « La cyberdéfense : une innovation échappant au droit international ? », sa présentation était fondée principalement sur un article en anglais qu'il prépare actuellement, « Is international law fading away in state practice on cyber operations? ». Cet article a fait l'objet d'une communication en anglais, le 12 novembre dernier, à la conférence annuelle du programme sur les cybernorms (*The Hague Program on Cyber Norms*) du département de relations internationales de l'Université de Leyde (Pays-Bas).

Le point de départ de cette recherche est que, malgré la place centrale qu'occupe le droit international dans les discussions internationales, lorsqu'il s'agit de la pratique des États, il semble s'effacer. En d'autres termes, le droit international semble être absent ou perçu comme un concept abstrait sans application concrète dans la pratique des États concernant les cyberopérations. L'article présenté a un double objectif : premièrement, se demander pourquoi les États promeuvent le droit international dans les discussions internationales et dans leurs déclarations, mais n'en font aucune application dans leur pratique. Deuxièmement, évaluer les conséquences de cette approche schizophrénique sur le droit international et le cadre de comportement responsable des États, et plus largement sur la paix et la sécurité internationales. En outre, cet article met en perspective la disparité des approches entre les États.

François DELERUE
Chercheur Cyberdéfense et droit international

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Modérateur d'un panel pour le colloque international « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.



Pierre BOURGOIS

- Communication : « French Reactions to the US Election », Reactions to the US Election from Around the World: A GPACS Special Event, Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS), University of California, Irvine, 5 novembre 2020.

- Intervention au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, 10 novembre 2020.

- Communication : « Penser le "soldat augmenté" de la science-fiction à la réalité », Journée d'études « Les mondes possibles à l'aube du XXI^e siècle : de la théorie littéraire à de nouvelles réalités », Université de Pau et des pays de l'Adour, 19 novembre 2020.

- Communication : « Democratic Powers and the Development of the Enhanced Soldier », International Studies Association (ISA) – Midwest 2020 Conference, St. Louis, Missouri (États-Unis), 22 novembre 2020.



Flavien BOURRAT

- Publication : avec Nawel Djaffar, « [Russian reinvestment in the Maghreb. Intersecting issues and perceptions](#) », Research Paper No. 91 (traduction de la Note de recherche n° 91, parue le 28 février 2020), IRSEM, 25 novembre 2020.



Camille BOUTRON

- Podcast : « [Où sont les femmes ? La difficile féminisation des armées](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 10 novembre 2020.

- Publication : « [Media accounts of female terrorism. The case of the "Commando of Notre-Dame"](#) »,

Research Paper No. 105 (traduction de la Note de recherche n° 105, parue le 22 septembre 2020), IRSEM, 23 novembre 2020.



Damien CARRIÈRE

- Intervention au séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 10 novembre 2020.
- Article : avec Priyam Tripathy, « [Filtering density and doing the maintenance work](#) », *Urban Geography*, 27 novembre 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Publication : « [Rethinking nuclear deterrence. Analysis of the presidential intervention, February 7th, 2020](#) », Research Paper No. 90 (traduction de la Note de recherche n° 90, parue le 17 février 2020), 27 novembre 2020.



Paul CHARON

- Intervention : « Anticipating Strategic Surprises: approaches, issues, and methods », dans le cadre du Máster Interuniversitario en Analista de Inteligencia de l'université Rey Juan Carlos de Madrid, 6 novembre 2020.

- Intervention : « La désinformation dans les relations internationales contemporaines », dans le cadre de la préparation aux concours administratifs de l'IPAG, 12 novembre 2020.

- Intervention sur les méthodes de construction de scénarios d'anticipation (techniques d'analyse structurée) sur le thème « L'avenir de la Russie à l'horizon 2035 » au profit des auditeurs de la 73^e session nationale « Politique de défense » de l'IHEDN, 16 novembre 2020.

- Participation à la table ronde « Ingérence étrangère : l'arme de la désinformation », organisée par la fondation Descartes, dans le cadre de l'événement Médias en Seine de France Info et *Les Échos*, avec Frédéric Douzet et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, 19 novembre 2020.

- Intervention : « Les opérations de désinformation dans le contexte de la Covid-19 », au profit des auditeurs du GIFAS, Sciences Po, 20 novembre 2020.

- Participation à l'émission « Géopolitique » présentée par Marie-France Chatin sur le thème « Les menaces hybrides : un enjeu stratégique prioritaire ? », avec Emmanuel Dreyfus et Arthur Quesnay, RFI, 21 novembre 2020.

- Intervention : « La souveraineté et les opérations d'influence contemporaines », au profit des auditeurs de la 57^e session nationale « Armement et économie de défense » de l'IHEDN, 27 novembre 2020.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « [The Gulf States and Israel after the Abraham Accords](#) », Arab Reform Initiative, 6 novembre 2020.

- Participation [en ligne] au jury de thèse de Thibault Klinger : « L'aménagement du territoire et l'identité nationale du Sultanat d'Oman », sous la direction de Marc Lavergne, Université de Tours, École doctorale Sciences de la société : Territoires, Économie, Droit, 23 novembre 2020.



François DELERUE

- Présentation [en ligne] : « Comparing State practice and State discourse on the International Law Applicable to Cyber Operations », conférence organisée par le ministère des Affaires étrangères de la République tchèque en marge de l'Annual Conference on Information Security, 22 octobre 2020.

- Publication : avec Édouard Jolly, Léa Michelis, Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.

- Publication : avec Frédéric Douzet & Aude Géry, « [Les représentations géopolitiques du droit international dans les négociations internationales sur la sécurité et la stabilité du cyberspace](#) », Étude n° 75/« [The geopolitical representations of international law in the international negotiations on the security and stability of cyberspace](#) », Report No. 75, IRSEM/EU Cyber Direct, 67 p. et 63 p., 10 novembre 2020.

- Présentation [en ligne] : « Is international law fading away in state practice on cyber operations? », third Conference on Cyber Norms « [Moving Forward: Fragmentation,](#)

[Polarization and Hybridity in Cyberspace](#) », organisée par The Hague Program on Cyber Norms, Leiden University, 10-12 novembre 2020, La Haye, Pays-Bas, 11 novembre 2020.

- Présentation [en ligne] : « Cyber operations by non-state actors », expert meeting « Addressing Gaps in the International Regulation of Warfare and Dual-Use Technologies: States, Private Sector, Non-State Armed Groups », organisé par le TMC Asser et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, 11 novembre 2020.

- Participation en tant que président à l'atelier [en ligne] « Enjeux liés aux nouvelles technologies numériques et la cybersécurité », Club Phoenix, DGRIS, 20 novembre 2020.

- Interview : « [Menace sur les élections : une équipe de juristes internationaux se mobilise pour protéger nos démocraties des ingérences et des fraudes](#) », Atlantico, 22 novembre 2020.

- Présentation [en ligne] en séminaire de recherche de l'IRSEM sur le thème « La cyberdéfense : une innovation échappant au droit international ? », 24 novembre 2020.

- Participation à l'atelier [en ligne] « Cyber Due Diligence Obligations in International Law: Theory and Practice », organisé par the Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (ELAC), Université d'Oxford, avec le soutien financier de Microsoft, 26-27 novembre 2020.

- Intervention [en ligne] : dans le cours du Pr Nele Leosk (ambassadeur itinérant pour les affaires numériques d'Estonie), « Digital Governance », Université Technologique de Tallinn, Estonie, 27 novembre 2020.



Cécile FAUCONNET

- Publication : « [Le rôle d'architecte des connaissances des grandes entreprises de défense](#) », Note de recherche n° 108, IRSEM, 18 novembre 2020.

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense » [en ligne], IRSEM, 19 novembre 2020.



Amélie FÉREY

- Article : « [L'implication de l'armée israélienne dans la gestion de la pandémie de Covid-19](#) », Brève stratégique n° 12, IRSEM, 4 novembre 2020.

- Participation au panel 5 « Moyen-Orient, l'impossible désengagement ? » avec le Dr Pierre Pahlavi (Collège de Défense canadien) et le Dr Fatiha Dazi-Héni (IRSEM), au colloque « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.

- Publication : « [L'élection de Joe Biden vue d'Israël](#) », *The Conversation*, 9 novembre 2020.

- Intervention : Séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, Paris, École militaire, 10 novembre 2020.

- Interview sur les révélations du NYT concernant l'élimination d'Al Masri par les services israéliens en Iran, Journal de 18 h, RTL, 15 novembre 2020.

- Participation à l'émission « Décryptage » de Romain Auzouy sur la politique étrangère américaine en direction des Palestiniens, RFI, 23 novembre 2020.



Juliette GENEVAZ

- Modération de la première table ronde de la journée d'études « Les réceptions et impacts territoriaux de la Belt and Road Initiative en Eurasie », INALCO (université de Paris), 2 novembre 2020.

- Modération de la quatrième table ronde « États-Unis/Chine » du colloque international « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.



Pierre HAROCHE

- Participation en tant que discutant au colloque international « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.

- Participation avec Maud Quessard à l'émission « Géopolitique » sur la politique étrangère américaine, RFI, 7 novembre 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation à l'émission « [Le temps du débat](#) » sur France Culture, 18 novembre 2020.
- Tribune (collective) : « [Guerre et terrorisme : ne pas se tromper de cible](#) », *L'OBS*, 21 novembre 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre : « Fighting Information Manipulation: The French Experience », in S. Jayakumar, B. Ang et N. D. Anwar (eds), *Disinformation and Fake News*, Singapour, Palgrave Macmillan, 2020, p. 75-89.
- Tribune (collective) : « [Guerres et terrorisme : ne pas se tromper de cible](#) », *L'OBS*, 21 novembre 2020.
- Conférence : « Les manipulations de l'information », Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, Paris, 3 novembre 2020.
- Table ronde : « Ingérences étrangères : l'arme de la désinformation », 3^e édition de Médias en Seine, Maison de la Radio, Paris, 19 novembre 2020.



Édouard JOLLY

- Publication : avec François Delerue, Léa Michelis, Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.
- Intervention : « Qu'est-ce qu'une puissance politique dans les relations internationales au 21^e siècle ? », Paris 2-IPAG, 25 novembre 2020.



Anne MUXEL

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Léa Michelis, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.

- Invitée de l'émission de Frédéric Words « Temps présent » sur le thème « Les jeunes et les vieux », en débat avec Pierre-Henri Tavoillot, France Culture, 6 novembre 2020.



Florian OPILLARD

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Léa Michelis, Anne Muxel et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.



Angélique PALLE

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Léa Michelis, Anne Muxel et Florian Opillard, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.
- Publication : *The Interconnection of the Turkish and Intercontinental European Power Networks: Implications and Potentials*, GRF Young Academics Program Publications, Policy Paper Series, n° 14, octobre 2020.



Maud QUESSARD

- Publication : « Élection présidentielle et guerres de l'information numériques : quels dangers pour la démocratie américaine ? », *Diplomatie*, n° 107, novembre-décembre 2020, p. 80-84.
- Intervention : « Le bilan de la politique extérieure de Donald Trump », dans l'édition spéciale élections américaine présentée par Guillaume Naudin, RFI, 3 novembre 2020.
- Organisation et présidence du colloque international IRSEM-Institut des Amériques « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.
- Intervention au journal des Amériques spécial élections américaines, RFI, 5 novembre 2020.
- Intervention à l'émission spéciale USA présentée par Jean-Baptiste Boursier, BFMTV, 6 novembre 2020.
- Intervention à l'émission spéciale élections américaines présentée par Jean-Baptiste Boursier, BFTV, 7 novembre 2020.

- Intervention à l'émission « Géopolitique » présentée par Marie-France Chatin, « USA 2020-2024 : quels choix de politique étrangère dans le contexte de compétition de puissances ? », RFI, 7 novembre 2020.

- Interview pour NPR, US National Public Radio, avec Eleanor Beardsley bureau de Paris, 8 novembre 2020.

- Entretien sur les guerres de l'information contemporaines avec Nicolas Barotte, *Le Figaro*, 9 novembre 2020.

- Conférence en ligne « Les enjeux stratégiques américains et l'élection présidentielle américaine 2020 », UOCA, 10 novembre 2020.

- Interview pour NPR, US National Public Radio, avec Rob Schmitz bureau de Berlin, Central Europe Correspondant, 12 novembre 2020.



Nicolas REGAUD

- Animation de la table ronde « Alliances et résilience » au colloque « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Invitation au [journal en vietnamien](#) de RFI (Les élections américaines, perceptions du Viêt Nam), 9 novembre 2020.

- Participation à l'émission « Culture Monde », focus « [Le "miracle vietnamien" : une aubaine pour les pouvoirs en place ?](#) », France Culture, 10 novembre 2020.

- Participation à l'Assemblée générale du Centre Asie du Sud-Est (CASE) de l'EHESS-CNRS (UMR 8170), 19 novembre 2020.

- Participation à la réunion de lancement d'un encadrement Master à MGU (université Lomonossov à Moscou), 23 novembre 2020.



Océane ZUBELDIA

- « L'impact géopolitique de l'utilisation des drones armés (2001-2020) », *La Revue diplomatique*, Institut EGA, n° 11, novembre 2020, p. 84-87.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Julien FRAGON

- Article : « [L'antiterrorisme à la française : répression, prévention, anticipation](#) », *The Conversation*, 28 septembre 2020.



Yvan LLEDO-FERRER

- Publication : avec Damien Van Puyvelde, « [Assassination. An increasingly uninhibited instrument of power](#) », Research Paper No. 100 (traduction de la Note de recherche n° 100, parue le 28 mai 2020), IRSEM, 30 novembre 2020.



Léa MICHELIS

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Intervention [en ligne] : « Les usages stratégiques du droit », dans le cadre de la Préparation générale aux concours externes de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), 18 novembre 2020.

- Intervention [en ligne] : « La stratégie chinoise des "Trois guerres" », dans le cadre du cours de Paul Charon, « La Chine dans les relations internationales », Master 1 de relations internationales, université Paris 2, 30 novembre 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Publication : avec Yvan Lledo-Ferrer, « [Assassination. An increasingly uninhibited instrument of power](#) », Research Paper No. 100 (traduction de la Note de recherche n° 100, parue le 28 mai 2020), IRSEM, 30 novembre 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

QUELLES PERSONNALITÉS AUTOUR DU PRÉSIDENT ÉLU JOE BIDEN POUR LA CONDUITE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE ?

John WAGNER, Paulina FIROZI, « [Biden announces foreign policy, national security team](#) », *The Washington Post*, 23 novembre 2020.

Aaron MEHTA, « [Michèle Flournoy could become the first woman to run the Pentagon. Here's what would change](#) », *Defense News*, 8 novembre 2020.

« [How I Got Here: Michèle Flournoy, A conversation with Michèle Flournoy](#) », *Foreign Affairs*, 9 septembre 2020.

Malgré les réticences voire l'opposition de Donald Trump et de son équipe à reconnaître leur défaite à l'élection présidentielle et entamer la transition de pouvoir, le président élu Joe Biden commence à composer l'administration qui l'accompagnera dans son mandat. Le président élu a ainsi nommé Ron Klain chef du cabinet et Jake Sullivan conseiller à la sécurité nationale. Lundi 23 novembre, Joe Biden a également confirmé que Anthony Blinken (secrétaire d'État adjoint de 2013 à 2015 dans l'administration Obama) occuperait le poste de secrétaire d'État, que l'ambassadrice auprès des Nations unies serait Linda Thomas-Greenfield et, enfin, que John Kerry serait envoyé présidentiel spécial pour le climat.

Après avoir été pressentie dans la potentielle administration de Hillary Clinton en 2016, Michèle Flournoy est aujourd'hui considérée comme la principale candidate au poste de secrétaire de la Défense dans l'administration Biden. Avec une carrière au Pentagone qui commence sous Bill Clinton et se poursuit sous Obama et une grande expérience dans les think tanks grâce à la fondation de son institut bipartisan CNAS (Center for a New American Security), elle est très respectée dans le monde de la défense. Les 5 priorités qu'elle dresse dans son interview à *Defense News* devraient également faire consensus au Congrès. Elle entend mettre l'accent sur la compétition technologique, en misant sur l'intelligence artificielle. Elle souhaite aussi réduire les coûts du budget de la défense en abandonnant certains équipements jugés obsolètes tout en faisant évoluer la modernisation de l'arsenal nucléaire. Ses autres priorités seraient

de restaurer l'équilibre entre civils et militaires au sein du Pentagone et de poursuivre une ligne dure face à la Chine.

Dans son entretien sur sa carrière accordé à *Foreign Affairs*, Michèle Flournoy fait part de l'importance qu'elle accorde au travail d'équipe dans le bon fonctionnement d'une organisation comme le Pentagone où travaillent ensemble des civils, des militaires, des politiques, des chercheurs, etc. Ayant déjà occupé des postes à hautes responsabilités, elle est reconnue pour sa gestion du personnel, un autre atout à prendre en compte pour une potentielle nomination au poste de secrétaire à la Défense.

Michèle A. FLOURNOY, « [How to Prevent a War in Asia. The Erosion of American Deterrence Raises the Risk of Chinese Miscalculation](#) », *Foreign Affairs*, 18 juin 2020.

Dans cet article publié par *Foreign Affairs*, Michèle Flournoy expose sa vision stratégique de la compétition qui oppose les États-Unis et la Chine et qui atteint des niveaux de tension inégalés. En effet, la diminution de la crédibilité américaine causée par les problèmes politiques internes, la mauvaise gestion de la pandémie et la stratégie du « pivot vers l'Asie » qu'elle juge non accomplie – au vu du nombre de troupes stationnées en Asie qui n'a pas changé – discréditent la capacité de dissuasion américaine. En parallèle, les décideurs chinois bénéficient d'une Armée de libération du peuple qui s'est grandement développée en taille et en capacité ces deux dernières décennies. Par ailleurs, pour Michèle Flournoy, les décideurs chinois remettent en cause les velléités américaines de garantir un parapluie militaire pour l'ensemble de la zone indopacifique. Selon elle, l'absence d'une forte dissuasion américaine augmente le risque que la Chine commette une erreur stratégique de jugement en sous-estimant la réponse américaine à une de ses provocations, ce qui pourrait conduire tout droit à la guerre, scénario que souhaitent éviter les deux puissances. La Chine travaille à l'amélioration de ses capacités pour empêcher les États-Unis de projeter leur force militaire en Asie de l'Est et leur ôter toute supériorité terrestre, maritime, aérienne et spatiale.

Michèle Flournoy dresse donc un tableau des objectifs à atteindre pour pallier ces risques et s'affirmer face à la Chine. Malgré les futures contraintes budgétaires imposées par la crise actuelle, le Pentagone devra, selon elle, largement investir dans les nouvelles technologies pour être à la hauteur de ce compétiteur à la pointe dans ce domaine : nouveaux systèmes d'armement, recrute-

ment d'experts en technologie, intelligence artificielle, systèmes aériens et maritimes autonomes et mobiles, missiles hypersoniques de précision longue-portée, etc. Enfin, afin de réaffirmer leur force de dissuasion face à la Chine, les États-Unis devront revendiquer leur volonté d'engagement dans la zone indopacifique. Cette réaffirmation passe, selon Michèle Flournoy, par une augmentation des troupes dans la région, des exercices militaires conjoints et un renforcement des relations avec les partenaires tels que la Corée du Sud ou le Japon. La compétition avec la Chine n'est pas seulement militaire mais aussi économique, politique, technologique et idéologique, et les États-Unis doivent s'appuyer sur un de leurs grands atouts : les alliances. Alors que la Chine continue de propager son influence avec la signature d'un accord de libre-échange régional le 15 novembre dernier, Michèle Flournoy est plus que jamais consciente de la nécessité d'intensifier la présence militaire américaine dans la région tout en laissant des portes ouvertes au dialogue stratégique entre les deux pays, notamment en ce qui concerne les domaines potentiels de coopération.

L'IMPORTANCE DE LA GUERRE INFORMATIONNELLE EN SYRIE ET EN IRAK

Seth J. FRANTZMAN, « [The War for the Future of Syria and Iraq Will Be Fought on Smartphones](#) », *Foreign Policy*, 4 octobre 2020.

Seth J. Frantzman est un expert du Moyen-Orient, analyste au *Jerusalem Post* et directeur de l'Institut Middle East Center for Reporting and Analysis. Auteur du livre *After ISIS: America, Iran and the Struggle for the Middle East*, il analyse dans cet article, publié par *Foreign Policy*, le rôle grandissant de la guerre informationnelle dans le conflit en Iraq et en Syrie. À l'heure où les forces américaines continuent la lutte antiterroriste tout en voyant leurs effectifs diminuer, les contre-offensives informationnelles menées notamment par les organes d'information des régimes russe et syrien sur les réseaux sociaux, sont fortement dommageables pour l'image de l'armée américaine et de la coalition internationale. Cette lutte informationnelle mine la confiance des populations dans la lutte anti-Daech menée par les forces alliées depuis 2014. Dans un contexte de recrudescence d'attaques dirigées contre les troupes américaines, Seth J. Frantzman rappelle que de nombreuses photos et vidéos circulant sur les réseaux sociaux discréditent les militaires, un défi que les décideurs se doivent de prendre au sérieux, selon l'analyste qui explique pourquoi et comment agir.

L'article reprend notamment les propos du colonel Myles Caggins, porte-parole de la coalition anti-Daech menée par les États-Unis. Il a pour mission de lutter contre la propagande ennemie. Le colonel Caggins rend compte de l'importance de la perception de la mission par les populations locales et souligne pour cela le rôle crucial des porte-parole de la coalition anti-Daech dans l'établissement d'un lien apaisé entre les forces armées et les populations. Il ne s'agit plus simplement de réagir aux actualités mais de diriger les discours dans un sens précis tout en contrant les manipulations de l'information. La pandémie empêche les soldats de sortir de leur base pour établir des contacts avec la population. Dans ce contexte, le rôle des *public affairs officers*, acteurs majeurs de la diplomatie publique, est d'autant plus prépondérant pour la communication stratégique. La coalition agit déjà dans la guerre de l'information et communique avec ses partenaires grâce à son compte Twitter, mais l'utilisation de cet outil n'est ni assez développée ni assez efficace. À titre de comparaison, l'État d'Israël a pleinement saisi l'ampleur de l'enjeu et y a répondu en créant un « ministère des Affaires stratégiques et de la Diplomatie publique ». Grâce à l'expérience acquise dans les précédents conflits, cet organe israélien sait que publier en premier l'information, permet de déterminer le scénario à donner à un événement et peut grandement influencer l'issue d'un conflit. Les ennemis sur le terrain ont déjà une bonne maîtrise de ces outils et l'essor des smartphones leur permet d'enregistrer et de diffuser le moindre incident. Ils nuisent ainsi efficacement à la réputation, et donc à l'action de la coalition internationale.

L'analyse de Seth J. Frantzman met en perspective les velléités des responsables de l'armée américaine, conscients du rôle capital de l'information et surtout de la vitesse avec laquelle elle est diffusée ou propagée. Pour ne pas renouveler l'échec médiatique retentissant du Vietnam, le Pentagone avait, lors de la guerre du Golfe, permis à des journalistes accrédités de suivre et rendre compte des opérations afin de mettre en place une communication stratégique contrôlée et efficace, envers les populations occidentales et moyen-orientales. Selon Frantzman, il est nécessaire de poursuivre cet effort de communication d'abord envers les populations locales. Dans cette guerre de l'information, Caggins souhaite armer les soldats de smartphones afin de rendre compte de leur travail de terrain auprès des populations locales et de favoriser une bonne image des forces de la coalition.

L'article rappelle enfin que l'obstacle majeur est le manque de rapidité de la réponse dans les actions médiatiques et numériques contre-offensives, sans doute en raison du

pois de la hiérarchie militaire. La bonne maîtrise de la communication stratégique demeure, selon l'auteur, un élément clé alors que l'heure est au retrait de la présence américaine en Irak et en Syrie.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Brandon K. YODER et Kyle HAYNES, « [Signaling under the Security Dilemma: An Experimental Analysis](#) », *Journal of Conflict Resolution* [en ligne], novembre 2020.

Dans un article publié en ligne, pour l'instant, ce mois-ci par la revue *Journal of Conflict Resolution*, Brandon Yoder et Kyle Haynes se sont penchés sur un sujet classique, à savoir le dilemme de la sécurité. Les réalistes offensifs soutiennent que les États présument le pire à propos des intentions des autres États. Cela ne manque pas d'embarquer inexorablement ces derniers dans un cycle de compétition et de conflit, quand bien même les acteurs concernés ne seraient pas, au départ, animés d'intentions agressives. Pour d'autres auteurs, au contraire, de tels acteurs, à considérer qu'ils agissent toutefois de manière rationnelle, devraient toujours trouver une manière de signaler aux autres que la voie de la coopération est à privilégier. Ils envoient pour ce faire des signaux qui seraient trop coûteux pour eux d'envoyer s'ils étaient autre chose que des États animés d'intentions pacifiques. Un tel mécanisme est censé adoucir le dilemme de la sécurité et favoriser la coopération, y compris dans les situations de méfiance réciproque initiale. Il existe néanmoins peu de travaux empiriques sur le processus de réassurance entre États, pas plus qu'il n'en existe sur les conditions dans lesquelles les États bienveillants peuvent bâtir une relation de confiance. Yoder et Haynes s'attachent à combler cette lacune dans la littérature en recourant à la méthode expérimentale et notamment afin de tester les hypothèses proposées par Andrew Kydd. Leurs résultats confortent le modèle, en particulier au regard des « effets de direction ». Néanmoins, la fréquence de coopération observée est significativement moins élevée que celle prévue par ledit modèle, tandis que les possibilités de réassurance demeurent très sensibles au degré de confiance réciproque initiale entre États.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

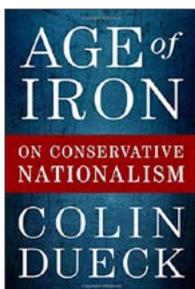


Samuel B. H. FAURE, *Avec ou sans l'Europe*, éditions de l'Université de Bruxelles, 2020, 208 p.

La coopération européenne, notamment autour des questions de défense, est un enjeu clé pour notre avenir et pour la souveraineté du continent. L'ouvrage *Avec ou sans l'Europe* de Samuel B. H. Faure, aux éditions de l'Université de Bruxelles, est l'un de ces livres qui, par l'étude d'une question particulière, illustre les grands enjeux contemporains, en particulier les défis à relever pour mener à bien des politiques publiques à l'échelle européenne.

Fondé sur plus de 150 entretiens, ce livre revient sur la politique française d'acquisition des technologies militaires et cherche à comprendre comment les élites de l'armement influencent ces politiques militaro-industrielles. L'auteur détaille le processus de décision des élites françaises qui ont amené à l'acquisition de trois grands programmes militaires : l'avion de transport A400M, l'avion de chasse Rafale et le système de drone Reaper. L'étude de ces trois programmes met en avant la manière dont les relations entre les élites de l'armement françaises et européennes ont conduit à des décisions aussi diverses que la coopération européenne, la production nationale et l'achat sur étagère américaine. Ce livre offre au lecteur une meilleure compréhension de l'acquisition militaire en France et illustre plus largement les freins et les accélérateurs à la coopération européenne en matière de défense et d'industrie.

Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense



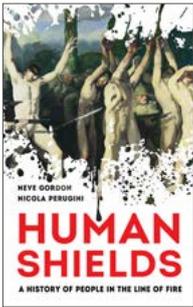
Colin DUECK, *Age of Iron: On Conservative Nationalism*, New York, Oxford University Press, 2019, 228 p.

Professeur de science politique à l'université George Mason, proche du think tank conservateur American Enterprise Institute, Colin Dueck a présenté son dernier ouvrage lors du colloque « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) » organisé par l'IRSEM, le jeudi 5 novembre 2020. Dans *Age of Iron*, le chercheur creuse le sillon tracé dans *Reluctant Crusaders* (2006) et *Hardline* (2010) et tente de comprendre la politique étrangère de

l'administration Trump en retraçant sa généalogie. Les positions de Donald Trump en matière de politique étrangère ne constituent ni une aberration ni un accident de l'histoire, tranche l'auteur, mais au contraire plongent leurs racines dans un nationalisme conservateur, terreau commun à tous les Républicains. Celui-ci repose sur un « patriotisme civique et démocratique » ainsi défini : attachement à un territoire donné, adhésion à l'idée que le monde est mieux gouverné par des États souverains que par des institutions supranationales, et accent placé sur la défense de la sécurité, des intérêts, des droits, des valeurs et du mode de vie américains. Cette vision du rapport des États-Unis au monde fut dominante jusqu'au paradigme internationaliste libéral énoncé en 1917 par le président Wilson. Face au défi que constitua ce dernier, les Républicains adoptèrent des approches différentes.

Modifiant légèrement la typologie développée dans *Hardline*, Dueck distingue trois écoles dont les fondements idéologiques sont restés stables du sortir de la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours. Relativement marginalisée depuis le début de la guerre froide, l'école « non interventionniste » se montre favorable aux accords commerciaux et au libre-échange mais hostile aux engagements militaires à l'étranger. Viennent ensuite les « faucons » ou « nationalistes durs » (*hardline nationalists*). D'un côté, ces derniers se montrent hostiles aux missions de maintien de la paix, au *nation building* et aux institutions intergouvernementales, estimant qu'elles entravent la souveraineté nationale ; de l'autre, ils soutiennent des budgets de défense élevés et les interventions militaires à l'étranger, notamment contre le terrorisme. Ces nationalistes durs ont largement soutenu Donald Trump et représentent désormais la part la plus importante de l'électorat républicain, estime Dueck. S'ils furent longtemps sous-représentés, faute de figures nationales charismatiques (à l'exception de Barry Goldwater, candidat malheureux du Parti républicain en 1964), ils n'en furent pas moins la force pivot au sein du GOP sur les questions de politique étrangère. Enfin, partisans d'un rôle actif de Washington dans le monde sur les plans économique, diplomatique et militaire, les internationalistes ont été depuis le début de la guerre froide la force dominante du GOP en politique étrangère. Longtemps sur-représentés au sein de l'*establishment* du parti, ces derniers, s'ils demeurent importants, apparaissent désormais en déclin. Pour l'emporter, estime Dueck, toute future administration républicaine devra distiller une synthèse des trois courants de politique étrangère.

Frédéric HEURTEBIZE
Chercheur associé à l'IRSEM



Neve GORDON et Nicola PERUGINI, *Human Shields. A history of people in the line of fire*, University of California Press, 2020, 312 p.

De Gaza à Raqqa, en passant par le Sri Lanka, l'Irak et l'ex-Yougoslavie, l'usage de boucliers humains – civils placés devant un objectif militaire – est devenu un fait significatif des conflits armés contemporains. La prolifération des boucliers humains accompagne les mutations contemporaines de la guerre, caractérisées par le développement de conflits asymétriques dans des environnements urbains, où la frontière entre civils et combattants tend à s'estomper. Devenue un acteur clé dans les rapports entre les États et les groupes armés, la figure du bouclier humain a surtout été étudiée sous l'angle juridique du droit international humanitaire, mais n'avait jamais encore été abordée historiquement. C'est cette lacune que Neve Gordon et Nicolas Perugini se sont efforcés de combler dans *Human Shields. A history of people in the line of fire*.

Professeurs de relations internationales à la Queen Mary University of London et à l'université d'Édimbourg, les deux chercheurs retracent dans cet ouvrage l'histoire des boucliers humains à l'ère moderne, de la guerre de Sécession à l'État islamique, avec des chapitres consacrés notamment aux deux guerres mondiales, à la guerre du Vietnam ou au conflit israélo-palestinien. Les boucliers humains sont également abordés dans le contexte civil, à travers les luttes des mouvements écologistes, féministes et antiracistes. La thèse principale des auteurs est l'idée d'une nature duale du bouclier humain : d'un côté, il a une fonction protectrice ; de l'autre, il révèle les structures de pouvoir qui soutiennent un ordre social, il met en lumière les relations institutionnalisées de pouvoir et de violence qui traversent une société. Étudier l'histoire des boucliers humains permet d'éclairer l'évolution de l'ordre politique et juridique mondial.

C'est la valeur assignée à la vie de certaines catégories de la population qui explique que leur vulnérabilité peut devenir une arme de dissuasion, tandis que la vie des autres est perçue comme dispensable et non fonctionnelle ; l'histoire des boucliers humains est l'histoire de ceux qui ont été inclus ou exclus du champ de l'humanité. Elle est aussi une histoire des corps, décrivant comment le corps humain est mobilisé dans des rapports de domination et de résistance. Les auteurs s'en servent comme point d'entrée pour examiner le fonctionnement du droit de la guerre, dévoiler les opérations de pouvoir qui s'y jouent

et l'infrastructure idéologique sous-jacente. Ils montrent ainsi que le droit international ne sert pas uniquement à limiter l'usage de la violence, mais permet parallèlement d'accompagner et de justifier son déploiement contre les populations civiles. D'inspiration constructiviste, cet ouvrage offre un point de vue éclairant sur les nouvelles formes de légitimation de la violence mobilisées par les puissances étatiques à l'heure des guerres asymétriques.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

À VENIR

8 décembre : Round table « [2020-US Presidential elections and Alliances in Northeast Asia](#) », 11h-12h15. [Inscription obligatoire.](#)



The US alliance and relations between partners (Japan-ROK) faced many challenges and tensions under the Trump administration partly due to Donald Trump handling of the “burden sharing issue,” the Sumitries policy with North Korea and diverging attitude toward China. The speakers will consider how Donald’s trump approach to the Northeast Asia strategic landscape has impacted Japan and South Korea defense and foreign policy and the North Korea leadership. They will explore the policy implications of the recent US elections for Japan, South Korea and the perspective for US-North Korea relations.

Dr [Maud Quessard](#), IRSEM: “Introduction and Presentation.”

Ambassador Nobushige Takamizawa, Former Japan Permanent Representative to the Conference of Disarmament: “Japan Defense Strategy and the US-Japan Alliance.”

CDR [Marianne Péron-Doise](#), Research Fellow, Northeast Asia, Maritime Security, IRSEM: “South Korea Defense Strategy and the US-Korea Alliance.”

Dr Théo Clément, Research Fellow, Research Center on Korea, École des Hautes Études en Sciences sociales (EHES), “North Korea leadership and the new US administration.”

8-10 décembre : Conference « [The regional stakes of India’s foreign policy](#) », IRSEM/CERI/GIGA. [Inscription obligatoire.](#)



This conference proposes a series of roundtable sessions on India’s foreign policy from a regional perspective. The objective of this event is to debate the regional stakes of India’s foreign policy today and their policy implications for France and Germany.

Today, the regional and the global dimensions of India’s foreign policy are interlinked in new ways, as some regions have become the stage of a new competition with China. Regional dynamics in South, Southeast, Central and West Asia increasingly overlap for India, which has included these sub-regions within what it labelled as its “extended neighbourhood.” In these sub-regions, political, trade, and investment dynamics as well as the proliferation of regional organizations have been stimulated by hegemonic and counter-hegemonic dynamics involving Asia’s two largest powers, China and India. China has invested billions in infrastructure projects across Asia as part of its Belt and Road Initiative (BRI). India has equally boosted its economic and political relations with various regional actors, albeit not to the same degree.

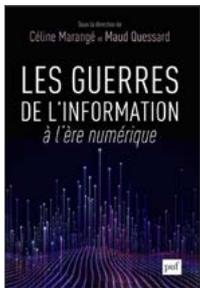
China and India’s unprecedented involvement in these regions poses a series of important questions. For instance, to what extent does their increasing competition for resources, markets and allies preclude cooperation based on shared interests in strategic stability or the safe access to resources? How do other regional actors perceive Chinese and Indian engagements? How do India and China manage their relations against the background of both competition in third countries and growing bilateral tensions? Lastly, to what extent have Indian foreign policy elites’ threat perceptions emanated from dynamic in South, Southeast and Central Asia and how has their sense of vulnerability contributed to their embrace of the

Indo-Pacific as a new regional complex? Those are some of the questions that will be explored during the conference.

Three regions, the Middle East, India's South Asian neighbourhood, and the Indo-Pacific, will be analysed and discussed in three roundtables held on Zoom.

À PARAÎTRE

13 janvier 2021 : Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.



Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puissance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

Maxime Audinet (chercheur Influence et menaces hybrides) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à l'IRSEM) : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse post-doctorante sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé IRSEM) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur de l'IRSEM) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à trois nouveaux chercheurs : Maxime AUDINET, Camille BRUGIER et Emmanuel DREYFUS.



Maxime Audinet est docteur en science politique et en études slaves de l'Université Paris Nanterre (CRPM). Il a rejoint l'IRSEM en tant que chercheur Stratégies d'influence et de désinformation dans le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ».

Ses recherches actuelles portent sur les acteurs, les pratiques et les modes de diffusion de l'influence en contexte autoritaire, en particulier dans le champ des opérations informationnelles et de la désinformation. Elles prolongent ses travaux doctoraux sur la sociologie de la diplomatie publique russe post-soviétique (médias internationaux et diplomatie culturelle) et l'interprétation par Moscou du concept de *soft power* (*miagkaïa sila*).

Il a également été chercheur au centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri) entre 2018 et 2020 et a réalisé plusieurs terrains et séjours de recherche en Russie et en Ukraine. Il a enseigné à Sciences Po Paris, à l'Université Paris Nanterre et à l'Université Paris-VIII. Il est diplômé du master recherche de science politique (mention « théorie politique ») de l'école doctorale de Sciences Po Paris.



Camille Brugier, titulaire d'un doctorat en science politique de l'Institut universitaire européen (Florence, Italie), a rejoint le domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » comme chercheuse Chine. Ses recherches actuelles portent sur les relations franco-chinoises et sino-européennes

dans le contexte de la « guerre commerciale » et du développement scientifique et technologique de la Chine dans des domaines dits sensibles. Camille Brugier a été chercheuse invitée à l'EUSS (2013) et à l'Université de Renmin (2015), a travaillé comme chargée de mission Asie/Océanie au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (2018-2020), et a enseigné les relations internationales et les méthodes des sciences sociales à l'Université Toulouse Capitole.



Emmanuel Dreyfus est chercheur Russie dans le domaine « Espace euratlantique – Russie ». Ses recherches portent sur la modernisation des forces armées russes, la politique étrangère et de défense de Moscou et la place de la Russie dans les nouvelles compétitions de puissance. Son doctorat en prépara-

tion à l'Université Paris 2 (Centre Thucydide) porte sur le rôle des influences étrangères dans la réforme militaire russe initiée en 2008. Emmanuel Dreyfus a également été George F. Kennan Fellow au Kennan Institute du Wilson Center (2019), Visiting Fellow à l'Institute for European, Russian and Eurasian Studies de l'Elliott School of International Affairs, George Washington University (2018-2020), Washington DC. Il a auparavant travaillé pendant plusieurs années en France et à l'étranger, pour les secteurs public et privé, sur les questions de défense et de sécurité en Russie et en Eurasie.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 13 – 4 décembre.

« La dimension économique de l'affrontement sino-américain en Indo-Pacifique », par Nicolas REGAUD, 2 p.

La future administration Biden se dit favorable à rejoindre, sous conditions, l'accord de libre-échange transpacifique (CPTPP) rejeté par Trump, mais l'issue reste incertaine. Cette question est capitale car le poids économique des États-Unis en Indo-Pacifique s'est considérablement réduit depuis 2000, au profit d'une Chine aux ambitions hégémoniques.



Research Paper No. 94 – 7 décembre.

« Central Armed Police Forces in India: between growth and versatility », by Damien CARRIÈRE, Research Paper No. 94, 16 p. (traduction de la Note de recherche n° 94, parue le 20 avril 2020).

Composed of six specialised corps under the responsibility of the Ministry of Home Affairs, the Central Armed Police Forces in India (CAPF) count in their ranks close to 980,000 men and women. Primarily

responsible for border guarding, counter-terrorism, law enforcement, and counterinsurgency, the CAPF have seen their workforce and budget grow over the past twenty years. Particularly active in Kashmir, in the North-East, and in many central states afflicted by a Maoist rebellion, they are deployed wherever the Central State deems it necessary and where state police forces, more often than not understaffed, are overwhelmed. As the armed wing of the State and pillar of India's domestic security, the CAPF also intervene during natural disasters in order to rescue populations.



Research Paper No. 87 – 9 décembre.

« Israeli Strategy Vs Hezbollah's Increasing Power: Intelligence has become the key », by COL Olivier PASSOT, Research Paper No. 87, 19 p. (traduction de la Note de recherche n° 87, parue le 28 janvier 2020).

Hezbollah's military capabilities never stopped increasing since the Second Lebanon War in summer 2006, when they were already strong enough to hold off the Israeli forces. The militia has accumulated tactical experience in Syria, augmenting its ballistic capacities (precision, range and number of assets), while securing its positions in southern Lebanon. Despite this high threat level, Israeli officials act as if they want to avoid any risk of confrontation. This non-action option is based on a subtle combination of deterrence and containment. For this, the Israelis have a desperate need to know their fiercest enemy although they hardly have any interaction with him. In this regard, they developed an intelligence approach that has become central in their strategy towards Hezbollah. This priority has required huge human and material investments over the past decade. Along came evolutions in military doctrine and technological innovations. In addition, intelligence has outperformed because of Israeli offensive posture, given the high level of tension across the region.



Research Paper No. 97 – 11 décembre.

« Man, the state and the virus. Understanding the health crisis through Theories of International Relations », by Elie BARANETS, 19 p. (traduction de la Note de recherche n° 97, parue le 29 avril 2020).

Theories of international relations are coherent and systematic representations of the world. As such, they can help us understand the health crisis that we have been facing in 2020. The characteristics of the processes that have triggered and continue to accompany the pandemic make it a transnational phenomenon, confirming the perspective of the same name. At all stages of this crisis, the role of the individual is central. Nevertheless, on a closer look, the individual's capacity of action is in fact rather limited. If the virus does not care about borders, it is not the case for those who carry it. Indeed, they rely on the state to solve this crisis, a state whose behavior coincides with what the realist theorists predict. The priority is thus given to the sovereign action of states, which are focused on their own interests, as they take part in a barely concealed power competition.



Brève stratégique n° 14 – 14 décembre.

« Revers pour le "super soldat" aux États-Unis : les enseignements de l'abandon du projet d'exosquelette TALOS », par Pierre BOURGOIS, 2 p.

Le programme TALOS, lancé en 2013, est devenu l'un des symboles de l'ambition états-unienne concernant le développement du « super soldat ». Ce projet, visant à la création d'un système d'armure-exosquelette unifié, a cependant été arrêté, en 2019, sans les résultats escomptés. Quels en sont les principaux enseignements ?



Note de recherche n° 110 – 16 décembre.

« Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan », par Amélie FÉREY et Anne-Laure MAHÉ, 19 p.

La signature, le 23 octobre 2020, d'une déclaration conjointe entre les États-Unis, le Soudan et Israël semble inaugurer une nouvelle ère dans les relations israélo-soudanaises : celle de la normalisation. Les politiques et évo-

lutions concrètes auxquelles renvoie ce terme restent toutefois floues, notamment du fait de l'incertitude de la situation politique soudanaise, le pays ayant entamé une transition démocratique en 2019. Quelles sont les conséquences et la pérennité de cette nouvelle itération de la diplomatie du deal promue par Donald Trump ? Cet accord a été rendu possible par le tandem Trump/Netanyahou qui a su capitaliser sur des conditions structurelles permettant un rapprochement entre les trois États. Sa publicité constitue une rupture avec la diplomatie clandestine menée par Israël dans la région, et affecte différemment les acteurs en présence. Si cette diplomatie d'annonce est recherchée par Donald Trump et Benjamin Netanyahu, qui tentent de traduire ces succès diplomatiques en gains de politique intérieure, elle met en lumière les dissensions au sein de la classe politique soudanaise, dont une partie perçoit le deal comme un « chantage » effectué par les États-Unis en échange du retrait du pays de la liste des États sponsors du terrorisme.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 82 – 1^{er} décembre.

« [“La Fayette nous voilà” ? L’alliance militaire franco-américaine et ses perspectives](#) », avec Alexandre JUBELIN, Jeffrey LIGHTFOOT et Olivier-Rémy BEL, 1 h 01.

« Le Collimateur » se tourne vers l’autre côté de l’Atlantique, pour parler de l’alliance entre la France et son plus puissant partenaire militaire, les États-Unis, à l’occasion de la parution d’un rapport de l’Atlantic Council, *Sovereign solidarity: France, the US, and alliances in a post-COVID world*, avec ses deux auteurs, Jeffrey Lightfoot et Olivier-Rémy Bel, respectivement *senior fellow* et *visiting fellow* à l’Atlantic Council.

En compagnie d’Alexandre Jubelin, ils discutent d’abord de l’ancienneté de l’alliance entre la France et les États-Unis, et du poids de cette histoire dans l’esprit des décideurs américains, notamment l’épisode gaulliste et le retrait de la France du commandement intégré de l’OTAN à partir de 1966, puis des conséquences qu’entraîne encore l’épisode 2001-2003 et des grands axes de cette coopération.

Ils abordent ensuite l’actualité de l’alliance otanienne et son adéquation possible avec la construction d’une Europe de la défense, sa complémentarité avec l’annonce récente de la hausse massive du budget de la Défense britannique ainsi que la rivalité industrielle franco-américaine, avant de réfléchir sur ce que les premières nominations de l’administration Biden peuvent indiquer sur l’avenir de la relation franco-américaine.



Dans le viseur #19 – 4 décembre.

« [Caesar à Mossoul](#) », avec Alexandre JUBELIN, 20 mn.

Pour ce nouvel épisode de « Dans le viseur » en partenariat avec l’École de guerre-terre, Alexandre Jubelin reçoit le commandant Étienne qui retrace un déploiement de l’artillerie de marine en Irak en 2017.



Épisode 83 – 8 décembre.

« [Les armées dans la bataille sanitaire](#) », avec Alexandre JUBELIN, Angélique PALLE et Florian OPILLARD, 58 mn.

[Angélique Palle](#) et [Florian Opillard](#),

deux géographes et chercheurs à l'IRSEM, sont dans « Le Collimateur » pour parler de l'implication des armées dans la crise sanitaire de la Covid-19, autour du chantier de l'ANR Army qui étudie le rôle et la représentation des armées dans la pandémie.

Avec Alexandre Jubelin, ils commencent par détailler la genèse et les grands axes du projet ANR auquel ils participent, puis font un tour d'horizon de la mobilisation des armées en contexte de Covid-19 sur différents théâtres : la France, l'Italie, l'Allemagne et les États-Unis. Ils reviennent ensuite sur la dimension symbolique du recours à l'armée dans ce contexte, de l'acte de déclarer une guerre au virus, et sur les implicites de la notion de résilience. Puis ils discutent de l'impact de la Covid-19 sur l'appareil militaire lui-même et des parallèles possibles avec Sentinelle. Ils terminent par le programme du projet ANR pour les mois suivants.



Têtes chercheuses #7 – 11 décembre.

« [Mythes et réalités de la "doctrine Guérassimov" et de la guerre hybride russe](#) », avec Emmanuel DREYFUS, 27 mn.

Pour le retour des « Têtes chercheuses », « Le Collimateur » reçoit [Emmanuel Dreyfus](#), nouveau chercheur Russie à l'IRSEM, afin de discuter d'un article ayant créé l'idée d'une pratique russe de guerre hybride, et notamment le mythe de la « doctrine Guérassimov ».



Épisode 84 – 15 décembre.

« [De la dureté](#) », avec le général BURKHARD, chef d'état-major de l'armée de terre, et Alexandre JUBELIN, 51 mn.

« Le Collimateur » a le plaisir et l'honneur de recevoir le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Burkhard, pour discuter du commandement, dresser l'état des lieux de cette armée et de ses perspectives.

Avec Alexandre Jubelin, il aborde d'abord la nature de la fonction de chef d'état-major de l'armée de terre et les expériences de commandement du général, puis brosse un

panorama de l'institution, tant de ses ressources humaines que de ses évolutions d'équipement, du petit matériel au chantier Scorpion. Il évoque ensuite la soutenabilité de cette montée en technologie, avant de décrire les menaces émergentes dans le contexte de compétition stratégique, entre autres le spectre du retour à « la haute intensité ».



Dans le viseur #20 – 18 décembre.

« [Dernier check-point en Afghanistan](#) », avec Alexandre JUBELIN, 34 mn.

Dans le dernier épisode de l'année 2020 de « Dans le viseur », en partenariat avec l'École de guerre-terre, le commandant Sébastien raconte une opération en Afghanistan, dans une mission d'OMLT avec une compagnie afghane.



Épisode 85 – 22 décembre.

« [Innovation et nouvelles technologies militaires](#) » avec Alexandre JUBELIN et Jean-Baptiste COLAS, 1 h 09.

Alexandre Jubelin reçoit Jean-Baptiste Colas, officier de l'armée de terre en poste à l'Agence de l'innovation de Défense (AID) et auteur d'*Innover en plein chaos* (Nuvis éditions, 2020), afin de discuter des processus d'innovation technologiques, notamment dans le domaine militaire. Après être revenus sur les termes d'innovation et de chaos, ils décrivent quelques grands exemples d'innovations militaires tels l'invention du tir axial aérien par Roland Garros, le programme Félin de l'armée de terre et l'intégration de l'intelligence artificielle. Ils abordent ensuite la question de l'adéquation entre la culture militaire et le processus d'innovation, puis celle de l'éthique et des limites posées à l'innovation, avant de parler de la *red team* de l'AID.

N.B. : Le livre sur les voitures volantes mentionné par Alexandre Jubelin au début de l'émission est celui de Patrick J. Gyger, *Les voitures volantes. Souvenirs d'un futur rêvé* (Favre, 2005).



Dans le bunker #34 – 25 décembre.

« [Jarhead](#) » de Sam MENDES (2005), par Ryan NOORDALLY, 27 mn.

Dans l'épisode de Noël de « Dans le bunker », le soldat britannique Ryan Noordally discute d'un grand film sur la première guerre du Golfe, qui a joué un rôle dans son parcours personnel, *Jarhead* de Sam Mendes.



Dans le bunker #35 – 29 décembre.

« [Spécial super-héros](#) » par André LOEZ, 34 mn.

Pour le dernier épisode de « Dans le bunker » de l'année 2020 riche en films, « Le Collimateur » reçoit à nouveau André Loez, historien et producteur du podcast « Paroles d'histoire », afin d'analyser deux films de super-héros : *Captain America* de Joe Johnston (2011) et *Wonder Woman* de Patty Jenkins (2017), et les représentations des deux guerres mondiales que l'on y trouve.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

8 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le séminaire Jeunes Chercheurs a eu lieu par visioconférence, le 8 décembre, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#). L'invité de cette séance était Gaïdz Minassian, journaliste au *Monde* et enseignant à Sciences Po, venu présenter son dernier ouvrage, *Les Sentiers de la victoire. Peut-on encore gagner une guerre ?* (Éditions du Passé Composé). Dans un premier temps, Gaïdz Minassian a exposé les grandes lignes de son livre, qui s'interroge sur la notion de victoire : que signifie gagner une guerre aujourd'hui et comment définir la victoire au cours de l'histoire ? Cette recherche part d'un étonnement : question pourtant centrale dans le débat stratégique actuel, aucune étude ne lui a encore été consacrée dans le paysage académique français.

Le chercheur commence par retracer une généalogie historique de la notion de victoire, en remontant aux origines de la guerre, montrant ainsi comment sa définition a évolué au fil du temps. La victoire est fondamentalement une domination : en premier lieu, la domination de la nature, puis des richesses, de l'histoire, de la technique, de l'Autre et des siens. Elle permet la survie, affirme la puissance, apporte gloire et prestige, garantit l'ordre. Après s'être étatisée et sécularisée aux débuts de la période moderne, après s'être institutionnalisée en 1648 avec les traités de Westphalie, la notion de victoire se fissure, se désintègre à partir de 1918. Dans notre monde où la notion de guerre a elle-même éclaté, la victoire est devenue introuvable. Il ne s'agit plus que d'un signifiant creux revendiqué par les politiques, de manière purement virtuelle.

Gaïdz Minassian définit quatre moments qui, réunis, permettent de l'obtenir. La victoire militaire correspond à la réalisation des objectifs de guerre, la victoire politique

à l'accomplissement des buts de guerre. Le troisième moment est l'établissement d'une paix juste, inclusive et durable. Enfin, il faut nouer un partenariat solide avec l'ennemi vaincu, de façon à ce qu'il n'ait plus intérêt à recourir à la force en cas de nouveau litige ; la seule victoire possible a lieu quand les deux ennemis deviennent deux partenaires. Contre la tradition de la force incarnée par Achille ou celle de la ruse représentée par Ulysse, l'auteur conclut en prônant une éthique de l'humilité et de la paix, dont Hector est la figure emblématique.

Après cet exposé, [Élie Baranets](#) a joué le rôle de discutant. Il a notamment insisté sur l'importance de différencier la réflexion conceptuelle sur la victoire (sa définition) de la réflexion théorique (comment l'atteindre). Il a souligné également la nécessité d'une réflexion préalable sur le concept même de guerre, car sa définition détermine la manière dont la victoire peut être conceptualisée. Enfin dans un troisième temps, Jean-Vincent Holeindre a mis en avant le couple antagoniste vainqueur/vaincu, intrinsèque à la notion même de victoire, que Minassian semble davantage aborder par le prisme de la paix et du partenariat.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

8-10 décembre : Conférence « The regional stakes of India's foreign policy ».



La conférence, intitulée « Les enjeux régionaux de la politique étrangère indienne », s'est tenue en ligne les 8, 9 et 10 décembre derniers. Elle était co-organisée par l'IRSEM ([Raphaëlle Khan](#), [Damien Carrière](#)), le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris (Christophe Jaffrelot) et le German Institute for Global and Area Studies (Johannes Plagemann, Patrick Köllner), ainsi que par Nicolas Blarel, maître de conférences à l'Université de Leiden.

Cette conférence proposait une série de trois tables rondes pour permettre un débat sur la politique étrangère indienne dans son espace régional, et discuter des implications de la reconfiguration géopolitique de cet espace pour la France et l'Allemagne.

Les dimensions régionales et globales de la politique étrangère indienne sont en pleine évolution, certaines régions devenant notamment le théâtre d'une compétition accrue avec la Chine. Par ailleurs, les dynamiques régionales de l'Asie du Sud, du Sud-Est, mais également de l'Asie centrale et du Moyen-Orient se recoupent de plus en plus pour l'Inde, qui a regroupé ces régions dans ce qu'elle appelle désormais son « voisinage étendu ». Dans ces sous-régions, les dynamiques politiques, commerciales et financières ainsi que la mise en place de nouveaux organes régionaux ont été stimulées par les tentations hégémoniques et contre-hégémoniques impliquant l'Inde et la Chine en tant que grandes puissances asiatiques.

Après un triple mot de bienvenue par Patrick Köllner (GIGA), Christophe Jaffrelot (CERI) et [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (IRSEM), la première table ronde s'est concentrée sur les nouvelles dynamiques entre l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

La deuxième table ronde a porté sur les relations entre l'Inde et la Chine dans le contexte des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), en proposant une approche comparative de leurs politiques et des effets de la BRI dans des pays voisins (Afghanistan, Myanmar, Bangladesh, Pakistan).

La dernière table ronde s'est concentrée sur la question de l'Indo-Pacifique.

En plus de ces trois tables rondes, la conférence s'est doublée d'un séminaire à huis-clos entre des officiels français et allemands et des experts pour confronter leurs approches dans le cadre de l'adoption d'une stratégie française et de lignes directrices allemandes dans la région indo-pacifique.

Damien CARRIÈRE
Postdoctorant
et Raphaëlle KHAN
Chercheuse associée

9 décembre : Table ronde sur l'engagement français au Sahel et l'Opération Barkhane.



Cette table ronde fermée rassemblait une douzaine de chercheurs et spécialistes du Sahel, ainsi que des officiers et représentants du ministère des Armées. Sept ans après le début de l'intervention française, largement internationalisée à partir de 2013 avec l'engagement de l'Union européenne (entre autres EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali, EUCAP Sahel Niger), des Nations unies (MINUSMA) et d'autres acteurs, la situation au Sahel reste préoccupante sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique, notamment au Burkina Faso, au Niger et au Mali. La France, qui se trouve de gré ou de force à la tête de l'intervention internationale, a reconnu les défis en janvier 2019, en organisant le sommet de Pau afin de redynamiser l'intervention, mais aussi clarifier les relations entre les États sahéliens et la France.

Les participants ont fait un bilan de l'année écoulée, les événements et dynamiques majeures et le progrès de la mise en œuvre de la stratégie française dont le défi principal reste de convertir les succès tactiques en progrès stratégiques.

Denis TULL
Chercheur Afrique de l'Ouest

10 décembre : Séminaire « L'engagement des jeunes dans les armées », avec Joël ZAFFRAN.



Chaque année, les armées cherchent à recruter et à former environ 16 000 jeunes pour atteindre leurs objectifs et compenser l'attrition des forces. Depuis la fin du service militaire en 1997, la gestion du personnel est passée d'une logique de stock à une logique de flux. Par conséquent, les stratégies de com-

munication et de recrutement se sont adaptées mais aussi perfectionnées pour cibler les populations jeunes. Néanmoins, entre le premier clic sur le site « s'engager.fr » et la signature concrète du contrat, seuls 18 % des volontaires vont jusqu'au bout de la cascade du recrutement. Qui sont-ils et pourquoi s'engagent-ils ? Voilà les deux questionnements qui structurent les recherches de [Joël Zaffran](#), professeur à l'université de Bordeaux-II et chercheur associé à l'IRSEM.

En se fondant sur les travaux de Jean-François Léger et d'[Anne Muxel](#), celui-ci fait l'hypothèse que l'armée représente un îlot d'institution dans une société en proie à la désinstitutionnalisation. L'institution militaire présenterait un attrait pour les jeunes en raison de ses caractéristiques : elle serait une fabrique universelle où l'égalité précéderait le mérite et où chacun pourrait se réaliser en se soumettant à une discipline rationnelle et collective. Le processus d'engagement des jeunes se construirait de la tension créée entre la volonté d'émancipation personnelle (l'engagement serait alors vu comme un moyen d'assurer la transition vers l'âge adulte) et la tension générée par les investissements passés ou présents au niveau scolaire, professionnel, biographique ou encore durant la socialisation primaire. Joël Zaffran s'intéresse aux trajectoires sociales pouvant rendre plus propice l'engagement dans les armées ; vocation, tradition, nécessité et hasard pourraient ainsi mener au bout du processus de recrutement.

Les premiers retours du terrain permettent d'obtenir un aperçu de l'enquête menée auprès des jeunes du CIRFA de Bordeaux et du GRS Sud-Ouest. L'analyse lexicométrique des entretiens préparatoires montre l'importante récurrence du verbe « être », associée à la réalisation individuelle, et celle du verbe « avoir » liée à l'acquisition d'un statut. De plus, l'analyse factorielle de correspondance semble dénoter une corrélation entre le champ lexical employé et la carrière professionnelle envisagée. Bien que ces premiers résultats restent à confirmer dans la suite de l'enquête, ils constituent d'ores et déjà une sérieuse base de travail.

Julien VERSTRAETE
Assistant de recherche

15 décembre : Réunion du conseil scientifique de l'IRSEM.



La réunion annuelle du conseil scientifique de l'IRSEM s'est tenue le mardi 15 décembre, en visioconférence. La séance était présidée par Philippe Boulanger. Parmi les membres du conseil, étaient présents Beatrice Heuser, Julia Grignon, Thomas Lindemann et Claude Weber. Étaient également présents [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique, le délégué au développement international, le secrétaire général et les six directeurs de domaine.

Dans un premier temps, le directeur a évoqué la réforme récente du conseil scientifique et présenté le bilan scientifique de l'année 2020. Malgré la crise de la Covid-19, le nombre de publications de l'IRSEM est plus important qu'en 2019. Toutefois, beaucoup moins d'événements ont pu être organisés, et la plupart des missions des chercheurs sur leurs terrains ont dû être annulées.

Dans un deuxième moment, les membres du conseil scientifique ont chacun exposé leur avis et leurs remarques sur le bilan scientifique annuel. Ils ont tous salué le nombre et la qualité des publications, ainsi que les nombreuses traductions en anglais contribuant à l'internationalisation de l'institut.

Puis, le directeur scientifique a présenté le nouveau domaine « Renseignement, anticipation, menaces hybrides », les trois nouveaux chercheurs, et a mis l'accent sur la notion de transversalité promue par l'IRSEM, à travers trois programmes de recherche actuellement en cours sur les menaces hybrides, l'armée face à la crise de la Covid-19, et les réponses à la puissance chinoise. Il a fait part d'un projet de création d'un séminaire entièrement géré par les doctorants associés à l'IRSEM, et présenté plusieurs projets de colloques pour l'année 2021.

Ensuite, les six directeurs de domaine ont chacun exposé le programme scientifique de leur domaine pour l'année à venir. Pour finir, [Nicolas Regaud](#), délégué au dévelop-

pement international a fait part de plusieurs initiatives en cours : le développement d'un réseau des centres de recherche européens pour contribuer à l'établissement d'une culture stratégique européenne, le projet de convention avec les Unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE) pour apporter un soutien matériel et scientifique aux chercheurs de l'IRSEM sur leurs terrains et la construction de partenariats avec des centres de recherche hors UE dans plusieurs pays identifiés comme des priorités pour les prochaines années.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Géopolitique de la Russie », dans le cadre de la préparation aux concours administratifs de l'IPAG, 4 décembre 2020.



Élie BARANETS

- Discutant de Gaïdz Minassian lors du séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 10 décembre 2020.

- Publication : « [Man, the state and the virus. Understanding the health crisis through Theories of International Relations](#) », Research Paper No. 97 (traduction de la Note de recherche, parue le 29 avril 2020), IRSEM, 11 décembre 2020.



Pierre BOURGOIS

- Publication : « [Revers pour le "super soldat" aux États-Unis : les enseignements de l'abandon du projet d'exosquelette TALOS](#) », Brève stratégique n° 14, IRSEM, 14 décembre 2020.

- Co-direction d'un dossier thématique : « La norme en sciences sociales : regards croisés histoire du droit – science politique », *Cahiers Jean Moulin*, n° 6, 2020 ; contribution (avec Clément Rodier) : « La norme en voyage : le point de vue du politiste ».



Damien CARRIÈRE

- Article : « [La caste des gardiens de sécurité à Delhi : un problème géographique ?](#) », *L'Information géographique*, 84(4), 2020/4, p. 48-67.

- Publication : « [Central Armed Police Forces in India: between growth and versatility](#) », Research Paper No. 94 (traduction de la note de recherche n° 94, parue le 20 avril 2020), IRSEM, 7 décembre 2020.

- Organisation du séminaire « The regional stakes of India's foreign policy », Paris, IRSEM, 8-10 décembre 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Article : « Les enjeux de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération », *Politique étrangère*, 2020/4 (hiver), p. 161-172.



Paul CHARON

- Intervention : « Information manipulation operations during the Covid-19 pandemic: the Chinese case », Université de Créteil, 1^{er} décembre 2020.

- Interview par Nicolas Barotte, « "Red team" : des auteurs de science-fiction au service des armées », *Le Figaro*, 4 décembre 2020.



François DELERUE

- Présentation d'un article intitulé « Is the International Law Applicable to Cyberspace International? », ESIL Kraków-Leiden Symposium on « Exploring the Frontiers of International Law in Cyberspace », organisé par l'Université Jagiellonian, l'Université de Leyde et la Société européenne de droit international, 4 décembre 2020.

- Participation [en ligne], Informal Multi-stakeholder Cyber Dialogue, session sur le droit international, 4 décembre 2020.

- Participation [en ligne], Informal Multi-stakeholder Cyber Dialogue, session sur le droit international, 4 décembre 2020.

- Participation [en ligne] à la table ronde « Next challenges of the web governance for France and Europe: fundamental rights challenged by security issues », Agora FIC sur le thème « Célébration de 20 ans de corégulation du cyberspace : quelles prochaines étapes pour l'Europe ? », organisé par le FIC et Acteurs publics, en partenariat avec Microsoft et la Global Cyber Alliance, 9 décembre 2020.

- Intervention de 4 heures [en ligne] sur le droit international applicable aux cyberopérations au sein du Mastère spécialisé de la conduite des opérations et de la gestion de crises en cybersécurité, Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, 7 et 15 décembre 2020.

- Intervention sur les négociations internationales sur les questions numériques, cours du Pr Anne-Thida Norodom, Université de Paris, 17 décembre 2020.



Amélie FÉREY

- Interview dans l'émission « [Tout un monde](#) » sur les assassinats ciblés israéliens, présentée par Éric Guevara-Frey, RTS, 2 décembre 2020.

- Interview dans l'émission « [6 minutes pour trancher](#) », sur les assassinats ciblés, présentée par Yves Calvi, RTL, 10 décembre 2020.

- Publication : avec Anne-Laure Mahé, « [Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan](#) », Note de recherche n° 110, IRSEM, 16 décembre 2020.



Pierre HAROCHE

- Présentation dans le cadre de la webconférence « Les OPEX de l'UE ! Quelles politiques pour quelles ambitions ? », organisée par les Jeunes IHEDN, 20 décembre 2020.

- Contribution à la note « [L'autonomie stratégique européenne en 2020](#) », Groupes d'études géopolitiques, 19 décembre 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation en qualité de rapporteur au jury de la thèse de Madhi Aghajloo, « La mondialisation des droits de l'homme », Université Paris-Nanterre, 1^{er} décembre 2020.

- Participation en qualité de co-directeur du jury de la thèse d'Adrien Estève, « De la justification à l'anticipation. La construction d'une responsabilité environnementale et climatique chez les acteurs de la défense aux États-Unis et en France », Sciences Po Paris, 11 décembre 2020.

- Participation en qualité de rapporteur du jury de la thèse de Tafadzwa Zvobgo, « Sociologie politique de la violence électorale au Zimbabwe », EHESS, 17 décembre 2020.

- Émission France Info Rétrospective 2020 sur la guerre, 23 décembre 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : avec Delphine Deschaux-Dutard, Julian Fernandez, Beatrice Heuser, Jean-Vincent Holeindre, Jenny Raffik Grenouilleau et Bruno Tertrais, « [Guerres et terrorisme : ne pas manipuler les faits](#) », *L'Obs*, 1^{er} décembre 2020.

- Conférence : « Éthique et dissuasion nucléaire », dans le cours « Pourquoi la dissuasion ? » de Mélanie Rosselet (directrice de l'analyse stratégique à la direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) à l'ENS Ulm, Paris, 16 décembre 2020.



Anne-Laure MAHÉ

- Article : avec Clément Deshayes, « "Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés" : Répression et violence structurelle au Soudan », *Pôle Sud*, 53 (2), 2020.

- Recension : « [Gasmelbari Suhaib. – Talking about Trees](#) » (France, Soudan, Allemagne, Tchad, Qatar, Agat Films & Cie, Made in Germany Filmproduktion GmbH, Goï-Goï Productions, 2019), *Cahiers d'Études africaines*, 240, 2020, p. 1029-1031.

- Publication : avec Amélie Férey, « [Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan](#) », Note de recherche n° 110, IRSEM, 16 décembre 2020.



Florian OPILLARD

- Podcast : « [Les armées dans la bataille sanitaire](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 8 décembre 2020.



Angélique PALLE

- Podcast : « [Les armées dans la bataille sanitaire](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 8 décembre 2020.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article : « [RECAAP and maritime governance in Southeast Asia: a catalysing role](#) », Stable Seas blog, 12 décembre 2020.



Maud QUESSARD

- Conférence : « Fake news, attaques informationnelles, e-réputation », Paris, IHEDN, 11 décembre 2020.

- Conférence : « Les nouveaux enjeux stratégiques américains », Paris, IPAG, 14 décembre 2020.

- Conférence [en ligne] : « Quel avenir du soft power américain après Trump ? », Paris, Institut de géopolitique appliquée (EGA), 17 décembre 2020.



Nicolas REGAUD

- Publication : « [La dimension économique de l'affrontement sino-américain en Indo-Pacifique](#) », Brève stratégique n° 13, 4 décembre 2020.



Océane ZUBELDIA

- Article : « La France et les drones aériens militaires, vers un nouveau souffle européen ? », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, Géopolitique de la France, n° 59, décembre 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

Robbie GRAMER, Jack DETSCH, « [Biden to Name Former General as Defense Secretary](#) », *Foreign Policy*, 7 décembre 2020.

Colm QUINN, « [Biden's Pentagon Nominee Faces Stiff Challenges](#) », *Foreign Policy*, 8 décembre 2020.

Jack DETSCH, « [Biden Defends Choice of Austin for Defense Secretary](#) », *Foreign Policy*, 9 décembre 2020.

Ces trois articles de Robbie Gramer, Jack Detsch et Colm Quinn, publiés dans *Foreign Policy*, analysent la nomination du secrétaire de la Défense de Biden. Comme *Politico* l'avait révélé lundi 30 novembre, le président élu a officialisé son choix pour le poste de secrétaire à la Défense qui se porte finalement sur le général à la retraite Lloyd Austin. Michèle Flournoy, qui était considérée comme la grande favorite depuis l'élection de Joe Biden, voit donc le poste lui échapper. Si elle aurait pu être la première femme à occuper cette fonction et contribuer à l'équilibre des genres dans l'équipe de défense nationale de Biden, le général Llyod Austin sera, lui, le premier homme noir à la tête du Pentagone s'il est confirmé par le Congrès. Soutenu par le puissant lobby du *Congressional Black Caucus*, le général bénéficie surtout des bonnes relations qu'il entretenait avec Biden lorsque ce dernier était vice-président. Les deux hommes étaient notamment en faveur d'une diminution des troupes en Irak alors que l'administration Obama en avait décidé autrement. Ce serait surtout la nature des relations interpersonnelles plutôt que les apparences politiques qui aurait fait pencher la balance en faveur de Lloyd Austin, selon les experts de *Foreign Policy*.

Néanmoins, certains obstacles demeurent avant la confirmation de Austin par le Sénat. Premièrement, la nomination d'un général à la tête de l'appareil militaire est contraire au principe de contrôle des civils sur le militaire : de telles nominations ont été effectuées à deux reprises seulement, le général George Marshall en 1950 et le général Mattis en 2017. La nomination d'un général suscite de grandes réticences parmi les parlementaires. En plus de la crainte de voir le déséquilibre entre civil et militaire au Pentagone entamé sous Trump se poursuivre, des inquiétudes quant à des conflits d'intérêts émergent aussi. Si Michèle Flournoy avait été critiquée pour ses liens avec l'industrie de défense et les grands cabinets de conseil comme WestExec, le général à la retraite travaille actuel-

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



COL Olivier PASSOT

- Publication : « [Israeli Strategy Vs Hezbollah's Increasing Power: Intelligence has become the key](#) », Research Paper No. 87 (traduction de la Note de recherche n° 87, parue le 28 janvier 2020), IRSEM, 9 décembre 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : « [Women and black employees at the Central Intelligence Agency: from fair employment to diversity management](#) », *Cambridge Review of International Affairs* (pré-publication en ligne), 4 décembre 2020, p. 1-32.

- Conférence : « La gestion de la diversité à la CIA », Groupe de travail « Renseignement » de l'AEGES, 10 décembre 2020.

lement dans une entreprise d'armement pour laquelle les ventes d'armes aux pays du Golfe représentent une importante source de revenu. Cependant, le général Lloyd Austin a une grande expérience du Moyen-Orient. De 2013 à 2016, il a en effet dirigé les forces américaines lors de la lutte contre Daech en tant de commandant de l'US Central Command. On lui reproche en revanche de ne pas avoir une expertise assez développée de la Chine, expertise que possédait Michèle Flournoy, à l'heure où le géant chinois est considéré par l'ensemble des décideurs américains comme le premier rival stratégique des États-Unis.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

CHINE

Laura SILVER, Kat DEVLIN et Christine HUANG, « [Unfavorable Views of China Reach Historic Highs](#) », **Pew Research Center, 6 octobre 2020.**

Chaque année, le think tank américain Pew Research Center conduit des études sur les « attitudes et tendances globales », à savoir la perception de citoyens de 14 pays développés sur des questions internationales (Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède). Le Pew Research Center s'est intéressé cette année à l'opinion à l'égard de la Chine en raison de la forte hausse d'opinions défavorables qu'a connue ce pays cette année. En effet, dans l'ensemble, près de trois quarts des personnes interrogées ont une opinion défavorable de la Chine, et plus de 70 % expriment un manque de confiance vis-à-vis du président chinois Xi Jinping. Même si les États-Unis et Donald Trump restent le pays et le chef d'État les plus mal perçus de l'étude, la Chine se place désormais en deuxième position, légèrement devant la Russie. Le Pew Research Center montre que cette augmentation est fortement corrélée à une perception négative de la façon dont la Chine et Xi Jinping ont géré la pandémie de Covid-19.

LIAO Kai, « [The Future War Studies Community and the Chinese Revolution in Military Affairs](#) », **International Affairs, 96 (5), 1^{er} septembre 2020, p. 1327-1346.**

La révolution dans les affaires militaires (RAM) est le cadre de réflexion guidant la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), aujourd'hui labelisée « révolution dans les affaires militaires aux caractéristiques chinoises ». En 2004, le Livre blanc de la défense présente la révolution dans les

affaires militaires (RAM) comme le fait de « construire une force informatisée et gagner une guerre informatisée ». En 2015, le Livre blanc de la défense explique que l'objectif est de « gagner informatiquement des guerres locales ». Ce changement conceptuel par rapport aux années antérieures montre le passage d'une armée préparant une guerre totale imminente à une armée adaptée aux temps de paix, capable de planifier sa modernisation sur le long terme. Dans cet article, Liao démontre que la « future *war studies community* », communauté épistémique très active dans les colonnes du journal de l'APL (*APL Daily*) à la fin des années 1970 et au début des années 1980, a introduit les concepts de guerre locale et de guerre de haute technologie – concepts considérés comme occidentaux – au sein de l'APL à la fin des années 1980. D'un point de vue sociologique, les membres de cette communauté intellectuelle présentent deux caractéristiques communes : ils sont tous chercheurs professionnels dans les affaires militaires et tous étroitement liés à des membres importants du Parti communiste chinois ou des membres haut placés de l'APL. Liao explique que cette communauté d'experts a changé les perceptions et conceptualisations des menaces pesant sur la Chine des plus hautes instances de l'APL, contribuant ainsi à la modernisation de l'armée chinoise telle qu'on la connaît.

Camille BRUGIER
Chercheuse Chine

SOUDAN

« [‘You are going to die and we’re taking your property’. Interviews with Tigray refugees in Eastern Sudan](#) », **Sayara International, décembre 2020.**

Dans cette note de recherche, l'équipe soudanaise de Sayara International documente l'expérience vécue par les réfugiés en provenance de la région éthiopienne du Tigré qui ont traversé la frontière pour atteindre le Soudan. En effet, ce sont plus de 50 000 personnes qui ont trouvé refuge au Soudan entre le 7 novembre et le 15 décembre, à la suite de l'éclatement du conflit entre le gouvernement éthiopien et le Tigray People's Liberation Front. L'équipe de Sayara a utilisé son réseau de recherche pour conduire des entretiens approfondis avec une dizaine de réfugiés arrivés au Soudan via Hamdayet dans l'État de Kassala, au Soudan. La note apporte ainsi un nouvel éclairage sur cette crise, centré sur le vécu de ses principales victimes.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

STÉRÉOTYPES DE GENRE

Joshua SCHWARTZ et Christopher BLAIR, « [Do Women Make More Credible Threats? Gender Stereotypes, Audience Costs, and Crisis Bargaining](#) », *International Organization*, 74 (4), automne 2020, p. 878-895.

Dans un article paru dans la prestigieuse revue *International Organization*, Joshua Schwartz et Christopher Blair ont récemment entrepris de prendre en compte le genre des décideurs politiques au regard d'un des mécanismes les plus documentés en Relations internationales : celui des coûts d'audience. Les coûts d'audience sont les sanctions en provenance des acteurs domestiques auxquelles un décideur politique s'expose lorsqu'il menace un acteur international, avant de finalement se rétracter. Selon les auteurs, lesquels ont eu recours à la méthode expérimentale, les stéréotypes de genre ont une influence dans la manière dont ces coûts se manifestent. Pour combattre le stéréotype les décrivant comme faibles, les femmes au pouvoir sont politiquement encouragées à adopter une ligne de conduite ferme au cours des crises militaires. Le résultat majeur de cette enquête est que les décideuses d'une part, et les décideurs hommes qui font face à des décideuses d'autre part, payent un prix plus important lorsqu'ils se rétractent que lorsque des hommes se rétractent face à des hommes. Cela est révélateur des difficultés auxquelles les femmes sont confrontées en termes de crises internationales, comme celle évidente de calmer le jeu. Mais cela révèle aussi un certain nombre d'avantages, comme la capacité accrue à lier les mains de leurs interlocuteurs.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

Nina WILÉN, « [Female peacekeepers' added burden](#) », *International Affairs*, 96 (6), novembre 2020, p. 1585-1602.

Dans cet article, la chercheuse Nina Wilén analyse les effets de vingt ans de politiques promues par les organisations internationales, visant à favoriser l'inclusion de davantage de femmes en uniforme dans les opérations de paix. En s'appuyant sur de nombreux entretiens avec des hommes et femmes soldats de la paix réalisés en Afrique du Sud, au Burundi, en Belgique et au Niger, la chercheuse démontre les effets contre-productifs de ces politiques. En effet, les arguments vantant la plus-value de cette féminisation des forces au niveau de l'efficacité opérationnelle contribuent en réalité à saper l'égalité de

genre car ils font porter aux femmes un fardeau supplémentaire : celui de répondre aux attentes élevées placées sur elles en endossant et reproduisant des stéréotypes de genre et en travaillant davantage que leurs collègues masculins.

Anne-Laure MAHÉ
Chercheuse Afrique de l'Est

DÉSINFORMATION

Cécile GUERIN, Zoé FOUREL, Cooper GATEWOOD, [Seconde vague et désinformation : aperçu des tendances sur les réseaux sociaux](#), Institute for Strategic Dialogue, décembre 2020.

Ce rapport de l'Institut du dialogue stratégique (ISD), rédigé par les chercheurs Cécile Guerin, Zoé Fourel et Cooper Gatewood, étudie la désinformation liée à la deuxième vague de Covid-19 sur les réseaux sociaux en France. Ils constatent que la pandémie et les restrictions qu'elle a engendrées ont donné lieu à une prolifération de théories complotistes en ligne et à la propagation de discours de désinformation et de mésinformation. En plus d'une épidémie sanitaire, on parle alors d'une « info-démie » et d'après le rapport, la France est particulièrement touchée, en raison notamment d'un contexte social relativement dégradé avec la montée des extrêmes, un contexte sécuritaire tendu avec une importante vague d'attentats et une défiance envers les institutions accrue depuis le mouvement des Gilets jaunes.

Les chercheurs de l'ISD ont donc analysé les échanges relatifs à la Covid-19 entre le 1^{er} août et le 30 octobre sur les plateformes de Facebook et Twitter. L'étude examine les principaux discours, les tactiques utilisées par les diffuseurs de questions, les principaux sites partagés et les principaux influenceurs au cœur des discours associés à la deuxième vague. Grâce aux outils statistiques Brandwatch (Twitter) et CrowdTangle (Facebook), les chercheurs ont pu collecter et analyser de nombreuses données, notamment à travers l'élaboration d'une liste de mots clés pertinents. Ces analyses ont permis d'identifier les pics de discussion, les messages et les liens les plus partagés ainsi que les comptes les plus actifs sur le sujet. Les chercheurs illustrent par ailleurs leurs propos avec des captures d'écran de tweets ou de publications tout au long du rapport.

L'étude rapporte quatre pics principaux de discussion liés à la deuxième vague de Covid-19. Le premier pic, le 29 août, intervient lors de manifestations anti-masque à

Paris et Berlin ; le deuxième, le 24 septembre, fait écho à l'annonce de nouvelles restrictions dans certaines villes par le ministère de la Santé ; le troisième pic, avec une portée encore plus importante, a lieu lors de l'annonce du couvre-feu le 14 octobre ; le dernier pic apparaît le 29 octobre, jour de l'attentat de Nice et lendemain de l'annonce du reconfinement par Emmanuel Macron. L'étude distingue également plusieurs grands axes de discussion. Il y a les discours anti-institutionnels soutenant l'existence d'une utilisation concertée de la pandémie par les gouvernements afin de contrôler la population et de restreindre les libertés individuelles ; les contenus anti-vaccins et anti-interventions sanitaires tentant de discréditer certaines mesures préventives ; les théories du complot à résonance internationale rejetant la responsabilité de la pandémie sur des « élites malveillantes » et des discours spécifiques à la France, comme le soutien au Pr Didier Raoult. Le rapport de l'IDS se penche également sur l'intersection entre le reconfinement et les attentats terroristes. Les discours relatifs à l'assassinat de Samuel Paty et à l'attaque de Nice se chevauchent ainsi avec les discours traitant de la seconde vague, en particulier sur l'idée de l'émergence d'une dictature et la préfiguration d'une insurrection imminente. Au sujet des URL les plus partagées, le rapport démontre une prédominance de contenus internationaux complotistes partagés par des pages aussi bien d'extrême droite que d'extrême gauche. Enfin, en ce qui concerne les influenceurs clés, le rapport de l'IDS identifie notamment le Pr Raoult ou des figures du mouvement Gilets jaunes.

Ainsi le rapport conclut que les pics de discussion ont lieu lors des annonces gouvernementales et les appels à la désobéissance face à la dictature et aux mensonges de l'élite sur la pandémie dominent les discussions. De fait, la désinformation provient d'acteurs appartenant à l'ensemble du spectre politique et avec aussi parfois des origines étrangères, à l'image du réseau complotiste QAnon et des thématiques impliquant Bill Gates ou George Soros. Face à cette situation préoccupante, notamment pour les jeunes, les chercheurs souhaitent développer des ressources éducatives pour lutter contre les dangers de cette désinformation. C'est l'objectif du programme *Young Digital Leaders* lancé en 2019 et des formations en ligne dédiées aux éducateurs que l'ISD organisera dans les prochains mois.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

DÉFENSE

Revue Défense Nationale, « [La relation de défense franco-britannique au temps du Brexit](#) », novembre 2020, n° 834.

Revue Défense Nationale, « [Les opérations dans l'espace : un enjeu pour la défense](#) », décembre 2020, n° 835.

Les deux derniers numéros de la *Revue Défense Nationale* sont consacrés aux relations de défense franco-britanniques au temps du Brexit, et aux opérations dans l'espace comme enjeu pour la défense.



Dans son numéro de novembre, la revue revient sur l'histoire et l'actualité de la relation entre la France et le Royaume-Uni, l'une des plus anciennes et des plus structurantes de l'histoire du continent européen. Pendant des siècles, les deux États ont été en compétition constante, se disputant tant sur mer que sur terre. Il fallut attendre

le XIX^e siècle pour que s'opère un rapprochement qui progressivement s'est institutionnalisé, renforcé par les luttes communes sur les champs de bataille au XX^e siècle. Depuis la fin de la guerre froide, les deux puissances ont mis en place des programmes et projets capacitaires communs ainsi qu'une véritable interopérabilité des forces, pour mieux partager l'effort de défense et apporter des économies. La récente sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne va-t-elle changer la donne ? À l'occasion du dixième anniversaire des Accords de Lancaster House, la RDN fait le point sur les avancées réelles et tangibles dans cette relation de défense avec les contributions d'acteurs français et britanniques qui la vivent pour beaucoup d'entre eux au quotidien.



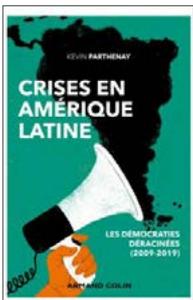
Le numéro de décembre porte, lui, sur les enjeux spatiaux de la défense française. L'espace est un domaine qui est aujourd'hui plus que jamais au cœur des opérations militaires de l'armée française, sa maîtrise est devenue une nécessité stratégique et opérationnelle dans la compétition actuelle et dans la conflictualité future. La publication de

la *Stratégie spatiale de défense* en 2019 marque la volonté de la France d'assurer la souveraineté de son espace spatial. Les défis à relever sont immenses : la surveillance de l'espace, les capacités offensives, les opérations interalliées... Les enjeux ne sont pas seulement technologiques,

ils sont également juridiques, doctrinaux et humains. L'ambition de ce numéro est de guider le lecteur dans l'espace afin de lui faire appréhender ce qui attend les acteurs du domaine spatial (industriels, CNES, DGA, armées) en général, et l'armée de l'air et de l'espace en particulier.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Kévin PARTHENAY, *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*, Armand Colin, 288 p.

Aux mois d'octobre et de novembre 2019, une grande partie des pays d'Amérique latine se sont embrasés sous les feux de mouvements de contestations politiques et sociales de grande ampleur ; Brésil, Bolivie, Pérou, Chili,

Argentine, Venezuela, Colombie et d'autres encore, tous éclatèrent similairement et synchroniquement en l'espace de quelques semaines. En réalité, ces événements s'inscrivent dans une dynamique générale de crises qui traverse l'Amérique latine depuis dix ans, comme l'analyse Kevin Parthenay dans son livre *Crises en Amérique latine. Les démocraties déracinées (2009-2019)*.

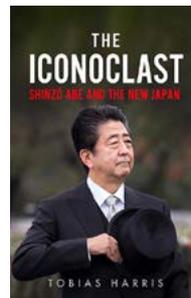
Professeur de science politique à l'université de Tours et chercheur associé à l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'auteur explore dans cet ouvrage la fin de l'ère progressiste en Amérique latine et le retour de régimes conservateurs. Appréhendant la région comme un corps politique pluriel et hétérogène, il cherche à expliquer comment des options politiques néolibérales et autoritaires ont pu revenir en force, après dix années de réformisme ayant permis de réduire les inégalités et de sortir des millions d'individus de la pauvreté. Comment comprendre qu'après plus de trente ans de transition à la démocratie, les fantômes des dictatures militaires passées refont progressivement surface, comment saisir le retour de la violence politique, la recrudescence des violations des droits humains dans ces démocraties qui semblaient apaisées ?

Kévin Parthenay dévoile les ramifications profondes des déstabilisations politiques des régimes latino-américains, leurs facteurs et composantes institutionnelles, sociales et économiques, en inscrivant son analyse dans la longue durée. Il met en évidence la fracture entre des

attentes citoyennes de plus en plus aiguës depuis le début des années 2000 et l'incapacité de leurs dirigeants à y répondre. C'est le portrait de démocraties hautement fragilisées, gangrenées par des dysfonctionnements institutionnels, une corruption endémique, une déconnexion grandissante entre les élites gouvernantes et la société, et un essoufflement de l'offre politique. Les crises politiques successives qu'ont connues ces pays pendant la dernière décennie ne sont que le rappel brutal de la confiscation de la démocratie par une minorité. Alors que les théories de la modernisation postulaient que le développement économique et social consoliderait la démocratie, cela n'a pas été le cas. L'auteur souligne la persistance et la résilience de fractures enracinées, héritées du passé pré-démocratique de l'Amérique latine.

Malgré quelques succès sur le plan social, le contre-modèle progressiste qui a émergé au début du XXI^e siècle a échoué à refonder la démocratie sur des bases stables et pérennes. Aujourd'hui, le sous-continent latino-américain se situe à un carrefour de son histoire : réussira-t-il enfin à satisfaire les aspirations démocratiques grandissantes de ces citoyens ou persistera-t-il dans ce cycle d'instabilité et de désordre qui le mine depuis des décennies ? Si le futur reste ouvert, l'ouvrage de Kevin Parthenay propose de solides clefs de lecture pour appréhender l'évolution politique de la région.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche



Tobias S. HARRIS, *The Iconoclast, Shinzo Abe and the new Japan*, Londres, Hurst and Company, 456 p.

Tobias Harris est un expert reconnu de la vie politique japonaise contemporaine qu'il commente avec perspicacité dans son blog [Observing Japan](#). Il est actuellement analyste politique au sein de Teneo Intelligence, le département d'analyse risque pays de la société de consultance stratégique américaine Teneo. Il signe régulièrement des articles pour le *Financial Times*, le *Wall Street Journal* et *Foreign Affairs*. De 2006 à 2007, Tobias Harris a travaillé au sein de l'équipe de Keiichiro Asao, parlementaire japonais siégeant à la chambre haute de la diète japonaise et « shadow » ministre des Affaires étrangères du Parti démocrate du Japon (PDJ). Il y effectuait des analyses de politique étrangère et des recherches sur les relations entre le Japon et les États-Unis.

Tobias Harris a tiré parti d'une période de *fellowship* au sein de la Sasakawa Peace Foundation des États-Unis, de 2014 à 2020, pour écrire ce premier livre *L'Iconoclaste, Shinzo Abe et le nouveau Japon*, consacré au parcours politique de Shinzo Abe. Mais cet ouvrage dense, organisé en dix-huit chapitres et pourvu d'un cahier photos, constitue davantage qu'une biographie classique même si le parcours politique de Shinzo Abe, héritier d'une famille politique liée à l'histoire du pays, premier et plus jeune Premier ministre du Japon de l'après-guerre, y est méticuleusement décrit. Il y est notamment salué pour son habileté politique et reconnu comme le Premier ministre dont la popularité lui aura permis de présider le plus longtemps à la direction des affaires du pays, de 2012 à 2020. Mais le livre prend également la mesure de ce qui constitue l'héritage le plus visible des années Abe, soit le repositionnement d'un nouveau Japon, acteur moteur de la scène régionale et internationale, et partenaire stratégique majeur et recherché à l'ère de la rivalité sino-américaine. Cet ancrage international, à rebours de l'image d'un Japon en déclin, est sans nul doute dû au volontarisme et à l'engagement diplomatique pro-actif de Shinzo Abe autour du narratif d'un Indo-Pacifique libre et ouvert qu'il a eu l'habileté de faire partager par des puissances de premier plan dont l'Inde et l'Australie, ce que Tobias Harris décrit comme la « doctrine Abe ». En cela, Shinzo Abe peut être perçu comme « iconoclaste ».

Dans un article du *Nikkei Asia* en date du 30 août 2020, Tobias Harris avait ainsi présenté Shinzo Abe comme un « globaliste », c'est-à-dire un dirigeant aux antipodes de l'image classique d'hiérarque du Parti libéral démocrate (PLD), parti gouvernemental qui domine la vie politique japonaise depuis la fin de la guerre, conservateur et néo-nationaliste. Une étiquette que le pragmatisme actif de Shinzo Abe lui aura permis de partiellement effacer.

L'auteur prend ainsi pour exemple les efforts de Shinzo Abe pour ouvrir le Japon au commerce international notamment en convainquant le PLD de rejoindre le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), un accord multilatéral de libre échange rassemblant 12 pays. Le retrait américain du traité, décidé par Donald Trump dès 2016, verra le Premier ministre japonais mettre toute son énergie à conclure un nouvel accord, le *Comprehensive and Progressive Agreement for the Trans-Pacific* (CPTPP), avec les 11 pays restant dont l'Australie, le Canada et Singapour, puis à conclure la signature d'un accord commercial avec l'UE en 2019. De la même façon, Shinzo Abe s'est efforcé d'ouvrir l'archipel aux visiteurs et aux travailleurs étrangers par le biais

d'une immigration contrôlée, tout en promouvant le tourisme, afin de faciliter la tenue des Jeux olympiques de Tokyo, désormais repoussés à 2021 en raison de la Covid-19. Cette internationalisation de l'archipel, en partie suscitée par la montée en puissance économique d'un voisin chinois de plus en plus agressif, témoigne d'une vision du monde teintée de *realpolitik*. Face à un archipel à la démographie déclinante, Abe n'a pas d'autre choix que de rechercher de nouveaux débouchés commerciaux et d'attirer une main-d'œuvre étrangère.

Pour autant, lorsqu'Abe est nommé pour la première fois Premier ministre en 2006, il apparaît comme l'héritier d'une lignée conservatrice, en la personne de son grand-père, Nobusuke Kishi, lui-même ancien Premier ministre de 1957 à 1960, et de son père, Shintaro Abe, ancien ministre des Affaires étrangères. Il se positionne ainsi comme le leader d'une génération du PLD en faveur d'une alliance militaire forte avec les États-Unis et dont les vues sur le passé de l'archipel, symbolisées par ses visites au temple de Yasukuni, seront perçues comme révisionnistes par la Chine et les deux Corées, unis dans une même condamnation d'un passé impérial sur lequel Shinzo Abe porte un regard « décomplexé ». Il devra cependant démissionner après un an, affaibli par des scandales au sein de son parti. Son retour en 2012, montre un Abe moins idéologue, prenant souvent à revers la frange la plus conservatrice de son propre parti pour faire admettre ses réformes économiques mais aussi accroître le pouvoir du Premier ministre et de son cabinet pour lutter contre les luttes de factions et l'emprise des « bureaucrates » que Tobias Harris décrypte avec précision.

L'auteur revient longuement sur l'une des priorités que Shinzo Abe s'était fixée pour l'exercice de son mandat, soit la poursuite de la normalisation diplomatique-militaire de l'archipel et la légitimation des Forces d'autodéfense (FAD), ce que son exceptionnelle longévité à son poste lui aura permis en partie de conduire. Il fait notamment adopter une Stratégie de sécurité nationale et le concept de « pacifisme pro-actif » en 2013, suivi par la mise en place d'un Conseil de sécurité nationale au sein du Cabinet du Premier ministre. Ce mécanisme qui permet à la politique étrangère de Tokyo de gagner en lisibilité et en visibilité est à l'origine du narratif sur l'Indo-Pacifique libre et ouvert, *Free and Open Indo-Pacific* (FOIP), repris par l'administration Trump, l'Inde et l'Australie et que d'aucuns considèrent comme la signature et le legs stratégique le plus important de l'ère Abe. Destiné à faire contrepoids à une Chine conquérante et à son expansion maritime sans limite en mer de Chine du Sud et en mer de l'Est dans les approches japonaises, cette vision propose l'intégration

d'un ensemble indo-pacifique, organisé de l'océan Indien au Pacifique avec l'ASEAN en son centre, sur la base de valeurs libérales c'est-à-dire un État de droit, la liberté de navigation et l'économie de marché.

Enfin, Shinzo Abe fait adopter les lois sur la sécurité en 2015, non sans remous au sein de l'opinion publique du pays. Celles-ci permettent, sous conditions, l'exercice de la légitime défense collective, c'est-à-dire la possibilité pour les forces japonaises de porter secours à un allié. Pourtant il échouera à faire reconnaître la constitutionnalité des FAD, ce qui aurait impliqué une révision de la Constitution et de son article 9 qui stipule que le Japon renonce à l'usage de la force dans les relations internationales et à l'entretien de forces armées. Comme l'explique Tobias Harris, bien qu'en position de force au sein des deux chambres du parlement japonais et bien qu'ayant longuement préparé les esprits à une modification de la Constitution, Shinzo Abe hésite à lancer un débat politique interne et plus encore à se risquer à un référendum national.

La postface du livre s'achève sur une année 2020 qui aurait dû être prometteuse pour Shinzo Abe, tout entier impliqué dans la préparation des Jeux olympiques de Tokyo, à ses yeux symbole de la renaissance de l'archipel, mais que la Covid-19 et ses problèmes de santé récurrents vont gâcher. Affaibli par la maladie, Shinzo Abe doit démissionner fin août, laissant l'ouvrage de Tobias Harris se terminer sur une profonde note d'incertitude et la fragilité d'une démocratie décrite comme « post-populiste » mais rattrapée par son inéluctable vieillissement. Reste l'intérêt d'une biographie politique passionnante en ce qu'elle éclaire, à travers la trajectoire d'un Premier ministre opiniâtre et par bien des côtés singulier, sinon « iconoclaste », le fonctionnement interne d'une démocratie parlementaire moderne qui reste aux mains d'une génération politique vivant en vase clos. Pour autant et même si Tobias Harris évoque une doctrine Abe, on peut s'interroger sur l'inscription dans le temps long de l'influence de Shinzo Abe sur la vie politique japonaise et se demander si celle-ci méritait une biographie. La tentation est grande de faire le rapprochement avec Shigeru Yoshida, figure tutélaire du Japon de l'après-guerre et de la période de reconstruction du pays alors que les enjeux de souveraineté étaient cruciaux pour l'avenir régional et international de l'archipel. Premier ministre par deux fois à l'instar de Shinzo Abe, une première fois brièvement puis de 1948 à 1954, soit six ans, Shigeru Yoshida s'est imposé durablement dans les mémoires et les manuels de science politique au titre de la doctrine Yoshida. Celle-ci stipulait que le Japon post-1945 devait se concentrer sur la puis-

sance économique et s'en remettre aux États-Unis pour assurer sa sécurité. Vivement remise en question dans les années 1990, au regard de la dépendance stratégique qu'elle impliquait vis-à-vis d'un grand allié américain jugé paralysant, elle a cependant permis au Japon d'accéder au statut de puissance économique de premier plan. Un statut que l'archipel conserve encore aujourd'hui.

Marianne PÉRON-DOISE,
Chercheuse Asie du Nord,
stratégie et sécurité maritimes

À VENIR

13 janvier : Round table « [2020-US Presidential elections and Alliances in Northeast Asia](#) ».



The US alliance and relations between partners (Japan-ROK) faced many challenges and tensions under the Trump administration partly due to Donald Trump handling of the "burden sharing issue," the Sumitries policy with North Korea and diverging attitude toward China. The speakers will consider how Donald's trump approach to the Northeast Asia strategic landscape has impacted Japan and South Korea defense and foreign policy and the North Korea leadership. They will explore the policy implications of the recent US elections for Japan, South Korea and the perspective for US-North Korea relations.

Dr [Maud Quessard](#), IRSEM: "Introduction and Presentation."

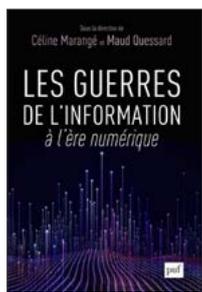
Ambassador Nobushige Takamizawa, Former Japan Permanent Representative to the Conference of Disarmament: "Japan Defense Strategy and the US-Japan Alliance."

CDR [Marianne Péron-Doise](#), *Research Fellow, Northeast Asia, Maritime Security, IRSEM: "South Korea Defense Strategy and the US-Korea Alliance."*

Dr Théo Clément, *Research Fellow, Research Center on Korea, École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS), "North Korea leadership and the new US administration."*

À PARAÎTRE

13 janvier 2021 : Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.



Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puissance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles

possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

[Maxime Audinet](#) (chercheur Stratégies d'influence et de désinformation) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ») : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse post-doctorante sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».